CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - Nº 15973 - 7 F

MERCREDI 5 JUIN 1996

FONDATEUR: HUSERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

L'agent de la « vache folle » se transmet au mouton par voie orale

UNE ÉQUIPE de chercheurs écossais d'Edimbourg a réussi à transmettre l'agent de l'encéphaiopathie spongiforme bovine (ESB) à des moutons par voie alimentaire. Ces nouveaux travaux remorcent l'hypothèse d'un danger de contamination de l'homme par l'agent responsable de la maladie de la « vache folle ». Ces ré-sultats sont pris très au sérieux par les spécialistes, comme l'indique dans un entretien accordé au Monde le docteur Dominique Dormont, président du groupe fran-çais sur les maladies à prions. Elles vont alourdir le climat de crise qui règne entre la Grande-Bretagne et ses partenaires à propos de l'embargo frappant les exportations de produits bovins. Londres a empêché, mardi 4 juin, l'adoption de la convention Europol instituant un embryon de police européenne.

Alain Juppé étudie une forte baisse M. Tiberi mis en cause dans de l'impôt sur les plus hauts revenus l'affaire des HLM de Paris

La suppression de l'abattement de 20 % est proposée au gouvernement

3 juin, les quatre « grandes orientations » qui guideront sa réforme fiscale. Celle-ci sera échelonnée sur cinq ans et engagée dès 1997. Les propositions du premier ministre s'inspirent du rapport que Domi-nique de la Martinière, ancien directeur général des impôts, lui a remis le même jour. D'esprit nettement libéral, cette étude préconise d'abaisser progressivement à 40 % le taux le plus élevé de l'impôt sur le revenu, contre 56,8 % actuellement. Cette mesure, qui devrait coûter à l'Etat 50 milliards de francs en cinq ans, serait notamment financée par la suppression de nombreux abattements et, notamment, celui de 20 % dont bénéficient les salariés. Cependant, des avantages fiscaux en faveur de l'épargne, dont l'assurance-vie, seraient aussi supprimés.

Dans l'immédiat, M. Juppé, qui s'est refusé à donner la moindre indication chiffrée, souhaite abaisser progressivement chaque année les taux de l'impôt sur le revenu. La deuxième réforme consistera à réduire, année après année, les cotisations-maladie des salariés pour y

LONDRES

de notre correspondant

tier et qui est devenu l'instrument de travail

des hommes d'affaires pressés ? Quatre-

vingt-cing millions de personnes à travers le

monde possèdent déjà ce petit téléphone que

les Français ne s'arrachent pas encore autant

que les Suédois ou les Australiens. Il faut dire

qu'ici les journaux sont constellés de publici-

tés alléchantes offrant un téléphone pour

quelques dizaines de francs... en échange

La première chaîne de la BBC a diffusé,

lundi 3 juin, à une heure de grande écoute,

un reportage dans le cadre de l'émission

scientifique Watchdog Health Check, qui af-

firme que les téléphones portables peuvent

d'un abonnement de longue durée.

ALAIN JUPPÉ a dévoilé, lundi substituer une « cotisation-maladie universelle », dont l'assiette sera étendue aux revenus du capital, avec un taux faible. Cette réforme s'annonce politiquement délicate, car elle risque d'entraîner des transferts de charges importants au détriment des retraités et des fonctionnaires. La réforme de la taxe professionnelle sera beaucoup moins ambitieuse que prévu : l'assiette de ce prélèvement ne sera pas modifiée au profit de la valeur ajoutée. Enfin, le premier ministre a laissé entendre que les hausses qui ont été décidées pour la TVA et l'impôt sur les sociétés pourraient être annulées quand la situation des finances publiques le permettra.

Les projets annoncés par M. Juppé ont été aussitôt dénoncés par la gauche et par les syndicats, la CFDT approuvant toutefois la création d'une cotisation-maladie universelle. A droite, Alain Madelin a approuvé la baisse des impôts, mais critiqué le retard pris dans la ré-

Lire pages 6 et 7 et notre éditorial page 14

Un ancien dirigeant de l'office témoigne

LE JUGE Eric Halphen dispose de nouveaux éléments dans l'enquête sur les HLM de Paris. Francois Ciolina, ancien directeur général-adjoint de l'Office public d'aménagement et de construction (OPAC), que préside le maire de Paris Jean Tiberi, lui a détaillé le



système de fraudes mis en place pour les passations de marchés. Dans un entretien au Monde. M. Ciolina assure que ce système a fonctionné pendant des années ». En relation directe avec M. Tiberi,

Georges Pérol, directeur général de l'OPAC, en était « le maître d'œuvre ». M. Ciolina ajoute qu'il « était, à l'Office, de notoriété publique » que des commissions occultes étaient, par l'intermédiaire de l'homme d'affaires Jean-Claude Méry, versées au RPR. M. Tiberi est également mis en cause pour avoir fait attribuer un logement social à son fils. Selon M. Ciolina. l'éponse du maire en a supervisé les travaux d'aménagement qui auraient coûté « plus d'un million et demi de francs ». L'entourage du maire de Paris nie en bloc les accusations de M. Ciolina. Par aileurs, le parquet de Paris a ouvert, le 3 juin, une enquête préliminaire sur d'éventuels salaires fictifs versés par deux sociétés parisiennes à Louise-Yvonne Casetta, trésorière

Lire pages 9 et 29

Un avertissement à Boris Eltsine

Anatoli Sobtchak, une étoile des « réformes », a perdu son siège de maire de Saint-Pétersbourg. Cette défaite sonne comme un avertissement au président Boris Eltsine.

Des islamistes arrêtés à Marseille

Sept sympathisants des GIA ont été placés en garde à vue, mardi 4 juin, après leur arrestation à Marseille. p. 29

Lars von Trier, sexe et châtiment

Grand Prix du Festival de Cannes, le cinéaste danois explore, dans Breaking the Waves, les méandres de la morale et de la sexualité.

■ La télévision en débat

Jean Cluzel, Carlo Freccero et Marcel Jullian analysent la récente crise de la télévision publique.

■ La Bourse de Paris au défi

La Bourse de Paris est engagée dans une compétition européenne sans merci pour sa survie.

■ Ariane-5 et la concurrence

Les industriels qui fabriquent Ariane-5 doivent serrer leurs prix pour faire face à une nombreuse concurrence. p. 19

Allemagne, 3 DM; Antilies-Guyene, 9 F; Ausricha, 23 ATS; Belgique, 48 FB; Canarda, 2.25 \$ CAN; Câte-d'Ivoire, 800 F CFA; Danemark, 14 KTD; Eppegm, 220 PTA; Grende-Brisgne, 12; Grbon, 35 DR; Iriande, 1,40 £; haile, 2700 l; Luxembourg, 48 Fl; Maron, 10 DH; Norvège, 14 KTN; Faye-Sen, 3 Fl; Portugai CON, 290 FTE; Réunion, 9 F; Senégal, 850 F CFA; Suèda, 15 KPS; Suisse, 2,10 FS; Tunisse, 1 Dis; USA 84Y), 2 5; USA (others), 2,50 \$

Les ondes maléfiques du téléphone portable

célérer le développement de cancers en Les médias britanniques continuent de discontaminant les cellules du cerveau. Ces aptiller, quasi quotidiennement, les horreurs de pareils sont comme de mini-transmetteurs notre vie quotidienne. Voici le téléphone porrecevant des micro-ondes qui pourraient entable qui attaque le cerveau. Où s'arrêtera dommager le cerveau. C'est pourquoi la BBC recommande l'utilisation d'oreillettes, qui donc le progrès, doivent se demander les milent le téléphone de l'oreille lions de proprietaires de cet appareil un temps considéré comme un signe extérieur Si l'on en croît le scientifique suédois Olle de statut social par les yuppies du monde en-

Johansson, les téléphones portables peuvent causer des brûlures et des maux de tête; l'Australien Bruce Horking, qui a perdu récemment son emploi à la société locale de téléphone Telstra pour cause de « restructurotion » et qui préside la faculté de médecine du travail à Melbourne, a décelé quarante cas troublants; son collègue John Holt a constaté à l'aide d'un thermographe que certains cancers pouvaient progresser vingt fois plus vite chez les utilisateurs de portables; à la Washington University de Seattle, les professeurs Lai et Singh affirment avoir fait des expériences concluantes sur des rats en les soumettant massivement aux ondes des por-

Que faire? Serons-nous contraints de cesser nos bavardages sur la plage ou dans la rue ? Faudra-t-il rendre à nos sociétés les portables avec lesquels elles nous débusquent dans les endroits les plus reculés? Devronsnous revenir à la fréquentation des banales cabines téléphoniques ou bien généraliser la Singh a banni le téléphone portable de sa vie jusqu'à ce qu'il lui paraisse sans danger; le docteur Peter French écourte ses appels et change le combiné d'oreille toutes les minutes. Selon la BBC, Volkswagen déconseille de téléphoner de sa voiture. De quoi stresser encore plus ces businessmen qui jouent en Bourse d'une oreille pendant qu'ils s'impa-

tientent au milieu des embouteillages. L'industrie du portable a riposté en affirmant l'innocuité « absolue et sans équivoque » du produit. Mais, rassurons-nous, il nous restera toujours ces bons vieux pigeons voyageurs si utiles lors de la première guerre

Patrice de Beer

Roland-Garros a perdu Muster

ROLAND-GARROS a perdu son champion sortant, lundi 3 juin. L'Autrichien Thomas Muster, vainqueur des Internationaux de France de le et auteur d'une impressionnante série de victoires sur terre battue cette saison, a été éliminé en huitième de finale par l'Allemand Michael Stich. Celui-ci retrouvera en quarts de finale le Français Cédric Pioline, qui a réussi un bon match pour dominer nettement le Chilien Marcelo Rios. Mardi 4 juin, les deux affiches des quarts de finale devaient opposer l'Américain Pete Sampras à son compatriote Jim Courier et, chez les femmes, l'Américaine Monica Seles à la Tchèque Jana Novotna.

Lire page 20

CABOTA Traduit du portugais par Alice Raillard

Maastricht: les normes inaccessibles

HELMUT KOHL et Jacques Chirac auront beau faire, ni l'Allemagne ni la France ne respecteront en 1997 tous les critères imposés par le traité de Maastricht. Côté français, le déficit annuel des finances publiques dépassera les 3 % du produit national. Côté allemand, le problème sera le même avec, en plus, celui de la dette publique, qui excédera la limite imposée des 60 % de la richesse nationale.

La catastrophe politique qu'entraînerait l'ajournement de la monnaie unique est un risque suffisamment sérieux pour que, à Paris comme à Bonn, soient annoncés dix-huit mois de rigueur extrême en matière de dépenses publiques et sociales. On en saura plus, au mois de septembre, sur l'ampieur des coupes budgétaires que le gouvernement français est décidé à faire, mais Alain Juppé a déjà annoncé la couleur : les dépenses inscrites au budget de 1997 ne dépasseront pas celles de la loi de finances initiale de 1996 en francs courants. En Allemagne, le programme de rigueur annoncé le 26 avril par le chancelier Kohl est maintenant conqu: 70 milliards de marks d'économies en 1997, adoucies par 10 milliards d'allègements

Pour réaliser l'union monétaire début 1999, la Prance, qui respectera par ailleurs facilement tous les autres critères du traité (endettement public, inflation, taux d'intérêt et taux de change), devra ramener le besoin de financement de ses administrations publiques de 5 % da PIB en 1995 à 3 % en 1997, ce qui revient à effacer 160 milliards de francs de déficit en deux ans. S'ajoutant aux mesures fiscales déjà décidées, l'effort à accomplir cette année apparaît considérable : réduire le déficit budgétaire de 323 milliards de francs en 1995 à 287.8 milliards de francs, celui du régime général de la Sécurité sociale de 75 à 30 milliards. Un tour de force qui, réussi, mettrait notre besoin de financement aux environs de 4 % du PIB à la fin de cette

Mais le plus difficile serait encore à venir avec, pour 1997, deux exercices relevant plus de la haute voltige que des pratiques gouvernementales habituelles: déficit budgétaire inférieur à 250 milliards de francs, disparition - ou presque - du déficit de la Sécurité sociale.

Alain Vernholes

Le retour du rap dur



ISSU des gangs de Los Angeles, le rappeur californien lee T a focalisé sur lui la colère des conservateurs américains. Un morceau. Con Killer (Tueur de flic), lui valut d'être laché par sa maison de disques, propriété de Time Warner. Après quelques années de discrétion, Ice T renoue, dans son dernier album, avec les récits de la vie des rues qui ont fait son image. Le Monde l'a rencoutré.

Litre page 25

International 2	AgendaB
France 6	Abonnements 23
Societi 5	Météorologie 23
Carnet11	Mots creisés 23
Horizons	Culture24
Entreprises15	Guide culturel26
	Presse
Anjoerd'hei19	Radio-Télévision 28
Entreprises15 Finances/marchés77	Guide culturel

enieur Commercia

PRÉSIDENT du groupe français sur les maladies à prions, Dominique Dormont estime que ces nouvelles données doivent inciter les pouvoirs

accélérer la recherche.

A LUXEM-BOURG, les ministres de l'agriculture européens n'ont pu s'entendre sur l'assouplissement de

espèces animales et humaine. publics « à passer aux actes » pour l'embargo sur le bœuf britannique et ses produits dérivés, plaçant la Commission devant des choix difficiles pour résoudre la crise avec

Le mouton peut contracter la maladie de la « vache folle » par voie alimentaire

De nouvelles recherches bouleversent les données scientifiques sur la transmission à l'homme de cette affection neurodégénérative et soulèvent de considérables problèmes de santé publique

JOUR APRÈS JOUR, l'affaire de la « vache folie » prend de nouvelles et inquiétantes dimensions. La médecine et la science viennent ici régulièrement compliquer la gestion politique, sanitaire et diplomatique d'une crise dont on ne perçoit pas la fin. Le dernier rebondissement résulte de la publication, dans les colonnes du très sérieux hebdomadaire britannique Veterinary Record (daté du 1º juin), d'un travail signé par une équipe de vétérinaires d'Edimbourg, Cette équipe, dirigée par le professeur H. Fraser, explique en substance avoir réussi à transmettre l'agent de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), ou maladie de la « vache folle », à des moutons.

Cette transmission a pu être obtenue après injection intracrà-

nienne de matière biologique cord est d'un autre ordre. Les vétécontaminée, mais aussi - et c'est fondamental - après administration de ce même matériel à des moutons par la voie alimentaire. Il s'agit là, de l'avis unanime, d'un résultat qui bouleverse profondément les données scientifiques que l'on tenait pour acquises. Il sou-lève de nouveau de considérables problèmes de santé publique.

Les scientifiques savent depuis plusieurs années transmettre de le nom de « tremblante » ou manière expérimentale à différents animaux certaines affections neurodégénératives causées par des prions. Cette transmission impose d'avoir recours à des procédés agressifs, au premier rang desquels l'injection intracrànienne de matériel biologique infecté. Le travail publié dans le Veterinary Re-

mettre l'agent infectieux responsable de l'ESB à des souris. Ils ont cette fois cherché à réaliser cette transmission chez le mouton. On sait depuis longtemps que cet animal peut, lui aussi, être atteint par une affection neurodégénérative spongiforme, voisine de la maladie de la « vache folle », connue sous

CONTAMINATION

« scrapie ».

L'équipe du professeur Frazer a eu recours à deux lignées génétiquement différentes de moutons, l'une naturellement susceptible à la tremblante et l'autre résistante. L'expérience a consisté, dans un premier temps, à administrer du matériel infectieux (provenant de cerveaux de bovins atteints d'ESB) à des moutons de ces deux lignées. Cette administration s'est faite soit par injection intracranienne soit par voie alimentaire. Les chercheurs ont observé qu'ils pouvaient, de cette manière, contaminer ces animaux. Ils expliquent aujourd'hui avoir pu contaminer un mouton naturellement résistant à la tremblante en lui faisant consommer l'équivalent de 0.5 gramme de cerveau bovin. Dans ce cas, la maladie s'est déclarée deux ans après l'« épreuve infectante », soit un délai anormalement court par rapport aux

rinaires écossais avaient déjà AH! SI ON réussi ces dernières années à trans-VÉGÉTARIENS!

périodes habituelles d'incubation de ces maladies neuro-dégénéra-

Dans une deuxième phase, les chercheurs ont effectué des prélèvements de cerveau et de rate chez des moutons ainsi infectés puis les ont injecté à des souris selon une méthode similaire à celle mise en œuvre avec l'agent de la « vache folle ». Ils révèlent avoir observé la contamination de la quasi-totalité de ces souris. Les symptômes présentés et les lésions anatomo-pathologiques retrouvées dans leur cerveau ne laissent aucun doute quant à la nature de l'affection. Ces données confirment sans ambiguité la possibilité d'une transmission par voie alimentaire de l'agent de la « vache folle ». Elles établissent, par ailleurs, que la présence de cet agent ne se limite pas au cerveau du mouton mais qu'on le retrouve également dans la rate de cet animal

« Nous avions depuis quelque temps des informations indirectes qui allaient dans le sens des observations publiées dans le Veterinary

Record, confie un expert français. En termes de gestion du risque sanitaire, cette publication est de manière objective la plus nouvelle et, de loin, la plus préoccupante. » De fait, I'« aisance » avec laquelle l'agent infectieux de la maladie de la « vache folle » semble pouvoir franchir des barrières d'espèce. que l'on tenait hier encore pour quasi-inviolables, et le fait que la contamination puisse, sans grande difficulté, se faire par voie alimentaire impose une nouvelle analyse de la situation sanitaire. La question fondamentale aujourd'hui posée ne se borne plus à l'hypothèse d'un transmission d'un agent infectieux « non conventionnei » du bovin à l'homme. Elle doit dès maintenant être élargie au monton, ce qui impose de reprendre les analyses épidémiologiques qui avaient été conduites jusqu'ici de manière beaucoup trop restrictive.

Les conclusions expérimentales de l'équipe du professeur Frazer ne peuvent pas ne pas être rapprochées des observations faites ces dernières années en Grande-Bretagne, où des chats domestiques s'étaient « naturellement » contaminés, par voie digestive, avec l'agent de l'ESB. Ces observations n'ont pas été prises suffisamment en compte par les responsables politiques. Il est difficile d'imaginer qu'un tel scénario puisse aujourd'hui se reproduire.

145

2.28 A. . . .

338 g . s

fois inférieure de 15 % à ce qu'elle était à la même époque en 1995. **Dominique Dormont,** président du groupe français sur les maladies à prions

La consommation de viande bovine a baissé en France

Plus d'un quart des Français déclarent manger moins de bœuf de-

puis la crise de la « vache folle », selon une enquête BVA réalisée

pour l'agence FCA-BMZ et Enjeux-Les Echos. Cette enquête a été me-

née auprès d'un échantillon représentatif de 2 845 personnes. 28 %

des personnes interrogées ont « limité » leur consommation de

bœuf depuis cette crise; 72 % n'ont pas changé leurs habitudes ali-

mentaires. Le poulet et le poisson profitent de cette désaffection

pour la viande bovine. 58 % des Français qui boudent le bœuf ont

remplacé ce dernier par de la volaille, et 49 % par du poisson. 26 %

achèteut davantage de porc, 14 % plus de mouton et d'agneau et 5 %

plus d'œufs. Pour sa part, la Secodip (Société d'études de la consommation distribution et publicité) estime que la consommation de

viande bovine remonte progressivement après une chute de 25 % au

debut de la crise. Au 19 mai, la consommation de bœuf restait toute-

« Les pouvoirs publics doivent passer aux actes »

« Ouelie analyse faites-vous de l'annonce de la possible transmission par voie alimentaire de l'agent de l'ESB au mouton?

- Ce travall et ses conclusions sont très importants. La transmission de l'ESB par voie orale au mouton et le fait que 0,5 gramme seulement suffit pour infecter un mouton - tout comme le fait que 1 gramme suffit pour infecter un bovin - sont des informations qui démontrent que l'on est en train de sortir progressivement du cadre intellectuel qui avait, ces demières années, été défini.

- Peut-on dire, contrairement à ce qui était connu, que l'agent de l'ESB circule plus aisément que prévu entre les espèces, qu'il se transmet aisément par voie orale et qu'il est doté d'une infectiosité plus grande que ce que l'on pouvait craindre?

- Oui, cet agent est à la fois plus « méchant » et moins « méchant » que prévu. Il l'est moins en ce sens que chez l'animal infecté présentant des signes cliniques la distribution de l'infection citée est restreinte au système nerveux central, alors que chez le mouton atteint de « tremblante » on le retrouve partout. C'est ce qui laissait précisément penser que l'agent de l'ESB était moins virulent. Mais, à l'inverse, nous découvrons aujourd'hui que cet agent est très clairement adapté à l'infection par voie orale. Cela n'est nullement

- Quelles conséquences pratiques doit-on tirer de cette dé-

couverte? - Ce que l'on a l'habitude d'appeler la « tremblante du mouton » était jusqu'à présent parfaitement défini par l'observation clinique. En revanche, nous devrous nous méfier, à l'avenir, des moutons qui présentent une « tremblante » trop tôt dans leur existence ou qui présentent une « tremblante » dont les symptômes apparaîtront atypiques. Par ailleurs, ces nouvelles données viennent, une fois

encore, justifier la nécessité d'intensifier le travail de recherche dans ce domaine. Il est clair que nous avons un besoin impératif de connaître et de comprendre les nouvelles propriétés biologiques de cet agent potentiel pour essayer d'en faire le tour sur le plan de la santé publique humaine et animale. La communauté scientifique doit accorder un intérêt croissant à ce secteur. C'est déjà le cas en France et les pouvoirs publics doivent passer aux actes.

- L'information selon laquelle l'agent de la « vache folle » peut se transmettre au moutou va amplifier les inquiétudes et les angoisses vis-à-vis, notamment, de la consommation de mouton. Quelles conséquences doit-on, selon vous, en tirer?

- La première priorité correspond à une proposition que nous formulons depuis longtemps: il importe de réaliser au plus vite le croisement des données épidémiologiques vache/mouton/chat/ bomme. Il faudra aussi y associer les données concernant les ruminants de 200. Nous sommes dans un pays où la « tremblante du mouton » existe depuis très longtemps et nous devous absolument nous intéresser d'une nouvelle manière à cette maladie. Il faudra notamment savoir si les moutons français ont ou non été nourris avec des farines animales britanníques et, si oui, quand et dans quelles quantités. Si, en France, de telles farines n'ont été données aux moutons qu'après les nouvelles procédures européennes d'inactivation avec « autoclavage » à 130 degrés, on peut vivre tranquille... Si, en revanche, il y a eu de la contrebande, avec des écoulements de farines contaminées provenant de Grande-Bretagne et qui sont arrivées par des voies détournées dans nos pâturages, la situation est tout autre. Il faut parvenir à faire une appréclation policière du risque. »

Propos recueillis par

LUXEMBOURG (Union européenne) de notre correspondant Le chantage des Britanniques, qui consiste à entraver le fonctionnement normal de l'Union

européenne tant qu'ils n'auront pas obtenu des engagements suffisants sur la levée de l'embargo imposé par les institutions communautaires sur leurs exportations de viande de bœuf et de produits dérivés, vient de se révéler infruc-

En dépit de la pression exercée, les ministres de l'agriculture des Quinze, réunis lundi 3 juin à Luxembourg, n'ont pas été en mesure de rassembler la majorité qualifiée nécessaire pour adopter la proposition de la Commission européenne qui avait recommandé, moyennant conditions, la levée partielle dudit embargo pour les gélatines, les suifs et le sperme bovin. Le 20 mai, lors de la dernière réunion du Comité vétérinaire permanent de l'Union, sept pays avaient déià voté contre cette proposition, à savoir l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, le Portugal et les trois pays du Bénélux. Maleré des efforts de persuasion accomplis dans l'intervalle, notamment par la Commission et la France, afin de démontrer qu'en raison des précautions exigées (origine des viandes traitées, méthode de fabrication, contrôle des installations), il n'existait pas de danger réel de contamination de ces produits par l'ESB (encéphalopathie spongiforme bovine), six d'entre eux ont maintenu leur refus. Cela suffisait largement pour que subsiste une minorité de blocage. Seuls les Espagnols ont changé de position et voté en faveur de la proposition de la Commission. Cet infléchissement devrait beaucoup aux entretiens qu'ont eus Jacques Chirac et José Maria Aznar lors de la récente visite du

premier ministre espagnol à Paris. Les travaux se sont déroulés lundi dans une grande confusion. A plusieurs reprises, les participants ont éprouvé l'impression que certaines délégations clés, tels les Beiges, les Luxembourgeois, les Néerlandais, hésitaient, étaient prêtes à assouplir leur attitude. «L'accord n'est pas passé loin », a déploré Philippe Vasseur, le ministre français, qui a voté pour la proposition de la Commission. L'impossibilité de dégager une majorité qualifiée sur l'assouplissement de l'embargo ne signifie pas cependant que la proposition de la Commission soit caduque. Il aurait fallu pour cela qu'elle soit rejetée par une majorité simple des Etats, dont les plus durs ne disposent pas.

L'UE maintient l'embargo sur les produits dérivés du bœuf britannique

Devant cette carence, il revient normalement à la Commission de prendre ses responsabilités, autrement dit de décider elle-même la mise en œuvre de sa proposition, c'est-à-dire l'assouplissement de l'embargo sur les produits dérivés. Ce passage en force correspond à ce que prévoit la procédure communantaire et ne peut en rien être assimilé à une provocation. Il y a donc tout lieu de croire, sauf nouvelle contre-indication scientifique, que Bruxelles donnera bientôt son feu vert à la reprise des exportations britanniques de gélatines, de suifs et de sperme bovin.

Comment réagiront les « continentaux » ? « Les précautions nécessaires étant prises, la France appliquera alors ce qu'aura décidé la Commission », a commenté M. Vasseur. L'avenir ne se présente pas de manière aussi simple du côté allemand, où il est déjà question, dans cette perspective, d'un boycottage volontaire

organisé par les industries utilisatrices concernées. Quant à l'accueil des Anglais à cette nouvelle rebuffade du Conseil, il ne peut être que détestable. Dans leur esprit, la normalisation de la situation pour les produits dérivés n'est conçue que comme un premier pas. Malcolm Rifkind, secrétaire au Foreign Office, devait rencontrer, mardi à Bruxelles, Jacques Santer, le président de la Commission, pour lui soumettre un scénario de démantèlement par étapes de l'embargo: autorisation de reprendre d'abord les exportations de viande et d'animaux vers les pays tiers, feu vert ensuite pour livrer, y compris dans le reste de l'Union, les jeunes veaux nés après le 1= mai 1996, puis, à l'étape suivante, même chose pour les bovins élevés de manière extensive à la prairie.

M. Rifkind ne peut guère espérer plus que de bonnes paroles, même si la Commission, tout en refusant de prendre des risques sur le plan de la santé publique, estime - comme la France qu'il est nécessaire, dans la mesure du raisonnable, d'aider les Britanniques. « Ce qui s'est passé aujourd'hui a montré la difficulté de l'exercice. Les Anglais ont pu constater qu'il y avait une ouverture mais qu'il serait hasardeux de cher-cher à obtenir un calendrier de démantèlement de l'embargo », a fait valoir M. Vasseur.

L'obstruction faite par les Britanniques aux travaux communautaires va donc se poursuivre, « une méthode de faire fonctionner l'Europe qui pose problème », comme dit aimable-ment M. Vasseur. Le dossier devra donc être ouvert au plus haut niveau politique, probablement à l'occasion du conseil européen de Florence, les 21 et 22 juin.

Philippe Lemaître

Maladies à prions

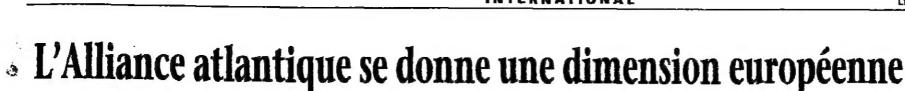
 Les prions. On désigne ainsi les agents transmissibles non conventionnels impliqués dans de nombreuses affections neurodégénératives touchant l'espèce humaine et différentes espèces animales. Il s'agit schématiquement d'une protéine naturellement synthétisée par l'organisme, mais qui, dans certaines conditions, peut changer de conformation structurelle et induire un processus dégénératif rapidement mortel Longtemps cantonnée à quelques équipes marginales, la recherche sur les prions s'est brutalement intensifiée ces demières années avec la découverte de la place considérable que pouvalent jouer ces agents pathogènes en tenne de santé publique. Outre l'épidémie de la « vache folle », on a vu

apparaître en France une dramatique série de cas de maladie de Creutzfeldt-Jakob chez des enfants ayant été traités en 1984 et 1985 par une hormone de croissance fabriquée à partir d'hypophyses de cadavres. ● La « barrière d'espèce ». De nombreux arguments expérimentaux laissaient jusqu'à présent penser que les prions étaient spécifiques de leur hôte. Ainsi on tient pour acquis le fait que l'agent de la tremblante du mouton n'a jamais contaminé les êtres humains qui vivent au contact des animaux malades. On sait encore que la maladie de Creutzfeldt-Jakob n'est observée que chez l'homme. Cette « barrière d'espèce » n'est toutefois pas toujours infranchissable, comme dans le cas des injections

intra-cérébrales de tissus infectés. Ces conditions n'étant jamais réunies dans le milieu naturel, on postulait que le risque de transmission entre animaux de différentes espèces, ou encore de l'animal à l'homme, était

inexistant. Vache folle » et Creutzfeldt-jakob. Les nouvelles inquiétudes tiennent à l'hypothèse, évoquée à la fin du mois de mars par les experts et le gouvernement britannique, d'une transmission de l'agent infectieux bovin à l'homme. Cette hypothèse résulte de l'émergence en Grande-Bretagne d'une nouvelle forme, atypique, de maladie de Creutzfeldt-Jakob. La confirmation expérimentale de cette hypothèse ne pourra, selon les experts, être obtenue avant plusieurs années. C'est cette hypothèse qui a été à l'origine de l'embargo décidé par l'UE vis-à-vis

des bovins britanniques et des produits dérivés de ces animanx comme la gélatine et le suif. L'encéphalopathie spongiforme féline. On a observé ces dernières années en Grande-Bretagne une série de contamination de chats domestiques par l'agent infectieux de la maladie de la « vache folle ». Des souris out par ailleurs pu être infectées à partir de broyats de cerveaux de chats malades. Ces données qui témoignaient d'un possible franchissement de la barrière d'espèce par voie alimentaire n'ont curieusement pas donné lieu à de réels échanges entre les scientifiques britanniques et les autres. On sait par ailleurs que la maladie a pu être transmise par vole alimentaire à certains ruminants sauvages vivant en captivité comme le koudou et le



حكناس الاجل

Les statuts spéciaux de la France et de l'Espagne devraient à terme disparaître Les Etats-Unis ont accepté que des opérations puissent être menées sous l'égide de l'Union de l'Europe occidentale

des movens de l'Alliance. Cette pos-

sibilité est en particulier ouverte à

l'Union de l'Europe occidentale

(UEO), la seule institution euro-

péerine compétente en matière de

défense que le traité de Maastricht.

La France, soutenue par ses parte-

qualifie de « bras armé de l'Union ».

naires européens, a admis que

«l'identité européenne de déjense »

ne se définisse pas comme un pilier

distinct d'un pilier nord-américain,

mais trouve son expression au sein

de l'Alliance. En revanche, les Etats-

Unis ont accepté que l'Europe puisse

mener des opérations, « sous le

contrôle politique et la direction stra-

tégique de l'UEO », y compris en fai-

sant appel à des ressources de

POTAN, mais après une autorisation

Tout en se félicitant de l'accord sur la rénova-tion de l'OTAN, intervenu lundi 3 juin à Berlin lors de la réunion des seize ministres des affaires étrangères des pays membres, les responsables américains ont cherché à minimi-

européenne. Ils estiment très faibles les chances de voir un jour les Européens régler une crise régionale sans la participation active des Etats-Unis. Hervé de Charette a ex-

ser la concession faite à l'idée d'une défense primé sa satisfaction devant le progrès accompli, auquel la France a largement contribué. L'accord conclu à Berlin permettra aux Européens, le cas échéant, de mener des opérations hors zone sans participation de

l'OTAN. Paris attend que cet accord de principe soit suivi de mesures concretes pour avancer vers une véritable réintégration dans l'OTAN.

thousiasme de Berlin. Les Amériunanime du Conseil atlantique. Les Américains gardent donc un droit de

toutes les phases des opérations. INTERPRÉTATIONS DIVERGENTES Jusqu'au demier moment, les Européens ont bataillé pour que le mot

regard sur le choix des actions me-

nées par les Européens, et sur l'utili-

sation du matériel de l'OTAN, à

« contrôle » des actions de l'UEO par l'OTAN ne figure pas dans le communiqué. Ils ont obtenu gain de cause. Le texte insiste toutefois sur l'indispensable transparence entre l'OTAN et l'UEO, et sur l'étroite coopération entre les deux organisations dans la planification et la conduite des exercices. Dans la délégation française, on

estime avoir également obtenu satisfaction sur la « visibilité » des éléments européens portant une « double casquette », dans la chaîne de commandement de l'OTAN. Le terme de structure « permanente » auquel tenait la diplomatie française est absent du texte, de même que l'attribution d'une fonction particulière au commandant en chef adjoint de l'OTAN, qui est traditionnellement un Européen. Du côté français, on fait cependant remarquer que le document final fait référence à un commandement européen « identifiable et suffisamment structuré pour qu'une force militairement cohérente et efficace puisse être constituée rapidement » (sous l'égide

Toutes les délégations se déclarent, à l'instar du secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, * pleinement satisfaites *. Mais pas pour les mêmes raisons. Les interprétations divergentes n'ont pas tardé et on ne peut exclure qu'une période d'immobilisme suive l'encains pensent que l'essentiel a été sauvegardé, leur place prépondérante dans l'Alliance ayant été confirmée. Les Français, tout en craignant des réticences américaines dans la mise en ceuvre des décisions, estiment avoir obtenu la « rénovation » de l'OTAN qu'ils recherchaient depuis décembre 1995. Prudents, ils annoncent qu'ils rejoindront pleinement l'Organisa-

tion atlantique « quand le processus sera engagé de manière irréversible ». Les Britanniques minimisent l'importance des missions que l'UEO pourraient accomplir de son propre chef en les cantonnant à l'aide humanitaire. Quant aux Allemands, ils se félicitent du maintien d'un lien transatlantique fort, réaffirmé par tous, bien que certains s'inquiètent d'une montée en puissance de la France au sein d'une organisation où ils entretenaient un dialogue privilégié avec Washington.

Il n'en demeure pas moins que le résultat a été obtenu grâce à la bonne coopération entre Paris, Bonn et Londres, grace aux rapports directs entre Jacques Chirac et Bill Clinton et au rétablissement de la confiance entre le président de la République et le chancelier Kohl. Pour vaincre les demières réticences américaines, les Européens disposaient d'un argument de poids : la rénovation de l'OTAN est un préalable à son élargissement ; elle mettra fin aux statuts spéciaux (de la France et de l'Espagne) dont les Russes pouvaient tirer prétexte pour s'opposer à la pleine participation à l'Alliance de ses anciens pays satel-

Lucas Delattre

La France poursuivra sa politique de rapprochement vers l'OTAN

L'ACCORD annonce à Berlin n'entraîne pas, à ce stade, de modification du statut de la France au sein de l'OTAN. Ce statut résulte de la décision de quitter les structures militaires de l'Organisation, prise en 1966 par le général de Gaulle, qui voulait se soustraire au pouvoir hégémonique des Américains dans le commandement intégré, Le pas accompli à Berlin vers la reconnaissance d'une plus grande autonomie européenne dans l'Alliance incitera cependant Paris à poursuivre le processus de rapprochement deja amor-

Le 5 décembre 1995, la France avait annoncé la reprise de sa participation aux réunions des ministres de la défense et à celles des chefs d'état-major. M. Millon retrouvera ainsi ses collègues de l'OTAN le 13 juin à Bruxelles. Il pourrait y faire un nouveau geste, en proposant que la France s'associe au processus de réforme de la planification de défense de l'OTAN.

Des décisions plus lourdes vers une réintégration, qui ne peuvent être prises que par le chef de l'Etat français, ne sont pas prévues avant la mise en œuvre effective de l'accord de Berlin. Il s'agit pour l'instant d'un accord politique de principe, qui dolt encore être traduit en termes d'organisation militaire. On ne s'attend pas que les décisions opérationnelles interviennent avant décembre. C'est au vu de ces résultats que Paris, le cas échéant, prendra de nouvelles mesures, par exemple, la réapparition dans la chaine de commandement de l'OTAN d'officiers français, qui pourraient faire partie des états-majors des GFLM. Jacques Chirac devrait préciser ses intentions samedi 8 juin, dans un discours à l'Institut des hautes études de défense nationale.

BERLIN

de nos envoyés spéciaux Deux ans et demi après le sommet de Bruxelles, qui avait fixé à l'OTAN de nouvelles missions et consacré dans les mots « l'émergence d'une identité européenne de défense », les seize pays membres de l'Alliance atlantique se sont mis d'accord, lundi 3 juin à Berlin, sur la rénovation de ses structures. Ils ont approuvé les principes qui, d'ici le mois de décembre, devraient permettre à l'Europe de remorcer ses responsabilités au sein d'une organisation transfor-

Après de longs mois de négociations entre Américains et Européens, les Seize ont publié un communiqué de vingt-six pages détaillant la nou-

Les Européens vont pouvoir assu-

mer des missions de maintien de la

paix sous leur propre contrôle poli-

tique et militaire. Qui plus est avec le

feu vert, voire la bénédiction des

Américains ! Tel est le message prin-

cipal envoyé par le Conseil atlan-

tique de Berlin. Hervé de Charette a

raison d'y voir « une décision très

novatrice ». Toutes les zones

d'ombre n'ont pas été édairdes, les

divergences d'interprétation écar-

tées, mais, s'ils le veulent, les Euro-

péens pourront agir; ils n'auront

plus le droit de s'abriter derrière le

manque de moyens puisqu'ils pour-

ront puiser dans les ressources de

COMMENTAIRE

UN DÉFI

Service of the service of

4.00

velle organisation des forces de l'OTAN. Au-delà de la structure intégrée naguère destinée à faire face à la menace soviétique, l'Alliance cherche à accroître sa flexibilité et sa mobilité pour répondre aux multiples dangers pesant sur la stabilité du continent. Le secrétaire d'Etat Warren Christopher a déclaré que l'OTAN devait avoir « la capacité institutionnelle de planifier, de préparer et de mettre en œuvre des opérations du type IFOR » (dans l'ex-Yougoslavie). Ainsi le concept de Groupe de forces interarmées multinationales (GFIM), apparu en 1994, est-il institutionnalisé, afin de permettre à quelques pays de l'OTAN de mener des opérations, éventuellement sans les Américains tout en bénéficiant

L'Union de l'Europe occidentale a l'Union européenne des instruété officiellement investie à Berlin ments lui permettant de mener une comme l'organisation militaire charpolitique extérieure et de sécurité gée de coordonner la politique de commune digne de ce nom. Les sisécurité europénne. Or, malgré les tuations géographiques, les tradipétitions de principe réitérées detions, les intérêts divergents rendent puis des années, l'UEO reste une cotoutefois l'exercice hasardeux. quille vide. Il faudra donc enfin la

Les Européens sont face à un défi. Ils ont réclamé leur émancipation aux Américains qui, avec de grandes précautions, semblent finalement les avoir écoutés. Il leur reste à faire la preuve qu'ils sont à la hauteur de leurs ambitions, Sinon, ils conforteraient ceux qui, aux Etats-Unis, continuent de penser que les Européens sont décidément trop inconstants pour qu'on leur confie une responsabilité dans l'Alliance atlantique.

L.D. et D. V.

Arpad Göncz, président de la République de Hongrie "« La Russie n'envisage pas de mettre son veto à l'adhésion de la Hongrie à l'OTAN »

doter de moyens de planification,

de commandement, de logistique,

etc., même si une partie de ses res-

sources doit venir de l'OTAN. L'alibi

des plus « atlantistes » des Euro-

péens, selon lesquels la montée en

puissance de l'UEO porterait om-

brage aux Américains, est devenu

Beaucoup dépendra désormais de

la volonté politique des Européens.

C'est l'objectif de la Conférence in-

tergouvernementale sur la révision

du traité de Maastricht de doter

ARPAD GÖNCZ, s'est entretenu, lundi 3 juin à Paris, avec Jacques Chirac qui a indiqué qu'il se rendrait en novembre en Hongrie. M. Göncz., ancien prisonnier politique, a ensuite reçu à l'université de la Sorbonne le titre de docteur honoris causa.

« Les pays occidentaux sont-ils en train de céder à la pression de la Russie sur l'élargisse POTAN en lui accordant, de facto, un droit de veto?

- J'ai l'impression que la Russie n'envisage pas de mettre un veto à l'adhésion de la Hongrie à l'OTAN, ni qu'elle soit amenée à prendre des mesures à l'encontre de la Hongrie si nous entrons dans l'Alliance atlantique. Je considère Boris Eltsine comme un ami. Nous informons notre partenaire russe de l'évolution du processus et nous cherchons à le rassurer. Un journaliste russe m'a demandé pourquoi la Hongrie voulait isoler la Russie. Je hui ai répondu qu'un pays de dix millions d'habitants pouvait difficilement isoler la Russie du reste du

- Ou'est-ce qui serait le plus important pour vous en tant que membre de l'OTAN : avoir une présence militaire américaine permanente ou bénéficier de la clause d'assistance réciproque en cas d'agression?

- L'appartenance à toutes les structures européennes, dont l'OTAN et l'Union européenne, serait une garantie suffisante. Aujourd'hui, la situation en Europe centrale n'exige pas une présence permanente de forces militaires étrangères. L'appartenance à l'OTAN est une garantie de sécurité politique et militaire suffisante. Nous disons d'ailleurs, en plaisantant, que l'OTAN est déjà entrée en Hongrie depuis l'installation d'une base de l'IFOR [les forces multinationales de l'OTAN en Bosnie] à Taszar, dans le sud du pays.

- Etes-vous inquiet par rapport à l'avenir de la Russie ?

Ce qui se passe en Russie est un processus très mouvementé, mais Il sera difficile de l'influencer de l'extérieur. Quel que soit le dirigeant du pays, sa liberté d'action lique que l'an 2000, qui marquera



me paraît assez limitée. Il ne me semble donc pas que cette évolution puisse être définitivement arrêtée. Je ne peux pas exclure la victoire électorale de M. Ziouganov [le candidat communiste, NDLR] mais cela ne modifie pas fondamentalement les données. Je crois que la réflexion, en Europe occidentale, accorde parfois trop d'importance aux individus.

- Est-il encore possible d'avoir un doute sur l'élargissement de l'Union européenne (UE) vers PEurope centrale?

En tant que centre-Européen, j'estime qu'il s'agit d'un processus absolument irréversible. Au lendemain de la première guerre mondiale, l'Europe de l'Ouest a intégré la périphérie scandinave. Après la deuxième guerre, elle a absorbé la périphérie méditerranéenne. Maintenant, elle est en train d'assimiler, tant bien que mal, les régions de l'Europe centrale, de la Baltique aux Balkans. La compétitivité de l'Europe et son rang dans le monde dépendent en grande partie de sa faculté d'élargisse-

- Est-il important pour vous d'avoir un calendrier précis pour l'adhésion, on pensez-vous qu'il s'agira d'une évolution progres-Sive?

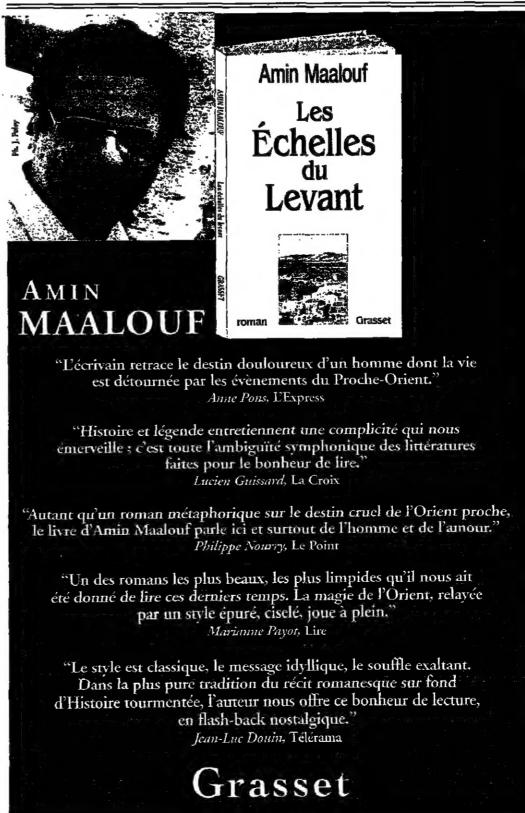
- Ma réponse vous étonnera peut-être, mais le plus important est que le processus soit continu, le rythme constant. Il faut éviter que l'élargissement soit vécu comme un choc, qu'il entraîne une déception. Il serait hautement symbole millénaire de l'existence de la Hongrie comme royaume européen, corresponde également à l'entrée officielle du pays au sein de l'Union européenne.

- Dans ses derniers discours, le président tchèque, Vaclay Havel, paraksait amer par rapport aux lenteurs de l'élargissement de l'OTAN et de l'UE. Mais vous semblez très confiant et serein. Pourquoi une telle différence de ton?

- Havel a raison quand il dit que l'on avance parfois à l'improviste. Qu'est-ce que l'on constate dans mon pays? Le résultat de la libéralisation des échanges a d'abord bénéficié aux pays occidentaux, nos échanges sont déficitaires avec eux. En plus, la transformation est un processus difficile, qui va de pair avec l'apparition du chômage. On a parfois l'impression d'être reçu comme un parent pauvre à qui l'on fait l'aumône. Surtout quand on nous parle sans cesse du coût de l'élargissement. Je voudrais que l'on fasse un jour l'inventaire des avantages que représente l'adhésion de nos pays pour l'Europe.

» Quand on envisage la question de l'avenir de l'Europe avec un esprit de boutiquier, cela nous chagrine. Surtout quand on dit que l'on va nous autoriser à entrer dans l'Europe; nous sommes européen depuis un miliénaire! La Hongrie a fait deux choses éminemment européennes au cours de ce siècle. D'abord la révolution de 1956, qui a marqué le début de la décomposition du système soviétique. Ensuite, le dernier gouvernement communiste a ouvert. pendant l'été 1989, la frontière austro-hongroise aux réfugiés est-allemands; c'était le premier pas vers la réunification allemande. Or, on ne cesse de nous parler de comptes d'apothicaires sur le coût de l'élargissement. C'est une frustration psychologique, tout-à-fait compréhensible. Même s'il est vrai que nous allons arriver avec des bagages pas trop élégants. »

> Propos recueillis par Alain Frachon et Yves-Michel Riols



Le président angolais change de gouvernement pour relancer l'économie

LUANDA. Le premier ministre angolais, Marcolino Moco, a été demis de ses fonctions, lundi 3 juin, par le président José Eduardo Dos Santos et remplacé par Fernando José de Franca Dias Van-Dunem, ancien chef de la diplomatie, qui présidait l'assemblée nationale. A plusieurs reprises, le chef de l'État avait rendu M. Moco responsable de l'échec du Programme économique et social, lancé en avril 1995, pour un meilleur contrôle des dépenses publiques, une politique monétaire et de change rigoureuse et une politique des salaires plus réaliste. La décision de M. Dos Santos intervient à un moment de forte tension sociale; à Luanda, notamment, les services d'éducation et de santé n'ont plus les moyens de fonctionner normalement. Le changement de gouvernement est le premier depuis la signature des accords de paix de Lusaka entre le gouvernement et les rebelles de l'Unita, en novembre 1994. - (AFR)

AFRIQUE

X/I

■ SOUDAN : les autorités ont expulsé un homme d'affaires saoudien. Ousama ben Laden, en raison de ses liens présumés avec des groupes terroristes, a affirmé, lundi 3 juin, l'ambassadeur du Soudan à l'ONU. Déchu de sa nationalité saoudienne, Ousama ben Laden, qui vivait à Khartoum, était accusé de financer des mouvements islamistes de différentes nationalités. - (AFP.)

MÉTATS-UNIS: la Cour suprême examine depuis lundi 3 juin la constitutionnalité de la loi antiterroriste adoptée le 24 avril et qui limite les possibilités d'appel des condamnés à mort. Sa décision devrait être connue à la fin du mois de juin. Quelque 3 000 condamnés à la peine capitale attendent leur exécution dans les prisons américaines, dont certains depuis plus de quinze ans. Cinquante-six prisonniers ont été exécutés en 1995 tandis que dix-sept autres l'ont été depuis le début de l'année. - (AFR)

■ La pauvreté aux Etats-Unis touche, aujourd'hui, davantage les enfants vivant dans des familles ouvrières que ceux vivant dans des familles dépendantes des aides sociales, selon les résultats d'une étude réalisée par la Annie E. Casey Foundation, basée à Baltimore (Maryland) et publiée lundi 3 juin. - (AFP.)

■ ESPAGNE : le président du gouvernement espagnol, José Maria Aznar, a souhaité, lundi 3 juin, que l'affaire des GAL (escadrons de la mort anti-Indépendantistes basques) « se termine dès que possible ». Le pays doit « se concentrer » sur l'avenir, et notamment sur une amélioration de son économie, a déclaré M. Aznar, lors de sa première interview télévisée un mois après son investiture par le Congrès, qualifiant l'affaire des GAL de « page triste de la vie poli-

■ TCHÈTCHÈNIE : les négociations entre indépendantistes tchétchènes et représentants du gouvernement russe, prévues par l'accord signé au Kremlin le 27 mai, devalent reprendre, mardi 4 juin, à Nazran, en Ingouchie. Lundi, les forces russes avaient levé le blocus qu'elles imposaient depuis vendredi contre le bourg de Chali, au sud-est de Grozny. - (AFP.)

■ RUSSIE: lors du premier sommet du Caucase, le président russe et ses homlogues d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie, réunis lundi 3 luin à Kislovodsk, dans le sud de la Russie, se sont engagés à unir leurs efforts contre les mouvements séparatistes. - (AFP.)

■ IRAK: les principales formations kurdes irakiennes ont prorogé de trois mois, lundi 3 juin, le mandat de leur « parlement » dans le nord de l'Irak. Cette décision a été prise faute de pouvoir organiser des élections en raison du conflit qui oppose les deux principaux partis kurdes, l'Union patriotique du Kurdistan et le Parti démocratique du Kurdistan. - (AFP.)

COMMERCE INTERNATIONAL: à la veille de l'ouverture de la conférence annuelle de l'Organisation internationale du travail à Genève, le conseil général de l'Organisation internationale des employeurs (regroupant 120 fédérations patronales) a rejeté lundi 3 juin l'établissement d'une « clause sociale » liant la libéralisation du commerce et des investissements à l'extension des droits des travailleurs. Il a estimé que celle-ci ne devrait pas être discutée à la réunion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en décembre à Singapour. - (AFP.)

■ ETATS-UNIS: l'indice composite des principaux indicateurs économiques a progressé de 0,3 % en avril, soit une hausse équivalente à celle de mars a indiqué lundi 3 juin l'institut du Conference Board. Sur six mois, d'octobre 1995 à avril 1996, l'indice composite a progressé de 1,4 %. - (AFR)

Confirmation du compromis de Florence sur l'Union monétaire

LUXEMBOURG. Les ministres des Finances de l'Union européenne ont confirmé, lundi 3 juin, au cours d'un conseil Ecofin qui s'est tenu à Luxembourg, les progrès réalisés le 13 avril dernier lors de leur réunion informelle de Vérone (Italie) concernant le pacte de stabilité et le npouveau mécanisme de change qui liera l'Euro aux autres mon-naies européennes. Le pacte de stabilité s'appliquera à tous les paysmembres de l'Union et pas seulement à ceux qui seront sélectionnés début 1998 pour participer à l'UEM début 1999. Les ministres sont d'accord pour que les sanctions édictées contre les pays qui ne res-pecteraient pas le pacte de rigueur budgétaire soient décidées par le Conseil des ministres, sur proposition de la Commission européenne. L'Allemagne qui avait proposé des sanctions automatiques n'a pas été suivie. L'objectif des Quinze est de pouvoir adopter définitivement en décembre lors du sommet européen de Dublin, le pacte de stabilité budgétaire et le nouveau mécanisme de change.

LE MONDE DES LIVRES SUR MINITEL

300 000 livres: romans, biographies, essais... Le Monde Editions : dessins de Plantu. l'Histoire au jour le jour, l'album du Festival d'Avignon. La sélection du Monde des livres.

36 15 LEMONDE

L'activité diplomatique s'intensifie pour débloquer la question du statut de Chypre

Un incident a fait un mort sur la ligne de démarcation entre les parties grecque et turque de Nicosie

Un jeune soldat chypriote grec qui avait pé-nétré pour une raison inconnue dans la a été tué, hundi 3 juin, par des soldats chy-zone tampon séparant depuis vingt-deux priotes-turcs. Cet incident, le premier du sortir du blocage sur le statut de l'île.

DANS la zone tampon qui sépare les parties grecque et turque de Nicosie, un soldat chypriote grec de dix-neuf ans a été mé, lundi 3 juin, par des soldats chypriotes turcs. Sans armes, selon le porte-parole des forces de l'ONU déployées à Chypre et celui de la garde nationale chypriote, le jeune homme a été vu s'approchant d'un poste militaire chypriote turc et parlant à un soldat de l'autre camp au moment où deux coups de feu ont été tirés sur lui. Tandis que le président chypriote grec, Glafcos Cleridès, dénonçait ce « meurtre de sang-froid », le leader chypriote turc, Rauf Denktash, a regretté « cet incident très triste » et « non prémédité », ajoutant que « les Chypriotes grecs ne devraient pas le

considérer comme une provocation ». C'est le premier accrochage mortel depuis trois ans sur cette ligne de démarcation vieille de vingt-deux ans. Il ne semble pourtant pas devoir

remettre en cause un climat marqué par un certain optimisme depuis quelques mois, avec un regain d'activité des chancelleries pour tenter de sortir du blocage à Chypre. Le président américain Bill Clinton a indiqué le 1º mai, dans une lettre au Congres, qu'il comptait lancer cette année une « initiative » sur Chypre, tandis que le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires européennes, John Kombium, retour d'une tournée à Nicosie, Athènes et Ankara, notait « la bonne volonté et le pragmatisme de toutes les parties ». Le secrétaire général des Nations-Unis, Boutros Boutros-Ghalí, de son côté, doit s'entretenir dans les jours prochains avec tous les acteurs du drame chy-

Les épisodes de négociations entre Chypriotes grecs et turcs n'ont pas manqué, depuis vingt-deux ans ; les deux communautés avaient même accepté par deux fois, en 1977 et

1979, d'envisager une solution fédérale, sans aboutir à rien de concret. Qu'est-ce qui a donc changé qui pourrait inciter à l'optimisme? Alecos Michaelides, ministre des affaires étrangères de Chypre, qui se trouvait la semaine dernière à Paris, a livré ou Monde son analyse : « La Turquie, qui occupe militairement 37 % du territoire chypriote depuis 1974, jouait jusqu'ici le statu quo, espérant à la longue faire reconnaître un Etat turc dirigé par Rauf Denktash. Mais, en mars 1995, l'Union européenne a fixe une date pour le début des négociations pour l'adhésion de Chypre: elles commenceront six mois après la fin de la Conférence intergouvernementale. Du coup, la Turquie est confrontée à un dilemme : soit elle s'en tient à sa politique du fait accompli et Chypre, une fois entrée dans l'Union européenne, n'y sera représentée que par des Chypriotes grecs, une idée qui

soit elle accepte un règlement à Chypre et. des lors, toutes les délégations chypriotes au sein de l'Europe seront motes, avec des représentants des deux communautés grecque et turque. Pour la première fois, il y existe un moyen de pression sur la Turquie, mais un moyen de pression positif: ne rien faire lui coûterait, agir dans le sens d'une solution lui rapporterait. » Pour M. Michaelidès, « la France est notre interlocuteur le plus amical au sein de l'Union européenne et elle est prête à jouer un rôle actif dans la recherche d'une solution ». Le président Cleridès doit être reçu le 18 juin à Washington, et M. Michaelides espère qu'un « message politique, venant à la fois des Etats-Unis et l'Union europénne soit assez fort pour faire comprendre à la Turquie que le moment est venu de trouver une solu-

Sophie Gherardi

Le Parti démocratique remporte dans la polémique les législatives albanaises

(PD) du président albanais Sali Berisha a remporté, dimanche 2 juin, six des neuf sièges de députés en ballottage au second tour des élections législatives boycottées par l'opposition. Une fois que seront connus les résultats définitifs, le PD devrait être assuré d'une confortable majorité avec, au moins, 101 sièges sur les 140 que compte le Parlement. Cette victoire, qualifiée de « légale et méri-tée » par ses bénéficiaires, confère au Parti démocratique une majorité des deux tiers qui peut lui permettre de réviser la Constitution.

Le premier tour de l'élection avait eu lieu le 26 mai, marqué par de vives contestations émanant de l'opposition. Pour protester contre diverses irrégularités, confirmées par les observateurs de l'Union européenne (UE) et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), neuf partis, parmi lesquels le Parti socialiste (ex-communiste), s'étaient retirés in extremis de la course, à trois heures de la clôture du scrutin, exigeant l'annulation et l'organisation d'une nouvelle consultation

LE PARTI DÉMOCRATIQUE sous la supervision de la communauté internationale.

Ces contestations n'avaient pas empêché le PD de rafler 95 sièges

des 115 en jeu (les 25 autres étant

DOMMAGE!

COMMENTAIRE

Les graves irrégularités qui ont entaché le premier tour des élections législatives albanaises sont fâcheuses pour un pays qui s'était illustré par une sortie digne et sans violence d'une des dictatures les plus absurdes et les plus sanguinaires du monde communiste. Depuis l'instauration du multi-

partisme, en 1990, trois élections importantes s'étaient dèjà déroulées au « pays des Aigles » sans que leur validité ait été contestée. Celles du 26 mai se présentaient sous de bons auspices. Mais les dérapages se sont mutipliès : apparatchiks du Parti démocratique au pouvoir qui, dans certains circonscriptions, ont renoué avec les pratiques anciennes des « élections » sous Enver Hodia :

distribués à la proportionnelle). L'appel au boycottage du deuxième tour, lancé par l'opposition, a sensiblement réduit la participation électorale (59,38 %

déplaît souverainement à Ankara;

dirigeants socialistes qui ont décidé le 26 mai, en fin d'après-midi, de boycotter un scrutin qu'ils étaient en train de perdre. Trop tôt, aussi, la proclamation par Sali Berisha de la victoire de son parti, alors que le décompte des résultats n'avait pas encore commencé. Injuste, errfin, l'interdiction faite aux opposants de manifester sur la place même où les partisans de Sali Berisha fêtaient leur succès. Quant aux violences auxquelles se sont livrées les forces de sécurité elles sont, tout simple-

ment, intolérables. Il appartient maintenant au pré sident albanais de redresser la barre en faisant procéder à de nouvelles élections partout où le moindre doute existe sur leur validité et en gommant dans son parti toutes les velléités de copier les méthodes de l'ancien régime.

José-Alain Fralon

contre 89 % au premier tour) mais n'a pas empêché le parti du président Berisha de confirmer sa réelle influence.

UNE DÉLÉGATION À BRUXELLES

*Le PD va mettre sur pled un Parlement et un gouvernement qui vont assurer la stabilité politique et économique en Albanie », a déclaré. après l'annonce des résultats, un responsable du Parti démocra-

En contrepoint, son homologue du PS a estimé que le PD allait « pionger le pays dans le chaos et dans une crise politique et économique . Quatre-vingt-dix candidats socialistes poursuivaient, lundi 3 juin, une grève de la faim, tandis qu'une délégation de l'opposition devait se rendre, mardi 4 juin, a Bruxelles pour dénoncer auprès des institutions européennes les irrégularités. Ce même jour, l'opposition convoquait une manifest tion de protestation sur la place centrale de Tirana. Une semaine anparavant, après le premier tour, une manifestation semblable avait été fermement dispersée par la

La défaite d'Anatoli Sobtchak à Saint-Pétersbourg est un avertissement à Boris Eltsine

de notre correspondant

Une étoile des « réformes » a mordu la poussière. Une des figures emblématiques du mouvement « démocratique » russe, un des hommes de Boris Eltsine, est tombé au champ d'honneur electoral. Anatoli Sobtchak, l'« indéboulonnable » maire réformateur de Saint-Pétersbourg, a été battu, dimanche 2 juin, au second tour de l'élection municipale, par Vladimir lakovlev, l'un de ses anciens adjoints, lui aussi réformateur mais totalement inconnu il v a deux mois. Selon des résultats partiels, mais portant sur 98 % des suffrages, M. lakoviev bat M. Sobtchak par 47,6 % (contre 45.8 %).

C'est un échec personnel pour M. Sobtchak, accusé par son adversaire d'être plus préoccupé par son image internationale que par les difficultés des habitants de la seconde ville de Russie. Mais, à moins de deux semaines de l'élection présidentielle, cette défaite est aussi un avertissement pour Boris Eltsine, qui avait avancé cette élection sans doute pour offrir au pays un avant-goût de son triomphe: « Pour les électeurs, Sobtchak était un synonyme d'Eltsine », estime un sociologue en

FAIRLE PARTICIPATION

vue en Russie.

Le Kremlin a tenté de désamorcer la défaite. « En aucune circonstance, l'élection de Saint-Pétersbourg ne peut être un micro-modèle pour la présidentielle », a déclaré le porte-parole du président à Saint-Pétersbourg. « C'est une élection locale qui n'aura aucune influence sur l'électorat national », a-t-il ajouté. Un porte-parole du Parti communiste a estimé que le vote était « un exemple de la consolidation de diverses forces politiques dans la lutte contre les représentants de l'ancien pouvoir ».

Certes, des experts électoraux estiment que « l'on ne peut extrapoler à partir des résultats de Saint-Pétersbourg, à l'électorat très spécifique » car

très acquis aux démocrates. Cependant, cette élection était considérée comme le « dernier test » avant le scrutin présidentiel du 16 juin. Anatoli Sobichak a lui-même indiqué que « la question n'est pas mon échec personnel mais le profond méconteniement en Russie ». « Après ma défaite, je suis inquiet pour l'élection présidentielle », a-t-il dé-

L'échec du maire sortant est aussi celui de la presse au service du pouvoir et des instituts de sondages, qui annoncent une victoire de Boris Eltsine à la présidentielle mais se sont lourdement trompés à Saint-Pétersbourg, annonçant la victoire de M. Sobtchak. Selon les analystes, cette défaite s'explique aussi par le faible taux de participation (moins de 45 %) qui avantage le vote protestataire. Il n'en reste pas moins que le « choc de Saint-Pétersbourg », destinée à produire l'effet inverse, a mis à nu la faiblesse du camp eltsinien.

Jean-Baptiste Naudet

Les pays de la CEI entament une coopération sur les migrations

de notre correspondante La conférence sur la situation des réfugiés et des migrants des pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI), réunie les 30 et 31 mai à Genève, s'est attaquée à un problème particulièrement complexe: depuis 1989, on estime que 9 millions de personnes - soit un habitant sur 30 de l'ex-URSS - ont dû quitter contre leur gré le pays où elles résidaient (ce chiffre ne comprend pas, en principe, les déplacements à objectif purement « économique »). L'éclatement de l'Union soviétique a abouti à un vide juridique. L'ex-URSS est aussi devenue un lieu de passage pour des migrants illégaux, voire, depuis la guerre d'Afghanistan, de trafics d'annes et de drogue. Enfin, de nouveaux déplacements ont été suscités par des catastrophes

écologiques (de Tchemobyl à la mer nationale. Le Haut-Commissariat d'Aral).

Les pays concernés, faute d'expénience et de moyens, ne peuvent résoudre ce problème sans une assistance de la communauté inter-

aux réfugiés (HCR) de l'ONU et l'Organisation internationale des migrations, qui avaient participé à l'organisation de la conférence, out donc

Des catégories multiples

Les principaux mouvements sont ainsi répartis : • Personnes déplacées par des

conflits armés : Haut-Karabakh : 1,3 million ; Abkhazie : 300 000 ; Ossétie du Sud : 14 000 ; Tchétchénie: 500 000; Ossétie du Nord: 25 000; Tadjikistan: 1,1 million; Meskhètes d'Ouzbékistan: 46 000. Rapatriés volontaires : 3,3 millions (dont 2 millions vers la promis une aide stratégique de ges-

 Retours de populations anciennement déportées : 1 184 000 (dont 850 000 Allemands du Kazakhstan rentrés depuis 1992

Réfuglés de pays hors CEI : 68 000. • Migrants écologiques :

Tchernobyl: 375 000; mer d'Arai: 100 000 ; Semipalatinsk (champ de tirs nucléaire du Kazakhstan) et Russie, la Biélorussie ou l'Ukraine). • Immigrants illégaux : 580 000.

tion des migrations et de prévention de nouveaux exodes - dont le premier pas est constitué par une identification des mouvements de popula-

Les Etats de la CEI, pour leur part, se sont engagés à garantir l'attribution de la citoyenneté à tous ceux « qui étaient citoyens d'une Répu-blique avant l'indépendance et qui sont aujourd'hui résidents permanents sur le territoire d'un Etat successeur . ainsi que la liberté de mouvement des habitants et la protection des minorités, particulièrement nombreuses et importantes. L'objectif est d'inscrire avant l'an 2000 les droits de l'homme et les principes de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) dans les lé-



and the first of the state of t

 $(x,y,y_1^{(i)},\dots,y_{i-1},y_{i-1}) = (y_1^{(i)},\dots,y_{i-1}^{(i)},\dots,y_{i-1}^{(i)})$

1. 150 1. 1

and the second of the second

territoria de la propertica de la compansión de la compan

Le Vietnam veut rééquilibrer son développement

Depuis l'ouverture économique du pays, en 1988, les investissements étrangers ont surtout profité aux provinces du Sud. La priorité doit désormais être donnée à un « triangle de croissance » englobant la région de Hanoï et de Haïphong

Les autorités vietnamiennes n'entendent pas laisser à l'ex-Saïgon (Ho Chi Minh-Ville).

miers temps de l'ouverture économique, à par la volonté du Nord de ne pas perdre la prééminence politique que lui a valu l'his-la région de Quang-Ninh, à la frontière de la laisser à l'ex-Saïgon (Ho Chi Minh-Ville). et plus largement au sud du pays, le quasimonopole d'accueil des investissements étrangers qui avait été le sien dans les pre-

tant par des impératifs stratégiques - la contiguité de la puissante Chine, traditionnellement regardée avec suspicion - que

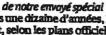
prééminence politique que lui a valu l'his-toire. L'essentiel du rééquilibrage du développement au profit de la région septentrio-nale profitera à un « triangle de croissance »

Chine, avec l'objectif complémentaire d'évi-

ter à la capitale l'engorgement dont souffre aujourd'hui Ho Chi Minh-Ville. zone industrielle de l'aéroport intersable » par la Banque mondiale. Cenational de Noi-Bai, à vingt kilo-

Selon M. Khuè, la région de Hanoi s'est développée, depuis 1990, au rythme de 11 à 14 % l'an et, dans l'intervalle, le revenu par habitant a plus que doublé, pour atteindre 650 dollars annuel, soit deux fois la movenne nationale. Dans ce « triangle de croissance » septentrional, un bon tiers des 3.5 milliards de dollars d'investissements étrangers agréés ont été déjà réalisés. « Pendant la même période, les investissements nationaux se sont élevés à 1,7 milliard de dollars », ajoute-t-il. D'ici à l'an 2000, pour doubler à nouveau le niveau de vie de ses habitants, la région de Hanoi devra in-

Quoi qu'il advienne, le Vietnam, qui doit tenir compte du poids de son voisin chinois, ne peut se permettre de laisser le Nord trop à la traine. Déjà, pour le nourrir, l'Etat doit faire des ponctions sur les récoltes du Sud. Le succès du développement de la région Hanoï-Haïphong, qui s'amorce sérieusement, est donc un impératif pour éviter des déséquilibres régionaux internes dont les conséquences, y compris politiques, seraient redou-



de s'intensifie

du statut de Chypn

Dans une dizaine d'années, Hanol devrait, selon les plans officiels, être entourée d'une demi-douzaine de villes satellites formant une ceinture résidentielle et industrielle. « Nous nous inspirons du modèle européen », explique Nguyên Do Khuê, responsable de la coopération et des investissements étrangers au comité po-pulaire de la capitale. L'objectif est d'abord de préserver et de désengorger la vieille cité dont les habitants ne disposent plus en moyenne que de 4 mètres carrés de surface construite. L'autre ambition, encore phis cruciale, est de s'assurer que le développement du Nord, où vit la moitié des 75 millions de Vietnamiens, suit le rythme accéléré de celui da Sud.

Relativement récente - elle ne remonte qu'aux XVIIe et XVIIIe siècles -, la conquête du Sud a apporté au Vietnam une curieuse géographie en « S », deux mille kilo-mètres qui séparent sa frontière avec la Chine de la pointe méridionale de Ca-Man. Le développement parallèle de ces deux régions est la condition sine qua non de l'équilibre de l'ensemble. Or les réformes économiques et l'ouverture du pays, en 1988, aux investissements étrangers ont d'abord profité au Sud, plus riche, plus entreprenant et, surtout, moins surpeuplé. Au départ, 30 %

3 8

" (4)

des investisseurs étrangers avaient choisi le Sud, surtout la région de Ho Chi Minh-Ville et de Vung-Tau (ex-Cap St-Jacques), station balnéaire située près des champs off-shore de pétrole et de gaz. Le tir a été rectifié au fil des ans : « Depuis 1988, 50 % des investissements étrangers se sont réalisés dans le Sud, 15 % dans le Centre et 35 % dans le Nord. Mais, depuis 1992, un rééquilibrage s'est opéré: la proportion du Nord atteint 40 % », résume Vu Huy Hoang, directeur des investissements étrangers au ministère du Plan. Les quatre cinquièmes de ces 40% se concentrent dans le « triangle de croissance » formé par la région de Hanoi, le port de Haiphong et la province côtière de Quang-Ninh, frontalière de la Chine.

UN OBJECTIF = RÉALISTE »

Depuis 1993, le taux de croissance économique annuel de l'ex-Saïgon, principal pôle de développement du pays, tourne autour de 15 %. Aujourd'hui, le revenu annuel par tête y est de 800 à 900 dollars, près de trois fois la moyenne nationale. Les lumières de la grande métropole méridionale ont donc tendance à attirer des populations rurales déshéritées, notamment celles du Centre (10 millions d'habitants) où l'aménagement d'un pôle de développement dans la région de Da-Nang et de sa rade a pris du retard.



Située au cœur d'un delta où la densité dépasse mille habitants au kilomètre carré, Hanoi veut éviter une répétition de ce phénomène. Les villes et zones industrielles satellites, dont l'aménagement est amorcé, ont pour objet de fixer les populations, quitte à empiéter sur les provinces voisines. Ainsi, en mars, le premier ministre malaisien Mahathir Mohamad a-t-il inauguré la

ÉVITER UN EXODE RURAL

Cette masse de capitaux s'inscrit dans l'enveloppe de 40 milliards de dollars, pour moitié venus de l'étranger, dont le Vietnam estime avoir besoin, d'ici à l'an 2000, pour conserver le taux de croissance de 9,5 % atteint en 1995 - un caicul qualifié d' « ambitieux mais réali-

vestir 6 milliards de dollars supplé-

mentaires, dont la moitié d'origine

étrangère. A ce ptix, dit-il, le taux an-

nuel de croissance sera « de 12 à

15 % ∗, un objectif qu'il juge « réa-

mètres au nord de Hanoï, où plu-

sieurs sociétés de son pays

comptent s'installer.

pendant sur les quelque 20 milliards

de dollars d'investissements étrangers agréés à ce jour, seul le tiers a Le développement rapide de Ha-

noi et de ses environs est conçu de manière à éviter un exode rural, précise M. Khuê. Dans un rayon de dix kilomètres autour de la capitale, la population ne devra pas dépasser les 3,5 millions en l'an 2000 au lieu de 3 millions actuellement, dont un million dans le vieil Hanoi. « En offrant 40 m² par habitant, les quartiers résidentiels que nous allons créer en banlieue contribueront même à decongestionner la vieille ville », affirme-t-il. De strictes mesures ont déjà été prises pour renvoyer dans leur village d'origine les paysans sans permis de résidence.

Jean-Claude Pomonti

Au Tchad, naissance d'une démocratie sans routes ni électricité

SAHR (sud-est du Tchad)

de notre envoyé spécial Du temps où elle s'appelait Fort-Archam-bault, Sahr, troisième ville du Tchad, a gardé de larges avenues de terre rouge le long desquelles d'immenses fromagers dissimulent les villas coloniales. Du temps où elle était la ville natale du président Ngarta Tombalbaye (1960-1975), elle a gardé une maison des jeunes, inachevée, et un hôpital. Du temps où le président Hissène Habré (1982-1990) faisait régner la terreur sur le pays en général et le Sud en particulier, Sahr a gardé un souvenir amer de l'homme qui commandait alors la région militaire du Moyen-Chari, l'actuel chef de l'Etat, Idriss Deby.

Dimanche 2 juin, comme tout le Tchad, Sahr devait élire le président, parmi quinze candidats, pour la première fois depuis l'indépendance. Depuis des semaines, les organisations locales des droits de l'homme et la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) ont formé des présidents de bureau de vote et des scrutateurs, pour assurer le déroulement du scrutin dans les 770 bureaux de la préfecture, où 375 000 électeurs poten-

tiels s'étaient inscrits. Tâche ardue dans un pays où le taux d'alphabétisation, qui ne dépasse pas 50 %, est en régression depuis plu-

Dès le jeudi, les nomades de la région avaient commencé à voter. On avait mis à leur disposition des bureaux « wlants ». Une observatrice tchadienne, venue de la capitale, proteste: « Quand ils veulent vendre leurs bœufs, ils trouvent bien le chemin du marché, pouration va-t-on leur court après en pietre les nomades sont réputés favorables à M. Deby. Récemment, le nouveau préfet a mené quelques descentes dans des campements d'éleveurs où des armes de guerre ont été confisquées, ce qui a fait baisser de physieurs degrés l'intensité des affrontements entre bergers et paysans, endémiques dans la région. La mesure a été aussi prise comme un signe de grande indépendance face à N'Djamena, où nomades et guerriers du Nord font la loi, pense-t-on à Sahr.

Très tôt, dimanche matin, les électeurs se pressaient par centaines devant les bureaux bien avant leur ouverture. Ici comme ailleurs,

on votait dans les écoles. Mais, ici, elles sont, dans le meilleur des cas, des hangars en banco recouverts de tôles percées, sinon des paillotes dont les cloisons sont faites de nattes tressées.

- Dans le quartier de Paris-Sara, centre de la principale ethnie de la région, des bureaux ont été installés sous les manguiers. Les premiers électeurs s'avancent pour collecter les quinze bulletins multicolores, avant de s'isoler derrière un drap tendu, de mettre un bulletin dans l'ume, d'anoser leur emprein brousse?» La réponse, sous-entendue, est que de signature et de tremper leur doigt dans l'encre indélébile.

PISTES IMPRATICABLES Il faut une averse tropicale, en milieu de matinée, pour entamer un peu la très bonne humeur qui règne aussi bien à Sahr que dans les villages voisins. Les opérations sont interrompues le temps que les trombes se transforment en bruine. La saison des pluies est à peine commencée et déjà certaines pistes de la région sont impraticables, alors que le second

tour est prévu dans trois semaines. Avec cinq cents inscrits par bureau, on a pu concilier fort taux de participation (entre 70 et

80 % selon les cas) et respect de l'heure de clôture. Dix-buit heures, c'est aussi le coucher du soleil. Dans le quartier de Kassaï, six bureaux sont groupés. On allume une lampe à pétrole et les opérations de dépouillement commencent dans le respect religieux de règles nouvellement apprises.

Personne ne paraît très surpris du résultat. L'enfant du pays, le général Abdelkader Kamougue, vieux militaire qui a servi sous tous les regimes, i emporte. Son seul concurrent se tieux est un autre Sudiste, Jean Bawoyeu Alingué, dont le succès s'explique sûrement par le soutien d'un Sahrois authentique, l'ancien président de la Conférence nationale, Maurice Adoum El Bongo. Dans ces six bureaux, sur 3000 inscrits, le président Deby n'a pas recueilli plus de 100 suffrages. Aucune voix, pas même celle des représentants de la mouvance présidentielle, ne s'élève pour contester.

Les résultats nationaux, compte tenu d'autant de situations différentes qu'il y a de préfectures - quatorze -, ne seront pas proclamés

Thomas Sotinel l'Elysée.

La Syrie exclut une reprise immédiate des négociations avec Israël

LE CAIRE

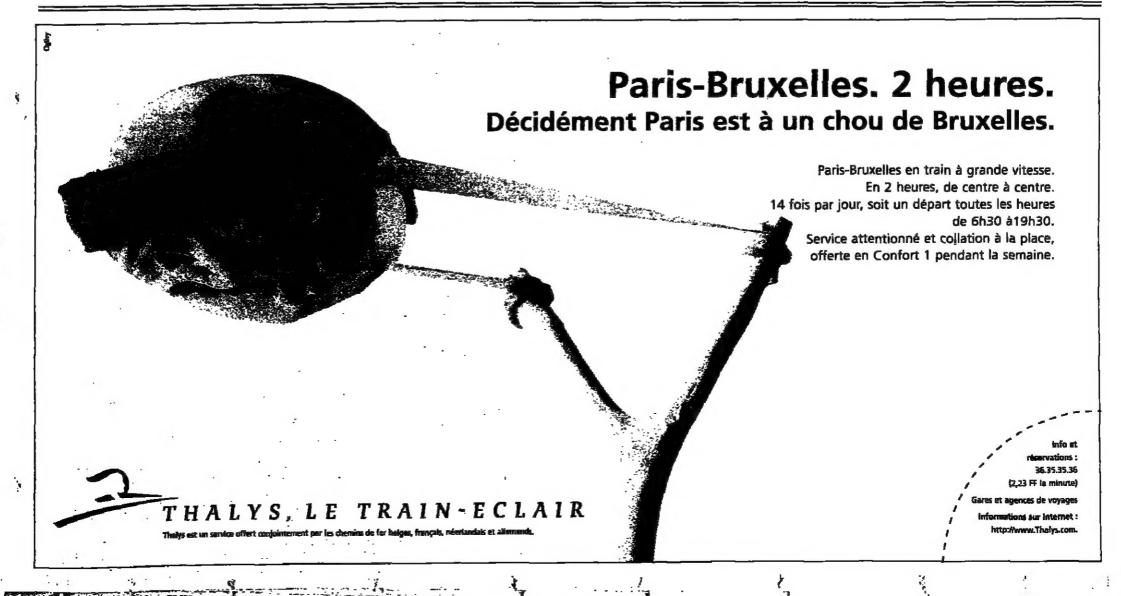
de notre correspondant Le président syrien, Hafez El Assad, a exclu, lundi 3 juin, la reprise, à court terme, des négociations de paix avec Israel, lors d'une conférence de presse au terme de consultations avec le président Hosni Moubarak après l'élection du chef du Likoud, Benyamin Nétanyahou, comme premier ministre israélien. « lusqu'à nouvel ordre », la reprise des négociations « n'est pas à l'ordre du jour », a-t-il déclaré. « Nous n'avons pas l'impression, a-t-il ajouté, que les choses vont dans le bon sens, d'où la nécessité (pour les Arabes) de se mobiliser, afin de ne pas être pris au dépourvu ou

MM. Assad et Moubarak sont convenus de la nécessité de réunir un sommet arabe, qui, faute de rassembler les vingt et un membres de la Ligue arabe, grouperait les cinq voisins d'Israël: Egypte, Syrie, Liban, Jordanie et Autorité palestinienne. Un minisommet doit déjà réunir, mercredi à Aqaba, en Jordanie, le président égyptien, le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, et le roi Hussein de Jordanie.

Les premières déclarations de M. Nétanyahou qui exclusient tout partage de Jérusalem ne r poussent pas à l'optimisme », a déciaré, de son côté, M. Moubarak, qui a annoncé qu'il recevrait M. Nétanyahou une fois qu'il aura formé son gouvernement.

Le chef de l'Etat égyptien estime qu'il est « plus sage d'attendre de voir le nouveau gouvernement à l'œuvre ». Si l'objectif de ce dernier est « d'instaurer une véritable paix juste et durable, conformement aux résolutions des Nations unies basées sur le principe de l'échange de la terre contre la pape je ne pense pas, a-t-u que nous serons en désaccord ».

■ Le président français, Jacques Chirac, a téléphoné, hmdí 3 Juin, à M. Nétanyahou, pour lui « exprimer ses félicitations après son élection (...) et marquer son espoir de voir le processus de paix continuer dans l'intérêt des pays de la région ». MM. Chirac et Nétanyahou « sont convenus de se voir dans les prochaines semaines », a indiqué



taux bas, se substituera progressivement aux cotisations-maladie des salariés. L'assiette du nouveau prélèvement, qui devrait être très large, pourrait être appliquée aussi pour le

RDS, voire la CSG. ● LE RAPPORT LA MARTINIÈRE a inspiré ces proposi-tions. D'esprit fortement libéral, cette étude, qui propose d'abaisser progressivement à 40 % le taux su-

périeur de l'impôt sur le revenu, doit être au centre d'un débat public avant que M. Juppé ne rende, durant l'été, ses arbitrages définitifs (lire aussi notre éditorial page 14).

M. Juppé annonce une refonte en cinq ans des prélèvements sur les ménages

Le premier ministre entend amorcer en 1997 une reconstruction des contributions fiscales et sociales imposées aux particuliers. Le financement de l'assurance-maladie sera davantage assis sur les produits du capital, tandis que l'impôt sur le revenu sera progressivement réduit

3 juin, le véritable coup d'envoi de sa réforme des impôts. Après avoir reçu, à la mi-journée. Dominique de La Martinière, président du groupe de travail sur la réforme des prélèvements obligatoire, qui lui a officiellement remis les conclusions de ses travaux, puis les présidents des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat, Pierre Méhaignerie et Christian Poncelet, il a levé le voile, à l'occasion d'une conférence de presse, sur la procédure fiscale qu'il a retenue avant de rendre ses arbitrages et sur les grandes orientations qui ont sa

Pour prévenir toutes les critiques que le rapport La Martinière pourra susciter, le premier ministre a pris soin, d'abord, de préciser que ce document « n'engage que ses auteurs ». En clair, le rapport doit permettre de lancer « une période de dialogue et de concertation ». Il ne s'agit pas d'un « plan tout ficelé », a-t-il dit.

Le gouvernement souhaite entendre les groupes parlementaires, ainsi que les partenaires sociaux. Puis, à la mi-septembre, il dévoilera, en même temps que le projet de loi de finances pour 1997, « un programme de cinq ans », fixant ses priorités en matière de réduction des dépenses publiques et de baisses d'impôts.

gage, car M. Juppé a précisé, ensuite, « les quatre grandes orientations » du gouvernement. Or chacune d'entre elles découle des propositions du document réalisé par le groupe de travail. La pre-

Le précédent Balladur

La dernière balsse de l'impôt sur le revenu a été mise en œuvre lors de la loi de finances pour 1995. A l'époque, le premier ministre, Edouard Balladur, et le ministre du budget, Nicolas Sarkozy, avaient réduit de treize à sept le nombre des tranches d'imposition et abaissé l'impôt de 19 milliards de francs. Faute de marges de manœuvre suffisantes, la réforme, qui devait se poursuivre en 1995, avait été

Depuis lors, MM. Balladur et Sarkozy plaident de nouveau pour un plan de baisses d'impôts, en faveur des ménages. L'ancien premier ministre a émis, en particuller, le souhait que le taux de la TVA sur les automobiles soit abaissé rapidement. M. Sarkozy, lui, a expliqué qu'il convient d'alléger les impôts de quelque 70 milliards de francs. Interrogé sur ces propositions, M. Juppé a en cette réaction : « Les propositions d'Edouard Balladur et de Nicolas Sarkozy sont les bienvenues. On va les mettre au pot. »

pris de souligner que le rapport La Martinière n'engage pas, à ce stade, le gouvernement, apparaît cependant, au moins en partie, comme une précaution de lan-

Le soin que le premier ministre a mière « orientation » concerne l'impôt sur le revenu. M. Juppé a indiqué qu'il souhaite abaisser « pendant cinq ans » toutes les tranches d'imposition. Il n'a pas précisé le calendrier des baisses. Il

à atteindre est, comme le suggère le rapport, de ramener progressivement le taux supérieur de 56.8 %

De même, il s'est refusé à révéler le montant de Pallégement prévu dès 1997. Tout juste a-t-il indiqué que son souhait est de soumettre au Parlement, à l'automne, le barème d'imposition auquel il faudrait parvenir au terme de la loi quinquennale. Cette proposition figure dans le rapport La

Alors que cette étude préconise la suppression de nombreux abattements et déductions diverses qui pèsent sur l'impôt sur le revenu, le premier ministre a, en outre, laissé entendre qu'il est sensible à cette idée. « La simplification de l'impôt exige que certaines exonérations soient revues », a-t-il affirmé, sans vouloir, toutefois, préciser les-

La deuxième orientation consistera à abaisser en cinq ans les cotisations-maladie des salariés au profit d'un nouveau prélèvement. baptisé cotisation-maladie universelle. Cette cotisation, selon M. Juppé, devrait être à assiette

n'a pas davantage indiqué si le but très large et à taux faible. Elle serait déductible de l'impôt sur le revenu. Il s'agit là encore de l'une des pistes du rapport La Marti-

> Le premier ministre a admis que l'opération sera politiquement délicate, puisque ce nouveau prélèvement pourrait entraîner des transferts de charges au détriment, notamment, des fonctionnaires ou des retraités. Il a fait valoir, toutefois, que la baisse de l'impôt sur le revenu profiterait à tous les contribuables et qu'elle pourrait contrebalancer certains effets pernicieux de cette nouvelle cotisation uni-

DEUX « TOILETTAGES »

La troisième orientation du premier ministre concerne la taxe professionnelle. Là encore, le gouvernement a visiblement l'intention de suivre les recommandations du rapport La Martinière. Suivant les propositions que celuici formule, M. Juppé a en effet suggéré qu'il n'engagera pas une réforme profonde de cet impôt. Il a souligné que si la valeur ajoutée devenait la nouvelle assiette de cet impôt, la réforme entraînerait des

ductifs ». Le gouvernement se limitera donc à deux « toilettages » limités : d'abord, il souhaite que les nouveaux investissements solent moins lourdement assujettis à cette taxe : en outre, il cherchera à limiter les différences de taux d'imposition entre les diverses communes d'une même agglomé-

La quatrième orientation consistera en « une programmation à cinq ans » de la suppression des prélèvements exceptionnels, décidée en juin 1995. A ce sujet, M. Juppé n'a pas fixé de calendrier précis. Il a seulement laissé entendre que l'intention du gouvernement est de revenir au statu quo ante quand les marges de manœuvre budgétaires le permettront. Le premier ministre a cité la TVA (dont le taux normal a été porté de 18,6 % à 20,6 %) et l'impôt sur les sociétés (qui a fait l'objet d'une surtaxe de 10 %). En revanche, il n'a pas fait mention de l'impôt de solidarité sur la fortune, bien que celui-ci ait été aussi majoré de 10 %.

Laurent Mauduit

the transfer of the second

THE THE PETERS OF MANAGES

The property was an area of the same

The week species of the

and the permitting suggesting

The state of the s

The state of the same before the

The same to be a second of the second of

The same was properly as a factor of the same of the s

The State of the same frameworks.

and the second of the second

Line of the second seco

z in makinakarini 🎉

1965 History Water State Committee

and the segretary

The second second

The second of the second

ter daten gir

-

- 1 - 600 - 100 - 100

The same way the same

The Total

the second

A Commence of the State of the

- - - जा-स्टब्स् इ- -

19 14 年 新州市 金銀工 金属工

and the second

the section of the party of the section of the sect

Le premier ministre veut instituer une cotisation-maladie universelle

confirmé, lundi 3 juin, l'extension ment annoncé le 15 novembre, progressive du financement de l'assurance-maladie à tous les revenus (salaires, retraites, allocations de chômage, revenus du capital). Il en avait annoncé le principe dès le 15 novembre 1995, en présentant son plan de réforme de la Sécurité socialevant l'Assemblée nationale, mais Alain Junpé en a précisé cette fois les contours tout en inscrivant cette réforme de fond dans le cadre d'une refonte complète des prélèvements obligatoires.

Une cotisation-maladie universelle devrait progressivement se substituer à la cotisation-maladie actuellement versée par les actifs. Ce transfert commencerait en 1997 et s'étalerait sur cinq ans. Ce nouveau prélèvement, déductible du revenu imposable, sera «à base plus large et donc à taux plus faible » que la cotisation-maladie actuelle (6,80 % de la rémunération brute des salariés du privé), a précisé M. Juppé. Son assiette précise ne sera pas arrêtée avant le mois de septembre. Il est d'ores et déjà acquis que la base de cette cotisation-maladie universelle sera très proche de celle de la contribution au remboursement de la dette sociale (RDS), qui frappe tous les revenus à l'exception de ceux de l'épargne contractuelle (Livret A...) et les minima sociaux (RMI...). Le premier ministre a indiqué que cette réforme se fera « à prélèvements constants », qu'elle sera « favorable à tous les salariés » et qu'elle permettra d'alléger les charges pesant sur le travail, favorisant ainsi la création d'emplois.

Si certaines catégories, comme les salariés, devraient y gagner un allègement de leurs charges, donc un pouvoir d'achat supplémentaire, d'autres seront pénalisées, à commencer par les détenteurs d'un patrimoine, voire certaines catégories de chômeurs ou de retraités, même si M. Juppé a assuré qu'avec la baisse concomitante de l'impôt sur le revenu, les retraités et les fonctionnaires seraient épar-

gnés par la réforme. Cette réforme est techniquement complexe et politiquement risquée : elle va entraîner d'importants transferts de charges entre diverses catégories sociales, et elle doit s'accompagner de la création progressive d'un régime universel d'assurance-maladie ouvert - sur des critères de résidence et non plus de profession - à toutes les personnes vivant légalement en

LE CHEF du gouvernement a France. Ce dernier projet, égalesuppose une harmonisation progressive des cotisations et des prestations maladie, actuellement très différentes selon les catégories sociales. Il ne pourra pas être soumis au Parlement au mois de juin, comme le premier ministre s'y était initialement enga-

> M. Juppé souhaite consulter les partenaires sociaux « dans les prochaines semaines » sur l'ensemble de la réforme. Il dispose, par allleurs, des conclusions du rapport sur la réforme des prélèvements obligatoires que Dominique de la Martinière vient de lui remettre. Or ce rapport ne cache pas les difficultés de l'entreprise.

MÉME EFFORT RELATIF &

Dès lors qu'il s'agit d'une assurance-maladie universelle, le rapport plaide pour que « le même effort relatif » soit demandé à tous, « quelle que soit la nature ou l'importance de leurs revenus ». Mais le transfert envisagé posera des problèmes pour les retraités, les fonctionnaires, les agents de certaines entreprises publiques (SNCF, EDF, GDF) et les travailleurs indépendants, dont les taux de cotisation et les prestations sont très différents. Il nécessitera donc, selon le rapport, « une harmonisation difficile et négociée, donc du temps ».

Par ailleurs, M. de la Martinière souligne que le transfert de la cotisation-maladie sur les salaires vers une cotisation assise sur l'ensemble des revenus ne peut que prendre du temps. Il préconise de remplacer chaque année 1,4 point de cotisation salariale par un point du nouveau prèlevement. A terme. l'assiette de l'actuelle CSG devrait être calquée, selon le rapport, sur celle du RDS et du nouveau prélèvement-maladie, et donner ainsi naissance à un « prélèvement proportionnel unifié sur tous les revenus à l'exception des minima sociaux » qui se substituerait aux cotisations assises sur les salaires. Son taux total serait alors de 7,4 points pour un produit supérieur à 350 milliards de francs par an, soit 20 % de plus que celui de l'impôt sur le revenu. De plus, ce prélèvement de 7,4 points devra être considéré comme un plafond, toute amélioration de la couverture maladie devant, selon la commission, être financée par une baisse des dépenses sur d'autres postes.

Iean-Michel Bezat tions pour « renforcer l'équité de nos

Le gouvernement renonce à une réforme de fond de la taxe professionnelle

LE PREMIER MINISTRE en avait fait une de ses priorités, dans sa déclaration de politique générale, le 23 mai 1995 : « La taxe professionnelle doit être revue, avec le souci de ne pas entraver la création d'emplois et de corriger progressivement les disparités de ressources des collectivités locales. » Le premier ministre répondait ainsi aux soutien, et qui n'a de cesse depuis la création de cet impôt de contester son mode de calcul.

La réforme annoncée, hindi 3 juin, semble nettement moins ambitieuse que les promesses de 1995. M. Juppé a annoncé sa volonté de « taxer moins lourdement les nouveaux investissements » et de remédier à la « différence excessive de taux de la taxe professionnelle entre communes d'une même aggiomération »; renoncaut à une véritable réforme de l'assiette de la taxe professionnelle, le gouvernement opte pour une modification mineure.

La taxe professionnelle est actuellement assise sur deux éléments : d'une part, la valeur locative des immobilisations dont l'entreprise dispose pour son activité (bâtiments, matériel de production, ordinateurs, véhicules de société...), qui représente 60 % de l'assiette ; d'autre part, les salaires versés par l'entreprise (40 % de l'assiette). La réforme proposée ne toucherait que les nouveaux investissements, dont l'amortissement serait déduit du calcul de la base de l'impôt. Le niveau de taxation n'a pas été précisé. Les équipements existants seraient, eux, taxés à

16 % comme auparavant. M. Juppé a confirmé la volonté du gouvernement de généraliser une taxe professionnelle d'agglomération réclamée depuis longtemps par les grandes villes. Destinée à lutter contre la discette mesure accompagnerait le mouvement croissant de création de structures intercommunales (district, communautés de communes) à fiscalité intégrée, cher à Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation.

INNOMERABLES CRITIQUES

Depuis sa création en 1975 en remplacement de la patente, la taxe professionnelle a suscité d'innombrables critiques. La plus célèbre est celle de François Mitterrand, qui, à la fin des années 70, l'avait qualifiée d'«imbécile». Cet impôt est né du désir d'allèger le fardeau des commerçants et artisans qui, sous la direction de Gérard Nicoud et de son CID-Unati, manifestaient alors violemment. De fait, elle a transféré sur les industries la charge d'un impôt qui représente la moitié des ressources fiscales des collectivités locales, soit quelque 130 milliards de francs. Les opposants à cet impôt out, de tous temps, souligné l'incongruité qu'il y avait à frap-

per, donc à dissuader aussi bien l'emploi que l'investissement. La disparité des taux pratiqués par les communes, les plus pauvres étant obligées d'augmenter le leur pour s'assurer des recettes convenables (alimentant ainsi un cercle vicieux puisque les entreprises fuient les communes à impôts élevés) - a été critiquée de es parcs : le CNPF de ma ter le taux de Neuilly-sur-Seine (8,6 %) quand celui de Carpentras est supérieur à 38 %. De plus, les prélèvements opérés par la TP progressent deux fois plus vite que ceux des autres impôts locaux.

Devant ces protestations, les gouvernements successifs ont tenté de trouver des aménagements. Ils ont d'abord multiplié exemptions et exonérations. A partir de 1979, ils ont plafonné le montant de la taxe, aujourd'hui limité à un peu plus de 3.5 % de la valeur ajoutée de l'entreprise, l'Etat prenant la différence à sa charge. Puis on a réduit les bases de l'assiette de 16 %, en parlant d'asseoir cette assiette sur la valeur ajoutée. Mais toutes les réformes envisagées auraient conduit à alourdir considérablement l'imposition de certaines catégories d'entreprises : les gouvernants, de droite comme de gauche, ont reculé devant les risques d'un tohu-bohu fis-

Alain Faujas et Sylvia Zappi

Une nouvelle « nouvelle phase »

OUELLE «LECTURE» privilégier? Quel décryptage retenir? Quelle analyse défendre? A première vue, Alain Juppé a choisi la clarté, la lisibilité et la perspective à moyen terme



sur les moda-ANALYSE lités de la isse programmée du barême de l'impôt sur le revenu, elle peut se réconforter modestement en se disant que le premier ministre lui fournit le mode d'emploi de sa réforme quinquennale. « Je ne suis pas en mesure de dire aujourd'hui si c'est 10, 20, 30 ou 40 milliards de francs: dans trois mois, vous aurez les chiffres; aujourd'hui, nous annoncons la méthode, les principes et les

premières orientations », assure-t-iL A la fin avril, M. Juppé avait confirmé, dans un entretien publié par Le Point, l'architecture de sa méthode: « Notre intention n'est pas de continuer à augmenter les impôts, au contraire. Comme vous le savez, nous préparons un plan d'allègement sur cinq ans. » Quelques semaines avant, il avait mis en place un groupe de travail sur la réforme fiscale, chargé de faire des proposi-

prélèvements obligatoires et leur effi-cacité économique, en simplifier la structure et les alléger progressivement ». Les principes posés, le premier

ministre envisageatt « une baisse des prélèvements à partir de 1998 » pour répondre au vœu exprimé par le président de la République, le 31 décembre 1995, de voir le gouvernement engager la décrue fiscale « dès que cela sera possible ». L'objectif de diminution fixé pour 1998 a été avancé à 1997, soit un an avant les législatives, sous l'impulsion de M. Chirac, Et M. Juppé vient accélérer le processus d'annonce lancé dès après la formation de son deuxième gouvernement. A cette différence près que la réforme fiscale était alors un des « quatre grands chantiers » s'intégrant dans « une nouvelle phase » de l'action

gouvernementale. Les mesures présentées maintenant soulèvent plus de questions qu'elles n'apportent de réponses. Il n'est pas avéré qu'un plan de communication parvienne à se substituer à un bon éclatrage politique. Les Français peuvent ne retenir que le fait qu'ils vont payer 120 milliards de francs supplémentaires de prélèvements en 1996, car il n'est pas aisé de comprendre la philosophie des décisions qui sont prises, surtout quand elles ne sont

Après ces changements de pied successifs, M. Juppé, qui conserve l'allure d'un « grand percepteur » aux yeux de l'opinion, veut profiter de la publication d'indicateurs économiques bien orientés pour modifier son image, certainement caricaturale, de « plombeur de croissance ». La croissance, justement, s'est redressée au premier trimestre ; le chômage a diminué pour le deuxième mois consécutif; le commerce extérieur, le franc et l'inflation sont sur de bonnes ten-

Alain Juppé veut profiter de la publication de bons indicateurs économiques pour modifier son image

A ces facteurs s'ajoute la pression qui montait, depuis quelques semaines, de certains rangs de la majorité. Inquiète de l'effet provoqué par l'avalanche des prélèvements de 1995, en parfaite contradiction avec les promesses du candidat Chirac -67 % des Français estiment que la

majorité n'applique pas la politique pour laquelle elle a été élue, selon un sondage de la Sofres publié mardi par *Le Figuro* –, une partie de la droite développe, depuis quelque temps, des thèses en rupture avec la politique économique gouvernementale.

Edouard Balladur préconisait, le 29 mai, « un plan quinquennal de baisse des dépenses, des déficits et des impôts », avec application immédiate pour ces derniers, comme le soutient Alain Madelin depuis des mois. Charles Pasqua ne croit pas que la baisse des impôts soit une priorité (Le Monde du 4 juin), de même que Philippe Séguin abhorre par-dessus tout le « moins d'Etat » et, par là même, le « moins d'in-Dôts ».

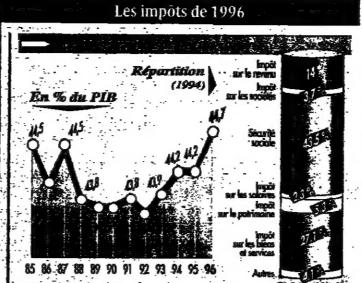
M. Juppé se devait de dire où il se situe et, surtout, ce qu'il a décidé de faire. Face au risque de voir sa majorité se fissurer, l'impératif, pour lui, était de réaffirmer son ascendant en donnant une note d'espoit propre, selon bii, à « améliorer la vie quotidienne des Français » et à « li-

bérer les forces vives de notre pays ». Il n'est pas sûr que cette « nou-velle phase », qui succède à toutes les précédentes, donnera en effet un sentiment de nouveauté à une opinion déboussolée et d'humeur

Olivier Biffaud

E les prélèvements du plon-"Séco" ...

TOTAL DES IMPÔTS ET PRÉLÉVEMENTS NOUVEAUX



FRANCE

Le rapport La Martinière plafonne à 40 % l'impôt sur le revenu

gouvernement, le groupe de travail sur la réforme des prélèvements obligatoires a remis, lundi 3 juin, à Alain Juppé le fruit de ses réflexions. Présidé par un proche de Jacques Chirac, Dominique de La Martinière, ancien directeur général des impôts, et composé de quatre autres membres - Robert Baconnier, dirigeant d'un cabinet fiscai privé après avoir été directeur général des impôts, Jacques Delmas-Marsalet, ancien chef du service de la législation fiscale, Robert Ducamin, ancien président de la section des finances au Conseil d'Etat, et Jean Marmot, président de la commission des comptes de la Sécurité sociale -, ce groupe d'experts a réalisé un rapport de cinquante-cinq pages, qui devait être rendu public dans la journée de mardi. Dans l'esprit du premier ministre, ce document doit venir alimenter le débat public, avant que le gouvernement ne rende ses arbitrages fiscaux, à la fin de l'été.

ements sur les mém

Ce rapport s'attarde peu sur l'état de la fiscalité française et de ses principaux dysfonctionnements on de ses principales injustices. Sur ce point, il se borne le plus souvent à faire référence aux conclusions d'une précédente étude, réalisée par M. Ducamin à la demande: d'Edouard Balladur. M. de La Martinière a visiblement préféré consacrer l'essentiel de son travail à la présentation de propositions de réforme. D'inspiration profondément libérale, ces pistes de réflexion, qui, au moins pour certaines d'entre elles, risquent de susciter de très vives controverses, portent sur les domaines suivants :

• L'impôt sur le revenu. C'est à ce prélèvement que le rapport consacre ses plus longs développements. La réforme proposée vise à supprimer de très nombreux abattements et déductions diverses qui pèsent sur cet impôt. « Suivant les indications fournies au groupe de travail par les services du ministère du budget, l'adoption de ses propositions, explique le rapport, augmenterait le produit de l'impôt sur le revenu d'une somme comprise entre 50 et 60 milliards de francs. » Cette somme, à laquelle pourraient venir s'ajouter 10 milliards de francs par an pendant cinq ans, provenant de la réduction des crédits budgétaires, pourrait ainsi être utilisée pour financer une baisse des taux d'impo-

Le rapport présente donc une iongue liste d'« anomalies » qu'il conviendrait, selon lui, de corriger. Il suggère ainsi clairement d'assujettir les allocations familiales et l'allocation parentale d'éducation. L'exonération attribuée aux supplé-

Progressivité et justice

Le rapport La Martinière est moins attaché à la progressivité de l'impôt que ne l'était le rapport Ducamin. Ce dernier laissait entendre que la progressivité pourrait être entendue comme un principe constitutionnel. Le rapport La Martinière indique: « (...) Le degré de progressivité d'un impôt ne saurait être le seul critère de la justice fiscale. En réalité, l'équité des prélèvements publics ne peut s'apprécier qu'en tenant compte des dépenses qui en constituent nécessairement la contrepartie. Des cotisations proportionnelles ou des taxes sur la consommation pervent comporter une incidence très progressive si elles servent à couvrir une redistribution sociale ambitieuse ou à soutenir des services publics qui visent à garantir une plus grande égalité des chances. >

INSTALLÉ LE 9 AVRIL par le ments de retraite dont bénéficient les retraités ayant eu au moins trois enfants à leur charge est illogique », ajoute-t-il. Dans le cas de l'abattement forfaitaire de 10 % pour frais professionnels, il considère que ses « inconvénients » out « été dénoncés à juste titre » et qu'il serait préférable d'y substituer « un barème dégressif ».

De même, le rapport estime que « cette orientation serait peu cohé-rente avec le maintien de l'abattement de 10 % actuellement accordé aux retraites, dont le coût est évalué à 13 milliards de francs ». Selon lui, « il serait moins onéreux et plus social de substituer à cette anomalie un elargissement des conditions d'ouverture de l'abattement créé en faveur des personnes de plus de 65 ans, réservé actuellement à celles dont le revenu n'excède pas 96 200 francs ». Enfin, les membres de cette commission considèrent que les déductions forfaitaires dont bénéficient quelque cent dix catégories de salariés, pour un coût fiscal de 2,5 milliards de francs, « doivent être progressivement supprimées ».

Ensuite, le rapport en vient aux « niches fiscales », qu'il conviendrait également, selon lui, de remettre en question, leur coût approchant 20 milliards de francs. Le groupe de travail suggère ainsi que la piupart des réductions d'impôt, à commencer par celle instituée pour les intérêts d'emprunt pour l'achat d'une résidence principale, soient revues elles : pour les dons aux œuvres d'intérêt public, pour les frais de garde des enfants dont les parents travaillent, pour les frais d'hébergement en long séjour des personnes âgées et pour l'emploi d'un salarié à domicile. Dans ce dernier cas, le rapport suggère néanmoins que le plafonnement soit « progressivement ramené à 40 000 francs » contre 90 000 francs actuellement.

Selon le rapport, cette remise en question de nombreux avantages fiscaux devraît, en outre, concerner plusieurs produits d'épargne. L'assurance-vie est particulièrement visée. Dans ce cas, les experts recommandent de « pousser à son terme la suppression des avantages consentis à l'entrée » de ces contrats, de « plafonner l'exonération des droits de succession dont bénéficient les versements effectués sur ces contrats », de « porter à dix ans la durée des nouveaux contrats », ou encore de « soumettre les produits capitalisés, en cas de rupture ou de rachat du contrat avant cette échéance, à l'impôt sur le revenu », ou à un prélèvement libératoire renforcé. Dans le cas du plan épargne populaire (PEP) et du plan d'épargne en actions (PEA), le rapport propose que la durée des noureaux contrats soit aussi portée à dix ans, et qu'ils soient soumis à un régime fiscal identique à celui de l'assurance-vie, en cas de sortie an-

Dernière proposition: les comptes et livrets d'épargne liquide (fivret A, etc.), aujourd'hui défiscalisés, devralent être « soient soumis au prélèvement libératoire, fût-ce à un taux réduit, lorsqu'ils excèdent les niveaux d'une véritable épargne populaire », soit au-delà d'un seull de 30 000 francs par livret.

Après ses propositions portant sur les déductions et abattements divers, le rapport formule des suggestions de réforme du barème de l'impôt sur le revenu. En premier lieu, il recommande la suppression du système de la décote, mais en veillant à ce que cela n'entraîne « aucune surcharge pour les per- de calcul. De facto, ils condamnent sonnes de condition modeste ». Le donc la réforme promise par Alain sujet hautement délicat de la ques- Juppé. Tout juste suggèrent-ils tion de l'abattement de 20 % des salariés est également évoqué par le notamment « une extension de l'in-

présenter les choses de manière diplomatique, les experts ne parlent pas explicitement de sa suppression, mais le système proposé revient strictement au même. Le rapport suggère en effet l'« incorporation » de cet abattement dans le barème de l'impôt. Autrement dit, les salariés perdraient l'avantage spécifique dont ils bénéficient actuellement par rapport aux non-salariés. En évoquant cet abattement, le rapport dit d'ail-

leurs qu'il s'agit « d'un résidu, voire d'un archaisme ». L'ensemble de ces dispositions permettrait donc de financer une baisse importante des taux d'imposition. Selon le rapport, l'allègement de l'impôt ur le revenu pourrait ainsi porter au total sur 50 milliards de francs. Le nombre des taux d'imposition serait ramené de 7 à 6, s'échelonnant de 0 % à

tercommunalité permettant l'attribution de la taxe professionnelle à des groupements de communes ».

• Le calendrier de la réforme.

Le rapport propose de « répartir le coût des allègements envisagés sur cinq ans », et qu'il soit partiellement financé par la réduction des dépenses publiques. Dans le cas de l'impôt sur le revenu, il suggère que le nouveau barème, celui qui abaisserait le taux supérieur à 40 %, revête « la forme d'une loi [quinquennale] dont la révision exigerait un nouveau débat et un nouveau vote ». Cette loi fixerait, en quelque sorte, « les principes directeurs de la réforme ». Le rapport ajoute : « La fixation du barème intermédiaire et des mesures devant permettre de financer les allègements successifs du barème pourrait relever chaque année de dispositions de la loi de finances et, le cas échéant, d'ordonnances prises en application de

Les risques de l'« optimalisation » fiscale

Paut-il abaisser le taux supérieur de l'impôt sur le revenu, actuellement à 56,8 %? Le rapport Ducamin expliquait que l'abaissement du taux supérieur de l'impôt sur le revenu n'avait pas de réelle justification économique. Il soulignait, toutefois, que des taux élevés incitent les contribuables les plus aisés à réaliser des montages fiscaux compăqués. Pour Justifier sa proposition d'abaisser le taux à 40 %, le rapport La Martinière reprend cet argument : « Les expériences fuites dans les grands pays étrangers ont montré que l'assiette déclarée dans les parties supérieures des revenus est très sensible au niveau des barèmes. C'est à cette hauteur que se développent les stratégies d'optimalisation fiscale, que se réalisent les délocalisations de personnes, d'activités ou de à l'exception de quatre d'entre capitaux et, plus généralement, qu'apparaissent les comportements négatifs qui suscitent des effets d'imitation et d'entraînement. »

> 0 % jusqu'à 54 950 francs de revenus annuels, 7 % jusqu'à 68 000 francs, 17 % jusqu'à 93 900 francs, 25 % jusqu'à 161 000 francs, 35 % jusqu'à 269 000 francs, 40 % au-delà. Une variante est proposée dans le rapport avec un taux « marginal » de 50 %. Comme dans le cas de la suppression de l'abattement de 20 %, les experts laissent malgré tout comprendre qu'ils savent pertinemment qu'il s'agit d'une proposition politiquement délicate. Aussi avancent-ils de nombreux arguments pour justifier l'abaissement de 56,8 % actuellement à 40 % du taux supérieur de l'impôt, celui qui touche les contribuables les plus ai-

sés (lire ci-contre). Les cotisations sociales. Le rapport La Martinière se prononce clairement pour l'instauration progressive d'un « prélèvement proportionnel unifié sur tous les revenus à assiette large et à taux modéré ». A terme, le taux de ce prélèvement, qui serait déductible de l'impôt sur le revenu et qui se substituerait à certaines cotisations sociales, pourrait atteindre 4,5 %. L'assiette de ce prélèvement serait identique à celle du RDS, celui-ci devant être toutefois aménagé sur quelques points (lire ci-dessus).

Le rapport recommande aussi que cette assiette devienne aussi celle de la CSG « lorsque cette opération paraîtra possible ». En particulier, les experts plaident pour que « le nouveau prélèvement maladie s'applique aux intérêts de l'épargne liquide ». Ils suggèrent que le nouveau prélèvement ne commence à s'appliquer qu'« à compter du 1er janvier 1997 ».

• La taxe professionnelle. Le rapport met en garde sur les risques de transfert de charges qu'entraînerait une réforme de l'assiette de cet impôt. En particulier, les experts jugent impossible de prendre la valeur ajoutée comme nouvelle base quelques adaptations. Ils proposent

40 %. Le barème serait le suivant : l'article 38 de la Constitution. La réforme de l'impôt sur le revenu pourrait donc être mise en œuvre soit à compter de 1997, portant sur les revenus perçus en 1996, soit à compter de 1998, portant alors sur les revenus perçus en 1997. Eu égard à la situation des finances publiques, qui semble interdire un allègement significatif en 1997, il peut sembler plus raisonnable que la réforme intervienne à compter de 1998. »

En revanche, le groupe de travail n'estime pas souhaitable « de différer longtemps l'incorporation dans le barème de l'abattement de 20 %. compte tenu des contreparties demandées aux bénéficiaires dans les domaines des cotisations sociales, des réductions et des déductions d'impôts ainsi que des risques de délocalisation ». Enfin, les membres de la commission signalent qu'ils n'ont pas « jugé opportun » de fixer un calendrier pour la suppression des majorations fiscales décidées au printemps 1995 (TVA, impôt sur les sociétés et impôt de solidarité sur la fortune). Tout juste rappellent-ils que le gouvernement a souvent indiqué qu'il s'agissait de hausses « temporaires ». Leur suppression devrait « donc entrer dans le programme quinquennal » de baisse des impôts.

L.M.



21, rue Théophraise Resaudos. 75015 Paris Tel: 1 44 19 66 66 Borderes: 56 55 28 12 Lille: 20 40 28 38 Lyon: 78 24 60 74 Head Office: ey Lane, Oxford OX2 0EY, England

OIISE INTENSIVE LANGUAGE SCHOOLS

LES RÉACTIONS

■ PS. François Hollande, porteparole du Parti socialiste, a déclaré: la réforme « telle qu'elle nous est proposée aujourd'hui est à la fois électoraliste et injuste. (...) L'on voudrait que les Français votent bien aux élections législatives pour qu'ils aient, à ce moment-là, les éventuelles retombées de la réforme attendue. Ce plan est aussi très injuste, car il est axé essentiellement sur le recalibrage du barème de l'impôt sur le revenu, ce qui favorisera les plus hauts revenus de ce pays (...), parce qu'il met l'accent sur la dé-ductibilité de la contribution sociale généralisée élargie, ce qui avantagera, là encore, ceux qui paient l'impôt sur le revenu par rapport à ceux qui ne le paient pas », et parce qu'il « oublie la réforme de la fiscalité locale ».

■ RPR. Jean-François Mancel, secrétaire général du Rassemblement pour la République, a jugé « juste, bon pour l'emploi et sérieux » le plan de réforme. « C'est parce que le gouvernement a fait preuve de responsabilité et de fermeté dans la maîtrise des dépenses publiques (_) qu'il peut maintenant poursuivre son œuvre réformatrice et l'étendre au domaine de la fis-

■ UDF. Pierre-André Wiltzer (UDF-AD), porte-parole de l'Union pour la démocratie française, a indiqué: la confédération se « félicite » qu'Alain Juppé ait « affirmé son intention d'aller de l'avant [dans la réforme fiscale]. Un débat va s'engager sur les orientations de la réforme annoncées par le gouvernement. L'UDF y partici-

■ PR. Le Parti républicain assure dans un communiqué qu'Il « veille-ra tout particulièrement (...) à ce que trois principes soient mis en œuvre : la baisse générale dès 1997 des prélèvements obligatoires (...), la simplification des textes législatifs relatifs à l'impôt et à l'ensemble des cotisations sociales, la relance de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises créatrices d'emplois ».

Madelin. Invité d'Europe 1 mardi 4 juin, Alain Madelin (UDF-PR) a « applaudi des deux mains à la réforme fiscale et à l'orientation qui consiste à baisser les dépenses publiques », mais a précisé que, sur « le contenu », il a délà une orientation très différente de celles du premier ministre ». Selon l'ancien ministre de l'économie, M. Juppé fait « fausse route » en présentant la baisse des impôts comme « la récompense de nos efforts de rigueur, d'assainissement financier ». « Je pense au contraire que la baisse des impôts, c'est le point de départ », a estimé M. Madelin, par ailleurs « réservé » sur le principe d'une cotisation maladie universelle.

■ FN. Bruno Mégret, délégué général du Front national, a indiqué : «La réforme annoncé par M. juppé n'est pas au niveau de l'ampleur des prélèvements que supportent actuellement les Prançais. [...] C'est une démarche de margoulins aussi douteuse que celle de ces commerçants indélicats qui augmentent leurs prix de 30 % pour ensuite annoncer à grand battage une baisse de 10 %. » ■ CFDT. Si elle « réserve son appréciation dans l'attente d'une clarification » des intentions du gouvernement, la Confédération française démocratique du travail estime que « la baisse de l'impôt sur le revenu (...) risque d'aggraver les inégalités », et que « prétendre à la fois réduire les déficits publics et les impôts est illusoire ». En revanche. elle « prend acte de la confirmation d'une cotisation universelle maladie ». « Cette mesure (...) doit maintenant être engagée », ajoute la CFDT, qui annonce qu'elle « prendra toute sa place dans le débat annoncé par le premier ministre ».

■ CGT. Louis Viannet, secrétaire général de la Confédération générale du travail, a estimé que la réforme fiscale est « une mesure en trompe l'œil » qui « transpire la démagagie » et « inspire légitimement force scepticisme », venant d'« un premier ministre qui, en dix-huit mois, a accru de 100 milliards le prélèvement sur les ménages. (...) Une baisse de l'impôt sur le revenu ne profitera au'à une minorité, alors que la baisse des dépenses frappera

les foyers les plus modestes. » ■ FO. Force ouvrière a dénoncé, dans la cotisation maladie universelle, « la volonté du gouvernement de poursuivre la fiscalisation du financement de la Sécurité sociale (...). Dit universel, cet impôt conduira à une confusion entre santé publique et Sécurité sociale, engendrant une confusion des responsabilités ».



06 H 34



06 H 55



08 H 37



09 H 37



10 H 37



11 H 37



12 H 40



14 H 34



15 H 37



16 H 37



17 H 37



18 H 37





,...<u>.</u>

41,60

r-. *

Les régions redoutent le report des prochains contrats de plan avec l'Etat

La mesure permettrait des économies budgétaires

LA DÉCISION n'est pas encore formellement prise - Matignon évoque seulement « une piste possible » - mais elle fait déjà réagir les élus régionaux. Dans le cadre des restrictions budgétaires, Alain Juppé avait incité Jean-Claude Gaudin à examiner l'étalement « sur une année supplémentaire » des contrats de plan Etat-régions en cours. Prévus sur une période de cinq ans (1994-1998), ces engagements, dont l'Etat promet de financer la moitié, planifient les gros investissements des régions. Ils ont représenté quelque 280 milliards de francs en 1994 et sont essentiels dans certains secteurs comme le bâtiment et les travaux publics.

L'élaboration des prochains contrats (1999-2003) est donc un enjeu de taille pour les acteurs économiques régionaux. Or la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, dite « loi Pasqua » du 4 février 1995, prévoit que les futurs contrats devront prendre en compte les schémas national et régionaux d'aménagement du territoire. « C'est un système de poupées russes qui rendra difficile l'élaboration avant mai-juin 1998 des contrats de plan », explique Yves Mosset, délégué général de l'Association des présidents de conseils régionaux (APCR), majoritairement à droite. Entre-temps, les campagnes des élections législatives et régionales seront lancées. Certains présidents de région redoutent ce télescopage

Repousser à 1999 l'élaboration des prochains contrats de plan permettrait aux mêmes équipes de préparer et de voter ces nouveaux documents contractuels. Les présidents sortants pourraient aussi

faire campagne sur leurs grands projets. Les services du premier ministre pourraient aussi effectuer des économies en étalant le financement des réalisations restantes, dans les contrats en cours, sur deux ans. En outre, l'Etat investisseur a pris du retard : si l'on assure à Matignon que le taux d'exécution des opérations du contrat en cours (tous ministères confondus) est de 56 % en fin de troisième année, les retards sont parfois largement supérieurs. C'est le cas en Languedoc-Roussillon, où, au 31 décembre 1995, on notait un engagement de l'Etat atteignant à peine 30 % des crédits, alors que la région avait, elle, investi 49 % des crédits attendus.

Mais les - rares - présidents de région de l'opposition out vivement réagi. Marie-Christine Blandin, présidente (Vert) de la région Nord-Pas-de-Calais, a déjà prêvenu que, si la décision était confirmée, le conseil régional « pourrait être conduit à dénoncer le contrat de plan » en cours. Sans aller si ioin, Robert Savy, président socialiste du Limousin, considère que ce report « parterait gravement at-teinte à la crédibilité de la pratique contractuelle entre l'Etat et les régions ». Les présidents des groupes socialistes des conseils régionaux ont, de leur côté, « dénoncé » « ce nouveau recul annoncé par l'Etat [qui] porte un mauvais coup à la décentralisation et aggrave l'asphyxie des collectivités locales ». Même dans la majorité, Jacques Blanc, président UDF-PR du Languedoc-Roussillon, se dit « farouchement opposé à tout retard dans la réalisation des contrats actuels ».

Sytvia Zappi

Les rapporteurs de l'Assemblée nationale s'inquiètent des moyens alloués à la défense

Jacques Boyon (RPR) et Arthur Paecht (UDF) mesurent les risques des choix présidentiels

L'Assemblée nationale examine, les 5 et 6 juin, le projet de loi de programmation militaire 1997-2002, qui vise à équiper les armées et à les pro-

DISSUASION NUCLEAIRE

an. Les deux rapportaurs de ce projet, Jacques Boyon (RPR) et Arthur Paecht (UDF-PR), s'in-quiètent des choix faits par M. Chirac. fessionnaliser sur la base de dotations budgé-taires prévues pour un montant de 1110 mil-

Équipement des forces armées en 2002

420 chars lourds dont 250 Lederc

350 chars légers (120 reconstruits
 500 véhicules tout terrain

1 235 véhicules de l'avant blindés

5 transports de chars de débarq (dant 1 porte-hélicoptères)

· 4 frégales anti-oériennes

14 tragates de 2º rang
 14 bátiments anti-mines

12 (+ 46) aviors embarq

22 ovions de potrouille ma
 40 hélicoptères de combot

AVANT LE DÉBAT, mercredi 5 et jeudi 6 juin, à l'Assemblée nationale, sur la loi de programmation militaire 1997-2002, les deux rapporteurs, Jacques Boyon (RPR), président de la commission de la défense, et Arthur Paecht (UDF-PR), au nom de la commission des finances, ne cachent pas leurs inquiétudes sur les « risques » et les « difficultés » du projet gouvernemental. Ils les expriment dans leurs rapports sur ce texte, qui alloue un total de 1 110 milliards de francs, en six ans, à l'ensemble des armées. Faisant référence à la volonté de

Jacques Chirac de passer d'une armée de conscription à une armée professionnelle, M. Boyon présage que la transition posera « des problèmes délicats » si le changement de format doit s'accomplir « dans la précipitation ». Son collègue des finances croit pour sa part que la France sera confrontée simultanément à plusieurs « défis ». D'autant que les deux députés de la majorité observent que, dans le même temps, la défense française accuse un handicap, celui de devoir renouveler en même temps une large partie de ses principaux matériels.

LA LIVRAISON DES MATERIELS « A l'issue des six ans de la pro-

chaine programmation, écrit M. Boyon, la professionnalisation, le changement de format des armées et la réorganisation de l'industrie de défense seront achevés ou proches du modèle fixé pour 2015. Mais la livraison des matériels majeurs ne sera pas terminée, toutes les capacités majeures ne seront pas acquises, et le nouvel équilibre de notre appareil de défense ne sera

pas encore atteint » En même temps, renchérit M. Paecht, l'annonce de l'abandon prochain et progressif de la conscription obligatoire risque d'inciter un nombre accru de jeunes à tenter d'y échapper par tous les moyens, ce qui peut « super progressivement » les fondements mêmes de la conscription « avant que les armées n'aient pu recruter » des engagés volon-

Dans leurs rapports respectifs, les deux parlementaires se livrent à un examen détaillé et critique du contenu de la programmation et ils en soulignent souvent les

■ FAMILLE: le président de la République, Jacques Chirac, a émis le souhait que la politique familiale de la France « gagne en simplicité, en efficacité, en équité, en cohérence », à l'occasion de la traditionnelle remise de la mé-daille de la famille française, lundi 3 juin, à l'Elysée. « Les prestations, les aides fiscales se sont multipliées et l'on ne sait plus très bien s'y reconnaître » a déclaré M. Chirac, en soulignant que la famille est « le dernier rempart contre l'exclu-

■ SONDAGE: 59 % des Français se disent éloignés de la majorité RPR-UDF, selon un sondage de la Sofres publié par le quotidien Le Figaro, mardi 4 juin, et 67 % d'entre eux estiment que la majorité n'applique pas la politique pour laquelle elle a été élue. Interrogés sur le Front national, 69 % des sondés souhaitent que la majorité prenne le maximum de distance avec le FN, contre 22 % favorables à une entente et 9 % sans opinion. Ce sondage a été réalisé du 21 au 23 mai, auprès d'un échantillon national de mille per-sonnes représentatif de la popula-tion agée de diz-huit ans et plus.

MONDIALISME: Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, a déclaré, hindi 3 juin, qu'il faut « se méfier d'une fausse " culture mondiale " qui conduirait à une sous-culture mercantile, banalisatrice et destructrice des identités », en ouvrant la conférence organisée à Paris par l'Unesco et l'Union interparlementaire (UIP) sur les enjeux de l'éducation, de la culture et des autoroutes de l'in-

TEMPS DE TRAVAIL: Alain Madelin critique la proposition de loi sur l'aménagement et la réduction du temps de travail, adoptée, jeudi 30 mai, par les députés, dont il juge les dispositions trop coîteuses pour l'Etat (Le Monde du 1º juin). Dans un communiqué, diffusé hundi 3 juin, par son mou-vement Idées-Action, M. Madelin estime que le jeu des exonérations prévues par la proposition de loi reviendra à subventionner à 123 % le nouvel emploi la première année, à 92 % les années suivantes, pour une entreprise de dix sala-riés, réduisant de 10 % la durée du travail et embauchant un salarié manques, les insuffisances, voire

Concernant l'armée de terre, M. Boyon constate que « l'une des principales difficultés » qu'elle aura à surmonter « sera de conserver une capacité opérationnelle suffisante tout au long de son adaptation », en perdant jusqu'à 37 % de ses effectifs, toutes catégories confondues, M. Paecht dresse l'inventaire des diminutions d'équipements, avec 406 chars Leclerc (au lieu de ses 930 AMX-30), 180 hélicoptères (au lieu de 340) ou encore 1230 véhicules de l'avant blindés (au lieu de 2 000),

La marine n'est guère mieux lotie. « Le tonnage global, écrit le président de la commission de la défense, passera de 314 000 tonnes en 1995 à 234 000 en 2002 », soit un déclin de 25,4 %. Le rapporteur de la commission des finances lui fait écho, en relevant que 23 bâtiments seront retirés du service d'ici à 2002 et remplacés par 8 navires seulement.

MENACE SUR LE RAFALE

C'est sans doute l'armée de l'air qui va subir les plus lourdes amputations. Les deux rapporteurs observent qu'il faudra bien réexaminer le dossier de l'avion Rafale en raison de son poids financier (quelque 200 milliards de francs, sur lesquels l'Etat a déjà dépensé 35 milliards et les industriels concemés 8,5 milliards). « Le Rafale, estime M. Boyon, est aujourd'hui, de loin, le programme te plus lourd financé par le budget de

aéronautique qui est tournée vers la réalisation de ce programme (...). Il semble difficile que ce programme reste en l'état pour les six ans à venir. » Même s'il considère qu'« un abandon n'est, à l'évidence, pas envisageable », M. Paecht évoque « sa très forte préoccupation quant à l'aboutissement effectif du pro-

Jaguar, Mirage IV, Mirage 2000 D, Mirage 2000 5

80 eviore de transport loctiou

• 1 DC-8 Sorique

Les deux députés se prononcent, enfin, pour une restructuration de l'industrie de défense, à propos de laquelle l'un et l'autre font preuve d'un relatif scepticisme, M. Boyon parce qu'il se métie « des fausses bonnes idées et des idées simples ». M. Paecht parce que le délai de deux ans que s'est fixé le gouvernement « est probablement trop

Pour sa part, M. Paecht s'en prend aux ambitions exprimées par les partenaires européens de la France. « La restructuration engagée, écrit-il, a pour premier objet d'éviter l'effondrement progressif de l'industrie française, pour la mettre sur un pied d'égalité avec l'industrie allemande ou britannique, notamment sur le plan financier, et non pas d'acquérir une suprématie qui ne reste vraie - pour un temps?que sur le plan technologique. On ne saurait s'étonner, conclut-il, de ce que l'industrie allemande ne voie pas nécessairement d'un œil favorable la rationalisation et le renforcement de l'industrie française. »

Jacques Isnarà



VENTES PAR ADJUDICATION Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS TEL.: 40.75.45.45 - FAX.: 45.63.89.01

SERVICE DES DOMAINES

ADJUDICATION MERCREDI 19 JUIN 1996 à 13 H à PARIS 9ème 17, Rue Scribe , Salle des Ventes des Domaines **APPARTEMENTS - CHAMBRES**

sur PARIS 5ème. 11ème, 13ème, 15ème, 16ème et 18ème SUR LES MISES A PRIX DE 82,000 F. à 760,000 F

RENSEIGNEMENTS ET CONSULTATION DES CAHIERS DES CHARGES DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H à 12H ET DE 14H à 16H. Direction nationale d'interventions domaniales, ventes immobilières Bureau 109, 17, Rue Scribe, 75436 PARIS CEDEX 09 Tél : 44.94.78.19 ou 44.94.78.22

DETAIL DES VENTES DES DOMAINES : B.O.A.D. Abourement 170F par an (190 F à c/du 01/07/96). Ecrire S.C.P. 17. Rue Scribe - 75436 PARIS CEDEX O9 ou tel : 44 94 78 78. Minitel 3617 VAE - 3617 DROUOT.

Vte au Palais de Just. Creteil, le Jendi 13 Juin 1996 à 9h30 PROPRIETE à BONNEUIL-SUR-MARNE (94)

82, rue Georges Ferrand (anciennement 70 bis. rue Georges Ferrand)
comprenant: UN PAVILLON (bătiment A) avec entrée, cuisine
salle de bains, salle de séjour, chambre, débarras, atelier et remise
AUTRE PAVILLON (bâtiment B): rez-de-chaussée: atelier,
débarras, les étage: terrasse, cuisine, salle à manger, chambre
douche, wc sur terrain de 325 m².

MISE A PRIX: 500.000 Frs Sadr. Me Elisabeth PONTVIANNE, Avt a Paris Se. 92, bld Majesherbes T.: 45.61.98.04 - Tous les jours de 14h à 16h - Me MAGLO, Avt à Créteil 4, allée de la Toison d'or. Shes lieux pr vis. le 67.96.1996 de 14h à 15h.

Le Monde et La Stampa Ensemble à ensemble à Paris, Milan et Turin. Du lundi au dimanche, La façon la deux grands quotidiens plus européenne européens paraissent ensemble à Paris, Milan et Tude regarder rin: une grande vision d'ensemble à 12F seulement. le monde. ^a à Milan et à Turin, à 3.200 Lires. TA STAMPA Le Monde

Où trouve-t-on Le Monde et La Stampa? Aux Champs Elysées, Quartier Latin, Montparnasse, Opéra, grandes Gares.

The second secon

ويقها ويرافي وأنساه والمراوين ومعاريات والمعارش

The same of the

M. Ciolina a directement mis en sur les marchés publics « a bel et M. Ciolina ajoute qu'il était « de nocause M. Tiberi, maire de la capitale et président de l'OPAC. ● M. CIQU-NA, dans un entretien au Monde,

bien fonctionné à l'OPAC ». Selon lui, M. Pérol, directeur général de l'office et proche de Jacques Chirac, assure qu'un système de fraudes en était « le maître-d'œuvre ».

toriété publique » que des commissions occultes étaient versées, par l'intermédiaire de M. Méry, au RPR. DANS L'ENTOURAGE de M. Tiberi.

on nie en bloc ces accusations : « Le président de l'OPAC n'est intervenu ni en droit ni en fait dans l'attribu-

Le maire de Paris est accusé d'être au centre de l'affaire des HLM

Le juge Halphen dispose de nouveaux éléments dans l'enquête sur l'OPAC de la capitale. L'ancien directeur adjoint de l'office a détaillé le système de fraudes mis en place pour les passations de marchés et qui aurait donné lieu à des commissions occultes versées au RPR

LE IUGE D'INSTRUCTION de l'OPAC. « Il était au courant de Créteil (Val-de-Marne) Eric Halphen, chargé de l'enquête sur les fausses factures de la région parisienne, s'apprête à demander au parquet la délivrance d'un réquisitoire supplétif afin d'engager de nouvelles investigations sur l'office HLM de la Ville de Paris (OPAC).

Cette initiative est la conséquence de l'audition, le 30 mai, de l'ancien directeur général adjoint de l'Office public d'aménagement et de construction, François Ciolina. Polytechnicien et ingénieur des Ponts et chaussées, M. Ciolina fut l'adjoint de Georges Pérol, le directeur général de l'OPAC, jusqu'à son départ de l'office, au mois de janvier 1993. M. Pérol et lui avaient été mis en examen pour « trafic d'influence » par le juge Halphen Il y a un an (Le Monde des 25 et 26 mai 1995), soupçonnés d'avoir participé à un système de contournement des règles régissant la passation des marchés publics, dont la cheville ouvrière aurait été le promoteur Jean-Claude Méry, ancien membre du comité central du RPR, lui-même mis en examen le

29 septembre 1994. Face au juge Halphen, l'ancien directeur général adjoint des HLM de Paris a notamment mis en cause l'actuel maire de Paris, Jean Tiberi, en sa qualité de président de

tout, en relation constante avec Georges Pérol », a déclaré M. Ciolina à propos de M. Tiberi, dans un entretien accordé au Monde (lire

« CHASSE GARDES »

François Ciolina a évoqué, au cours de son audition, d'éventuelles interventions du président de l'OPAC dans l'attribution des contrats d'assurance signés par l'office sur les chantiers de construction d'immeubles neufs et de réhabilitation. Intitulés « dommages-ouvrages », ces contrats d'assurance s'élevaient, a-t-il indiqué, à environ 100 millions de francs par an.

Selon ses déclarations, ils auraient été passés sans véritable appel d'offres, par l'intermédiaire d'un cabinet de courtage parisien, le cabinet Malatier. Physieurs dirigeants de l'OPAC se seraient émus de cette situation. M. Pérol leur aurait alors répondu que le dossier des assurances était la «chasse gardée » de Jean Tiberi. Après avoir partagé ce marché lucratif avec un cabinet concurrent, le cabinet Malatier aurait, selon M. Ciolina, obtenu la totalité des contrats de l'OPAC à partir de

Outre ces éléments, l'ancien di-



a fourni des détails sur le rôle - décisif, selon lui - de Georges Pérol dans le processus d'attribution des marchés. Ancien maire de Meymac (Corrèze) et ami proche de l'actuei président de la République, M. Pérol a toujours contesté avoir livré des informations confidentielles sur le contenu des appels d'offres

recteur général adjoint de l'OPAC à Jean-Claude Méry, afin que cehui-ci s'entremette auprès des entreprises soumissionnaires.

« Je ne suis lamais intervenu, ni dans le lancement des appels d'offres, ni dans les discussions avec les entreprises, ni dans la rédaction des marchés, ni dans la surveillance des travaux, et, enfin, pas non plus

financiers », déclarait ainsi l'ancien directeur général de l'OPAC sur procès-verbal, le 26 octobre 1995. François Ciolina affirme exactement l'inverse, expliquant que « seul M. Pérol » était en mesure de fournir à l'homme d'affaires lean-Claude Méry les documents retrouvés chez lui, en 1992, et versés au dossier judiciaire - des télécopies, notamment, évoquant le contenu de certains appels d'offres de l'OPAC.

Selon son ancien adjoint, M. Péroi aurait également ordonné l'exécution de travaux dans un immeuble HLM de la rue Censier (5° arrondissement), dans un appartement réservé à Dominique Tiberi, fils de Jean Tiberi. La facture de ces travaux, qui ont notamment consisté à refaire en marbre le soi de l'appartement, se serait élevée à « plus d'un million et demi de francs ».

L'attribution préférentielle de ce logement au fils du maire de la capitale, qui est aujourd'hui chef de cabinet du ministre Roger Romani, avait motivé une démarche de l'Association pour la défense des contribuables parisiens (ADCP) auprès du procureur de la République à Paris. M' Arnaud Montebourg, avocat de l'ADCP et, par

demandait l'engagement de poursuites pour « prise illégale d'intéret » contre M. Tiberi (Le Monde du 27 mars). Un mois plus tard, le parquet de Paris avait classé sans suite ce dossier.

Recueillies trois semaines après le retour d'une commission rogatoire internationale exécutée par la justice suisse sur les comptes bancaires de Jean-Claude Méry, les nouvelles confidences de M. Ciolina permettent au juge Eric Halphen d'« encercler » l'office HLM de Paris.

Grâce à l'enquête de ses homologues suisses, le magistrat de Créteil détient désormais la preuve que d'importantes commissions occultes ont été versées, sur le compte d'une société panaméenne contrôlée par M. Méry et selon toute vraisemblance jusqu'en 1995, par des entreprises ayant obtenu des marchés de l'OPAC (Le Monde du 14 mai). Il possède à présent assez d'éléments pour établir que des « fuites » organisées au cours de l'attribution de ces marchés ont motivé le versement de ces commissions, dont M. Ciolina assure qu'il était « de notoriété publique » qu'elles étalent destinées

H. G.

François Ciolina, ancien directeur général adjoint de l'OPAC de Paris

« Dès qu'une décision venait de M. Tiberi, il fallait l'exécuter, quoi qu'il puisse en coûter »

deux de l'office HLM de Paris, roi de savoir quelles entreprises de 1990 à 1993, sous les ordres sonhaitaient concourir. Chaque de Georges Pérol. La justice société envoyait toujours la yous soupconne d'avoir pris part à un système de contournement des règles régissant l'attribution des marchés publics. Un tel système a-t-il existé à POPAC ?

- Un tel système a bel et bien fonctionné pendant des années à l'OPAC, et Georges Pérol en a été le maître d'œuvre. C'est lui qui régissait tout à l'office. Il ne déléguait pratiquement rien. Le bureau des marchés, qui prépare les appels d'offres, était dirigé par M. de Courcelles, mais en réalité à la botte de M. Pérol. Quant à la commission des marchés, elle était présidée par une élue parisienne, Ariette Braquy, vice-présidente de l'OPAC, à qui M. Pérol avait délégué ce pouvoir. La commission réunissait des représentants du ministère des finances, de la préfecture, des locataires. En théorie, ils avaient le pouvoir de dire oui ou non à l'attribution d'un marché. En pratique, ils avalisaient presque toujours le choix de M. Péroi.

 A quel moment le processus d'attribution des marchés de l'OPAC pouvait-il être contour-

- Dans le domaine des constructions neuves, des fuites sont possibles bien avant le lancement des appels d'offres. Le rôle des services techniques était de libérer les terrains destinés aux immeubles, d'obtenir les permis de construire et de trouver le financement. Les constructions d'immeubles représentent quelque 600 à 700 logements par an à Paris, pour un chiffre d'affaires de 300 millions de francs, provenant pour l'essentiel de crédits publics. Le bureau des marchés préparait les consultations des entreprises et diffusait les avis signalant les nouveaux marchés à pourvoir. M. Pérol décidait seul de la date à laquelle les avis devaient être rendus publics. Entre le moment où l'OPAC adresse un avis aux revues spécialisées et celui où cet avis est publié, il se passe toujours au moins huit jours. L'entrepreneur qui dispose d'informations durant ce laps de temps prend une longueur d'avance sur ses concurrents... C'est à ce stade que l'information fultait.

siers de consultation ». J'ai d'ailleurs souvent constaté qu'à peine quatre ou cinq entreprises souvent les mêmes - retiraient ces dossiers, même pour des marchés de 50 millions francs, qui auraient dû en attirer bien davantage. Lorsque les entreprises déposaient les plis cachetés contenant leur proposition de priz, il n'en restait parfois qu'une ou deux...

– Yous voulez suggérer que les entreprises s'entendaient à Pavance?

- C'est certain. Mais je pense que de telles ententes ne concernaient jamais une opération en particulier. Il devait plutôt y avoir des accords de répartition sur l'ensemble des marchés de POPAC. On a vu, par exemple, des

sociétés renopcer, sans raison ap-

parente, à un marché qu'elles

avaient obtenu parce qu'elles

étaient les moins-disantes. Comment l'expliquer autrement ?

- Une fois les plis déposés,

comment le marché était-il at-

les enveloppes contenant les prix

dans une caisse, dans son bureau.

Puis la commission des marchés

ouvrait les plis, selon un cérémo-

nial très classique. Une fois les

offres des entreprises connues,

s'engageait une phase de négo-

ciation de plusieurs mois entre les

services techniques et les entre-

preneurs, afin d'obtenir qu'ils di-

minuent leurs prix pour se rap-

procher du crédit disponible. A la

fin, un rapport était établi par le

service de la construction, qui

m'était adressé. Je le visais, et le

transmettais à Georges Pérol Si

deux entreprises étaient en

compétition, c'est lui qui arbi-

trait, parfois sans justification

technique ni respect du moins-di-

M. de Courcelles entreposait

« M. Méry ne pouvait être renseigné

toutes les informations crédibles »

en temps et en heure que par M. Pérol,

ou avec son accord, puisque lui seul détenait

commission. M. Pérol exigeait nu directeur général adjoint, Un jour, tout l'état-major d'Otis, meuble de la rue Censier, qui qu'aucun rapport ne soit présenté M. Pérol m'a interdit de ren- le principal concurrent, s'est re- devait devenir celui de Domià la commission sans avoir été ap- contrer M. Méry. Il m'a même trouvé rue du Cardinal-Lemoine, nique Tiberi, le fils de M. Tiberi. prouvé ou modifié par lui.

- Certains documents saisis par le juge Halphen montrent que le promoteur Jean-Claude Méry a eu connaissance de ces rapports... - Il ne pouvait être renseigné en

temps et en heure que par M. Pérol, ou avec son accord, puisque lui seul détenait toutes les informations crédibles. On comprend ainsi comment M. Méry, de son côté, pouvait faire profiter les entreprises de ses « tuyaux », et leur facturer des prestations d'« assistance commerciale »... En fait, il vendait aux entreprises le pouvoir que M. Pérol exerçait sur l'attribution des marchés.

» Ce pouvoir allait même audelà. Une fois attribué par la commission, le marché doit être signé par le directeur général. Il

est arrivé que M. Pérol ne signe

pas. Chaque année, une ou deux

opérations étaient ainsi purement

et simplement abandonnées. Je

pense que c'était parce que l'en-

treprise choisie n'avait pas voulu

céder à toutes les sollicitations.

Curieusement, les situations de ce

type se multipliaient dans les

- Avez-vous rencontré Jean-

- Oui. En 1985 ou 1986, alors

que j'étais responsable de l'ex-

ploitation des HLM, Georges Pé-

rol m'avait pris un rendez-vous

avec lui, en m'expliquant qu'il

était « bien introduit au RPR » et

qu'il fallait en « prendre soin »,

car il pouvait nous être « très

utile ». M. Méry m'avait alors pro-

posé de nous aider « sur le plan

juridique » et m'avait présenté un

professeur de droit, membre de la

commission du logement au RPR.

Je ne voyais pas très bien en quoi

il pouvait nous être utile, mais j'ai

périodes pré-électorales...

Claude Méry?

un réseau.

sant, et soumettait son choix à la » En 1990, lorsque je suis deve- obtenir ensemble la concession. cesseur, au dernier étage d'un imdit: « Vous ne l'avez lamais vu. » J'ai appris plus tard que plusieurs dirigeants de l'OPAC avaient été recrutés sur les conseils de M. Méry. J'en ai déduit que le système se constituait sans moi.

- Avez-vous entendu dire qu'une partie de l'argent versé à M. Méry par les entreprises allait au RPR?

- C'était, à l'office, de notoriété publique. Tous les cadres qui évohuaient au contact des problèmes de marchés le savaient parfaitement. Mais s'ils avaient décidé de s'en ouvrir, on n'aurait pas donné cher de leur survie profession-

- Le « système » ne concernait-il que les constructions

- Certainement pas. Les « Palulos » - réhabilitations de logements sociaux périmés ou insalubres - étaient également la « chasse gardée » de Georges Pérol. Ces marchés représentaient également 300 millions de francs par an, attribués à l'issue d'appels d'offres restreints. M. Pérol convoquait directement les responsables, biffait ou rajoutait des noms sur la liste des entreprises attributaires. On se doutait bien que le choix des bureaux d'études était sujvi de près par Jean-Claude Méry. On voyait ainsi fréquemment apparaître le bureau d'études CET, spécialisé dans le chauffage, et qui n'avait aucune compétence particulière en matière de Palulos, ou encore des architectes aux attaches corré-

 L'enquête du juge Halphen porte également sur l'entretien

Il s'agit de la concession de l'entretien des 3 000 cabines d'ascenseurs de l'OPAC pour une durée de quinze ans, pour 100 millions de francs par an. Le marché avait été divisé en cinq lots. M. Pérol parlaît de « marché du siècle ». Un appel d'offre avait été lancé et, après l'ouverture des plis, les mieux placées étaient la CG2A filiale de la Générale des eaux – et la Somatem – filiale de la Lyoncompris qu'il voulait constituer naise des eaux. Les deux entreprises se sont rapprochées pour

des ascenseurs dans les immeubles de POPAC. Le marché a été signé en 1992.

au siège de l'OPAC. Plusieurs personnes se sont présentées à moi en faisant spontanément état de leurs origines corréziennes! J'ai compris que les enchères montaient. Quelque temps après, M. Pérol m'a dit qu'il fallait attribuer la majorité des lots à Otis. En définitive, Otis, qui s'était entre-temps vendu à un groupe américain, a obtenu une partie de la concession, alors que son offre

était beaucoup plus chère. - Jean Tiberi, alors premier adjoint au maire de Paris et

Celui-ci m'avait personnellement téléphoné pour veiller à l'attribution de ce logement à son fils. Un jour, j'ai été convoqué dans l'appartement par M= Tiberi, qui m'a demandé de changer la baignoire, de refaire la cuisine, de poser du marbre sur toute la surface de l'appartement - plus de 100 mètres carrés. J'ai informé Georges Péroi de ces exigences inhabituelles. Il m'a répondu qu'il fallait s'exécuter, sans aucune limitation de budget. Par la suite, M=Tiberi me convoquait toutes

L'Hôtel de Ville nie en bloc

Contacté mardi 4 juin, l'entourage du maire de Paris a nié l'ensemble des accusations formulées par M. Ciolina. « Le président de l'OPAC n'est intervenu ni en droit ni en fait dans l'attribution des marchés », out expliqué les collaborateurs de M. Tiberi, qui n'a pas souhaité réagir personnellement.

En ce qui concerne l'appartement occupé par le fils de M. Tiberi, on affirme à l'Hôtel de ville que ce logement social a fait l'objet d'un examen par la commission d'attribution. Quant aux travaux d'aménagement réalisés pour « plus d'un million et demi de francs », selon les déclarations de M. Ciolina, ils correspondent, explique-t-on à la mairie de Paris, à la division de cet ancien duplex en deux logements et à leur restructuration.

président de l'OPAC, ne surveillait-il pas la gestion de l'office ? - On ne le voyait que deux ou trois fois par an, à l'occasion des

vœux et des conseils d'administration. Mais il était au courant de tout, en relation constante avec Georges Pérol. Ils se parlaient très souvent. Je n'ai jamais assisté à leurs conversations, mais j'ai souvent surpris les entretiens de M. Pérol avec M. Gramond, le chef du cabinet de M. Tiberi. Ils discutaient ouvertement des attributions de marchés. M. Pérol faisait preuve d'une révérence inattendue à l'égard du collaborateur de M. Tiberi. Leurs discussions portaient souvent, aussi, sur les attributions de logements à telle ou telle personne. M. Pérol était aux ordres : dès qu'une dècision venait de M. Tiberi, il fallait l'exécuter, quoi qu'il puisse en coûter.

- Que voulez-vous dire ? En 1988, j'ai été chargé par M. Pérol de remettre en état l'ancien appartement de son prédéles semaines dans l'appartement, comme un simple chef de chantier : il a fallu refaire trois fois les peintures, car elle n'était pas satisfaite de la couleur! Des ordres de services ont été signés. La facture totale s'est élevée à plus de

1.5 million de francs. - Pourquoi avoir décide, un an après votre mise en examen, de vous confier au juge Halphen?

- Six mois après être devenu directeur général adjoint, je me suis vu retirer tous mes pouvoirs. Huit mois plus tard, je me suis fait casser la figure dans un parking souterrain, pour me contraindre à la démission - ce que j'ai fini par faire. Ma présence, pendant quelques mois, dans ce système m'a conduit à être soupçonné d'y avoir participé. J'en ai assez d'être présenté comme le complice d'agissements auxquels je n'ai pas

> Propos recueillis par Hervé Gattegno

Le PDG de la chaîne de cliniques Alphamed fait l'objet d'un réquisitoire sévère

Dix-huit mois d'emprisonnement ont été demandés à l'encontre du docteur André Attia

Le docteur André Attia, PDG d'Alphamed, l'une des trois plus grandes chaînes françaises de cliniques privées, comparaissait, lundi 3 juin, de des trois plus grandes chaînes françaises de cliniques privées, comparaissait, lundi 3 juin, de de deux diniques du Mans, et « présentation de bilan l'expression de bilan l'expression de la prise de contrôle de deux cliniques du Mans, Pasteur et Tertre-Rouge.

de notre envoyé spécial

Dix-hult mois d'emprisonnement, 500 000 francs d'amende et cinq ans d'interdiction de gérer, ont été requis, lundi 3 juin, par Jean-Luc Desport, procureur adjoint au tribunal de grande instance du Mans, contre le docteur André Attia, soixante-deux ans, PDG d'Alphamed, l'une des trois plus grandes chaines françaises de cliniques privées avec la Générale de santé (filiale de la Compagnie générale des eaux) et Clininvest (Compagnie financière de Suez). Gynécologue accoucheur, entré dans le monde des opérateurs de santé au début des années 70, M. Attia comparaissait pour « escroquerie », « abus de biens sociaux », « abus de pouvoir » et « présentation de bilan inexact ».

La même peine a été requise contre Patrick Giordani, quarante-deux ans, ancien directeur de la Société de gérance des cliniques du Mans (SGCM), prévenu de complicité des mêmes chefs. Et six mois de prison avec sursis, 10 000 francs d'amende et deux ans d'interdiction de gérer contre Béatrice Caux, quarante ans, ancienne directrice salariée de la SGCM, prévenue de « complicité d'escruauerte ».

Embarqué dans l'univers économique de l'hospitalisation privée et la nébuleuse complexe de la trentaine de sociétés gérées ou détenues par la famille Attia, le tribunal, présidé par Jean-François Deican, s'est employé à démêler l'écheveau qui a résuité de l'achat par Alphamed, en 1990, de deux chniques du Mans, Pasteur

et Tertre-Rouge, une polyclinique de 90 lits et un établissement de 120 lits spécialisé dans la gynécologie obstétrique, la néonatalogie et la procréation médicalement assistée. Le « système Attia » était fondé sur la mise en location-gérance des cliniques détenues par le groupe. Les magistrats ont ainsi observé comment, en 1990, Alphamed a pris le contrôle des deux cliniques mancelles, avant d'en confier la gestion à la SGCM,

gérée par Patrick Giordani.

M. Attia a défendu à la barre sa « philosophie du partage » entre l'investissement (domaine réservé d'Alphamed) et la gestion des cliniques (confiée à des sociétés de gestion spécifiques), qui a scellé à ses yeux la réussite de son groupe. Selon l'accusation, cette séparation des tâches n'était qu'iliusoire. Alphamed, note-telle, était propriétaire à 99,6 % d'une société, la SIHH, qui détenait elle-même 34 % de la société Koba, dont le PDG était M. Giordani, et qui contrôlait à 100 %, via une autre société de gestion, la SGCM. M. Attia lui apparaît donc comme étant le gérant de fait de Ia SGCM, et M. Giordani «le prête-nom gestionnaire de M. At-

C'est dans ce contexte qu'interviennent les principaux faits reprochés à MM. Attia et Giordani: une facture, soupçonnée d'être fondement.

1 191 770,13 francs, réglée par la SGCM au profit de l'AAJDNON, société holding d'Alphamed; et la conclusion d'avenants à des contrats prévoyant en décembre 1990 une réduction des rede-

DUJON, LE 30 AVRIL 1996

PREFECTURE DE LA COTE-D'OR

AVIS AU PUBLIC

OPERATION ROCADE EST DE BEAUNE

A 2 X 1 VOIE ELARGISSABLE A 2 X 2 VOIES

Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique

Par arreté préfectoral en date de ce jour, il est décidé de procéder à une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la Rocade Est de BEAUNE à 2 X 1 voie élargissable à 2 X 2 voies, avec l'auxésagement de six points d'échange, trois giratoires plans dont les deux carretours giratoires d'extrémité le guidon de POMMARD au sud et le carrefour entre la RN 74 et la zone industrielle de SAVIGNY-LES-BEAUNE su nord et trois échangeurs dénivelés. Les acquisitions foncières seront réalisées pour l'emprise 2 X 2

L'opération concerne les communes de BEAUNE, POMMARD, CHOREY-LES-BEAUNE et SAVIGNY-LES-BEAUNE.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête pourra être consulté es mirie aux jours et heures suivants (jours fériés exclus) :

Mairie de BEAUNE

Direction des Services Techniques - 4, rue du Moutin Perpresil :
du landi au jendi de 8 beures à 12 beures 30 et de 14 beures à 17 heures 30 le vendredi de 8 beures à 12 beures 30 et de 14 beures à 16 beures 30

Cette empetie suns Bes du 3 JUIN 1996 AU 12 JUILLET 1996 INCLUS.

Mairie de POMMARD : de lundi au vendredi de 15 heures à 19 beures

Mairie de CHOREY-LES-BEAUNE : le landi et le vendredi de 13 beures à 15 beures

Mairie de SAVIGNY-LES-BEAUNE : du landi an vendredi de 13 beures à 16 beures

vances de location-gérance au détriment des sociétés propriétaires des fonds de commerce des deux cliniques.

M. Attia a reconnu « une erreur matérielle » dans le libellé de la facture litigieuse qui aurait, selon hii, dû être établie au profit d'Alphamed et non de la société mère. Il a expliqué qu'il s'agissait de frais d'ingéniérie pour la mise en place de la location-gérance, correspondant à un mois de loyer. L'ancien directeur du développement d'Alphamed, Jean-Raphaël Notton, qui fut conseiller technique de Jacques Chirac entre 1986 et 1988, a été appelé à témoiguer de ses activités de recherche de « cibles » pour le groupe entre 1988 et 1990.

« POMPE À FINANCES »

Agissant au nom de la société Sociimaine, gérant le fonds de commerce de la clinique du Tertre-Rouge et de trois médecins ~ le premier des médecins plaignants s'étant désisté avant l'audience -, Me Alain Pigeau a dénoncé l'opacité du système, « spoilateur pour les personnels, les praticiens et les patients », qualifiant le montage du groupe de « véritable pompe à finances ». Me Françoise Gallot-Lavallée, mandatée par le comité d'entreprise des deux cliniques, qui protestait contre la présentation de faux bilans, s'est insurgée contre « des infractions inacceptables dans un système de santé ».

La défense à fustigé les lourdes réquisitions du ministère public, estimant qu'elles n'étaient pas fondées juridiquement et qu'elles

étaient truffées d'« évidentes contradictions ». Les avocats de M. Giordani ont contesté la qualification d'« homme de paille » lancée à l'encontre de leur client. Ma Jean-Marc Varaut et Benoît Charot, conseils d'André Attia, ont réfuté la notion de « gérant de fait » invoquée par le ministère public, estimant qu'une détention de participation dans une société n'impliquait pas nécessairement qu'il y ait direction de fait de cette

Tout en louant « un modèle de gestion révolutionnaire », les avocats du patron d'Alphamed ont dénoncé « la pénalisation de la vie des affaires » en rappelant le contexte mouvementé dans lequel s'était opérée la vente des deux cliniques, en 1990. La procédure pénale avait débuté par des procédures commerciales opposant les médecins manceaux aux responsables d'Alphamed, au sujet de la vente de ces établissements. Poursuivis également pour abus de confiance à la suite d'une plainte déposée par les médecins manceaux, qui entendaient dénoncer une fusion des comptes bancaires de la clinique avec celui raires, MM. Attia et Glordani avaient, pour cette partie de l'instruction, finalement obtenu un non-lieu. Début 1992, ils avaient été placés en détention provisoire pendant dix-sept jours, puis relâchés sans qu'ait été ordonné de contrôle judiciaire. Le jugement a été mis en déli-

béré au 1ª juillet. Jean-Michel Dumay

Plus de sept tonnes de cannabis saisies grâce aux rayons gamma du « Sycoscan »

LES DOUANIERS du Havre ont saisi sept tonnes et demie d'herbe de cannabis, le 29 mai, à bord d'un cargo taiwanais en provenance de Singapour via le Sri Lanka et l'Egypte. Il s'agit de la plus importante saisie de drogue opérée en France depuis 1994. La valeur à la revente de cette cargaison est estimée à près de 150 millions de francs. Au-delà de la quantité d'herbe découverte, cette affaire confirme la fiabilité du « Sycoscan », système de contrôle par scanner.

C'est en effet grâce à ce procédé que les donaniers de la cellule de lutte contre les trafics illicites par conteneurs (Celtic) ont détecté le cannabis dans les 260 cartons d'un conteneur qui était supposé renfermer des poteries. Le Ming Galaxy devait se rendre à Felixtowe (Royaume-Uni). Selon le directeur général des Douanes, Pierre Mathieu Duhamel, « l'image a immédiatement révélé la présence de substances anormales ». Le chargement comportait en fait un tiers de poteries, le reste étant constitué des cartons de cannabis qui apparaissaient à l'écran sous

forme de taches sombres. Ce système avait été inauguré le 20 mai, par Alain Lamassoure, ministre délégué au budget et porte-parole du gouvernement, et Georges Charpak, Prix Nobel de Physique 1992, dont les travaux sur les détecteurs de particules, les chambres à fils, ont ouvert la voie à la mise au point de cet appareil par la firme Euroscan,

filiale de Schlumberger. « Il s'agit en fait d'un procédé comparable aux systèmes couramment employés dans les aéroports pour le contrôle des bagages à main, mais aussi à certains appareils de radiographie », explique le physicien. Lechangement d'échelle a cependant nécessité quelques « astuces » d'ingénieurs et des conseils glanés auprès des physiciens des particules du laboratoire européen pour la physique des particules (CERN).

Camions et conteneurs à examiner défilent entre une source de rayonnement gamma de 5 méga-électron-volt (MeV) et une batterie de 50 chambres à fils qui permettent de détecter des différences de densité d'environ 1%. Ces variations dévollent le contenu des chargements, y compris à travers 30 cm d'acier. «Les faux planchers sont particulièrement visibles », indique Georges Charpack, de même que, si l'on truffe un chargement de chaussettes, par exemple, de boîtes suspectes, celles-ci seront immédiatement visibles. » Au rythme d'une vingtaine de camions à l'heure. le Sycoscan du Havre ne peut contrôler que 15 % du trafic du port normand. Chaque passage sous les rayons dure deux à trois minutes mais l'interprétation de l'image nécessite entre dix et vingt minutes d'attente. Georges Charpack, qui pré-

cise qu'il n'est pas associé financièrement à cette première industrielle, prédit un brillant avenir au procédé. L'aéroport de Roissy en est déjà équipé, ainsi que le tunnel transmanche. Un Sycoscan pourrait être implanté dans chaque port et permettre le contrôle en routine de l'ensemble du fret. Un raffinement du système, auquel les ingénieurs travaillent actuellement, devrait même, selon lui, faciliter prochainement la détection automatique des explosifs.

H. M. et Ph. Br.

"COMMUNIQUER AVEC SON ENFANT SEPARE" TABLE RONDE

avec : Pierre CORET, pédo-psychiatri MITTEL CASTELAIN-MEUNIER, CNRS P. SAINT ARROMAN-PETROFF, Avocate

Samedi 8 juin à 16 h

5ème Congrès SOS PAPA Salle S.U.D.E.L. (entrée gratuite) 27, rue des Tanneurs - PARIS 13"

(1) 39 76 19 99

Dix militants basques expulsés rentrent illégalement en France "

EXPULSÉS vers l'Afrique et l'Amérique latine pour leur participation présumée à l'organisation ETA, dix militants nationalistes basques espagnois sont rentrés clandestinement en France, a annoncé, lundi 3 juin, le collectif qui assure leur défense. Au cours d'une conférence de presse, l'association d'entraide Anai Artea a lancé un appel au gouvernement français pour qu'il « régularise la situation administra-

tive des déportés de retour au pays ». L'association a dénoncé « le néant juridique » dans lequei se trouveraient les militants basques, expulsés alors qu'« aucune disposition légale française ne l'autorise ». A l'heure où Paris et Madrid accentuent leur coopération en matière de lutte antiterroriste, les dix nationalistes et leur famille ont sollicité l'aide de l'Eglise en s'installant dans

DÉPECHES

■ DROGUES : 800 kilos de cocaine ont été salsis en Guadeloupe, dans la nuit du dimanche 2 au hundi 3 juin, sur File de Saint-Barthélemy, lors d'une opération conjointe de la gendarmerie et de la douane. Trois trafiquants de nationalité dominicaine ont été inter-pellés alors qu'ils récupéraient la drogue camoufiée dans des rochers. RPR: le parquet de Paris a ouvert, hindi 3 juin, une enquête préliminaire au sujet des salaires présumés fictifs versés par deux sociétés parisiennes à Louise-Yvonne Casetta, responsable administrative du RPR. M. Casetta et les deux dirigeants des sociétés concernées devraient être entendus prochainement par les policiers du 8º cabinet de délégations judiciaires de la police judiciaire de Paris, chargés de l'enquête. Le juge Halphen avait saisi des documents attestant que la Comatec, filiale de la Compagnie générale des eaux (CGE), et la Ciec, une société de chauffagerie prestataire de services de la Ville de Paris et de l'office HLM, se seraient relayées, entre 1991 à 1994, pour verser des salaires mensuels de 25 000 francs à M™ Casetta. Or, selon des témoignages recueillis par le juge, Mes Casetta n'aurait jamais exercé la moindre activité au sein de ces sociétés.

■ ELF AQUITAINE : l'ancien directeur financier du groupe textile Bidermann, Dominique Bouchez, a été placé en garde à vue, lundi 3 juin, dans les locaux de la brigade financière de la police judiciaire de Paris, à la demande du juge d'instruction Eva Joly, qui enquête sur l'aide apportée à Bidermann par le groupe pétrolier Elf Aquitaine au début des années 90. Six personnes ont déjà été mises en examen dans cette procédure, dont le PDG de l'entreprise, Maurice Bidermann, incarcéré depuis le 26 mars.

■ NOYADE : cinq personnes ont péri noyées, dimanche 2 juin, lors d'une promenade en barque près de Saint-Jean-d'Angely (Charente-Maritime). Après un pique-nique sur les bords de la Boutonne, une rivière peu profonde et sans grand courant, les cinq promeneurs, trois hommes et deux femmes, avaient pris place sur une barque à fond plat. Leurs corps ont été retrouvés, lundi 3 juin, dans les eaux de la Boutonne, à 200 mètres de l'endroit où ils avaient pique-niqué. BANLIEUE: un jeune homme de dix-sept ans a été grièvement

blessé, lundi 3 juin, aux Mureaux (Yvelines), par un coup de feu tiré à bout portant par un adolescent de quinze ans. Touché à la tête, la victime a été transportée dans un coma profond au centre hospitalier de Poissy. Un différend lié au racket aurait opposé les deux adolescents. RACISME: Serge de Beketch, responsable de la communication à la mairie (FN) de Toulon, a été mis en examen, jeudi 30 mai, pour «incitation à la haine raciale » (Le Monde du 4 fuin), dans le cadre d'une information judiciaire ouverte à la demande du ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré: M. de Beketch est poursuivi en tant que directeur de publication du Libre journal de la France courtoise, à la suite d'un article paru dans la page sportive de ce journal confidentiel.

PREFECTURE DE LA COTE-D'OR **AVIS AU PUBLIC**

DIFFUSEUR ENTRE L'AUTOROUTE A6 ET LA RN 74 AU NORD DE BEAUNE

Enquête préalable à la déclaration d'atilité publique portant également sur la modification des plans d'occupation des sols (P.O.S.) de BEAUNE et CHOREY-LES-BEAUNÉ

 $\label{eq:constraints} \mathcal{F} = \{ \{ (a,b) \in \mathcal{F} \mid (a,b) \in \mathcal{F} : (a,b) \in \mathcal{F} \} \}$ Agreement to the second second

, by the mass quasity $F_{\rm p}(n)$, then the 1 -th region $Q_{\rm p}$

and the second of the second o

mindeline begen bei Mit Tillige

A Committee of the Comm

Same Same

The second of the second of the second of

Service of the control of the control

to the season to be a separate to

 $\mathbf{x} = \mathbf{x} \in \mathbb{R}, \mathbf{1}_{\mathcal{A}_{\mathbf{y}} \leftarrow \mathbf{y}}$

or expenses to be a

the state of the state of the state of

the management beautiful.

الإفرادسيسية ماداء السوال المامات الأالا

the second of the second of the second

- The Company of Association (Association Company)

The second price of the 2 has,

with the state of the state of

44.

.

ペックトル いま 他の政士

to be servered that I gar.

 $(-m_{\rm const} + m_{\rm const}) = (m_{\rm const} + m_{\rm const})^{-1} \, {\rm MeV} \, (m_{\rm const} + m_{\rm const}) \, m_{\rm const} \, (m_{\rm const} + m_{\rm const}) \, m_{\rm cons} \, (m_{\rm const} + m_{\rm const}) \, m_{\rm const} \, (m_{\rm const} + m_{\rm const}) \, m_{\rm const} \, (m_{\rm const} + m_{\rm const}) \, m_{\rm const} \, (m_{\rm const} + m_{\rm const}) \, m_{\rm const} \, (m_{\rm const} + m_{\rm const}) \, m_{\rm const} \, (m_{\rm cons} + m_{\rm const}) \, m_{\rm$ man service and service and service

man of the second state and the

 $\lambda = \eta_{\rm max} + \rho = \eta_{\rm max} + \rho = -\gamma_{\rm max} + \rho_{\rm max} + \rho_{\rm max}$

the late of the ending which is the present

the control of the state of the control of the cont

The Street Co. Miles

Par arrêté préfectoral en date de ce Jour, il est décidé de procéder à une enquête oblique préainhe à la décissation d'otiliné publique des travaux de construction du ifiniteur entre l'autoronte A6 et la RN 74 au nord de BEAUNE sur le territoire des es de BEAUNE et CHOREY-LES-BEAUNE avec son rac

mprises accessaires sux futures baode d'arrêt d'argence entre l'échangeur des atoroutes A6 et A31 et le diffuseur, et collectrice d'entrecroisement. L'enquête porte également sur la mise en compatibilité des P.O.S., de BEAUNE et CHOREY-LES-BEAUNE.

Cette enquête sura lieu du 3 JUIN 1996 AU 12 JUILLET 1996 INCLUS.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête pourra être consuité dans les mairies de BEAUNE, CHOREY-LES-BEAUNE et SAVIGNY-LES-BEAUNE aux jours et heures suivants (jours fériés exclus) :

Mairie de BEAUNE

Direction des Services Techniques - 4, rue du Monlin Perprenti :
do lundi au jendi de 8 heures à 12 heures 30 et de 14 heures à 17 heures 30 le vendredi de 6 heures à 12 heures 30 et de 14 heures à 16 heures 30 Madrie de CHOREY-LES-BEAUNE : le fundi et le vendredi de 13 beures à 15 beures Madrie de SAVIGNY-LES-BEAUNE ;

Les observations que le projet serait susceptible de soulever pourront être consignées sur les registres ouverts à cet effet dans les mairies des communes visées ci-dessus ou adressées par écrit au président de la commission d'enquête en mairie de BEAUNE - Direction des Services l'echniques, siège de l'enquête. La commission d'enquête est composée comme suit :

M. Amédée THORAVAL - Ingénieur général honoraire d'agrono 45, boulevard de Troyes - 21240 TALANT

mbre : M. Roland BONNEVIE - Agent administratif supérieur de préfecture cu retraite - 35, rue des Marmusots - 21000 DIJON

M. Jean-Michel OLIVIER - Directeur de travaux du génie de DIJON en retraite - 14, Grande Roe - 21376 VELARS-sur-OUCHR

Pecerotr les observances musics en paper aux jours et neures survance
Mairie de REAUNE
Direction des Services Techniques - 4, rue du Monlin Perpresil ;

— le handi 3 Jain 1996 de 9 heures à 12 heures

— le mercredi 12 juin 1996 de 9 heures 30 à 17 heures 30

— le samedi 22 juin 1996 de 9 heures à 12 heures

— le jeudi 27 juin 1996 de 9 heures à 12 heures

— le vendredi 5 juinet 1996 de 14 heures à 17 heures

— le vendredi 5 juinet 1996 de 14 heures à 17 heures

— le vendredi 12 juilet 1996 de 14 heures à 17 heures Mahrie de CHOREY-LES-REAUNE;

- le vendredi 7 juin 1996 de 14 heures à 17 heures - le vendredi 12 juillet 1996 de 14 heures à 17 heures Mairie de SAVIGNY-LES-BEAUNE : - le jeudi 13 juiu 1996 da 14 heures à 17 beures - le mercredi 10 juillet 1996 de 14 beures à 17 beures

Pendant un m à compter de la date de clôture de l'enquête, les personnes désignant prendre commissance du rapport et des concissions de la commission d'enquête pourront les consulter à la Préfecture de la Cête d'Or, à la Som-Préfecture de BEAUNE, ainsi que dans les mairies des communes concernées.

LE PREFET

SEL ON MONDE, ₹17-21-36

And the second second

....

S. 1. . . .

41.

Les observations que le projet serait susceptible de soulever pourront être consignées sur les registres ouverts à cet effet dans les mairies des communes visées ci-dessos ou adressées par écrit au président de la commission d'enquête en mairie de BEAUNE - Direction des Services Techniques, siège de l'enquête. M. Amédée THORAVAL - Ingénieur général bosoraire d'agronomie 45, boulevard de Troyes - 21240 TALANT mure: M. Rohand BONNEVIE - Agent administratif supérieur de prélecture en retraite - 35, rue des Marmuzots - 21660 DIJON ount : M. Jean-Michel OLIVIER - Directeur de travaux du génie de DIJON en retraite - 14, Grande Rue - 21370 VELARS-sur-OUCHE Un membre au moins de la commission d'enquête siègers dans les mairies afi ecevoir les observations orales du public aux jours et heures suivants : Mairie de REAUNE
Direction des Services Techniques - 4, rue du Moulin Perpreuil :

le tandi 3 jain 1996 de 9 heures à 12 heures

le mercredi 12 jain 1996 de 14 heures 30 à 17 heures 30

le samedi 22 jain 1996 de 9 heures à 12 heures

le jeudi 27 jain 1996 de 9 heures à 12 heures

le jeudi 27 jain 1996 de 9 heures à 12 heures

le vendredi 5 jaillet 1996 de 14 heures à 17 heures

le vendredi 5 jaillet 1996 de 14 heures à 17 heures Mairie de POMMARD : drie de POMMARD ;

— le mardi 4 juin 1996 de 16 heures à 19 heures

— le jeudi 13 juin 1996 de 16 heures à 19 heures

— le mardi 25 juin 1996 de 15 heures à 18 heures

— le marcredi 3 juillet 1996 de 15 heures à 18 heures

— le jeudi 11 juillet 1996 de 16 heures à 19 heures Mairie de CEIOREY-LES-REAUNE : — le vendredi 7 juin 1996 de 14 heures à 17 heures — le vendredi 12 juillet 1996 de 14 heures à 17 heu Mairie de SAVIGNY-LES-BEAUNE : — le jeudi 13 juin 1996 de 14 heures à 17 beures — le mercredi 10 juillet 1996 de 14 heures à 17 heures Pendant un an à compter de la date de cléture de l'enquête, les personnes déstrant prendre connaissance du rapport et des conclusions de la commission d'enquête pourront les consulter à la Préfecture de la Côte d'Or, à la Sous-Préfecture de REAUNE, ainsi que dans les mairies des communes concernées. Copie de ces documents pourra être communiquée à toute personne qui m'es èra la demande.

tentrent illega enent en Ing

--

. . .

1840 - 1

- 學者學也可以

The state of the s

🍎 Kristy (Chr. 2) i svenski und ieu distribution

PRESENTE STREET TO THE

DITTE STRENGED STREET

I seemen we all about a section is the company of

MATERIAL SECTION SECTI

white an Et al. et

S. Assessed

Server of the se

AVIS AU PUB

Section Assessment of the straining

the state of the state of the state of

A MINI STREET WAS INC.

Une grande ballerine, héroine de Balanchine

LA BAILERINE Tamara Toumanova est morte mercredi 29 mai à de ceini qui, s'il n'est pas encore l'in-Santa Monica, à l'âge de soitaute-dir-mense chorégraphe du New York Cisept ans. Elle est pour l'éternité une baby ballerina. Une créature nabokovicince s'il en est, issue de la volonté artistique de George Balanchme, alors chorégraphe aux Ballets russes de Monte-Carlo, pris en main par le colonel de Basil à la mort de Diaghilev. En 1932, Balanchine veut des femmes enfants pour son ballet Cotilion: il vient d'annoncer à sa femme, Danilova, vingt-sept ans, qu'elle est trop agée pour le rôle. Il tombe fou amouraix de Tamara Toumananova, une fillette de treize aus, à la stupéfiante beauté brune. Une Sibérienne inésistible que sa mère juge quand

même trop jeune pour être l'épouse ty Ballet, a déjà une réputation solide.

Une photo représente Tamara Toumanova portant un long tutu transparent parsemé d'étolles, avec un haut blanc échancré en arrondi. Sa chevelure immense est retenne par on nœud blanc, bas sur la nuque. C'est une enfant romantique au regard qui filtre. Elle porte le costume de Cotillon. Cette image ambiguë nous a souvent donné le regret de ne l'avoir jamais vue danser. Le hallet avait été réglé sur la musique d'Emmannel Chabrier, le livret était signé Bon's Kochno et les décors Christian Bérard. Toutes les « fées » s'étaient

rassemblées pour que soit rensarquée Robinson, elle continue à danser. En nova ne s'est jamais séparée de sa

monde du hallet. A Paris, elle avait été l'élève de la offèbre Preobrajenska, professeurmonument de la diaspora russe chorégraphique. Quand Lincoln Kirstein, artiste, écrivain et mécène américain, réussit à atther Balancisine aux Etats-Unis, Tamara Toumanova entre aux Ballets de Monte-Carlo, part en Australle, puis, à son tour, en Amérique. En 1947, Balanchine, qui assure la saison à Paris, l'appelle pour créer Le Palois de cristol sor la Symphonie en ut majeur de Bizet. En même temps qu'elle débute une canière au cinéma à Hollywood, s'établit à Los Angeles, éponse le metteur en scène Casev

l'entrée de « Baby Ballerina » dans le 1950, Serge Lifar, très sensible à sa beauté, lui demande d'incarner Phèdre. A nouveau, la fine fleur travaille à la mettre en valeur : le livret, les décors et les costumes sont de Cocteau, la musique de Georges An-nic. Signe distinctif : Tamara Touma-

II JEAN BÉNARD, ancieu député centriste et ancien sénateur (UREI) de l'Indre, est mort à Châteauroux (Indre), mercredi 29 mai, à l'âge de 82 ans. Né le 2 août 1913 au Mans (Sarthe), Jean Bénard, agriculteur, a été maire de Buzançais (Indre) de-

puis la Libération josqu'aux élections

municipales de ium 1995. Elu consell-

- M. Yves Metman, Mª Geneviève Metman

M. et Mas Bernard Metman.

Helmer et ses nombretts, ar out la pissesse de faire part du décès de

M. Clande METMAN,

surveno le 2 juin 1996, dans sa quarant

Les obsèques auront lieu le mercredi 5 juin, à 15 h 30, en l'église de Moutsauche-les-Settons (Nièvre).

Une messe sera dite le vendredi 7 juin,

à 19 houres, en l'église Saint-François-de Sales, rue Ampère, Paris-17".

- Le docteur et Mª Pietre Cochet,

ont la grande tristense d'annoncer le décès de

M Marie-Joséphine MORVAN, chevalier des Palmes académiques,

parveni le 1º join 1996, danis si quatro

Les obsèques seront célébrées en l'église de Lanvéoc (Finistère), le 5 juin, à 15 hourne.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Pierre-Yves et son énouse Brigitte.

et ses fils,

mère. Cette beanté fatale avait la réputation d'être assez « tough » (coriace). Elle possédait, selon ceux qui la connaissaient bien, la ruse du léo-

Dominique Frétard

les aénéral en 1955, il devient député le 30 novembre 1958. Battu aux élections législatives de 1968, il est élu sénateur le 26 septembre 1971, mandat qu'il détient jusqu'au renouvellement de 1989, pour lequel il ne se représente pas. Jean Bénard a été viceprésident du conseil régional de la région Centre de 1972 à 1986. JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du samedi le juin sont publiés:

· Fonction publique hospitalière : un décret concernant les statuts particuliers des personnels infirmiers, des personnels de rééducation et des personnels médico-tech-

o Privatisation: un décret autorisant l'Entreprise minière et chimique à faire procéder au transfert au secteur privé de la société Tessenderlo Chemie.

• Urbanisme commercial: un décret pris pour l'applica-tion de la loi du 12 avril 1996, portant diverses dispositions d'ordre économique et financier. Ce texte comporte plusieurs mesures destinées à maîtriser l'urbanisme commercial, notamment en matière de changements d'activités des magasins.

AU CARNET DU « MONDE »

Yoko et Christian VIGNY

Alexandre, Akira,

26, grande-rue Charles-de-Ganile, 94130 Nogent-sur-Mame.

Berirani JULLEN

Magdalina GUIRAO-JULLIEN vous amoncent la venue au moede de

lo 31 mai 1996 à Evry. 13, rue du Centre,

– Ni la pressa ni la télé n'eu ont rieu dit. Pour « Le Monde » c'est un scoop !!! Vollà : je me prénomme.

Mon grand-frère, de deux ans et denni, c'est Valentin. Il m'a dit que la maison était bonne et, sur aes conscils, je compte bienate in ins-taller ches nos perents :

Barbara ot Fabrice SALARD-16, avenue du Président-Selvador-Allende,

- Paris. La Celle-Saint-Cloud.

Marise et Claude Riff, leurs enfants et petits-enfants, Colette et Mobammed Dib. Jeurs enfants et petits enfants. Pietre Bellissant, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Richard, Monneray,

ont la douleur de faire part de décès de Henriette BELLISSANT,

survenn le 31 mai 1996, dans sa quatre vingt-treixième amoée,

Roger BELLISSANT,

1900-1985, Instituteur bonomire

L'inhumation a es lieu dans l'intimité familiale à Mougins.

- La direction de la recharche de la

Patrice BERNARD,

survenu le 2 juin 1996, à l'âge de cis-quante-iruit ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 5 juin, à 9 heures, en l'église de la Trimité, Paris-9.

ingénieur de l'Ecole polyachuique et de l'Ecole nationale supérieure des télécommunications, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et Master of arts de l'université Harvard, Patrice Bernard est à l'origine des grands programmes de recherche de la SNCF: Astrée (contrôle-commande giobal de la marche des trains). Commutor

La SNCF présente à sa femme, Ségolène Bernard, et à ses filles Ariane et Sophie, ses sincères condoléances.

Direction de la recherche de la SNCF, 45, rue de Londres, 75379 Paris Cedex 08.

CARNET DU MONDE Télécopieur:

42-17-21-36

- Le docteur Nina Debeyre,

Le recteur et Mª Guy Debeyre-Duez, son frère, sa belle-seu Le docteur et Me Jacques Saloffson bean-frère, sa belle-suor,

et leurs enfants, Françoise et Georges Teneni-Debeyre, Janine et Michel Delebarre-Debeyre, Annie et le docteur Marc Bodiot-Marie-Renée et Jean-Luc Rigal-

game et M' Raoul Texier, Plerre Braillard, Jacqueline Decorat, Les familles Debeyre et Riche,

Winz Sommeré.

sa filleule, out la douleur de faire part du décès du

professeur Jean DEBEYRE, officier de la Légion d'homeur, membre de l'Académie maionale

survenu le 1º julo 1996.

La cérémonie religieuse sers célébrée le jeudi 6 juin, à 11 heures, en l'église de la Trinité, place d'Estienne-d'Orves, Pa-tis-9, et sere suivie de l'inhumation su ci-

1; mé de Milm. 75009 Pada, propins s

C. Aenen, cherr de sevice à l'auqui Beari-Mondor de Créteil. Les docteurs A Denis et E. Braeilk, Et tous les chirurgiens orthopédistes, qui l'out eu pour maître, out le triusses d'amonger le décès du

professeur Jean DEBEYRE. officier de la Légion d'houneur, professeur d'orthopédie et de trammatologie des universités, chirargien honoraire des hópitaux de l'Assistance publique Saint-Louis à Paris, Maritime à Berck.

ncien président de l'Acadé de chirugie, macien président de la Société française d'orthopédie et de traumatologie, ancien président de la Société française de rhumatol

Le président et le secrétaire perpénuel, Les membres de l'Académie nationale de médecine. our la tristesse de faire part du décès de leur très estimé confière, le

professeur Jean DEBRYRE, officier de la Légion d'honneur, membre de l'Académie nationale de médecine,

parvenu je 1= juin 1996, à Crétail, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

- M. Michel Donner, son fils,

M= Michel Dossier,

Leurs . enfants, Jean-Michel, Claire,

Marguerite et Anne,

Et leurs neuf petits-enfants,

sou gendre, ses enfants, Alain et Nicole. Et ses trois petits-enfants,

M" Pierre DOSSIER,

sarvenu le 1º juin 1996, dans sa centième

Priez pour elle.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 6 juin, à 9 houres, eu la chapelle des Scents-Augustines, 1, place Lamant, à Saint-Germann-ca-Laye (Yvelines).

L'inhomation aura lieu au cimetière de Bossecours (Seine-Maritime), à II h 45. Un registre à signatures tiendra lieu de - La famille, les frères et les amis de John BORDESSOULE,

font part de son passage à l'Orient Biomel.

Lachnise, mercredi 5 juin, à 9 h 15.

43, aversie de la Convention,

- Jacqueline Felix, son éponse. Laurent et Isabelle Felix, Anne Pelix, Christophe et Claire Janton

Juliane, Marion et Caroline, Marie (†), Benoît et Côme, ses petits-cufants, Olivier et Luceus Felix,

Thérèse Murcier, Et toute sa famille, ont la très grande gristesse de faire part du décès de

Stéphene FELIX,

survenu à Paris, le 15 mai 1996, à l'âge de

21 mai, en l'église de Labeaume

147, rue de Rennes, 75006 Paris.

- Anne Hervio Et ses enfants, Pascale, François, mbelle, Ansoine, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre HERVIO. ingénieur général des pouts et chaussées adjoint au maire de Seu

survenu brutalement au Touquet, le l'éjain 1996.

- Ma Jose-Pierre Hintin,

Patrick et Xavier Hutin,

ses petits-enfants, Bernard, Et per fidikes mus.

Nicolas, Clémence, Juliene et Tho

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Pierre HUTIN, officier de la Légion d'hoameur,

Cet avis tiest lieu de faire-part.

professeur Brane LASSALE, professeur des universités, chirurgien des hôpitaux.

et s'associent à la docient de la famille.

Ses beaux-perents, Ses beaux-frères et belles-sænsa, Son oucle Engène Cosson,

brotale, survenne le l'juin 1996, de Jean-Francais MANIGAULT,

ingénieur en astrophysique. À la faculté des sciences de Nice.

- M- Marie-Simone Maniganite

(Le Monde du 4 juin.)

- Le professeur Deburge. Et le service de chirargie onthopédi

le 31 mai 1996.

son épouse, Ses entiums,

Sa mèse, Ses frèses,

See petits-extints,

At ses nombreux amis,

. 14, chemin du Pioles, 06100 Nice.

5, boulevard Franck-Pilatte, 06300 Nice.

- M. et M™ Richard Narich, M™ Miralda Narich, M. et M. René et Cina Messageot et leurs enfants, Denis et Charles-Henri, L'incinération aura lieu le mescred

Cet avis tient lieu de faire-part.

M Aknée NARICH, née MESSAGEOT, surveno an cours de sa quatre-vingt-troisième aunée, le dimanche 26 mai 1996.

 M[∞] Francis Pette, née Marileine Delabre, son épouse, Ses treize enfants et quarante et un perits-enfants, Son arrière-petite-fille,

Le professeur et M[®] Blienne-Henry Metman et leurs enfants, Mª François Metman, née Irène Rolland, Ses frère et sœur. Se famille et ses amis,

our l'immense douleur de faire part du dédocteur Francis PETTE,

aucien interne des hôpitums de Paris, aucien chef de clinique de la faculté, médecin assistant des hôpitums, professeur associé su collège de médecine des bôpitaux de Parls, croix de guerre 1939-1945, russite de la Révisance,

surveno le 3 juin 1996, dans sa solxant

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-7°, le 5 luin, à 9 heures.

Cet avis tieut lieu de faire-part.

- Roger Vergnand Jacopo, Lorenzo et Giampaolo Jean-Roger Verguand, Maria Luisa Zubizzereta et leurs enfants, Sébastian et

Ses parents et amis, ont is douieur de faire part du décès de

Coless VERGNAUD GRAZZINI,

survenu en son domicile, le 31 mai 1996, L'incinération aura lieu dans l'intimité

chaise, le joudi 6 juin, à 10 houres.

 La direction et le personnel du Laboratoire d'océanographie dynamique et de climatologie (Lodyc), Ainsi que tous ses collègnes, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Colette VERGNAUD GRAZZINI,

survenu le 31 mai 1996.

Sa famille et sex amis lui rendront un hommage à l'université Pierre-et-Marie-Curie, tour 14, 2º étage, 4, place Jussieu, Paris-5º, le mentredi 5 juin, à 17 h 30.

Condoléanos

- L'Association Hubert-Bettve-Méry a eu l'houneur de compter

Jean SCHLOESING

permi ses membres fondeteurs.

Elle a pu apprécier jusqu'à ces derniers mois la fidéliné de son attachement à l'indépendance du Monde, la ferneté de ses convictions, sa très grande courtoisie et le courage discret qu'il a montré lors du décès de son épouse.

Elle présente ses sincères condoléances

à sa famille et à ses amis. (Le Monde du 4 juin.)

Anniversaires de décès - Le 5 juin 1992, disparsissait

René COURTOIS, directeur bonoraire des services extérieurs su ministère de la justice,

Auront pour lui une fidèle pensée, qui l'out connu, simé et respecté.

- La revue Pussages et l'Association des amis de Pussages organiscat un colloque an Sénat, salle Clemenessan, le vendredi 7 Juin 1996, de 9 h 30 à 12 h 38 et de 14 h 30 à 17 h 30 sur le thème : Que seront les fonds de pension à la française ? Rajeux sociaux, politiques et culturels de la capitalisation. Déban sminés our Brik Izzalewicz et Pravente emmés per Brik leraclewicz et Prançois Charpennier, avec les parlementaires Phi-lippe Marini, Jean-Pierre Thomas, Pierre messine: Emile Malet, Gérard Athies, messine: Emile Malet, Gérard Athias, Hervé Le Bras, Jacques Creyssel (CNPF), Jean-Marie Spaeth (CNAV), Jean-Luc Cazettes (CGC), Benoît Jayez (PO), Phi-lippe Desfossés (ministère du travall), le doctour Jean-Paul Escande, Olivier Pastre, Michel-Louis Lévy, Jean-Prançois Per-raud (CGT), Aloin Schlumberger, Michel Yahlel. Adresse: Palais du Luxembourg.

Adresse: Palais du Luxembourg, Sénat, salle Clemenceau, 15, rue de Vaugirard, Paris-64.

Réservation et inscription : TEL : 45-86-30-02 - Pax : 44-23-98-24,

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde ». sont priés de bien vouloir nous cour-muniquer leur numéro de référence.



au Palais

des Congrès

Place, de la Porte Mailla

Actionnaires d'Elf,

le lieu de votre Assemblée Générale a changé.

Celle-ci se tiendra demain, mercredi 5 juin à 9 h 30, au Palais des Congrès Porte Maillot.

Service Relations avec les Actionnaires: Tél: 47 44 59 86 Service Minitel: 3616 Cliff

Serveur vocal: 38 68 1246

* 7.002.9 mk *

 $d(x)dx^{\Delta x}$

4.19.

Lars von Trier, sexe et châtiment

Converti récemment au catholicisme, le cinéaste danois entretient des relations complexes, contrastées, excessives, avec la religion. Son nouveau film, « Breaking the Waves », **Grand Prix du Festival de Cannes,** explore les méandres de la morale et de la sexualité

aurait dû être à Cannes afin de présenter Breaking the Waves: commencait alors à Copenhague le tournage de uatre nouveaux épisodes de la sérle L'Hôpital et ses funtômes. Justure du Festival, scules des scènes confiées à la deuxième équipe de réalisation. Et, le mercredi 22 en fin d'après-midi, le réalisateur était attendu sur le plateau. Il y était, en efsuivi... grâce au réseau informatique avait finalement renoncé à se rendre, interrompant en Allemagne le périple ferroviaire et automobile qui devait le conduire jusqu'au sud de la France. On le sait désormais, Lars von

Trier redoute les déplacements. Information confirmée d'emblée. lorsqu'il s'enquiert des conditions de voyage de son visiteur: « Tout s'est blen passé? L'avion? » Oui, l'avion. Depuis déjà quelque temps, il y a renoncé. Sa répugnance a même failli le convaincre de ne pas filmer les extérieurs de Breaking the Waves sur l'île de Skye et sur les côtes nord-est et nord-ouest de l'Ecosse, sites qu'il avait lui-même choisis. « Cela m'a pris du temps d'aller en Ecosse. Mais je tenals à ce que l'histoire soit située sur une île à forte dominante catholique et à proximité d'importantes infrastructures portuaires. J'aime ce climat, ces paysages... » Du temps pour y aller, mais aussi pour en revenir, la productrice Vibeke Windelov s'en souvient : « Le tournaez en Ecosse a duré cina semaines. Pendant les trois dernières, au moindre moment de répit, Lars s'inquiétait de savoir comment il allait rentrer, ce qui se passerait en cas de tempête, si j'avais réservé des chambres d'hôtel près du lieu d'embarquement... 🤏 Le cinéaste s'est posé sur un coin

de canapé, dans la maison ensoleillée de Vibeke Windelov, au cœur d'un quartier résidentiel de Copenhague copieusement fleuri et arboré. Moins grand, moins impressionnant que ne le laissent imaginer la superbe autorité dont ses films font montre et la sonorité altière d'un patronyme qui trahit les lointaines origines allemandes de la famille « de Trèves ». Un petit bonhomme inquiet, mais chaleureux, tendu, mais rieur, qui sait parfaitement pourquoi certains se sont déclarés gènés par l'audace de Breaking the Waves: « Man frère et mon oncle ont vu le film et l'ont détesté... Le mélange de religion et de sexe est sans doute trop explosif aux yeux de beaucoup de gens. Pourtant, le film est bien moins violent, bien moins sexuel que je l'imaginais au départ. »

Au départ, c'est-à-dire il y a plus de cinq ans, lorsque Lars von Trier a imaginé cette histoire d'une feune fille « trop pure, trop naîve pour la religion dans laquelle elle a été élevée ., tombée amoureuse d'un grand gaillard qui hui fait découvrir la sexualité avant qu'un accident ne le laisse paralysé. Le cinéaste envi-

américaine. Le Suédois Stellan Skarsgard l'a remplacé. Pour le rôle de Bess, il fut longtemps question d'Helena Bonham-Carter, que son agent américain, effravé par les scènes érotiques, incita à renoncer. annexes devaient être filmées, premier regard. Elle s'est présentée fet, à cette date, mais après avoir l'extérieur. Katrin Cartlidge [Interprète du rôle de Dodo, la bellesceur de Bess] est différente, très la première prise est presque toujours la meilleure, alors que la meilleure d'Emily est plutôt la dernière, toujours très éloignée de ce qu'elle a fait au début. Cette évolution du personnage à l'intérieur d'une même scène était passionnante à suivre. Entre les deux actrices et moi, s'est établie une relation d'immense confiance. Ce qui est très rare pour moi. »

Que Lars von Trier accorde chichement sa conflance ne surprendra sans doute personne au Danemark, où le ton direct adopté par le cinéaste pour parler du cinéma et de la vie a souvent choqué. Notamment lorsou'll a raconté, lors d'une conférence de presse organisée pour des raisons toutes professionnelles, qu'il venait de quitter sa femme pour vivre avec la préceptrice de sa fille. L'heureuse élue ellemême ne se doutait d'ailleurs de rien queiques jours auparavant, quand celui qui était alors seulement son employeur demanda à lui parler, pour lui dire qu'il attendalt

que la fille que j'al eue avec elle, ll y a un peu plus de sept ans. Il est facile d'être fort lorsque tout va blen, mais je reconnais que f'ai cherché la retigion. Pour moi, le choc a été de découvrir que les catholiques envoyaient les gans en enfer. » L'influence de la famille et des proches, mais également celle du cinéma. Celle notamment de Cari Dreyer et, singulièrement, d'Ordet (1954), ce film « sur un miracle qui survient dans une religion qui justement n'accepte pas les

« Il est facile d'être fort lorsque tout va bien, mais je reconnais que j'ai cherché la religion. Pour moi, le choc a été de découvrir que les catholiques envoyaient les gens en enfer »

d'elle qu'elle quitte son mari sur-lechamp pour venir partager sa vie. Sans que rien dans son comportement ait pu lui laisser prévoir pareille déclaration, dont l'esprit ressemble étrangement à celui qui préside aux engouements et à la

A vision qu'offre Breaking the Waves de la religion ne risque pas de dissiper les malentendus, même si le cinéaste espère « aue le film ne condamne pas la religion de ces iles, sans doute la plus austère de toute l'Europe, parce que la plus projondément ancrée dans la tradition calviniste ». Lui-même entretient avec la question religieuse des relations complexes, contrastées, souvent excessives : « Mon père était communiste, ma mère socialiste et. chez moi, il était interdit de seulement évoquer la religion. Ma première femme est catholique et je me suis fait baptiser en même temps

Au bout du compte, un film « plus romantique » que celui qu'il pensait réaliser. « Plus sentimental » aussi, sans doute parce que « le fait d'avoir des enfants accentue la sentimentalité ». Il avoue devenir parfois « hystérique » face à ses deux filles et pensait, à tort, que cette charge émotionnelle accumulée « éloignerait du film les intellectuels ». Evolution qu'il affirme n'avoir pas souhaitée consciemment : « La dernière chose à faire si vous voulez réaliser un film romantique est de le tourner entièrement caméra à l'épaule. » Ce fut la première décision qu'il prit, de-mandant à Robby Müller, le « modeste et paisible » chef-opérateur de Wim Wenders, de ne pas chercher à composer le cadre, mais seulement de se soucier que les personnages se trouvent bien au centre de l'écran. Il insista aussi pour que Robby Müller travaille en permanence

avec des éconteurs, au moyen des-

quels le réalisateur pouvait lui don-

méra n'avait qu'à les suivre. » Pour la première fois d'une cartière riche jusqu'alors de trois longs métrages (Element of Crime, 1984, Epidemic, 1987, Europa, 1991), Il a renoncé à travailler sur story-board, laissant la logique du tournage s'imposer. « De toute façon, s'amuse-t-ll, l'aurais pu réaliser dix films totalement différents avec ce même scénario. » Seule certitude clairement établie dès le début, l'histoire de Bess

ner ses directives en plein tournage, et s'appliqua à ne jamais donner

aux acteurs la moindre Indication

quant à leurs mouvements : « Ils ont

toujours falt absolument ce qu'ils

voulaient, ce qu'ils sentaient. La ca-

et Jan serait située dans les années 70, « parce qu'il est plus facile de croire d'emblée à une histoire, quelle qu'elle soit, lorsqu'elle est précisément située dans le temps ». Ce choix lui a permis d'utiliser dans le film les extraits de quelques-uns des grands succès de l'époque (David Bowie, Procol Harum, Deep Purple...), sélectionnés moins à partir des goûts personnels du cinéaste qu'en fonction de leur célébrité. Un seul regret, n'avoir pu utiliser Stairway to Heaven, de Led Zeppelin, dont le titre (Escaliers vers les cieux) aussi bien que la structure et la couleur répondaient parfaitement à l'histoire de Breaking the Waves. « Je n'écoute que de la pop-music,

précise le réalisateur, les chansons faciles à retenir et qui, pour cette raison, deviennent des succès. » Sans doute est-ce le seul domaine pour lequel il reconnaisse aller systématiquement au plus simple, lui qui affirme fuir la facilité au point de s'appliquer à rendre les choses toujours plus difficiles. Ce qui l'a conduit à édicter les articles d'un « Vœu de chasteté » destiné aux cinéastes appelés à travailler dans le cadre d'une série de longs métrages qu'il se propose de produire : pas d'éclairage artificiel (ou alors juste une lampe sur la caméra), pas de musique...

une durée plus « normale » les

Lorsqu'il s'est agi de ramener à

quatre heures de film obtenues grâce à un premier montage, il a dû hri-même se discipliner. Là encore, Il s'est encore souvenu de Dreyer, « qui écrivait des scénarios très iongs, qu'il réduisait ensulte progressivement ». Entreprise délicate, d'autant que « le style du film ne tolère pas les scènes courtes ». Lorsque les personnages échangeaient deux répliques, Il n'en a conservé qu'une, il a élagué les scènes d'amour, supprimé un plan ici, une image là, pour finalement aboutir à un film dune durée de deux heures trente-huit. Convaincu qu'il lui est impossible d'aller plus loin. Certain, également, que Breaking the Waves repond, en l'état, aux espoirs qu'il a formés vol-

là plus de cinq ans. E ces espoirs, il s'applique ensuite à démêler les fils, pour tenter de comprendre pourquoi il fait du cinéma, d'où lui viennent ces idées que beaucoup jugent étranges, insolites ou ba-roques, et qui parfois le surprement lui-même. Il possède quelques réponses, certaines clés. Pour la plupart inattendues. Les romans de jules Verne, par exemple, qui étaient les préférés de son père, à égalité avec la saga de Sherlock Holmes, sont pour lui une source d'inspiration constante. Surtout l'idée qu'il en a gardé ou qu'il s'est forgée depuis, puisqu'il reconnaît avoir trop de mal à se concentrer pour lire un livre (« l'imagine toujours les images et je m'évade du tex-

Un film également adapté de Jules Venne, Les Enfants du capitaine Grant (Robert Stevenson, 1962, avec Maurice Chevaller), lui sert en permanence de source d'inspiration. Et s'il n'y pense pas en écrivant ou en filmant, il retrouve dans le film terminé des références, souvent évidentes pour lui seul, à cette aimable production Walt Disney. Il y a plus étonnant. Dans Breaking the Waves, Bess s'entretient avec Dieu, qui lui parle par sa propre voix à elle. Cette

idée. Lars von Tider l'a eue en se souvenant de « ce prêtre italien interprété par Pernandel »... Don Ca-

mile? Oul, Don Camillo. Viendra-t-il en France pour la sortie de Breaking the Waves, prévue pour octobre 1996? « Je suis une thérapie... Mais, après tout, Stanley Rubrick aussi a renoncé à voyager... » Retour sur le Festival de Cannes, une demière fois, pour dire que certains considèrent que, si Lars von Trier avait fait le déplacement, la Paime d'or ne lui aurait pas échappé: « Je ne pense pas que ce soit vrai, commente-t-ll. Je crois seulement que j'avais un ennemi dans le jury. j'ai toujours un ennemi quelque part... Ces derniers jours, je me suis amusé à revoir en vidéo (je ne vais plus voir de films au cinéma) toutes les Palmes d'or dont j'ai pu me procurer la cassette. Quand je pense qu'Ingmar Bergman ne l'a jamais eue, alors que Bille August en a eu deux [Pelle le conquérant et Les Meilleures Intentions], je me dis que tout cela n'a vraiment guère de significa-

S'il regrette sincèrement de n'être pas venu, c'est en pensant à Gilles Jacob, le délégue général du Festival, auquel il estime que sa carrière doit énormément. Pour le reste, il préfère se promener dans les bois. Ou penser à ces studios qu'il rêve de

construire, au sud de la Suède. Déjà choisi, le site est traversé par une rivière à saumons et le cinéaste a prévu de tout faire pour qu'il soit possible d'y pêcher tout en travail-

Pêcheur, Lars von Trier, qui rêve de porter à l'écran la bible des pécheurs à la mouche? La question fait sourire Vibeke Windelov: « Lars parle des poissons qu'il pêche, mais pour ma part je n'en ai jamais vu aucun. » Pas fou, il avait pris les de-vants : « Je reconnais qu'ils ne sont pas très gros... Et je les rejette aussitüt

> Pascal Mérigea Dessin : Marc Taraskoff

prision: ne c



... 4, 4, 4, 5 : :

Télévision: ne détruisons pas le service public

sés à faire des sacrifices sur les retraites ou l'école, pourquoi devrions-nous sauver le service public de la télévision qui n'est pas indispensable et, de plus, sujet à de continuelles critiques sur son contenu et ses choix culturels?

Depuis longtemps, et de plusieurs côtés, on demande son allégement, sa privatisation ou du moins sa réduction à sa stricte fonction de service public, tout en réclamant l'élimination des recettes publicitaires et une redéfinition de son rôle dans un sens plus rigoureusement éducatif et culturel. Mais une objection de fond devrait réduire ces hypothèses à néant : aujourd'hui, ia télévision ne

pèse pas financièrement sur l'Etat! Les comptes de la télévision pubilique ont été redressés et ne représentent plus un poids économique pour la collectivité. C'est justement sur ce point que se concentrent les critiques. Le redressement a été effectué en faisant appel aux ressources publicitaires et donc, indirectement, à l'audience, aux programmes légers et de divertissement. Pourquoi l'Etat devrait-il continuer à s'engager dans une entreprise où le souci du gain l'emporte sur celui de la

N'est-ce pas là une façon de méconnaître radicalement la fonction de service public de la télévision? Sans nous en rendre compte, nous avons fini par intérioriser la conception du service public télévisé américain. Aux Etats-Unis, le service public télévisé ressemble beaucoup à l'organisation sanitaire : service minoritaire, réservé à un petit nombre. Par rapport aux grands réseaux privés, il joue un rôle marginal. Ce pays n'a jamais connu le monopole public de la té-

visuel est né dans les pays euronéens selon une conception totalement opposée et avec de bien plus grandes ambitions. Jusqu'à la naissance de la télévision commerciale. l'Europe n'a connu qu'une télévision publique en situation de monopole. Ce qui signifiait : totalité de l'audience, public énorme et plus ou moins drastiques, pour dis-

non fractionné, programmation pour tous et non pour de petites

La télévision européenne, contrairement au modèle américain, est née avec des intentions pédagogiques, pour diffuser son blic possible. C'est pourquoi, bien avant l'introduction massive des ressources publicitaires, elle a représenté une mosaïque composite d'émissions de variétés, d'éducation, de culture et de divertissements. La télévision généraliste existait déjà à l'époque, avec toutes les facettes que nous jui connaissons aujourd'hui.

Autourd'hui, la valeur d'un spectacle sur le marché est essentiellement fonction du nombre de spectateurs qu'il peut garantir. La télévision publique ne devrait-elle pas dans ce cas abandonner le terrain en faveur de la télévision commerciale? Non, parce que la télévision commerciale n'a par définition d'autre but que de gagner de l'argent, tandis que pour la télévision publique conquérir le public ou des ressources économiques signifie ouvrir de nouvelles voies à l'information et à la culture.

La télévision commerciale utilise son audience pour augmenter ses recettes publicitaires. La télévision publique utilise ses ressources publicitaires pour financer des programmes éducatifs et son audience pour en promouvoir la diffusion auprès d'un public que, sinon, il se-rait impossible d'atteindre. Veuton vraiment enfermer la culture dans un ghetto, en élevant le niveau des programmes de la télévision, mais en les réservant de la sorte à une minorité ? Pour réaliser un service public, il ne suffit pas d'être à la disposition du plus grand nombre si, en réalité, on prend le risque de n'être accessible ou'au plus petit.

histoire particulière, que l'on peut plus ou moins approuver. Sans doute des erreurs ont-elles été commises. Le système mixte public-privé a donné naissance aux contradictions one nous connaissons tous. On réclame par conséquent de nouvelles règles,

cipliner la télévision publique. Mais le moment que nous traversons n'est sans doute pas le meilleur pour prendre des décisions ra-

Les projets de réamépagement du système télévisuel prévolent souvent des restrictions de caractère économique ou technique: par exemple, la télévision publique ne pourra accéder à la « télévision péage », ou bieu : il faudra suprimer son accès aux ressources ublicitaires. Ces restrictions, insirées de motivations de nature idéologique et morale, risquent à court terme de détroire le service

Le système mixte public-privé a donné naissance aux contradictions que nous connaissons tous. On réclame de nouvelles règles. Mais le moment que nous traversons n'est sans doute pas le meilleur pour prendre des décisions radicales

L'avenir d'un groupe audiovisuel dépend aujourd'hui de sa capacité d'investir le domaine des nouvelles possibilité de disposer d'importantes ressources financières, le comprends que dans la conjoncture un service public moins envahissant, plus souple et plus modeste, limité à des tâches d'ordre essentiellement culturel, puisse paraftre plus adapté. Mais au bout de quelques années, dépassé par les nouvelles technologies, il quitteralt définitivement nos écrans. Souvenons-nous du passage de la télévision en noir et blanc à la couleur. Si l'on avait décidé à l'époque que, pour préserver sa mission de service, la télévision publique devait se cantonner a utiliser les anciennes technologies, nous ne disposerions plus aujourd'hui d'un service public digne de ce nom, mais d'un pathétique résidu du

Nous ignorons ce que sera l'avenir de la télévision. Toutefois nous pouvous dès maintenant réfléchir au présent et au futur proche. Des aujourd'hui, la grille de la télévision publique doit être pensée en fonction de l'arrivée des chaînes thématiques. Avec l'introduction du numérique, les chaînes thématiques se multiplieront, reversant sur le marché un grand nombre de programmes. Mais cette avalanche risque de nous prendre au dépourvu. Nous sommes sur le point d'être envahis par la multiplication de l'offre. C'est justement pourquoi nous avons besoin de définir une orientation. Il est nécessaire d'encourager le public à ne pas choisir seulement les chaines sportives ou de divertissement, mais également celles qui proposent de la culture et de l'information. Or, actuellement, seule la télévision généraliste peut jouer ce rôle.

La télévision européenne est née et s'est développée sous la forme du service public. Que le processus ait été positif ou négatif, il est de toute façon trop tard pour penser transformer radicalement le système. Si l'on procède aujourd'hui au démantèlement du service public de la télévision dans les différents Etats européens, cela peut aboutir, du moins dans les domaines de la communication, de l'information et de la production de fictions, à la transformation de groupes internationaux privés. tout comme notre cinéma a depuis longtemps été colonisé par Holly-

Carlo Freccero est conseiller pour l'harmonisation des programmes de France Télévision

pect jaloux de sa mission et doit

faire comprendre à tout moment

qu'il n'est pas venu là faire une

Des règles plus claires pour un CSA plus fort

par Jean Cluzel

UEL róle est - vrajment – assigné au Conseil supérieur de l'audiovisuel? De décrets en projets

de loi, ne risque-t-il pas - par pusillanimité des pouvoirs publics - de décevoir ses plus chauds partisans? Et pourtant, le renforcement de ses compétences devrait aller de pair avec les formidables mutations technologiques qui s'annoncent avec une brutalité et une

importance sans précédent. Sa compétence réglementaire, reconnue par la loi du 30 septembre 1986, fut malheureusement encadrée de facon restrictive par la jurisprudence frileuse du Conseil constitutionnel. De plus, son pouvoir de régulation se heurte à une réglementation uniforme et contraignante parce qu'elle-même enserrée dans une foule de détails. De quelque côté que l'on se tourne, sa marge de manœuvre est

donc étroite. Son autorité pourrait même être affaiblie par les deux instances que le projet de loi de réglementation des télécommunications se propose de créer. C'est pourquoi l'Agence nationale des fréquences radioelectriques devra, afin d'éviter toute tutelle technique, respecter les attributions du CSA. Quant aux compétences de l'Agence de régulation des télécommunications (ART), elles ne devront pas chevaucher celles du CSA.

Ne risque-t-on pas d'aller vers la coexistence des deux instances. l'une pour la régulation, a posteriori. des contenus - le CSA -, l'autre pour la réglementation des infrastructures - l'ART -, ce qui serait en contradiction avec l'esprit de la loi de 1986? En contradiction aussi avec l'évolution technologique, caractérisée par un mouvement de convergence des télécommunications et de la communication au-

Ne risque-t-on pas alors de répéter l'erreur qui a ôté la télématique du champ de compétence du CSA. pour la confier à un comité administratif? Il est vral que le Minitel relève de la communication. lorsque l'on consulte une grille horaire de la SNCF, mais de la télécommunication, lorsque l'on commande un billet de train.

La philosophie de ces deux instances - ART et CSA - semble fort différente. La première, l'autorité de régulation des télécommunications, sera principalement chargée de déréglementer ce secteur, en application des directives communautaires qui prévoient une libre concurrence à compter du la janvier 1998. Tandis que la seconde, le CSA, a pour fonction de réguler le contenu des services audiovisuels. On peut imaginer que lorsque disparaîtra la rareté des fréquences hertziennes, grace aux progrès de la technologie numérique, le rôle du CSA se concentrera sur la seule régulation du contenu et sur la sauvegarde du pluralisme.

La réglementation audiovisuelle devrait done conserver un caractère universel pour être appliquée à l'ensemble des services de communication audiovisuelle, quel que soit le support concerné. Sur tous ces points, le législateur devra être particulièrement attentif. Pourquoi, dans ces conditions, ne pas aller plus loin dans l'extension des compétences du CSA? Même s'il ne devient pas l'équivalent français de la Federal Communication Commission américaine, les pouvoirs du CSA devraient être consolidés, voire renforcés. Sinon, l'absence d'un ministère de la communication n'aurait pas de

Seule la régulation est encore capable d'orienter l'organisation française de la communication audiovisuelle. En effet, les progres sans cesse plus rapides de la technologie épuisent le législateur. L'administration n'a plus la proximité des opérateurs que possède désormais le CSA. La régulation implique le dialogue et la responsabilisation des acteurs qui sont ludispensables à ce secteur. L'Etat gendarme doit laisser la place, dans l'audiovisuel comme alleurs, à l'Etat régulateur.

De toute façon, les lacunes et les imperfections de la loi de 1986 doivent conduire le législateur à procéder à d'indispensables retouches. La transposition de la directive . Télévision sans frontières » est imparfaite. Le contrôle sur les chaines diffusées par satellites devrait être renforcé. Il n'est pas acceptable de voir le CSA désarmé juridiquement à l'égard de la chaîne érotique francophone Rendez-vous, dont le siège et les studios sont à Issy-les-Moulineaux, mais dont le faisceau montant sur Eutelsat passe par la Suède.

L'Etat gendarme doit laisser la place, dans l'audiovisuel comme ailleurs, à l'Etat régulateur

Le futur projet de loi sur la télévision par satellite devra donner compétence au CSA pour appliquer la réglementation française à en France, y compris ceux des chaînes délocalisées. Il devra aussi rétablir un minimum d'équilibre entre câble et satellite, sans entraver le développement du marché. Par ailleurs, la procédure de sanctions instituée en 1986 pourrait être allégée. Le recours systématique à un rapporteur du Consell d'Etat pour instruire les sanctions pécuniaires d'un faible montant diminue l'efficacité du contrôle.

En outre, le CSA devralt être mieux associé aux négociations internationales et communautaires relatives à l'audiovisuel. Il devrait être consulté pour tout projet de loi relatif à son secteur. Les dispositions trop détaillées qui figurent dans les règlements devraient être remontées » au niveau législatif, tout en étant « épurées ».

Est-il vraiment logique que ce soit le gouvernement qui négocie avec les chaînes publiques leurs obligations, le CSA étant simplement consulté, alors que celui-ci est compétent pour les chaines privées? On aboutit alors à ce paradoxe : les obligations de production fixées au secteur privé sont plus contraignantes que les obligations de production fixées au secteur public! Le large débat ouvert par l'affaire des contrats des animateurs-producteurs devrait permettre de définir des règles du jeu plus claires pour un CSA plus fort.

Jean Cluzel est senateur (Union centriste) de l'Allier et membre de l'Académie des sciences morales et politiques.

octrois de visas en 1994, contre

Que le Gascon y aille par Marcel Jullian

d'être enfin la bonne. L'homme, Xavier Beau-Соцуоц champs, est surement celui qu'il faut. Toutefois, il faudra changer les méthodes et règles du jeu, car elles sont mauvaises et hypocrites. Les rapports entre la tutelle et la télévision publique ne sont pas sincères. Le moment est venu d'aborder en face le problème posé par la cohabitation de France 2 et de France 3 dans une même main. Il faut rendre complémentaires les deux chaînes et non plus placer la Trois sous la dépendance de sa grande sœur, la Deux. N'oublions pas que c'est la Trois qui, dans les mois qui viennent de s'écouler, a assuré et maintenu la vocation de service public et sa

Quand, voilà vingt ans, un homme jeune, brillant, capable de flamme et de vaillance et désireux de servir l'Etat, m'a demandé au nom de Valéry Giscard d'Estaing, président de la République, de lui dresser le portrait d'un président de chaîne, je lui ai tout de suite exposé les traits du personnage que je trouvais essentiels : un homme libre qui respectait les pouvoirs, mais n'était pas impressionné par eux, un homme aimant les créateurs, les journalistes, les artistes, les chargés de production et les techniciens, et décidé à défendre en toute circonstance le métier contre les pouvoirs tentaculaires, la politique, les médias

eux-mêmes et les publicitaires. Sans le savoir, je faisais le portrait de Xavier Gouyou Beauchamps, que l'avais devant moi, d'elle-même elle n'a pas désarmé

ETTE fois, ça risque fois et qui est devenu le Xavier Gouyou Beauchamps d'aujourd'hui. « Ils font un mêtier, j'aime ces hommes... », disait Saint-Exupéry. Xavier Gouyou Beauchamps aime les gens de métier et les respecte dans sa tête. Il ne croit pas devoir les surpasser; il rêve sûrement de faire en sorte qu'ils se surpassent. Il ne les jalouse pas, ce qui est souvent le cas des présidents qui oscillent volontiers entre la déconsidération et la convoltise.

> li va y avoir le soulagement, le répit, les professionnels rassérénés. Mais, très vite, les basses manœuvres vont réapparaître

C'est un poste terrible. Je l'ai exercé. J'ai vu des têtes bien faites se dissoudre en quelques mois. J'ai pris l'habitude de dire : « La télévision rend fou. Je le sais : j'en viens ! » La classe politique s'obstine à vouloir tirer avantage de la télévision, elle cherche à s'en servir. Elle en abuse. Elle s'est entourée de précautions et de garanties, dont le CSA est la plus manifeste, mais au fond que je voyais pour la première et voit toujours un électeur assis

devant l'écran, là où il y a un citoyen. Le gouvernement, d'où qu'il vienne, souffle sur le président de la télévision publique alternativement l'eau et le feu. Il lui demande de faire de la bonne télévision digne du peuple français et de faire en même temps plus d'audience que TF 1, comme si cela était immédiatement compatible. Surtout en ne dotant pas la télévision publique des trois moyens nécessaires à sa réussite: l'indépendance, le temps et l'argent.

N'en doutons pas : dans un premier temps, il va y avoir le soulagement, le répit, les professionnels rassérénés. Mais, très vite, les basses manœuvres vont réapparaître. Les élections vont venir : on n'imagine pas les pressions inavouables et claudestines qui s'établissent alors entre le pouvoir et le petit écran.

Tous les moyens sont bons. Le président en place doit y opposer la conscience tranquille, le res-

DU = MONDE =

SECRET MÉDICAL

ET CARNET DE SANTÉ

la déclaration de monsieur le mi-

nistre de la santé relatée dans Le

carrière mais animer un instrument superbe et unique, doté de gens inventifs, turbulents et talentueux et rappeler qu'il sera toujours de leur côté, assumant à leur place, s'il le faut, tout en ne cessant jamais de leur faire tenir tout leur rôle sans complaisance ni tricherie. Patience, on finira bien par arriver, tôt ou tard, à la télévision des citoyens. j'ai dit toute l'estime que j'ai pour l'homme. C'est le moment

pour lui d'avoir de la volonté, de l'humour et le sens du sacrifice sans pourtant en avoir le goût. Pour paraphraser Montaigne, bon compagnon de ce genre de traversée : « Oue le Gascon v aille, si le Français n'y peut mon-

Marcel Jullian a été le pre-

mier président d'Antenne 2. **AU COURRIER** lés, et doit donc apparaître. Il faut

Dr Philippe Massot, Je suis extrêmement surpris par

UNE SORTIE

Monde du 30 avril : « Bien évidem-DE SECOURS ment, la séropositivité n'apparaîtra Assurément, il faut être dépourpas sur le carnet de santé ». Ou vu de tout sentiment humain ou bien il y a un risque de briser le très fanatique pour être indifsecret médical, et il faut suppriférent à l'exécution des sept trapmer le carnet de santé, car le sepistes en Algérie. Mais nous cret n'est pas réservé au sida, ou n'avons pas répondu à l'appel de bien le secret médical est préserla classe politique à se rassembler vé, et la séropositivité, contrue du sur le parvis des Droits-depatient, pose moins de problèmes l'Homme au Trocadéro. Notre abque les cancers souvent dissimusence résulte du profond malaise échapper à la menace (cent mille

que nous inspire son indignation cesser de traiter le sida comme alors que, depuis 1993, la chasse à l'intellectuel est ouverte en Algéune maladie hors du droit rie, et tous les jours des exécutions (tout aussi horribles) sont commises contre des Algérieus et des Algériennes (parfois sous les

islamistes. (...)

Aussi, l'indignation de nos dirigeants politiques serait-elle plus convaincante si les gouvernements auxquels ils appartiennent (ou auxquels ils ont appartenu) n'avaient eu de cesse de res-

treindre le nombre de visas accor-

dés à des Algériens qui souhaitent

huit cent mille en 1989). Quant à ceux qui sont en France, ils butent contre un mur d'impassibilité », comme le disait l'écrivain Rachid Mimouni. Plus de deux mille deux cents personnes ont yeux de leurs enfants), parce demandé le statut de réfugié poliqu'ils réfusent l'ordre moral des tique en 1995, seulement le l'ont obtenu (même pas 1%). Les victimes de l'intolérance n'ont que faire de nos larmes, ils ont par contre un vital besoin de mesures

> sortie de secours. et Marnix Roux-Dressen,

concrètes qui pourraient les sortir

de la souricière, c'est-à-dire d'une

SHOTE SOCIAL : 20 Mg, 7618 CLAUDE-BERNARD - 20102 PARTS CEDIES 78 : (1) 42-17-20-02, TBACOGRESS : (1) 42-17-21-21 TBC: 206 806 F

Maastricht: les normes inaccessibles

Sulte de la première page

Même s'il existe beureusement un léger excédent financier (une quinzaine de milliards de francs) des collectivités locales et des établissements publics, l'objectif d'une simple reconduction des dépenses budgétaires d'une année sur l'autre semble hors d'atteinte.

Tour de force en 1996, haute voltige en 1997 : si rien ne venait contrarier les plans du gouvernement - ni la conjoncture, ni l'opinion publique, ni les divisions de la majorité -, si les vents soufflaient constamment dans la bonne direction, alors la France pourrait être à peu près admissible à l'examen de passage qui sélectionnera au printemps 1998 les pays capables d'entrer dans l'union monétaire début 1999 et d'adopter une monnale unique.

Pour l'Allemagne, les chances de réussite apparaissent tout aussi problématiques. Tel qu'il a été présenté, le plan Kohl assure tout juste le respect du critère de déficit public inscrit au traité de Maastricht. Le besoin de financement du voisin allemand, qui s'est élevé à 3,6 % du PIB en 1995, deque part entre 4 et 4,5 % cette année, tribut payé à la dégradation de l'activité économique qui am-pute les recettes fiscales. Pour revenir en 1997 aux 3 % requis, l'effort devrait porter sur un point à un point et demi de PIB, l'équivalent de 35 à 50 milliards de marks (120 à 170 milliards de francs). N'est-ce pas trop deman-

A y regarder d'un peu près, on s'aperçoit que le plan du 26 avril ne pourra pas ramener le déficit aux normes de Maastricht dès 1997. Pour deux raisons símples: certaines mesures publiées sont moins sévères qu'il n'y paraît et d'autres ne seront pas complètement appliquées. Les 70 milliards de marks

d'économies annoncées par Bonn - l'équivalent de 2 points de PIB portent, en trois parties à peu pres égales, sur la sécurité sociale (20 milliards de marks), l'Etat (25 milliards), les Länder (25 mil-

Mais, outre que 10 milliards de réductions fiscales vont alléger la note à payer, la partie du plan concernant la sécurité sociale est, si l'on peut dire, financièrement neutre : les milliards qu'il est prévu d'économiser sur les assurances-chômage, les assurancesmaladie et les retraites seront compensés par des baisses de cotisations ou se substitueront à des hausses déjà prévues. Voilà donc 30 milliards de marks qui ne correspondent pas à un nouveau plan de rigueur.

Il en va un peu de même des économies à la charge des Lander qui, pour l'essentiel, doivent se traduire par un gel des salaires publics cette année mais aussi l'année prochaine : au fil des négociations en cours entre employeurs publics et syndicats, la volonté de rigueur salariale va s'atténuer.

Si l'on peut penser que les économies à la charge des Lander se limiteront à une quinzaine de milliards de marks, la partie du plan Kohl relevant de l'Etat fédéral devrait en revanche beaucoup mieux s'appliquer : économies budgétaires, annulation de la subvention à l'assurance-chômage, qui aurait atteint 8 milliards de marks l'année prochaine, gel des salaires publics... Au total, en tenant compte des allègements fis-caux, l'effort allemand porterait

sur une trentaine de milliards de marks (une centaine de milliards de francs). Nous sommes loin des 70 milliards de marks annoncés et c'est tant mieux, car une telle ponction aurait bouleversé une économie déjà peu active. Il n'est pas certain, de toutes façons, que l'opinion publique est tout accepté sans rien dire.

Il y a bien sûr un gros inconvé nient à cette érosion de l'effort annoncé: 30 milliards de marks représentent moins d'un point de production nationale, ce qui met pratiquement hors d'atteinte l'objectif d'un déficit public à 3 % du PIB dès 1997. Encore l'impasse dans laquelle se trouve enfermée l'Allemagne apparaît-elle compliquée par le niveau d'endettement public du pays, qui dépassera à peu près certainement les 60 % du PIB l'année prochaine: autre infraction au traité, autre problème impossible à résoudre rapidement.

La question se pose dès lors de savoir si Paris et Bonn devront, pour respecter tous les critères, en rajouter sans cesse en matière de rigueur au risque de détacher les opinions publiques de la construction européenne. Au risque aussi d'empêcher la reprise économique de s'amorcer puis de s'épanouir.

Mieux vaut pour les candidats à la monnaie unique cheminer sagement, mettre en place de véritables et bonnes réformes, porteuses à terme d'économies réelles

Keynes a beau être passé de mode, tailler excessivement et très rapidement dans les dépenses publiques ne stimule pas l'activité, même si Alain juppé nous annonce une baisse programmée sur cinq ans de l'impôt sur le revenu.

L'Allemagne et la France ne sont pas seules à être engagées dans l'élaboration de l'Europe monétaire, l'Italie et l'Espagne ne ratent pas une occasion de le rappeler. Il n'empêche que, si des difficultés de demière heure compromettaient le succès des deux piliers européens à l'examen de passage de 1998, c'est tout l'édifice communautaire qui en serait gravement ébranié.

Au point où en sont arrivées les choses, mieux vant pour les candidats à la monnaie unique cheminer sagement, c'est-à-dire mettre en place de véritables et bonnes réformes, porteuses à terme d'économies réelles et d'une meilleure gestion de l'argent public. Et attendre l'examen de passage qui, au printemps 1998, tiendra davan-tage compte du sérieux des politiques menées que du strict respect des critères du traité. Une philosophie qui se révèlera en dernier ressort plus politique qu'on ne l'admet actuellement, comme l'autorise une certaine lecture du traité, et qui, bien sûr, concernera d'autres pays embarqués dans l'aventure de la momaie unique.

Après tout, la décision finale de passer à l'union monétaire début 1999 dépendra en demier ressort du conseil européen, c'est-à-dire des chefs d'Etat et de gouvernement. Il est peu probable que ceux-ci - MM. Kohl et Chirac en particulier - renoncent alors à sauter le pas parce que leurs déficits publics seraient un peu trop

Alain Vernholes

Le Monde

A France a besoin d'une réforme fiscale. Il n'est pas sûr que celle qu'a annoncée hundi 3 juin, à la va-vite, Alain Juppé réponde à cette nécessité. Le diagnostic est comm et il fait presque l'unantmité parmi les experts, dans presque runammite parmi les experts, dans les milieux politiques comme dans l'opinion : la fiscalité française est trop lourde et trop compliquée, elle est socialement injuste et économiquement inefficace. Le premier ministre promet d'alléger l'impôt sur le revenu dès 1997 et de le simplifier. Il prépare cusule, pour les cinq ans à venir, une réforme qui s'inspirera d'un rapport, celui de Dominique de La Martinière, qui, maigré quelques muances, frappe par son parti pris ultra-libé-

La baisse annoncée des impôts doit d'abord être replacée dans son contexte. Depuis l'arrivée de Jacques Chirac à l'Elysée -- et contrairement aux promesses de la campagne – les Français ont subi un alourdisse-ment de la fiscalité comme ils n'en avuient jamais connu jusqu'alors. L'Etat a ponction-né, en année pleine, l'équivalent de quel-que 120 milliards de francs supplémentaires : une centaine sur les ménages, une vingtaine sur les entreprises. Les promesses, encore

Fiscalité: effets d'annonce

bien vagues, sur les baisses d'impôt pour 1997 sont, en comparaison, bien timides. On parle d'une vingtaine de militards. En 1997 et les années suivantes, les Français contir supporter une charge sociale et fiscale bien plus lourde que celle des années d'avant Jacques Chirac, plus pesante aussi que celle payée par nos voisins.

Simplifier l'impôt: cet autre objectif ne emble pas, non plus, ressortir du projet du premier ministre. On peut, certes, se féliciter du transfert amorré des cotisations malsale payées par les salariés vers une taxe plus juste. C'est une voie supplémentaire pour rééquilibrer une fiscalité qui pèse trop sur le travail et insuffisamment sur le capital. Les socialistes avaient songé, en leur temps, à une même piste. On peut regretter que cette opération donne naissance à un nouvel impôt, la cotisation maladie universelle (CMU),

qui viendra s'ajouter, provisoirement, à la CSG et au RDS! En choisissant de réduire Fimpôt sur le revenu plutôt que la TVA, Alain Juppé fait enfin un choix très politique : il prijuppe rair emm un cnoix ires postuque: il pri-vilégie les riches plutôt que les classes moyennes. Il réduit encore la progressivité, déjà faible, du prélèvement actuel. Il prend le risque d'accroître le sentiment d'injustice que ressentent les Prançais à l'égard de leur sys-tème fiscal. L'objectif de Matignon étalt aussi de relancer la consommation. Le choix retenu ne va sans doute pas favoriser cette ambi-

En fait, la réforme fiscale présentée subrepticement par Alain Juppé est davantage une opération politique que l'expression d'un véritable projet. A la demande de Jacques Chirac (Le Monde du 7 mai) et sous la pression sistante de certains membres de sa majorité -les amis d'Alain Madelin, puis ceux d'Edouard Balladur - le premier ministre a précipité ses décisions. En annonçant des baisses d'impôt alors que quelques bons in-dices économiques pourraient faire croire à une arrivée du printemps, il espère retrouver quelque crédit dans l'opinion. Il s'agit la pius d'une gestion d'effets d'annouce que d'une véritable stratégie économique et sociale.

Contagion par Guy Billout



Effets pervers

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

L'ACTEUR LOUIS DE FUNÈS habitalt un appartement très soigné, au parc Monceau. Les meubles de style étaient si sages, si vuinérables, qu'on se disait: pourvu qu'un personnage de Louis de Funès ne déboule pas là-dedans, quels dé-gâts cela ferait! Les yeux myosotis du comédien se mettaient à clignoter de malice : laissez-moi grimacer deux minutes à côté du pape sur son balcon de la place Saint-Pierre, disait-il triomphalement, et la foule ne verra plus que moi, elle

n'écoutera plus le Saint-Père I L'autre samedi, des hommes de livres débattaient gravement de l'« écrit », dans un « forum ». Par parenthèses, sachez que la mode a changé, sur le sujet de la chose écrite, à la vitesse des ourlets de jupes. Craindre le déferiement des images, comme hier encore, est devenu élitiste et archaïque. Le dernier cri est : vive les progrès techniques qui relancent la créativité et démo-

cratisent la culture ! La liturgie des colloques ne serait pas complète sans un enfant de chœur urinant, hi-hi!, dans le bénitier. Par des mimiques gamines, un orateur sexagénaire ridiculisait les interventions des autres, à leur insu. Les spectateurs jubilaient de voir malmené en image l'esprit de sérieux qui les avait pourtant conduits là. A l'Audimat, le guignol pulvérise tous les arguments: Funès bat Valéry. La loi raison du débat d'idées, même bors écran. Détail gai : quand la parole était au ministre, le bouffon de service arrêtait ses grimaces. Les gens ne s'en sont pas aperçus, du moment qu'il se proclamait frondeur.

Autre effet pervers de la médiatisation, réputée inoffensive sinon bénéfique: l'autoproclamation. Une fois conquis le micro, ce qui est pure affaire de re-lations politiques, l'histrion peut se déclarer agrégé, écrivain de génie, artiste maudit, et même (pendant qu'il y est) in-terdit de parole: le public n'y volt que du feu, prêt à juger policière et envieuse toute tentative de rectification. Les règles du spectacle s'opposent à celles de l'accès à la vérité et à la réflexion. C'est être moderne de ne pas s'y tromper. L'autre mardi, au Trocadéro,

dépôt de fleurs à la mémoire des moines massacrés par le GIA. Selon un rite qui se répand, médiatisés et non-médiatisés sont séparés par des barrières, comme dans la vie, c'est-à-dire de chaque côté de l'écran. Côté caméras, excellences, vedettes de la scène et de la pensée font leur office, se montrer. Derrière les services d'ordre musclés, les anonymes piétinent, tandis que les objectifs guettent sur leur visage, à défaut de nom connu, la larme furtivement écrasée dont

raffolent les reportages du soir. C'est sur cette esplanade ouverte vers la tour Eiffel que Hiaudiovisuelle du tout-mariole a tier a dansé sa gigue hystérique,

un petit matin de l'été 40. La place porte maintenant le nom des « Droits-de-l'Homme ». Ce sont ces droits sacrés que le public croit honorer en venant déposer ses œillets blancs. Or depuis quelques semaines, comme en douceur, ces droits ont cessé d'être pour la France des valeurs universelles opposables à tous. Par des discours autorisés et répétés, les chefs d'Etat peu regardants avec les libertés et les personnes en ont été excusés pour cause de cultures locales, d'amitiés personnelles, de carnets de commandes. A s'en tenir aux mots, les droits de l'homme ne seraient plus qu'un luxe occidental, vaguement néocolonialiste, comme cela se dit à l'ONU. Logiquement, la nouvelle doctrine devrait exclure l'« ingérence » des forces de « projection » telles qu'elles se profilent.

En faisant oublier la réalité des textes, les cérémonies dûment filmées illustrent un autre effet pervers de l'image et de la communication. Qu'ils soient de gauche ou de droite, les philosophes attachés bruyamment aux droits de l'homme et prêts à les faire respecter sur toute la planète, en trellis de barondeur s'il le faut, n'ont rien trouvé à redire à ce que le fin mot de leur morale post-marxiste ne soit plus qu'une fleur de rhétorique, un effet de banquet, et que l'es-planade du Trocadéro porte le nom d'une simple spécialité régionale... comme le steak-frites

DANS LA PRESSE

LIBÉRATION Jean-Michel Helvie

■ Promettre une baisse des impôts sur cinq ans participe d'un tour de passe-passe familier à tous les gouvernements : l'effet d'annonce est garanti sur le moment et, à l'échéance, plus personne ne se rappelle trop l'intention de départ. (...) Que la première baisse intervienne en 1997, l'année précédant des législatives cruciales pour la majorité et le président, n'est évidemment pas qu'une coincidence (...). [Jacques Chirac] iui-même avait apporté sa commbution à cette saine appréciation du temps en atmonçant, la semaine demière, la suppression de la conscription à partir de cette fameuse année 1997. Si les jeunes concernés et les contribuables intéressés ont le marvals goût d'oublier, lors des législatives de l'année suivante, les bonnes manières qui leur ont été faites, c'est à désespérer de la LEFIGARO

Antoine-Plerre Mariano

Pour reussir.en do prendre les bonnes décisions. Il faut ansai agir au bon moment. Il semble qu'en annonçant, hier, les grandes ienes de la réforme fiscale, Alain Juppé ait, cette fois-ci, visé juste. Cette réforme - plusieurs fois différée – arrive à point nommé (...). Dans un premier temps, Alain Juppé apaise une partie de sa majorité (...). Dans un deuxième temps, le premier ministre apporte aux Français un peu d'espoir.

EUROPE1 Alain Duhamel

La Prance, on le sait blen, atteint un taux de prélèvements publics de plus de 45 %, un record parmi les pays comparables, avec des effets pervers sur la croissance, les investissements et la consommation. D'où la volonté d'encourager les investissements (réforme annoncée de la taxe professionnelle), de faciliter la consommation (allégement de l'impôt sur le revenu) et de rendre confiance à l'ensemble des Français (mesures d'équité en faveur des salatiés). Car l'exception culturelle française, c'est le pessimisme (...). Pour combattre cette défiance spécifique, il faut des signes encourageants et des promesses précises. C'est aussi l'un des objectifs de cette réforme encore dans les limbes.

RECTIFICATIFS

DÉTOURNEMENT

L'avion détourné par un commando islamiste, le 24 décembre 1994 à Alger, n'était pas un Boeing de la compagnie Air Algérie, comme nous l'avons indiqué par erreur dans nos éditions du 31 mai, mais un Airbus d'Air France.

PETE SAMPRAS

Une erreur de transmission a entraîné une confusion dans l'article consacré au joueur de tennis Pete Sampras dans Le Monde daté 2-3 juin. Au premier tour des Internationaux de France, l'Américain n'a pas éliminé le Suédois Magnus Larsson, mais son compatniote Magnus Gustafisson.

ANDRZEJ SZCZYPIORSKI La bibliographie des œuvres de l'écrivain polonais Andrzej Szczypłotski accompagnant Pentretien publié dans Le Monde du 28 mai comportait une erreur. Le recueil de nouvelles Whisky américain n'est pas paru aux éditions Liana Lévi, mais aux

Le Matif h

the way fall or national task tracks and The first of the second of the first of the second of the

The territory of the section of the and the bid manager of the big see But the sale of the sale of the sale of tarifem Melikeya ike giliyagar the first except by Specifical and with a second control of the second control of The second of the second second is the second secon

A COLUMN TO THE REPORT OF THE PARTY OF THE P A CONTRACTOR OF THE SECOND Commence of the second section of the Section of th The second section of the second section is a second section of the second section of the second section is a second section of the second section sec

27 No. 4 May

THE THIRDS IN HE AT A

All was brigger over the said the said

Si Londres éprouve aujourd'hui

ENTREPRISES

boursières européennes sont engagées dans une compétition sans merci pour conserver ou attirer les transactions. • LA MISE EN PLACE

tion généralisée de la directive européenne sur les services d'investissements (DSI) vont se traduire par une concentration de l'activité

CONCURRENCE Les places de la monnaie unique et l'applica- financière. • POUR Y FAIRE FACE, prises à forte croissance à l'échelle la Bourse de Paris étudie la possibilité d'étendre la plage horaire de cotation et cherche à promouvoir

européenne. • DE TOUS LES COMPARTIMENTS de marché, celui le nouveau marché pour les entre- sur lequel Paris soit parvenu à riva- talement le paysage,

liser avec Londres. Mais le succès du Matif (marché à terme international de France) reste fragile et la des instruments dérivés est le seul naissance de l'euro va modifier to-

La Bourse de Paris est engagée dans une compétition en Europe pour sa survie

L'introduction de l'euro s'accompagnera d'une concentration des activités financières. Pour s'y préparer, la place française multiplie les initiatives. Après un échec de rapprochement technique avec Francfort, elle envisage notamment d'élargir ses horaires de cotation

LA BATAILLE est ouverte. Engagée dans une compétition sans merci avec les autres places financières européennes, la place de Paris multiplie les initiatives depuis plusieurs mois et envisage même d'élargir ses horaires de cotation. L'enjeu n'est pas négligeable. Il s'agit, dans la perspective de la mise en place de la monnaie unique et de l'application généralisée de la directive européenne sur les services d'investissements (DSI), de se donner les moyens de rester un acteur dans le paysage financier euro-

Il est clair pour la plupart des observateurs que l'harmonisation régiernentaire en cours et la monnaie unique vont se traduire par une concentration de l'activité financière et de marché sur un nombre limité de places. Un processus de ce type a abouti à la concentration de l'essentiel des transactions aux Etats-Unis et au Japon sur deux grandes places, même si des Bourses régionales subsistent. A chaque fois, se sont développés un grand marché pour les transactions dites physiques (New York et Tokyo) et une autre pour les marchés à terme (Chicago et Osaka).

des difficultés, et même si le Royaume-Uni ne s'engage pas au début dans le processus d'Union monétaire, la City devrait conserver une partie de sa suprématie, notamment sur les marchés de change. Mais, pour les actions des grandes entreprises du continent. les obligations d'Etat allemandes et françaises, et les marchés dérivés, la bataille reste ouverte.

UN « DÉBUT DE RÉFLEXION »

Pour y faire face, Paris vient de mettre en place pour les investisseurs institutionnels un «concentrateur d'ordres » à Londres et d'assouplir le régime des transactions de « blocs » (grosses transactions). Elle a supprimé les quotités (nombre de titres minimums par transaction) et développé les points d'informations boursières dans les agences bancaires. La SBF-Bourse de Paris étudie la possibilité d'étendre la plage boraire de cota-tion. Aujourd'hui, la séance débute à 10 heures pour se terminer à 17 heures. L'idée à l'étude serait d'avancer l'ouverture d'une demiheure et de différer la ciôture de quatre heures. Cet allongement permettrait un plus grand recoupement avec les horaires de Wall

« On est au début de la réflexion », admet-on à la SBF, mais si c'est finsable, pourquoi pas? » La place qui dispose aujourd'hui d'outils technologiques amortis n'oublie pas que tous les moyens sont bons pour «capter» les ordres. Cette

nouvelle plage horaire permettrait aux particuliers séchits par la gestion à domicile de suivre et de gérer leur portefeuille entre le « bureau et le dîner ». Le groupe de travail, dirigé par Pascal Samaran, directeur des marchés de la SBF-Bourse de Paris, devrait rendre ses conclusions à l'automne.

Mais si la place financière parisienne tente d'assurer sa survie, elle a du mal à obtenir les alliances et les soutiens internationaux dont elle rève. Les Bourses allemande et française ont tenté - sans succès de se rapprocher sur le plan technique. Engagées toutes deux dans une compétition incertaine contre Londres, qui reste sans contestation la place financière majeure en Europe, elles ont échoué dans l'harmonisation de leurs systèmes techniques. Il y a un peu plus d'un mois, elles ont annoncé mettre un terme à la création d'une plate-forme de négociation commune fondée sur les systèmes français (NSC) et allemand (DTB). Cette plate-forme devait entraîner des modifications trop nombreuses et trop coûteuses des équipements déjà existants (Le Monde du 13 avril).

Cet échec n'a toutefois pas refroidi les ardeurs déployées par Paris. En mai, dans le cadre d'Euro-NM (Nouveau Marché), groupement d'intérêt économique européen qui regroupe les places de Paris, Bruxelles et Francfort, les dirigeants de ces places ont présenté à Jacques Santer, président de la Commission européenne, le réseau européen de marchés boursiers destinés aux entreprises innovantes à forte croissance. Les membres

Londres, de loin en tête 200 6743,4

Les places françaises et allemandes tentent de rester competitives face à la City.

d'Euro-NM ont insisté sur le caractère pragmatique de leur démarche, qui poursuit trois objectifs : marketing international commun, harmonisation des règles de cotations, et établissement des connexions des

différents marchés. Mais une nouvelle fois, au-delà des discours d'intention, tous les partenaires sont loin d'être au même stade. Le Nouveau Marché belge, tout comme le Neuer Market allemand devraient être lancés seulement au début de 1997. Le partenariat est pourtant indispensable pour tenter d'atteindre une masse critique, afin de faire front au Nasdaq outre-Alantique et à l'Easdaq britannique.

UNIE REELLE MENAUE

L'Easdaq - dont le Nasdaq est actionnaire minoritaire - chasse clairement sur les mêmes terres que le Nouveau Marché. Ce projet britannique, qui date de fin de 1994, est également destiné aux entreprises à forte croissance tournées vers l'international et accessibles aux investisseurs de toute la Communauté européenne. L'Easdaq a annoncé, le 16 avril, avoir réunt le capital minimum nécessaire pour obtenir la reconnaissance des autorités belges. Gráce à ce statut et à la directive européenne qui stipule que la reconnaissance d'un pays de la Communauté est suffisante pour

l'Easdag pourrait entrer en activité

des le mois de septembre. La menace pour l'avenir de la place financière de Paris est réelle avec la mise en application progressive de la directive européenne sur les services financiers. La Bourse de Londres reste convainage de garder sa position prédominante en Europe. Elle est condamnée pour cela à accélèrer ses réformes. En face, Paris et Francfort partent en ordre dispersé. Un opérateur allemand confialt que le sentiment outre-Rhin était que les Français « jouaient » d'une façon très personnelle, et voulaient surtout renforcer « leur » position à l'égard de Londres. Mais si Londres devait être le centre financier de ces prochaines années, « cela ne me gênerait pas », ajoutait-il.

Londres n'a paradoxalement pas souffert des affaires qui ont seconé la City comme la déroute de la Banque Barings. Paris n'a pas non plus été trop affecté par les malheurs de son système bancaire. Mals si la faiblesse des banques françaises venait à se prolonger, la place de Paris pourrait en souffrir. A quoi cela sert-il d'avoir un outil technique de qualité, si les établissements financiers nationaux sont incapables de le promouvoir?

François Bostnavaron

Le Matif tente de se préparer à l'échéance de la monnaie unique

QUI de Londres, Francfort ou Pa-ris gagnera la bataille des marchés à marché, celul des instruments dén-dais), qui tirent leur activité de terme européens ? L'enjeu est capi- vés est le seul sur lequel Paris soit niches spécialisées et de produits lital lorsqu'on sait l'importance qu'ont aujourd'hui, dans le paysage financier international, les produits dérivés (contrats à terme, options), Sur les seuls marchés organisés, les volumes de transactions ont atteint en 1995, dans le monde, la somme astronomique de 327 600 milliards

de dollars. Le succès du Matif (marché à terme international de France), créé en février 1986 afin d'accompagner la modernisation de la dette publique française, constitue l'une des grandes fiertés de la place parisienne. Le Matif a su se hisser parmi les plus grands marchés à terme du monde. Lors de la première séance de cotation, le 20 février 1986, 2 776 contrats portant sur les obligations d'Etat avaient été échangés. Il s'en négocie aujourd'hui quotidiennement en moyenne 150 000. Le Matif a également étoffé sa gamme de produits (sur les taux d'intérêt à court terme, l'ECU, les actions, les options de change). En 1995, 70,7 millions de lots sur les contrats financiers ont changé de

parvenn à rivaliser avec Londres. En bellés en devises nationales. « Il n'y comparaison, ia City conserve une position écrasante sur le marché des changes (464 milliards de dollars échangés quotidiennement à Londres contre 58 milliards de doilars à Paris).

Mais le Matif doit maintenant faire face à l'échéance de la monnaie unique, qui va totalement redistribuer les cartes sur les marchés financiera européens. L'introduction de l'euro aura pour conséquence d'unifier les contrats à terme sur les différents produits de taux d'intérêt. Elle se traduira en effet par une convergence des rendements, qu'ils soient à court terme ou à long terme, dans les pays qui feront partie de la zone monétaire commune. Dès le 1ª janvier 1999, par exemple, les contrats Pibor 3 mois français et euromark 3 mois allemand deviendront des produits strictement iden-

Ce bouleversement devrait, selon les experts, mettre en grande difficulté les marchés à terme européen les plus petits (comme par exemple

vinguine de marchés à terme comme c'est le cas aujourd'hui, estime un banquier. Seules deux ou trois places

La question est de savoir quel rang occupera le Matif parisien à

gné aucune place, il a été nettement contrats sur les taux d'intérêt à long plus marqué à Paris qu'ailleurs (-13,3 % à Londres,-4 % à Chicago). «Le Matif est aujourd'hui le à terme européen. Il ne cesse de perdre des parts de marché. Il est victime de son absence de développement sur des produits autres que le franc et de stratégies d'alliance mal pensées », juge sévèrement un cour-

Les professionnels choisiront, le 1^{er} janvier 1999, le marché le plus liquide et le plus actif et la place où les forces de vente internationales sont les plus importantes

l'issue de cette vaste restructuration. De nombreux professionnels se montrent à cet égard plutôt inquiets. Si son bilan, après dix années d'existence, apparaît dans l'ensemble très positif, le Matif traverse depuis quelque temps une période plus difficile. En 1995, son activité en termes de volumes échangés a reculé de 23,9 %. Si ce repli n'a épartier. Le Matif a choisi, depuis plusieurs années, de coopérar avec le marché à terme allemand (la DTB, Deutsche TerminBörse). Au mois de décembre 1993, un accord avait été signé prévoyant l'instauration d'un système de négociation croisée entre les deux marchés. La première

étape a pennis aux adhérents du

Matif d'accéder directement aux

terme (Bunds) et à moyen terme (Bobi) échangés sur la DTB. Mais la deuxième phase de l'accord - l'intif sur le marché allemand – a été remis en question après l'échec, le 11 avril, de négociations plus giobales entre les places de Paris et de Francfort portant sur l'instauration d'une plate-forme commune de négociations sur les produits d'actions. Les autorités du Matif et de la

DTB s'efforcent aujourd'hui de relancer le processus de coopération sur de nouvelles bases en se ilmitant aux contrats de taux d'intérêt. Une piste pourrait être de répartir précisément les produits entre les deux pays: les contrats courts seraient traités sur une place, les contrats longs sur l'autre. « Pour les deux marchés, c'est une question de survie, estime un banquier. S'ils ne parviennent pas à unir leurs forces, ils se feront définitivement laches par Londres. . Les contrats à terme échangés de part et d'autre du Rhin sont aujourd'hui complémentaires, mais ils deviendront concurrents des l'introduction de la monnale

Une rivalité entre Paris et Francfort serait suicidaire car elle londonien qui traite déjà audes produits sur les taux d'intérêt à court terme et à long terme alle ropt, le 1« janvier 1999, le marché le plus liquide et le plus actif et la place où les forces de vente internationales sont les plus importantes, ce qui est aujourd'hui le cas de Londres. «Si l'euro était instaure aujourd'hui, le Matif pourrait envisager de fermer ses portes. Il faut donc réagir vite et fort et renoncer à l'alliance avec Francfort », estime un courtier. Selon lul, « il est impossible et surtout stupide » de vouloir marier le système « très perjormant » de cotation à la criée du Matif et celui, peu apprécié des opérateurs », de négociation électronique tel qu'il existe à Francfort. Il se dit « plutôt pessimiste pour l'avenir. Si rien n'est fait dans les prochains mois, il faudra sérieusement envisager de transférer nos activités à Londres. »

Plerre-Antoine Delhomnais

Le Club vous offer % of the N'attendez pas trop longiemes

Cet été au Club Med, si vous fêtez votre anniversaire de mariage" sur le Club Med I, croisière Méditerranée ou le Club Med II, croisière Polynésie, vous bénéficierez de 10% sur le séjour en avant

de 1 à 10 années de mariage et de 1% supplémentaire au delà de 10 années.44 Pour réserver : 16 (1) 42 96 10 00, Club Med Voyages, Havas Voyages et agences agréées. 36 15 Club Med (1,27 F/mm).

*La date de la croisière doit tomber dans les 30 jours précédents ou suivants la date de votre anniversaire de mariage. Qu'attendez-vous pour aller au Club Med 4

Nouvelle faillite bancaire spectaculaire au Japon

L'ÉTABLISSEMENT FINANCIER japonais Shinkyoto Shimpan, spécialisé dans le crédit à la consommation, a annoncé, lundi 3 juin, avoir déposé le même jour son bilan devant le tribunal de Kyoto, laissant un passif total de 351 milliards de yens (17 milliards de francs).

Cette faillite est la septième par son ampleur au Japon depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Selon Hisao Horie, directeur de la succursale de Ryoto de la Banque du Japon, un effet de dominos n'est pas à craindre et ce sinistre ne devrait pas en entraîner d'autres. Les princi-paux établissements engagés sur la société faillie sont Nippon Credit Bank (pour 9,6 milliards de yens), Sanwa Bank (pour 7,2 milliards de yens) et Industrial Bank of Japan (pour 6,7 milliards de yens), rapporte

La débacie de Shinkyoto Shimpan porte à trois depuis le début de l'année le nombre de faillites d'établissements de crédit, après celles d'Equion et d'Aichi, mais c'est la plus importante.

BRITISH TELECOM: l'Oftel, l'organisme qui réglemente les télécommunications en Grande-Bretagne, a proposé, lundi 3 juin, de le-ver partiellement le contrôle des prix exercé sur British Telecom. Ce dernier pourra, à compter d'août 1997, pour la première fois depuis sa privatisation en 1983, calquer ses tarifs sur ceux du marché pour ses clients professionnels. Le contrôle des prix continuera, en revanche, à être appliqué sur les tarifs à destination de la clientèle dont la facture mensuelle ne dépasse pas 70 livres (562 francs).

■ HAVAS ADVERTISING : Pex-Euro-RSCG a approuvé, à l'unanimité des présents et représentés, le dépôt de plainte contre Bernard Roux - l'un des fondateurs de l'agence Roux-Séguéla-Cayzac-Goudard (RSCG), avec laquelle Eurocom a fusionné en décembre 1991 - pour abus de biens sociaux et escroquerie, et coutre X pour escroquerie, faux et usages de faux, a indiqué, lundi 3 juin, le groupe publicitaire (Le

Monde du 21 mai). ■ POSTBANK: la banque postale allemande, qui fait l'objet d'une offre publique d'achat de sa société-sœur la Deutsche Post, a plus que quadruplé son bénéfice net l'année dernière, engrangeant 226 millions de deutschemarks (environ 764 millions de francs) contre 51 millions de DM (172 millions de francs) en 1994. Le total du bilan a augmenté à 99,22 milliards de DM (330 milliards de francs), soit une hausse de 6,3 %,

essentiellement grâce aux activités de dépôts.

HOECHST: le groupe chimique aliemand a annoucé, mardi 4 juin, la vente de la majeure partie de ses activités de produits chimiques fluorés au groupe belge Solvay, pour un montant resté confidentiel. Le géant allemand a dégagé un chiffre d'affaires de quelque 113 millions de deutschemarks (370 millions de francs) dans sa branche produits fluorés

MITSUBISHI: le constructeur Japonals a annoncé, mardi 4 juin, qu'il va cesser la production de mémoires DRAM 16 mégabits dans son usine de Saijo, au centre du Japon, à la suite de l'effondrement des prix

■ DEUTSCHE TELEKOM: l'exploitant téléphonique allemand a an-noncé, mardi 4 juin, un bénéfice net de 5,3 milliards de deutschemarks (17,9 milliards de francs) en 1995, contre 3,6 milliards de DM en 1994. Le chiffre d'affaires consolidé est en hausse de 3,6 % à 66,1 milliards de DM. En 1996, le chiffre d'affaires devrait balsser de 10 %, car Deutsche

Telekom devra payer de nouveaux impôts, dont la TVA. ■ KODAK : le pian social qui prévoyait 65 suppressions de postes à Metz et quatre à Reims a été suspendu par le tribunal de grande instance de Créteil (Val-de-Marne) dans l'attente du jugement sur le fond prévu le 25 juin. Cette décision fait suite à un constat de carence opposé fin avril par la direction départementale du traveil de la Moselle au groupe dont le siège est à Créteil. Celui-ci avait présenté un plan social visant à regrouper la production sur les unités de Caen (Calvados) et

d'Annecy (Haute-Savoie). ■ SÉQUESTRATIONS : à Limoux (Aude), une cinquantaine de salariés de l'entreprise de chaussures Myrys retenaient toujours, mardi 4 juin au matin, le président du tribunal de commerce de Limoux et le directeur général de l'entreprise dans le bureau de celui-ci pour obtenir des administrateurs provisoires la signature de bons de commande pour la collection d'hiver. A Aubagne (Bouches-du-Rhône), le directeur régional d'Alcatel Réseaux d'entreprises Sud-Est a été retenu dans son bureau pendant toute la journée du lundi 3 juin par des salariés qui protestent contre un plan de suppression de 140 emplois.

■ GRUNDIG: le groupe d'électronique allemand a annoncé, lundi 3 juin, la vente de sa division technologies de production (185 personnes, 169 millions de francs de chiffre d'affaires) à la société néedan-

daise Business Creation Europe. EDF: Electricité de France a annoncé, lundi 3 juin, avoir pris une participation de 36 % dans Sogema, filiale du groupe Entreprise minière et chimique (EMC). Sogema exerce une activité de logistique portuaire (manutention, stockage, affrètement) dans cinq ports en France dont Grand Couronne dans la zone portuaire de Rouen. La société réalise un chiffre d'affaires consolidé de 350 millions de francs et emploie

BANQUES SUISSES: près de 38 % des banques sont dans des mains étrangères, sur les 418 établissements bancaires recensés en Suisse, selon des statistiques publiées fundi par l'Association des banques étrangères en Suisse (ABES).

GÉNERAL ELECTRIC : General Electric Services, filiale du géant américain General Electric, a racheté le groupe allemand Mietfinanz GmbH, spécialisé dans les services financiers aux entreprises. Mietfinanz, dont le siège est à Mulheim, fournit des crédits d'équipement aux petites et moyennes entreprises et a des actifs de quelque 907 millions

SICAV SYNTHÉSIS

· Orientation: obligations (rançaises; indicielle • Durée de placement : 3/5 ans

Valeur liquidative au 15.05.1996: 15 583,66 F

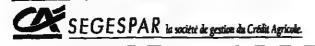
Assemblée Générale

Les actionnaires de la Sicav Synthèsis sont convoqués à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le lundi ler juillet 1996 à 14 h 30, 23 place de Catalogne -

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 29 mars 1996.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

Chaque jour le cours de SYNTHÈSIS sur # SICAVECOUTE Tel.: 36.68.56.55 # Code: 64 (3 smith par mm)



La délégation générale pour l'armement est invitée à accélérer son processus de réforme

Des propositions devront être soumises fin août au ministre de la défense

au ministre de la défense, avec pour objectif

La délégation générale pour l'armement (DGA) d'« améliorer la productivité », en se recentrant devra soumettre, fin août, un projet de réforme au ministre de la défense, avec pour objectif baisses de coûts de 30 % » sur l'ensemble des sation des budgets d'équipement des armées ».

l'armement, Jean-Yves Helmer, devra soumettre, fin août, un projet de réforme de la DGA au ministre de la défense, avec un double objectif: « améliorer la productivité », en recentrant la DGA sur ses activités d'origine, et « obtenir des baisses de coûts de 30 % » sur l'ensemble des programmes d'armement en 2002. Chaque établissement de la DGA, qui emploie au total quelque 50 000 salariés dans l'organisation actuelle, c'est-à-dire en y comprenant les arsenaux, est invité à apporter sa pierre à la réflexion.

Dans la lettre de mission que lui a adressée Charles Millon, M. Helmer a reçu pour consigne de veillet à « garantir la meilleure utilisation des budgets d'équipement des armées » durant l'application de la loi de programmation militaire 1997-2002. Ces crédits d'équipement sont de 86 milliards de francs (valeur constante 1995) par an, soit 20 milliards de moins que ce que prévoyait la loi précédente. Le respect de cet objectif suppose que deux axes d'efforts prioritaires soient retenus par la DGA. D'abord, la DGA doit s'asdes délais de fabrication des systèmes d'armes. M. Heimer ne juge pas cet objectif hors de portée, ouisque, pour s'en tenir à un précédent, les Etats-Unis ont divisé par trois leur budget d'acquisition des armements en dix ans. L'effort est demandé aux industriels, aux états-majors (qui définissent les caractéristiques des armes) et à la DGA (qui est l'interface). « La méthode antérieure, a confié, la semaine demière, M. Helmer aux députés de la commission de la défense qui l'ont auditionné, a permis à chacun de se faire plai-

La nouvelle méthode envisagée est d'annoncer un coût-objectif préalable et de généraliser, quand cela est possible, l'appel à des technologies civiles. Le recours à la mise en concurrence et à des marchés forfaitaires sera développé. De même, certains achats dits « sur étagères » - sans développement financé par l'Etat - devront être pratiqués et les programmes en coopération avec l'Europe comme avec les Etats-Unis devront être privilégiés.

Ensuite, la DGA est appelée à treindre à obtenir une réduction améliorer sa propre productivité,

LE DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL pour de 30 %, en six ans, des coûts et c'est-à-dire à « se recentrer sur sa mission première, qui est de savoir fournir aux armées les armements dont elles ont besoin au moindre cout et en temps utile », selon M. Heimer. En d'antres termes, la DGA doit-elle conserver un outil industriel en propre - par exemple, les constructions navales, les différents centres d'essais ou les ateliers de l'aéronautique - ou se limiter à ses activités de contrôle étatique?

DOUTES ET INQUIÉTUDES

Pour cela, six chantiers de réforme ont été ouverts au sein de la DGA, depuis la redéfinition de ses «vocations» jusqu'à l'instauration de véritables contrôles de gestion, en passant, dès juin, par des « opérations coup de poing » qui consistent à accélérer la réduction des coûts sur les projets en cours. Ces chantiers devraient avoir rendu fin juin de premières analyses, qui seront ensuite approfondies pour donner lieu à des propositions, avant la fin août, au ministre de la défense.

«La dimension économique, a estimé M. Helmer en s'adressant tout récemment aux responsables de la DGA, devra être intégrée

dons tous nos actes », et les effets financiers des modes de fonctionnement, comme des comportements internes à la DGA, «devront être désormais chiffrés ».

La réalisation de ces objectifs ne sera pas effective avant la fin de la programmation militaire en 2002. La DGA n'est pas encore en état de mesurer les conséquences en matière de réduction d'emplois dans le secteur industriel de l'armement. «Le rythme de cette baisse, a indiqué M. Helmer aux députés, ne devrait pas être supérieur à cetui constaté durant les années précédentes. » L'industrie française de l'armement a été amputée de quelque 100 000 emplois dans les dix dernières amées.

A plusieurs reprises, des députés de la commission de la défense out manifesté quelques inquiétudes sur la possibilité d'atteindre les objectifs fixés. La plupart des élus doutent que la baisse de 30 % des coûts puisse être réalisable avec une loi de programmation qui étale les projets, reporte et réduit les commandes dans de fortes pro-

Jacques Isnard

L'ex-président de la Snecma, l'« homme à abattre » pour General Electric

« l'Al ÉTÉ INFORMÉ (par Jean-Philippe Duranthon, directeur des programmes aéronautiques civils français) que la stratégie du gouvernement français était de poursuivre et de renforcer la coopération entre General Electric et la Snecma. [J'ai répondu] que, l'actuelle équipe dirigeante de la Snecma ayant causé un grand préjudice à notre relation, cela serait très difficile pour General Electric à moins que des changements significatifs n'interviennent rapidement ».

C'est en ces termes que Michel Lagorce, directeur général pour l'Europe de l'ouest de la division moteurs d'avions du géant américain General Electric et ancien ingénieur général de l'armement, informait, le 17 avril, dans une lettre interne confidentielle, Henry Hubschman, vice-président de General Electric, de ses conversations avec les représentants du gouvernement français.

Pure coincidence ou lien de cause à effet ? Le conseil des ministres mettait fin, mercredi 29 mai, aux fonctions de Bernard Dufour, président de la Snecma. Depuis son arrivée à la tête du motoriste français, en septembre 1994, celul-ci n'avait eu de cesse de revendiquer un nouveau partage des rôles sur les moteurs civils réalisés en partenariat avec General Electric depuis vingt-cinq ans, comme il le rappelait encore dans un entretien au Monde le 24 mai.

« Let's go back home », s'était écrié John Weich, PDG de General Electric, en quittant, entre le fromage et le dessert, la table du déjeuner auquel l'avait convié, à Paris, Bernard Dufour en février. Excédé par les exigences de ce demier, la « World Company » décidait d'organiser un plan de bataille que n'aurait pas renié le commandant Sylvestre dans les Guignois de

Les syndicats mettent en cause un « lobby antiaeronautique particulièrement puissant chez certains militaires et hauts fonctionnaires »

«L'annonce de l'accord d'exclusivité entre General Electric et Airbus [pour le développement d'un moteur pour l'A340 allongé] a été dévoilé, comme prévu. Le secret avait été bien gardé et l'annonce a vraiment fait la une des journaux [français qui l'ont interprété] comme un double échec de la Snecma et de son président », expliquait Michel Laforge dans sa lettre. «Airbus et Jean Pierson [le président d'Airbus] ont été d'une grande utilité », ajoutait-il. Selon des sources proches du dossier, General Electric disposait d'un moyen de pression sur Airbus : la commande de 60 appareils par sa filiale de

« Du côté des responsables gouvernementaux.

indiquant que le Général Vincent Lanata, chargé de mission suprès du ministre des transports Bernard Pons « n'a pas su de difficulté à comprendre [nos problèmes] ».

Le gouvernement français avait certainement d'autres raisons d'en vouloir à M. Dufour : son franc-parler, ses prises de position « politiquement incorrectes » - par exemple, lorsqu'il dénonçait en privé, la volonté d'hégémonisme al-lemand dans les coopérations industrielles en cours - ou encore ses demandes réttérées de recapitalisation de la Snecma. Sa mise à pied par le gouvernement français devrait en tout cas conforter General Electric dans sa conviction de posséder une réelle capacité d'in-

Jean-Paul Béchat, actuel président de la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE), nommé administrateur de la Snecma par un décret publié au Journal Officiel du 4 juin, devrait être désigné président par le Conseil des ministres du 5 juin. Sa mission – définir un nouvel équilibre entre les deux partenaires - sera d'autant plus délicate que les syndicats du groupe semblent acquis à l'analyse de son prédécesseur. Dans un un « livre blanc », publié lundi, ceuz-ci mettent en cause un « lobby antiaéronautique particulièrement puissant chez certains militaires et hauts fonctionnaires pour qui la France n'aurait plus les moyens de s'offrir le . hote d'une telle branche industrielle ».

Christophe Jakubyszyn

*

The second second

- ::

Les syndicats d'Elf Aquitaine redoutent le désengagement du groupe à Lacq

de notre correspondant Mercredi 5 juin, l'assemblée

générale des actionnaires du groupe Elf Aquitaine, à Paris, devrait être perturbée par de nom-breux manifestants mobilisés par l'intersyndicale CGT-CFDT-CFIC-FO de l'entreprise, comme l'avait été la précédente, le 31 mai 1995 au Palais des congrès.

A l'occasion de ce rassemblement, les salariés de Paris comme des Pyrénées-Atlantiques mêleront leurs voix à celles des représentants des entreprises soustraitantes et des élus du district de Lacq pour mieux se faire entendre des dirigeants du groupe. Depuis plus d'un an, le personnel s'inquiète de l'avenir de Lacq

et de Pau, ville où l'essentiel des effectifs d'Elf (2 200 personnes) se trouvent désormais regroupés au centre technique et scienti-

fique Jean-Feger.

Le pétrolier français est confronté à un double problème :
Il doit faire face au décim du gisement de gaz de Lacq, dont l'arrêt de la production est prévu dans les années 2005-2007, et à une compétition internationale de plus en plus vive dans le domaine des études géotechniques et géophysiques. Sur ce dernier point, « les principaux concurrents an-

coupes drastiques dans leurs rangs et offrent dorénavant des services à coût réduit sur lesquels le groupe français doit nécessairement s'ali-gner», coufie Gilles Rappeneau, directeur général chargé des mé-tiers pétroliers d'Elf Aquitaine Production (EAP).

Tandis que des allègements de personnel se feront progressive-ment dans les prochaînes années, « sans casse sociale et dans un esprit conforme à la culture française » (400 salariés de moins sur 1500 à Lacq d'ici à l'an 2001 et 850 emplois de moins sur 3 200 dans l'activité des métiers pétroliers à Paris et à Pau), la direction du groupe a décidé d'adapter ses

REJET DE LA SCISSION Un plan de redéploiement - re-

baptisé plan de scission par les syndicats - prévoit l'éclatement de la filière pétrolière du groupe EAP en trois sociétés distinctes : les actifs pétroliers et gaziers et le gisement de Lacq seront regrou-pés au sein de la société Elf Aquitaine Production France (EAPF); les activités des bureaux d'études, celles notamment qui apportent leur assistance technique aux filiales à l'étranger, ap-partiendront à une société dé-nommée Elf Exploration glo-saxons d'Elf ont opéré des Production (EEP); enfin, Elf

Aquitaine Gaz (EAG), société récemment créée, couvrira toutes les activités de stockage et de transport de gaz.

Si le projet d'un démembrement est accepté dans son principe, sous certaines conditions, par la CGC, les autres syndicats le rejettent globalement. La CGT, en pointe dans le conflit présent, refuse l'éclatement et suggère, au contraire, le rattachement de la société EAP actuelle aux filiales étrangères au motif que « les études commandées par ces filiales pourraient alimenter le bureau d'étude ». Jean-Yves Lalanne, représentant CGT, souligne que tion, c'est une coupure juridique qui s'accompagne d'une diminu-

tion des effectifs ».
Déjà inquiets à la perspective d'un changement de statut pour certaines catégories de salariés, les syndicats CFDT, FO et CFTC redoutent la disparition de plusieurs centaines d'emplois sur le bassin de Lacq dans les années à venir. Ils sont rejoints par bon nombre de responsables politiques béamais, notamment socialistes, comme le député et maire de Pau, André Labarrère, qui pensent qu'Elf doit sa prospé-rité et son développement à l'exploitation du gisement de Lacq. En avril, la direction a répondu

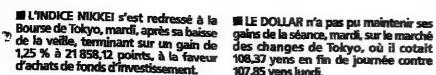
par un certain nombre d'engagements sur le maintien de l'établissement de Pau et le statut du personnel. Dans ce centre, regroupant un nombre important d'ingénieurs et de cadres de haut niveau, la CGC, majoritaire, ne s'associe plus à l'opposition des autres syndicats: « Il vaut mieux trouver des solutions en anticipant une situation qu'en en subissant

DE NOUVEAUX ENGAGEMENTS Plus récemment, la direction a

présenté, une « plate-forme de négociations enrichie » avec de nouveaux engagements sociaux pour l'activité exploration-production. Elle stipule que les réginaes du personnel actuellement en vigueur à EAP seront maintemus au sein des sociétés EET et EAPF pour au moins cinq aus. Elle précise enfin que la région Pau-Lacq sera prise en compte, au moins à parité, avec tous les autres sites possibles, pour les développements du groupe. L'objectif est d'y créer mille emplois sur dix ans dans le groupe et hors du groupe. Les syndicats opposés à tout projet de démantèlement d'EAP devraient se prononcer lors des prochaines étapes de

Jean-Michel Guillot

la négociation.



Prises de bénéfice

à la Bourse de Paris

LA REPRISE enregistrée handi en fin de journée était remise en question, mardi 4 juin, à la Bourse de Paris malgré une bonne tenue du

marché obligataire. En recul de 0,04 % à l'ouverture, l'indice CAC

40 affichait une heure et demie plus

tard une perte de 0,30 %. Aux alen-

tours de 12 h 30, les valeurs fran-

TRIBET

gains de la séance, mardi, sur le marché des changes de Tokyo, où il cotait 108,37 yens en fin de journée contre 107,85 yens kındı.

1

L'OR a ouvert en basse mardi sur le LA BANQUE CENTRALE DE SUEDE a marché international de Hongkong. L'once de métal précieux s'échangeait à 390,45-390,75 dollars contre 391,20-391,50 dollars la veille.

PRINCIPAUX ÉCARTS

Credit Lyomas CI 125

BA25SE5, 121150

G Zanmer (Ly) a

AU REGLEMENT MENSUEL

Cours as 12t, % Var. 9 3046 5256 5171 2150 +15,23 -53,55

131.90 -2.15 -1.45 132.70 -2.16 -64.25

0416 Titres Capitalisation

VALEURS LES PLUS ACTIVES

annoncé mardi sa décision d'abaisser d'un anquieme de point son taux fixe de prise en pension, qui passe de 6,50 % à 6,30 % avec effet immédiat.

■ LE TAUX d'intérêt moyen sur les bons du Trésor américain à trois mois a progressé lundi à 5,09 %, son plus haut niveau depuis le 18 décembre, contre 5,03 % une semaine auparavant.

MILAN

¥

FRANCFORT

1

LONDRES

X

LES PLACES BOURSIÈRES



allemandes seraient intéressées par

l'établissement financier. Des ra-

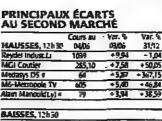
EUROTUNNEL a accéléré, lundi

CAC 40



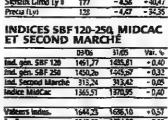




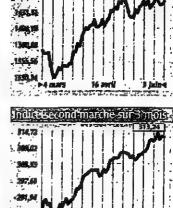


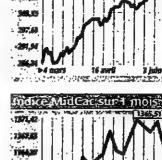
NEW YORK

¥ DOW JONE



1149,96 1147,14 +0,25 1912,92 1892,90 +0,79





es 1122.83 1115.97 +0,52 licres 1049.65 1048.69 +0,09 764,97 788,50 +0,21 anc. 1018,67 1016,53 +0,21 7157,12

chats de vendeurs à découvert ençaises affichaient un retard moyen traînalent des écarts importants de 0,23 % à 2 116,30 points. Le marobligeant l'arrêt momentané des ché était relativement actif avec un chiffre d'affaires de 1,6 milliard de

Eurotunnel, valeur du jour Aux Etats-Unis, où les craintes de reprise de l'inflation perturbent les marchés, les taux à long terme at-3 juin, son mouvement de hausse teignaient 7,01 %. En Espagne et en Suède, les banques centrales ont alspéculative amorcé il y a une semaine après les déclarations de ses légé leurs conditions de crédit mardeux coprésidents sur le plan de resdi matin. En France, se réunit jeudi tructuration financière. Le titre a gale conseil de la Banque de France gné 17,33 % à 8,80 francs avec mais les milieux financiers n'at-11,4 millions de titres échangés.

tendent rien à cette occasion. Du côté des valeurs, le Crédit foncier, en baisse sensible la veille, se reprenait rapidement mardi matin à la suite d'un article de presse selon lequel les caisses d'épargne

Pour expliquer cette hausse, des intervenants font état de spéculations sur un cours de conversion de la dette en actions à 10, voire 12 francs. Patrick Ponsolle, copré-



transactions. Le titre gagnait 15 % à

32,90 francs. Certains analystes es-

timent que l'actif net du CFF, toutes

dettes déduites, s'élève à 50 francs

les actionnaires qui « ne doivent pas

sous-estimer les incertitudes... » qui

continuent à peser sur les négocia-

tions avec les banquiers.

par action.

NEW YORK

Les valeurs du Dow-Jone

Hausse de la Bourse de Tokyo

LA BOURSE de Tokyo a refedt, mardi 4 juin, une partie du chemin perdu la veille. L'indice Nikkei, qui avait abandonné 1,67 %, lundi, a regagné 269,60 points, soit 1,25 %, à 21 858,12 points.

La veille, Wall Street a poursuivi sa correction à la baisse, déprimée par le niveau élevé des taux d'intérêt. L'indice Dow Jones a perdu-18,47 points, soit 0,33 %, à 5 624,71 points. Les actions ont également souffert d'une multiplication des avertissements lancés par les analystes sur l'évolution de nombre croissant d'entre eux estiment que les valeurs boursières sont surévaluées et prédisent une forte correction à la baisse. L'indice Dow Jones a grimpé de plus de 10 % depuis le début de l'année, et l'indice Standard & Poor's 500 pro-

gresse sans interruption depuis sept mois.

sident d'Eurotunnel, a mis en garde

En Europe, la Bourse de Londres a également terminé en baisse, sous l'influence des pertes de Wall Street. L'indice Footsie a perdu 8.6 points, soit 0,2%, à 3 739.2 points. La Bourse de Francfort n'était pas mieux orientée; l'indice DAX s'est inscrit en clôture en repli de 0,39 % à 2 532,83 points.

INDICES MONDIAUX

		COULD SEE	COM2 35	ASI.
		09/06	31/05	an 5
•	Paris CAC 40	2110.06	2108.44	+0,06
•	New-York/D) Indus.	5641.35	\$493,81	-0.52
	Oryo/Nikbe	21956,20	2148640	+0,32
	Londres/FT100	3747,80	-3746,70	+0,03
	Franciurt/Dax 30	2542,80	250,31	+0,61
	Frankfort/Conviter.	895,59	201,72	+0,43
	Bruxelles/8el 20	2063,83	2049.26	+0,71
	Procedes/Cénéral	1753,40	1740月	+0,71
	Milan/MIB 30	1006	1007	-0,10
	Amsterdam/Ca. On	383,90	380,50	+0,51
	Madrid/Ibex 35	360,72	. 361,71	-0,27
	Stockholm/Affarsal	1545,35		-
	Londres F130	2790,30	2790,50	-0,01
	Hong Kong/Hang \$.	11354,70	11157,10	+0,9
	Singapour/Strait L	2332,91	2332,91	
_		_		_

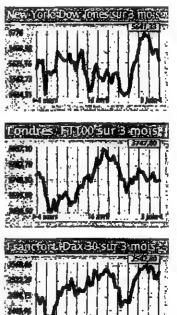
Chevian Corp.	37,12	90,37
Coca-Cola Co	46,25	46,75
Disney Corp.	60,25	61,25
Du Pont Nemours&Co	81,37	81,12
Eastman Kodak Co	73,62	75,37
Elozofi Corp.	84,12	86,62
Gért. Motors Corp.H	55,50	55
Gen. Electric Co	82.87	83
Goodyear T & Rubbe	49,57	50,62
JBM	105,25	107,12
lati Paper	39.57	40,25
J.P. Morgan Co	86,87	87.50
Mc Don Dougl	50,37	100,12
Merck & Co.Inc.	64,75	65
Minnesota Mng.&Mfg	68,37	68,87
Philip Moris	99,12	100,75
Procter & Gamble C	87,75	88,87
Sears Roebuck & Co	50,37	50,87
Teraco	89	85
Union Carb.	43	42,57
Utd Technol	108,87	108,87
Westingh. Electric	18,37	18,25
Moolworth	20,87	20,62
ORK NEW YORK FRANC		ANCFORT
JELL CHIEFF TLIKE HYANK	RUKIT JIMG	ANE PLEC

		LONDRES Sélection de valeur	s du ET 10	00
_	31/05	SCIENCE I TORON		
5		Allies Comme	03406	31/0
2	62,62	Allied Lyons	4,84	4,8
/	46,12	Bardays Bank	7,51	7,5
-	35,62	8.A.T. industries	5,19	5,1
5	63	British Aerospace	8,89	8,8 5,6 1,8 5,5 3,4 2,7
7	12,62	British Airveys	5,60	5,5
7	85,75	British Gas	1,90	1,8
7	66,37	British Petroleum	5,55 3,55	5,5
2	60,37	British Telecom	3,55	3,4
5	46,75	8.T.R.	2,81	2,7
5	61,25	Cadbury Schweppes	4,83	4,8
7	61,25 81,12 75,37	Eurotunnel	0,94	0,9
2	75,37	Forte	3,70 8,41	3.5
2	86,62	Claso	8,41	8.4
Ô	55	Grand Metropolitan	4.35	4,4
2 5 7 2 2 7 7 7	83	Guinness	4,35 4,65	4.6
7	50,62	Hanson Pic	1,57	13
5	107,12	Great Ic	6,79	6.6
7	40,25	H.S.B.C.	9,79	9.7
7	87.50	Imperial Chemical	8,53	8.4
7	100,12	Legal	7,06	7.0
5	65	Marks and Spencer	4.62	45
7	68,87	National Westminst	6.23	6.2
5 7 2 5 7	100,75	Penmsular Orienta	6,23 5,23 7,50	5.7
₹	88,87	Reuters	7.50	75
7	50,87	Saatchi and Saatch	1.22	1 14
-	85	Shell Transport	1,22 9,18	0.74
-	42,57	Smithkline Beachara	6,42	4,8 0,9 3,5 8,4 4,4 4,8 7,8 6,8 6,8 7,0 4,5 6,2 5,2 7,5 1,1 1,1 9,2 8,4
7	108,87	Tate and Lyle	4,55	4,5
7	18,25	Univeler Ltd	12	12,0
7	20,62	Zeneca	13,71	13,8
_	20,02	Z-BI-FELZE	13,71	13,5



US/F

¥



3,3476

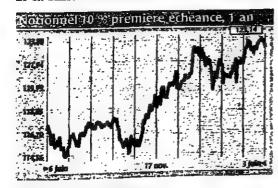
¥

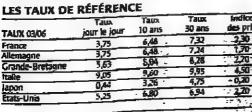
LES TAUX

130	MARKET F	4	الهديد الري		CONTROL OF	20,	01 2010
•	PARIS Jour le jour		PARIS A OAT 10 ans	NEW YORK	NEW YORK Nonds 10 ans	FRANCFORT A Jour le jour	FRANCFOI Munds 10 au

Reprise du Matif LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif qui sert à mesurer la performance des emprunts d'Etat français a ouvert en hausse, mardi 4 juin. L'échéance juin gagnait 18 centièmes à 123.40 après quelques minutes de tran-

sactions. Lundi, le Matif avait terminé la séance en légère baisse. Le contrat notionnel échéance juin avait terminé en baisse de 10 centièmes à 123,22. Au comptant,





DE PARIS		Tarre	Indice
TAUX DE RENDEMENT	Talo. au 05/06	Taux au 31/05	(base 100 fin
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	100,95	100,94	
ronds d'Etat 5 à 7 ars	101,77	101,55	NC
Fonds d'Etat 7 a 10 ans	101,72	707,69	NC
Fonds d'État 10 à 15 ans	101,82	102,10 '	NC
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	100,89	101,28	NC NC

l'écart entre l'OAT 10 ans française et son homologue allemand était nui, les deux taux s'inscrivant à 6,50 %. Sur le court terme, le contrat Pibor juin avait terminé à 95,96. Sur le marché monétaire, le taux au jour le jour n'a pas varié, à 3,75 %. La Banque de France a laissé ses taux directeurs inchangés lors de son appel d'offres. Les analystes n'anticipent pas de baisse de taux lors de la réunion du Conseil de la politique monétaire.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bencaire 6,75 %)

6 mols		3,87.	3,99	. 3,81	3,93
1 an		4.	4,12	3,95	4,07
PIBOR FRANCS					
Pibor Francs 1 me	xis	3,8750		3,6750	
Pibor Francs 3 mo	oks	-3, 937 5 ·	about	3,9375	
Pibor Francs 6 mg	JUS	3,9727	-	.3,9727	
Pibor Francs 9 me	Dis	4,0234	Whet	4,0234	
Pibor Francs 12 s	1015	4,1016		4,1016	
PIBOR ECU					
Filtran Ecu motis		4,4219		4,4219	-
Pibor Ecu é mais		4,4010		4,4010	
Pibor Ecu 12 mod	5	4,4896	- Command	4,4896	
BEATTE					
MATIF		demler	plus	plus	premier
MATIF Échéances 03/06	volume	demier prix	plus haut	plus bas	premier prix
-		prix	haut	bas	prix
Échéances 03/06					125,22
Échéances 03/06 NOTIONAEL 10 1 Juin 96	•	prix	haut	bas	125,22 121,74
Échéances 03/06	85670	22,74	123,24	- 123,08	125,22
Échéances 03/06 NOTIONNEL 70 9 Juin 96 Sept. 96	85670 19624	129,74 . 121,62	123,24 121,74	- 123,06 121,60	125,22 121,74
Echéances 03/06 NOTIONNEL 10 9 Juin 96 Sept. 96 Dec. 96	85670 19624	129,74 . 121,62	123,24 121,74	- 123,06 121,60 128,40	125,22 121,74 120,54 120,64
Échéances 03/06 NOTIONNIEL 10 9 Juin 96 Sept. 96 Dec. 96 Mars 97	85670 19624	129,74 . 121,62	123,24 121,74	123,08 121,60 128,40	125,22 121,74 120,54 120,44
Echéances 03/06 NOTIONNEL 10 1 Juin 96 Sept. 96 Dec. 96 Mars 97 PUBOR 1 MOU	85670 19624 583	123,14 121,62 120,40	123,24 121,74 120,50	-123,0% 121,60 126,40 75,94	125,22 121,74 120,54 120,64
Echéances 03/06 NOTIONNEL TO 1 Juin 96 Sept. 96 Dec. 96 Mars 97 PUBOR 3 MOIS	85670 19624 583	123,14 121,62 120,40	123.24 121,74 120,50 — 95,97	123,08 121,60 128,40	125,22 121,74 120,54 120,44

		25.50					
CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40							
Échéances 03/06	volume	dernier priz	plus haux	plus bas	pressier prix		
Juin %	11150	2085	2104	2062	2700		
Juliet %	242	2081.50	2099	2000,50	2077		
Aoùt %	44		_	-			
5 DZ	1463	2000 100	2214	7004 68	2011 50		

ECU LONG TERME

Stabilité du dollar

LES MONNAIES

LE DEUTSCHEMARK perdait quelques fractions à 3,3856 francs mardí au cours des premiers échanges entre banques. En revanche le dollar variait peu à 5,1749 francs et 1,5285 deutschemark.

La veille, la devise américaine avait regagné un peu de terrain après plusieurs séances de consolidation sur le marché des changes parisien, le franc ne variant quasiment pas face au deutschemark. En fin de jour-

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS cours BDF 05/06 % 31/05 Achaix Belgique (100 F) Pays-Bas (100 fl) Italie (1000 lir.) 0.11: 7.5500 née, le billet vert valait 5,1790 francs et 1,5285 deutschemark contre 5,1620 francs et 1,5240 deutschemark à la veille du week-end. Le franc français s'inscrivait à 3,3870 francs contre le mark.

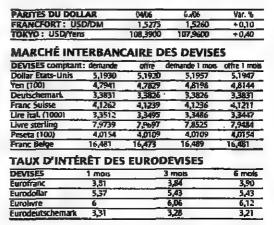
US/¥

7

US/DM

7

Le marché est resté assez calme, les opérateurs attendant toute une série d'indices économique: allemands et américains cette semaine et en particulier les chiffres de l'emploi aux Etats-Unis vendredi.



L'OR

	טאבע נושעט	כטקוכ צופטט
Or fin (k. barre)	65000	64800
Or fin (en lingot)	65400	65050
Once d'Or Londres	390,55	390,70
Pièce française(20f)	374	_372
Pièce suisse (2(f)	374	371
Piece Union lat(20f)	376	374
Piece 30 dollars us	2740	2610
Pièce 10 dollars us	1330	1330
Pièce 50 pesus mex.	2430	2415

	TRAILE	
LE PE	TROLE	
En dollars .	cours 03/06	cours 3

Dow-Jones comptant	209,54	211,84
Dow-Jones à terme	357,99	360,24
CRB	252,59	252,21
MÉTAUX (Londres)		ltars/tonu
Cuivre comptant	2544	2544
Cuivre à 3 mois	2446	244b
Aluminium comptant	1558,50	1558,50
Aluminium à 3 mois	1588	1588
Plomb comptant	828	828
Plomb a 3 mois	830	330
Etwin comptaint	6240	6240
Etain à 3 mois	6260	6260
Zinc comptant	1016,50	1016,50
Zinc a 3 mnis	1042	1042
Nickel comptant	7885	7885
Nickel a 3 mols	7980	7980

				-	
LES MA	TE	KES PI	REMIERES	>	
INDICES			METAUX (New-York)	\$/one
	03/06	31/05	Argent à terme	5,31	5,31
Dow-Jones comptant	209,54	211,84	Platine à terme		
Dow-Jones à terme	357,99	360,24	Palladium	132,50	132,50
CRB	252,59	252,25	GRAINES, DENREES	(Chicago)	S/boissear
			Ble (Chicago)	ь,03	6,03
MÉTAUX (Londres)	- 1	ollars/tonne	Mais (Chicago)	5,24	5,24
Cuivre comptant	2544	2544	Grain, sola (Chicago)	8,02	8,02
Cuivre à 3 mois	2446	244b	Tourt. soja (Chicago)	247	247
Aluminium comptant	1558,50	1558,50	GRAINES, DENREES	(Londres)	Stonn
Aluminium à 3 mois	1588	1588	P. de terre (Londres)	_	
Plomb comptant	828	828 .	Orge (Londres)	710	110
Plomb a 3 mois	830	330	SOFTS		S/tonn
Etwin comptaint	6240	6240	Cacao (New-York)		
Etain 1 3 mois	6260	6260	Café (Londres)	1885	1885
Zinc comptant	1016,50	1016,50	Sucre blanc (Paris)		
Zinc a 3 mois	1042	1042	OLEAGINEUX, AGRU	MES	cents/tonn
Nickel comptant	7885	7885	Coton (New-York)		
Nickel a 3 mols	7980	7980	Jus d'orange (New-Yo	rk)	 -

18 1 - 20 T

42.0

1.

1,14 200 1 - 12

ा हुई

. . . .

410-5-6

المستخدمين

18 / LE MONDE / MERCREDI 5 JUIN 1996 •	FINANCES ET MARCHÉS
CAC 40 Cred. Fon. For. According to the part of t	Col.
COMPTANT Une sélection Cours relevés à 12 h 30 MARDI 4 JUIN OBLIGATIONS du nom. du coupon OAT 8,978.79 p. 90 CEPME 9% 89-97 CA. 104,17 7,96 e OAT 8,978.79 p. 90 CEPME 9% 89-97 CA. 104,17 7,96 e OAT 8,978.79 p. 90 CEPME 9% 89-97 CA. 104,17 7,96 e OAT 8,978.79 p. 90 CEPME 9% 89-97 CA. 104,17 7,96 e OAT 8,978.79 p. 90 CEPME 9% 89-97 CA. 104,17 7,96 e OAT 8,978.79 p. 90 CEPME 9% 89-97 CA. 118,77 3,260 CEPME 9% 99-96 CB. 118,77 3,260 CEPME 9% 99-96 CB. 118,75 2,277 e OAT 8,578.79 p. 19 CEP 10% 89-88 CA. 109,90 6,257 9 SNCF 8,8% 87-94 CA. 1909. Emp. 25.79 0,044 CLF 98-89-97 CA. 106,77 3,123 e OAT 8,978.79 CA. 111,99 0,244 CLF 98-89-97 CA. 106,77 3,123 e OAT 8,978.79 CA. 111,99 0,244 CLF 98-89-97 CA. 106,77 3,123 e OAT 8,978.79 CA. 110,67 3,123 e OAT 8,978.79 CA. 110,68 2,259 f DEP 8,6% 88-85 CM. 100,60 116,65 2,579 f DEP 8,6% 88-85 CM. 100,60 116,65 2,579 f DEP 8,6% 88-85 CM. 100,90 116,64 2,770 TRINGER 99-90 F DEP 8,6% 88-85 CM. 100,90 116,64 2,770 TRINGER 99-90 F DEP 8,6% 88-85 CM. 100,90 116,64 2,770 TRINGER 99-90 F DEP 8,6% 88-85 CM. 100,90 116,64 2,770 TRINGER 99-90 F DEP 8,6% 88-85 CM. 100,90 116,64 2,770 TRINGER 99-90 F DEP 8,6% 88-85 CM. 100,90 116,64 2,770 TRINGER 99-90 F DEP 8,6% 88-85 CM. 100,90 116,64 2,770 TRINGER 99-90 F DEP 8,6% 88-85 CM. 100,90 116,64 2,770 TRINGER 99-90 F DEP 8,6% 88-85 CM. 100,90 116,64 2,770 TRINGER 99-90 F DEP 8,6% 99-90 F	112,86 3,102 d ACTIONS
CECEP CECP	177 279 Cel 2000 64 84,00 Point Boy & 101.40 101.50
SICAV et FCP Une sélection Cours de clôture le 3 juin VALFURS Émission Rachat net net rais incl. Agipi Ambition (Ava) 121,94 116,13 BANQUE POPULAIRE Livret Bourse finv. D. Li Livret Bourse finv. D. Patrimoine Retraite C. Sicav Associations C. Sicav Associations C. Arbitr. Sécurité. 9026,72 8937.35 BNP Antigone Trèsonerie 19726,94 1779.92 Antigone Trèsonerie 19726,94 1779.93 Antigone Trèsonerie 19726,94 1779.93 Antigone Trèsonerie 19726,94 1779.93 Antigone Trèsonerie 19726,96 1779.93 Antigone Trèsonerie 19726,97 1779.93 Antigone Trèsonerie 19726,	89305.58

Ariane-5 00

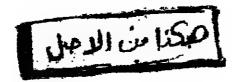
477

Enrope se bat su

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

To a material of

and the state of t



AUJOURD'HUI

ESPACE Le nouveau lanceur • LES AMÉRICAINS, échaudés par cé mardi 4 juin, va affronter un marché largement dominé par l'Europe, mais où la concurrence s'organise.

lourd européen, qui devait être lanpréparent deux nouvelles fusées. Ils aident aussi les Russes à commercialiser leur Proton, tandis que les Ja-

ponais, les Indiens et les Chinois af-fûtent leurs propres lanceurs. ● LES d'un marché où vont se côtoyer des engins de taille très variable. ● LES SATELLITES à lancer seront nombreux dans les années à venir, mais il est difficile de prévoir l'évolution

engins de taille très variable. • LES INDUSTRIELS qui fabriquent Ariane abordent cette compétition en ser-

résister à la concurrence. • LE DI-RECTEUR GÉNÉRAL d'Arianespace expose au « Monde » la stratégie qu'il compte mettre en œuvre pour

Ariane-5 doit se positionner sur le marché des lanceurs

Les industriels fabriquant le lanceur européen doivent serrer leurs prix le plus possible pour faire face à une concurrence qui s'annonce d'autant plus redoutable que l'évolution des satellites est difficile à prévoir

LE PREMIER exemplaire d'Ariane-5 n'avait pas décoilé de Kourou que, déjà, les industriels faisaient leurs comptes, traquant les économies à grands coups de calculette. Leur hâte n'était pas feinte: c'est très exactement ce qu'ils avaient dû faire avec Ariane-4 pour qu'Arianespace, la société chargée de commercialiser le lanceur européen et dans laquelle beaucoup ont des parts, parvienne à conquérir le marché mondial des services civils de lan-

Certes, l'Europe, qui s'apprête à lancer sa quatre-vingt-septième Ariane, a largement profité des erreurs américaines. Longtemps, en effet, la NASA a cru que la navette américaine serait un moyen de transport spatial à tout faire bon marché. L'histoire a montré qu'elle avait tort et que, loin d'offrir de substantielles réductions de prix, la

navette cofitait fort cher: entre 375 et 500 milions de dollars, soit le prix de quatre ou cinq Ariane-4. Mais, en sept ans de domination d'Ariane-4, la concurrence a bien compris la leçon. Arianespace ne fait plus son marché aussi facile-

TE CLIENT A LE CHOOK

Désormais, le client a le choix. D'un côté, les Etats-Unis proposent au prix du marché le Delta de McDonnell Douglas et l'Atlas de Lockheed-Martin, sans offrir toutefois les performances d'Ariane-5. De l'autre, les lanceurs russes, à la fiabilité reconnue, se vendent à bas prix avec l'aide d'entremetteurs américains. Le puissant, mais compliqué Proton, est de ceux-là.

Et ce n'est probablement qu'un début. « On murmure que les Américains de Lockheed-Martin seraient prêts à développer une version plus performante du Proton qui offrirait aux satellites un diamètre de coiffe analogue à celui d'Ariane-5 », fait remarquer François Calaque, directeur du transport spatial à Aerospatiale.

Le Longue-Marche chinois, proposé à des tarifs très inférieurs au prix du marché, a pu séduire. Mais il semble qu'après plusieurs échecs -dont m, récent, aurait fait de nombreuses victimes - la clientèle hésite à s'embarquer sur cet engin, qui, selon certains, tient plus « de la machine d'artillerie que du lanceur spatial ». En revanche, avertit François Calaque, « les Russes ont encore des moyens de production, les Indiens sont prêts à prendre pied sur le marché et les Japonais, conscients du coût trop élevé de leur lanceur H-2, ont décidé de faire des efforts colossaux pour le rendre économiquement plus compétitif ».

Quant aux Américains, qui ont passé, via les firmes Aerojet et Pratt & Witney, de nombreux accords pour acquérir des technologies de propulsion développées par l'ex-Union soviétique, ils n'ont millement baissé les bras. Aidé par les contrats protégés de leur administration soucieuse d'améliorer les performances des lanceurs en service (deux milliards de dollars sur huit ans), McDonnell Douglas peaufine une toute nouvelle Delta-IV, tandis que Loockeed-Martin met la dernière main à une Atlas-2AR très simplifiée. La encore, Ariane-5 a fait école.

Etre reconnu ne suffit pas. Tout se joue sur le tapis vert des contrats. Une offre trop chère, et le client déserte. Arianespace et les industriels qui l'accompagnent l'out bien compris. Dès juin 1995,

soit un an avant le premier tir de qualification d'Ariane-5, un premier contrat de 12 milliards de francs pour la fourniture de quatorze lanceurs a été passé par Arianespace. De quoi lancer les chaînes de fabrication des industriels, qui sont dimensionnées pour produire buit lanceurs par an. L'usine de production des propulseurs à poudre de Guyane devra, en revanche, investir pour faire passer sa cadence de 10 à 12 « boosters » par an, mais ce rythme ne devrait pas être atteint avant l'an 2000. Parallèlement, les industriels ont entrepris, en concertation avec Arianespace, de serrer tous les budgets. Non contents d'avoir accepté en 1987, à La Haye, de proposer Ariane-5 à un prix inférieur de 10 % à celui de la plus puissante des Ariane-4, ils ont consenti de nouvelles réductions lors de la commande des quatorze lanceurs

« En 1994, se souvient Serge Petit, directeur du programme Ariane-5 à Aerospatiale, Arianespace s'étalt aperçus que les coûts seraient trop élevés. Comme tous les industriels nous avons fait des efforts et accepté, pour notre part, des réductions de coûts de 15 %, »

Pour la prochaine commande de lanceurs qu'Arianespace fera en 1997 et qui, selon son PDG. Charles Blgot, ne devrait pas etre inférieure à cinquante exemplaires, de nouveaux efforts devront être consentis. « Peut-être de l'ordre de 20 % », avance Serge Petit. L'expérience d'Ariane-4, rappelle-t-îl, a montré qu'entre la commande des premiers exemplaires, en 1988, et les demiers tirs, au début de cette année, les coûts de production du lanceur ont dimi-

J.-F. A.

De nombreux concurrents etrangers MISE EN SERVICE 1967 EN ORBITE BASSE (LEO) >> 7.700 6 900 lb 18 000 lb 20 900 la 3 230 kg MASSE AU DÉCOLLAGE

Un projet avec les Russes

Parmi les projets étudiés par les industriels européens et Arianespace pour aborder très vite le marché des petits satellites, on parle d'une alliance, qui pourrait être signée avec Boris Eltsine à la veille des élections russes, pour utiliser le fameux lanceur russe Soyouz avec un étage européen. « Cette fusée. conçue dans le même esprit qu'Ariane 5, avec la flabilité des vols habités, a effectué 1 600 missions. Ce sera un bon complément pour le lanceur européen ». estime un expert. L'agence spatiale russe RKA, le centre de Samara qui fabrique Sovouz. Aerospatiale et Arianespace pourraient le promouvoir à parur de 1998 a un 35 millions de dollars.

Satellites : l'Europe se bat sur un petit créneau

LES CHIFFRES ne doivent pas mentir. Arianespace annonce un carnet de commandes de quarante-cinq satellites à lancer, pour 18.6 milliards de francs, et s'affirme comme le leader mondial des services de lancement de satellites commerciaux. Les montants sont impressionnants. Mais, à y bien regarder, la société européenne « ferraille » dur pour remplir les coiffes de la petite douzaine de fusées qu'elle lance chaque année.

Pour 1995 - missions civiles, gouvernementales et militaires mélées -, 80 lanceurs ont été tirés dans le monde: 33 en Russie, 30 aux Etats-Unis, 3 en Chine, 2 au)apon, 1 en Israël et 11 Ariane en Europe. Sur ce total, le nombre des tirs commerciaux ne s'est élevé l'an dernier qu'à vingt-quatre. C'est dire si l'Europe se bat sur un tout petit créneau.

Selon Arianespace, 73 satellites ont été mis en orbite l'an dernier, parmi lesquels 47 étaient affectés à des missions militaires ou stratégiques d'observation, d'écoute, de détection ou de communication. Sur les 26 qui restent, 12 l'ont été par Ariane, 9 par ses concurrents américains (7 pour Atlas et 2 pour Delta). Combien seront-ils dans les années à venir? Les experts sont divisés

Mary Mary and a second second

19 31

. .

-

....

La société européenne qui commercialise Ariane fait preuve d'un optimisme qu'elle n'avait pas il y a peu encore, envisageant même de tirer en l'an 2000 sept ou huit exemplaires par an de la fusée Ariane-5 spécialisée dans le lancement des gros satellites par paire. Arianespace estime aujourd'hui qu'il y aura de 200 à 240 satellites à lancer dans les huit prochaines années. Sur ce nombre, 9 % assureront des missions scientifiques, 11 % observeront la Terre et feront de la météorologie et le reste, soit tiables des télécommunications.

spatiale, ces dernières ont beau-

coup évolué. Le téléphone, qui était hier leur domaine de référence, n'occupe que 30 % de la capacité des satellites de « télécoms ». Le reste est consacré à la transmission des données informatiques (10 %) et à la vidéo (60 %). Une tendance que l'avènement du multimédia ne fera qu'ac-

Le téléphone n'occupe plus que 30 % de la capacité des satellites de « télécoms », les données informatiques 10 %, la vidéo 60 %. Une tendance que l'avènement du multimédia ne fera qu'accentuer

« C'est le règne des télécommunications sans frontières, constate Patrice Larcher, reponsable marketing à Arianespace. On assiste à des changements très rapides, parfois difficiles à suivre. Avant, tant en Europe qu'aux Etats-Unis, les opérateurs étaient nombreux. Aujourd'hui, avec les concentrations et le retrait des systèmes gouvernementaux, ils se comptent sur les doigts de la main. En Asie, en revanche, c'est encore le foisonnement. »

La conséquence de ces soubresauts, c'est d'abord une demande 80 %, couvrira les besoins insa-, pour des satelfites plus gros. « Plus triels européens pour faire face à on offre de place sur nos lanceurs, ce nouveau marché. Depuis les débuts de la conquête plus on offre de masse pour la charge utile, et plus le client en

prend à son aise », souligne Patrice Larcher. Un constat que confirme François Calaque, directeur du transport spatial à Aerospatiale. « Au début, dit-IL, les gens n'étaient pas conscients que les satellites al-laient grossir. Beaucoup disaient qu'avec la miniaturisation des composants on allatt revenir à des charges utiles plus modestes. En fait, ce que les opérateurs de satellites veulent, c'est mettre le plus de répé-

teurs possibles sur leur engin. » Un répéteur rapporte de 3 à 4 millions de dollars par an. Un satellite dure une quinzaine d'années. Et l'arrivée du numérique dans l'audiovisuel permet de faire passer au moins quatre chaînes télé – peut-être six bientôt – sur un répéteur qui, précédemment, n'acceptait qu'une seule chaîne. Dans ces conditions, les comptes sont

faciles à faire. Les télécommunications vont triompher et, avec elles, les gros satellites. Alors que, en 1990, 90 % de ces demiers pesaient moins de 2 400 kilos, Arianespace estime qu'en l'an 2000 ils devraient dépasser cette masse dans leur quasi-totalité et même atteindre 3 000, voire 3 500 kilos, masse idéale pour Ariane-5 lorsque, en 2003, elle aura accru ses capacités d'emport de 1 400 kilos grâce aux vertus du programme de 6,74 milliards de francs « Ariane-5 évolution ».

Restent les constellations de petits satellites d'une tonne et moins, croisant à quelques centaines de kilomètres de la Terre et non plus sur orbite géostationnaire, à 36 000 km d'altitude. Ces projets de réseaux de satellites, nombreux, ont non Globalstar, Indium Odyssey ou encore Telesic, le projet fou de Bill Gates, avec plus de huit cents engins.

Ils échappent à la trop puissante Ariane-5. Arianespace étudie d'autres solutions avec les indus-

Francis Avanzi, directeur général d'Arianespace « Ariane-5 est fiable, confortable et flexible »

FRANCIS AVANZI, qui a pris, il y a quelques mois, les fonctions de directeur général d'Arianespace. aux côtés du PDG Charles Bigot, expose, dans un entretien au Monde, les atouts du nouveau lanceur lourd européen dont sa société devrait assurer la commercialisation à partir de 1997.

« Quels sont les atouts de ce lanceur lourd dans un marché dont la concurrence s'organise? - Ariane-5 est capable d'emporter en orbite géostationnaire (celle

des satellites de télécommunications, qui représentent 80 % du marché) 6,9 tonnes en lancement simple et 5,97 tonnes en lancement double. Nous pouvons donc lancer deux satellites de trois tonnes ou un seul très gros. Et, dans ce dernier cas, la coiffe d'Ariane-5 permet d'offrir un volume très important : 5,40 mètres de diametre et de 12 à 17 mètres de hauteur. Dans ces dimensions, nous sommes seuls sur le marché. Ce système de lancements doubles nous permet, par ailleurs, une gestion très flexible de notre carnet de commandes.

» De plus, Ariane n'est que le maillon de tout un système de lancement qui s'est amélioré avec l'expérience d'Ariane-4. Kourou est aujourd'hui la base de lancement la plus moderne au monde. Nos équipes y travaillent en intégration complète avec celles du client ; ce demier est au courant du moindre détail technique. Ce souci de transparence, salué en particulier par les assureurs, est unique dans notre profession.

- Comment peut-on être « fiexible » en n'effectuant que trols ou quatre tirs par an?

- Le calendrier prévoit, après les deux vois de 1996, trois tirs en 1997, quatre en 1998 et cinq ou six en J.-F. A. la demande et parer aux éventuels les problèmes techniques qu'ils



problèmes techniques des débuts, nous continuerons à exploiter

Ariane-4 jusqu'à l'automne 1999. » Nous avons donc commandé 10 Ariane-4 supplémentaires en plus de la première série de 14 Ariane-5. Pour la seconde série, après 2000, nous avons demandé aux industriels de réduire à vingtquatre mois leur cycle de fabrication, qui est actuellement de quarante-six mois. Cela nous rapprochera du cycle de fabrication des satellites, qui est tombé à dix-huit

- Comment comptez-vous ré-

sister aux prix de dumping de certains de vos concurrents? - Nos concurrents américains déjà établis, comme les lanceurs Delta ou Atlas 2AS, pratiquent des tarifs équivalant aux nôtres. Ceux qui cherchent à s'établir, comme l'Atlas 2AR ou le Delat-3, qui doivent sortir en 1998-1999. vendent actuellement à des prix de pénétration, mais cela ne durera pas : ils n'ont aucun intérêt à casser le marché. La firme américaine qui commercialise la fusée russe Proton est dans le même cas : ses rabais par rapport à Ariane ne sont pas extraordinaires et sont compensés par les inconvénients 1999. A partir de 2000, nous espé- du lanceur. Enfin, si les Chinois afrons effectuer sept ou huit tirs par fichent des prix inférieurs de 30 % an. Parallèlement, pour faire face à aux nôtres, on sait aujourd'hui que

rencontrent, et qui ne sont pas liés seulement à leur fusée, ne seront

pas régiés en quelques mois. » Pour notre part, nous alignons des avantages, qui se traduisent en dollars. La fiabilité exceptionnelle d'Ariane-5 nous permet de proposer à nos clients un relancement gratuit en cas d'échec. Ce qui leur permet d'économiser, en assurance, de 8 % à 10 % du coût d'acquisition du lanceur. Par ailleurs, la précision de la mise en orbite depuis Kourou leur fait gagner un an sur la durée de vie de leur satellite, ce qui représente 10 % de sa valeur.

- Ne pensez-vous pas que les satellites les plus petits vont échapper à ce lanceur trop puissant pour eux?

 En dépit des apparences, Ariane-5 constitue, à lui seul, une famille de lanceurs qui permet, grace au système de l'ancements multiples, de mettre sur orbite aussi bien des petits satellites que des gros. Pour passer de l'un à l'autre, il suffit de changer la coiffe. Le programme Ariane-5 évolution, signé à Toulouse en novembre 1995, portera sa capacité à 7,4 tonnes en lancement double à partir de 2003. Dans un deuxième temps, un programme complémentaire, dit « Ariane-5 évolution plus », qui reste à décider, le dotera d'un étage supérieur évolué. Il deviendra alors capable de mettre en orbite une vingtaine de petits satellites en un seul lancement, par exemple, et renforcera notre position de transporteur spatial quasi universel.

 D'autres projets sont à l'étude, avec nos partenaires industriels européens. Pour l'avenir, il n'est pas interdit d'envisager la construction d'un petit et d'un moyen lanceur, dans le cadre d'une coopération in-

> Propos recueillis par Jean-François Augereau et Jean-Paul Dufour

Thomas Muster est expulsé de ses terres par Michael Stich

L'Allemand a créé la surprise en éliminant l'Autrichien, tenant du titre, en quatre sets. En quarts de finale, il rencontrera le Français Cédric Pioline, qui a dominé le Chilien Marcelo Rios

bottu sur dur et sur terre bottue », a dit

Stich. « J'en tremble déjà », a rétorqué

Thomas Muster. Derrière, queiques

sourires et du bagout. Les deux

hommes s'estiment beaucoup mais

adorent revendiquer leurs victoires

de finale par l'Allemand Michael Stich

ses perfor-

mances sur

terre battue

longs mois de

cence dus à

une rupture

de ligaments

convales-

après

L'HISTOIRE raconte que Michael

Stich ne voulait pas disputer les Inter-

nationaux de France 1996. Cette his-

toire est vraie. Un mois avant de venir

à Paris, l'Aliemand, démoralisé par

de la cheville, hésita à venir se hasar-

C'est son entraîneur, Sven Groen-

veld, ancien coach de Mary Pierce,

qui l'a convaincu de venir se trotter, à

nouveau, à un tournoi du Grand Chelem. Depuis sa demi-finale, en

1991, Michael n'y a pas été brillant,

empêché par son trop preste jeu de

service-volée ou bien par des soucis

qui lui ont miné le moral. Cette fols,

Michael a écouté Sven. A vingt-sept

ans, il a fait taire sa fierté. Il est venu à

Roland-Garros en toute quiétude. En

passant discrètement des tours, il

s'est forgé un moral tranquillement,

loin du tapage et des angoisses qui

ont etreint Pete Sampras, Thomas

Muster, André Agassi ou les joueurs

il partait un peu rassuré, puisque

francais.

der sur la surface lente : « Je ne voulois

pas me ridiculiser », dit-il.

qui a fait bonne impression en dominant nettement le Chilien Marcelo Rios en trois sets. L'autre quart de finale du bas du ta-Chelem, empêche les meilleurs de se frotter trop tôt aux meilleurs. Il y avait le forfait de Boris Becker aussi, son compatriote aîné, et toujours de-

vant lui dans les cœurs ou dans le

classement. Placé dans le dernier

quart du tableau, appelé à rencontrer

Thomas Muster en huitième de fi-

nale, Michael, comme tout bon

Joueur qui se respecte, a pris les

choses match par match, en se sou-

(nº 16) en quatre sets. Celui-ci retrouvera en bleau opposera l'Allemand Bernd Karbaquarts de finale le Français Cédric Pioline, cher au Suisse Marc Rosset. Le premier, 56º joueur mondial, a causé l'autre sensation de la journée en éliminant le Croate

second, tête de série nº 15, n'a laissé aufaisait ses adieux à Roland-Garros, en le

sa cheville, anciennement blessée, et avant de gagner à Wimbledon, en de rencontrer Thomas Muster. « Moi 1991. Michael Stich s'est imposé, penqui ne m'attendais à rien dans ce tourdant deux ans, comme un grand noi! », a ri Michael. Leurs échanges joueur de toutes les surfaces, fouont d'abord été verbaux. « Je l'ui déjà droyant sur dur et obstiné sur terre

> Lundi 3 jula, avant le énième match d'adieu de Stefan Edberg à Roland-Garros, Michael Stich fourbit ses chances. S'il apparaît intimidé au premier set face au maître des lieux, perdant son service et se sentant dépassé dans les échanges du fond du court, il se prend à exulter dans la deuxième manche. Pourquoi maintenant? Michael n'a plus peur, ni de Muster ni de rien. Il se fiche d'être ridicule. Il contient les longs échanges et fait mieux en déchiffrant les revers du gaucher autrichien. Il accepte de monter à la voiée au prix de risques mesurés ou bien se brûle le coup droft face aux passing-shots, pour mieux les interceptes.

battue. Il a terminé l'année 1993 en

deuxième joueur mondial derrière

BLOC DE CONCENTRATION Au troisième set, le rythme venu, le tennis de Stich est rassuré. Il en devient élégant dans sa façon de tout moniter, notamment dans cette variation de son coup droit. Porté par son premier service, celui-ci cingle une voiée. Derrière le deuxième service, malicieux d'efficacité, poussé jusqu'au demier centimètre avant la

assez souple pour dégoûter la constance de Thomas Muster.

Le quatrième set sera aussi d'che. Stich, bloc de concentration, tente tout pour ne pas échouer au cinquième et transformer le match en terrain conquis pour le costand Thomas Muster. La fin est âpre, brutale et magnifique. Michael Stich cueille la balle pourtant si dure, très tôt derrière le rebond. On râle et peste, on souffre, L'Allemand cède son service. Il s'arrache des efforts volontaires pour revenir et pour gagner. Dans la fatigue, son service est majestueux comme sa confiance. Il annihile les dernières forces de Thomas Muster dans une pluie de passing-shots ou d'aces. Il y a une amortie ou ce retour qui laissent Thomas pétrifié. « Je m'étais juré de ne pas reculer sur ses coups pour ne pas me laisser faire dans les échanges, dit Michael. En fait, c'est Thomas qui a couru »

Thomas Muster a la défaite bien élevée et, comme d'habitude, sincère. « Il a bien joué et mérite cette victoire. Moi, je n'ai pas d'excuse, j'ai perdu. Je n'ai pas été assez agressif. » Il sait être sobre: « Non, je n'al pas trop joué. Non, les courts ne sont pas trop rapides pour les spécialistes de terre battue. Oui, Michael a du talent. Quant à moi, j'ai déjà gagné Roland-Garros. Au-jourd'mi, je suis désolé, mais j'al juste perdy un match. »

ciant de son retour sur terre, en sur l'autre Les malheurs de Goran Ivanisevic

Bernd Karbacher sera l'invité-surprise des quarts de finale, mer-credi 5 juin, face au Suisse Marc Rosset. L'Allemand, nº 56 mondial, a sèchement éliminé, lundi 3 juin, le Croate Goran Ivanisevic, tête de série nº 6, sur le score de 6-4 6-1 6-2. Karbacher apprécie particulièrement la terre battue très rapide de Roland-Garros. Il a émoussé d'entrée la confiance d'Ivanisevic en lui ravissant par deux fois son service. Considérablement handicapé dans ses mouvements sur le court par une ampoule au pied, le Croate, qui avalt remporté ses trois rencontres préalables sans concéder un set, pestait contre la malchance : « Je jouais bien, j'avais retrouvé ma confiance et j'avais un bon tableau, il a fullu que je me fasse une ampoule. Qui sait ce qui va encore m'arriver la prochaîne fois. »

s'étonnant de ses mellieurs points, en s'interrogeant sur ses lacunes.

En trois matches, il a pris des lecons. Il s'est énervé ou impatienté. Il a explosé de joie dans sa victoire du troisième tour contre le Suédois Mi-

L'Allemagne, qui envisagea toujours Michael Stick comme un attaquant, s'est trompée. Peut-être davantage que Boris Becker, le numéro un allemand, cet homme du Nord. s'est imposé en touche-à-tout. Il a admis chez les têtes de série, ce club kael Tiliström, puisqu'elle lui amenait tondu le cou aux préjugés en se his-de seize membres qui, dans un Grand l'occasion de se rassurer sur l'état de sant en demi-finale à Roland-Garros

faute, le coup droit se fait félin, luste

Bénédicte Mathieu

Au fil des victoires, Cédric Pioline retrouve l'audace

LE COUP DROIT final envoyé dans le filet par Marcelo Rios a à peine modifié l'expression du visage de Cédric Pioline. Les victoires n'occasionnent jamais chez lui de débordements inconsidérés. Mais celle-ci avait quelque chose de spécial : elle lui donnaît accès pour la première fois aux quarts de finale à Roland-Garros. Il a tourné lentement sur lui-même, les lèvres serrées, comme effrayé, soudain, de s'éveiller.

Il ne révait pas. C'était bien ce court central longtemps circonspect à l'égard de son tennis qui l'acclamait. Alors il s'est détendu. Dans ce sourire radieux qui anime trop rarement son visage, il a tenté d'exprimer sa joie. A sa manière gauche et pudique : « Je n'ai pas envie de m'arrêter en cours de route. Je suis content d'avoir gagné le droit de faire encore un match. »

il s'est empressé de quitter le court. Pour ne pas succomber à la griserie, pour utiliser au mieux chacune des précieuses minutes qui le séparait de son rendezvous avec Michael Stich, mercredi 5 Juin. Il a sulvi minutieusement sa routine d'après match: réhydratation, étirements, douche, massage. Avant de venir s'expliquer devant les journalistes. Enigmatique comme toujours: « Je me suis isolé pour préparer ce tournoi. [...] Il y a des choses que je sens maintenant que je peux faire, mais je n'en dirai pas davantage. Je contrôle mieux les choses, »

Renfermé, peu disert, mai compris, Pioline s'était juré de réussir par ses propres moyens. La route a été longue mais l'a rendu bien plus solide que d'autres. Jeune, il s'accommodalt mal du cadre d'entraînement fédéral. On le disait paresseux. Les méthodes de préparation conçues pour des groupes heurtaient sa conception individualiste du sport. Il s'est entêté. Avec succès. En 1993, il a réalisé une salson exceptionnelle culminant en septembre avec la finale de l'US Open. Il a mai digéré cette fabuleuse expérience.

Puis le doute sur la marche à suivre ensuite a pris le pas. Au printemps suivant, la rupture avec Henri Dumont, son entraîneur, spécialiste des ressources humaines dans le civil, était consommée. Il a tenté sa chance avec le Brésilien Carlos Kirmayr, ancien joueur du circuit, coach de renom, célèbre pour avoir mené Gabriela Sabatini à la victoire de l'US Open 1990. Sans succès. Depuis le printemps 1995, il travaille avec Plerre Cherret, un aml du Racing Club de France qui l'a toujours suivi. Cette relation informelle lui pèse moins. Cette année, Cédric est arrivé à RolandGarros libéré et heureux. En mars, au tournoi en salie de Copenhague (Danemark), il a réglé un vieux compte avec luimême en conquérant son premier titre à l'issue de sa dixième finale. Plus sûr de son tennis, il est passé, en avril, des surfaces rapides à la terre battue de Monte Carlo sans états d'âme. En principauté, il n'a cédé que devant Thomas Muster en demifinale après avoir défaite éminents spécialistes: Evgueni Kafelnikov, Andrei Medvedev et Carlos Costa. Depuis, il a toutes les

audaces. A la porte d'Auteuil, depuis sa première participation en 1989, Cédric Pioline n'avait jamais dépassé les huitièmes de finale (atteints en 1992). Ces trois demières années, des adversaires corlaces l'avaient relégué au vestiaire dès le deuxième tour : l'an passé, Thomas Muster, le vainqueur du tournoi, en 1994, l'Espagnol Alberto Berasategui, le finaliste, et en 1993, Muster, encore. Peu lui importait, dans ces conditions, de rencontrer, lundi 3 juin, en huitièmes de finale une nouvelle « terreur » de la terre battue. Il a abordé sa rencontre avec Marcelo Rios avec sa fausse nonchalance coutumière. « Je savais que j'avais une bonne chance contre lui, a-t-il déclaré. Je savais que son jeu n'allait pas particuliè-

rement me gêner. » Après une première manche accrochée, le jeune Chilien, pourtant donné favori, était battu. Par son propre entêtement à frapper comme un sourd dans une balle dont la trajectoire s'achevait immanquablement hors du court, par la patience et l'application de Pioline à faire rentrer cette même balle dans le terrain.

« If joue du fond du court sans vous faire tres mai, a dit Rios, vingt ans, avec une moue boudeuse. Mais c'est un match à oublier. Je ne me sentais pas très bien, je n'avais pas envie de jouer. » Pioline, lui, ne céderait sa place pour rien au monde. « Cela me fait énormément plaisir de montrer de quelle manière je suis capable de jouer dans un grand tournoi », a-t-il assuré. Lors de la finale de PUS Open 1993, Mireille Berçot, sa compagne, la mère de leur petit Andrea, confiait qu'elle avait « toujours su que Cédric serait une petite star ». || n'en demande pas autant. Après une bonne année et demie de flottement, il est de retour parmi les vingt meilleurs mondiaux, à la 19 place. Son ascension devrait se poursulvre, à condition que Paris consente à le reconnaître.

Patricia Jolly

Armand De Las Cuevas s'est réconcilié avec le cyclisme

Son équipier, le Lituanien Arturas Kasputis s'est imposé dans la première étape du Critérium du Dauphiné

LE VÉLO est une lyresse dont il est difficile de se passer. Armand De Las Cuevas se croyait dégrisé à jamais, à la fin de 1995. Depuis le Tour de France, le Français traînait une interminable gueule de bois. Dégoûté de pédaler, révulsé par la souffrance, écœuré par son entourage sportif, fatigué d'un milieu qui respectait son talent mais n'avait jamais admis sa personnalité, il avait été saisi d'une insupportable nausée. Il aurait pu se plaindre. Il s'est muré dans le si-

La saison 1995 promettait pourtant d'être une étape supplémentaire vers la gloire pour celui qui figurait déjà parmi les vingt premiers coureurs mondiaux et semblait le Français le plus prometteur du moment. Il avait fait du Tour d'italie son grand rendezvous, s'était entraîné comme jamais pour conquérir ce maillot rose ou'il avait pu essayer en 1994. Mais une clavicule cassée dans une chate aux Quatre lours de Dunkerque compromettait son rêve à deux semaines de le réaliser. Il refusa l'évidence, se fit poser une broche avec six vis pour guérir plus rapidement et, au lendemain de l'opération, moulinait comme

dans sa chambre d'hôpital. Malgré les sages mises en garde, il se présentait au départ à Pérouse. Quatre jours plus tard, il descendait de vélo grelottant de fièvre. « J'avais le sentiment d'être un gla-

Son corps ne lui pardonnera pas

de l'avoir ainsi malmené. Il ne cessera de se rebeller. Il ahanera sur le Tour de France, sourd aux sollicitations, le lâchant aux moments cruciaux. Cyrille Guimard, dont l'équipe Castorama est aux abois, a besoin de victoires et sent bien que cette carcasse fatiguée ne les lui apportera pas cette année. Après le Tour de France, la fâcherie atteint un point de non-retour, dégénerera devant les tribunaux. Armand De Las Cuevas ne participera plus à aucune compétition de

ia saison. Son coup de pédale n'impressionnant plus, on parle donc plus ouvertement de son caractère oubrageux, ingérable. Lui prétend à l'originalité. « Les gens sont habitués à dire les choses d'une certaine façon. Dés qu'on sort des rails, on est pris pour un marginal. » Le fils d'immigré espagnol rejette à son tour ce monde qui l'a exclu de facto: « Ce milieu est superficiel. Il ne

que je suis professionnel, je vois la camaraderie disparaître. Désormais, c'est chacun pour soi. » Atmand semble avoir définitivement coupé les ponts.

Il décrocha son biclou, comme d'autres s'autorisent une anodine cigarette ou un petit verre. « Le plaisir est revenu aussi vite. »

Dès lors, le peloton pouvait bien continuer sans lui son interminable manège, trop pressé pour se soucier des égarés ou même pour se rendre compte qu'il tournait en rond. Armand De Las Cuevas le laissait bien volontiers à son mouvement perpétuel et inutile. Son équipe ayant arrêté, le coureur se retrouvait libre de tout contrat et sans la moindre envie de rempiler. Les mois avaient passé et il s'était

décidé d'arrêter définitivement l'entraînement. Je n'avais plus aucune motivation. Pour moi, le cyclisme, c'était fini. J'ai bien mangé. Je me suis amusé. Je me suis mis à vivre

comme auelau'un de normal. » Un jour pourtant surgit une contrainte imprévue, affichée dramatiquement sur une balance. « J'avais pris treize kilos en deux mois et demi. Je me suis fait peur. J'ai décidé de perdre du poids. » Le retraité décrocha donc son biclou au début du mois de décembre, pour une simple promenade de cyclotouriste, comme d'autres naîfs s'autorisent une anodine cigarette ou un petit verre. « Le plaisir est revenu aussi vite. »

Le champion décu s'est également rendu compte que le milieu n'était pas totalement ingrat, que son élégance manquait au peloton. Les propositions étaient nombreuses, certaines alléchantes. Mais pendant son congé sabbatique, à se promener entre mer et montagne, au Pays basque où il réside, Armand De Las Cuevas a fait son cheminement intérieur. « Je me suis remis en cause. J'ai retrouvé mon équilibre. » Le terrien a nourri sa passion pour la voile. Il a été séduit par la philosophie des marins, un forcené sur un home-trainer, pense qu'à l'argent. Depuis huit ans cru sevré. « Le 15 septembre, j'ai a épousé leur détachement des

soucis de piéton. Armand De Las Cuevas a réfiéchi longuement. Il a finalement signé, en mars, en cours de saison, dans l'équipe Petit Casino-C'est votre équipe, qui cherche actuellement à se montrer à son avantage dans le Critérium du Dauphiné pour décrocher une place dans le Tour de France et a remporté la première étape de la course, lundi 3 juin à Villefontaine, grâce au Lituanien Arturas Kasputis. C'est un peu comme si Eric Cantona allait au bout de son éthique et signait dans un club de deuxième division. « Je me suis rendu compte que j'avais surtout besoin de confiance et de paix. L'aspect financier devenuit secondaire. Je suis donc alle là où je serais bien. » Le flibustier, catogan au vent, s'est coulé dans le peloton comme s'il ne l'avait jamais quitté. Mais ces vacances prolongées ont fait du révolté un homme plus serein, à vingt-huit ans, avec une seule certitude. « J'ai compris à quel point le velo était une passion pour moi, combien je suis privé quand j'arrête trop longtemps. Je sais que plus tard, je continuerai à en faire. Je ne pourrais pas m'en

Marie-José Pérec a poursuivi sa progression sur 200 m à Saint-Denis

LA FRANÇAISE Marie-José Pérec a été la vedette de la réunion d'athlétisme de Saint-Denis, lundi 3 juin, en portant à 22 s 30 la meilleure performance mondiale de l'année sur 200 m, soit un centième de mieux que celle qu'elle avait établie à Villeneuved'Asoq. Les bonnes conditions climatiques out permis à quatre autres athlètes de réaliser les meilleures performances de l'année dans leur discipline : le Kényan Christopher Kosgel au 3000 m steeple (8 mn 12 s 29), le Burundais Venuste Niyongabo au 5 000 m (13 mm 3 s 29), l'Ethiopienne Derartu Tulu au 5 000 mféminin (14 mn 50 s 88) et la Suédoise Ludmilla Enquist sur 100 m haies (12 s 61). Le sprinter namibien Frankie Fredericks s'est également mis en valeur en remportant le 100 m dans le bon temps de 9 s95, qui le classe au quatrième rang dans la hiérarchie des performances de l'année.

Le Trinitéen Ato Boldon a réalisé la meilleure performance mondiale de l'année sur 100 m, dimanche 2 juin à Eugene (Oregon), en remportant la finale des championnats universitaires américains en 9 s 92. Cente performance, qui fait de Boldon le sixième sprinter de tous les temps, a été réussie malgré un vent défavorable de 0,8 m/seconde.

ALPINISME: Chantal Mandolt a gravi, vendredi 24 mai, seule et sans oxygène artificiel, le Manasiu, un sommet du massif de l'Himalaya haut de 8 163 m. « C'était difficile, il y avait beaucoup de neige, on enfonçait profondément, il fallait fuire la trace, se relayer », a-t-elle déclaré peu après son retour dans un camp de base. L'alpiniste de trente-deux ans a déjà gravi quatre sommets de plus de 8 000 mètres. Avant de réussir l'ascension du Lhotsé, le 10 mai, elle avait vaincu le KQ en 1992, le Shisha Pangma en 1994 et le Cho-Oyu la même

■ FOOTBALL: le président de la Fédération sud coréenne de football, Chung Mong-Joon, a indiqué, mardi 4 juin, qu'il souhaitait intégrar la Corée du Nord dans la coorganisation de la Coupe du monde 2002 entre son pays et le Japon, et ce malgré les objections du secrétaire général de la FIFA, Sepp Blatter. « Nous devons développer la coorganisation de la Coupe du monde 2002 en trois axes en încluant la Corée du Nord », a-t-li déclaré dans un entretien au mensuel sud-coréen Hankyoreh Dally. - (AFP)

RÉSULTATS

ATHLÉTISME RÉUNION DE SAINT-DENIS

Messieum 100 m : 1. F. Fredericks (Nam.), 9 s 95 ; 2 O. Adeniken (Nga I, 10 s 17 ; 3, 7 Bowen (E-U); O. Adeniken (Nga), 10 s 17; 3, 7 Bowen (E-U); 10 s 19.
200 m : 1, M. Johrson (E-U), 20 s 23, 2, R. Clay (E-U), 20 s 62; 3, Y Garcia (Cub.), 20 s 72; 4, C. Cheval (Fta.), 20 s 72; 2, D. Mazouzi (Mar.), 3 mm 34 s 08; 3, S. Kipkorlir (Ken.), 3 mn 34 s 25; 2, S. Kipkorlir (Ken.), 3 mn 34 s 25; 2, Kipkorlir (Ken.), 13 mn 63 s 29; 2, Bitok (Ken.), 13 mn 17 s 48, 3000 m; 1, V. Nyvongabo (But.), 13 mn 17 s 48, 3000 m; 15 s 7; 4, Kipkorlir (Ken.), 13 mn 18 s 57; 4, Kipkorlir (Ken.), 8 mn 12 s 29; 2, 8 Boulami (Mar.), 8 mn 18 s 49; 3, P. Sang (Ken.), 8 mn 18 s 59; Perche: 1, L. Trandenkov (Rus.), 5,95 m; 2, J. Galfione (Fra.), 5,85 m; 3, M. Tarassov (Rus.) at A. Twoonschik (All.), 5,95 m; 2, J. Cutribert (Jam.), 11 s 19; 3, M. Trandenkova (Rus.), 11 s 21; 200 m; 1, M.-J. Pérec (Fra.), 22 s 30; 2, M. Trandenkova (Rus.), 22 s 47; 3, J. Campball (Jam.), 22 s 71.

M. Trandenkova (Rus.), 22 s47; 3. 1. Campbell Uarn.), 22 s7; 3. 1. Campbell Uarn.), 22 s7; 4. F. Quirot (Cub.) 1 mn 58 s86; 2. L. Vnesde (Sur.), 1 mn 59 s 11; 3 f. Afanassieve (Rus.), 1 mn 59 s 52; 4. P. Djaté (Fra.) 1 mn 59 s 90. 5000 m; 1. D. Tuku (Rth.), 14 mn 50 s88; 2 C. McKiernan (Irl.), 14 mn 55 s 39; 3. 8. Addre (Rth.), 14 mn 59 s (7.

CYCLISME

CRITERIUM DUAUPHINE
THE (Megère-Villefontaine)

1. A Kasputis (Lif Petit Casino), les 227 km en 5 h 31 mn 15 s; 2. F Moncassin (Fra.) à 4 mn 12 s; 3 J.-C. Coloui (Fra.) m. t.; 4 L is-labet (Fra.) n. t.; 5. G. Talmant (Fra.) m. t. t.
Classement général; 1. A. Kasputis, 5 h 39 mn 42; 2. C. Boardman (G-B) à 3 mn 40 s; 3. L. Brochard (Fra.) 3 mn 5 s; 4.
T. Rominger (Sul.) à 3 mn 53 s; 5. M. Indurain (Esp.) à 3 mn 55 s.

TEMNIS

INTERNATIONALIX DE FRANCE

Hubbens de finale

Simple messieurs

B. Karbacher (All.) b. G. Nornisevic (Cro., nº 5)

6-3; 6-1, 6-2; M. Rosset (Su., nº 14) b. S. Edberg (Sué.) 7-6; 7-4; 6-3; 6-3

C. Plotfine (Fra.) b. M. Ross (Chul., nº 9) 6-4, 6-1,

6-2; M. Such (All., nº 15) b. T. Muster (Aux., nº 2) 4-6, 6-4, 6-1, 7-6; (7-1)

Simple domes Simple dames
C. Martinez (Esp., nº 2) b. A Coetzer (Als, nº 15) 6-2, 6-3.

Light of Marchael

The second of the second of the second

 $(x_{i+1}, x_{i+1}, \dots, x_{i+1}, x_{i+1}, x_{i+1}, \dots, x_{i+1}, \dots,$

Committee of the section of the section of

 $(e_1, e_2, \dots, e_n) = 2 \cdot \log^2 (-1) \log e_1$

الإوليمية المناه المراد المدالة

and the second of the second o

No. of the Authority

one had tracepting

the state of the s

Commence of the State

Same Same

رائد المجادات

en die Bereit in

Character Fife.

in Fare Ne

The state of the s

Section .

The state of the state of

Health Sec.

Le nouveau président de France Télévision devra gérer en priorité le dossier social

Les syndicats des personnels des chaînes publiques n'oublient pas leurs revendications

Quatre jours après la démission de Jean-Pierre diovisuel, devait prendre ses fonctions, mardi nels des deux chaînes publiques. Un message at Elkabbach, Xavier Gouyou Beauchamps, désigné très rapidement par le Conseil supérieur de l'au-

4 juin vers 16 heures, à la tête de France Télévision. Il devait ensuite s'adresser aux person-

tendu car les syndicats estiment « inéluctable le

LA PASSATION DE POUVOIR entre Jean-Pierre Elkabbach, président démissionnaire, et Xavier Gouyou Beauchamps, président nouvellement élu à la tête de France Télévision, devait avoir lieu dans l'après-midi du mardi 4 juin, dans les locaux de la présidence commune de France 2 et France 3, avenue d'Iéna, à Paris. M. Gouyou Beauchamps, nommé président dimanche 2 juin pour trois ans par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, a continué, hindi, d'occuper ses fonctions de directeur général de la Trois, où il a tenu un comité de direction dans la matinée. Jean-Pierre Elkabbach, qui a démissionné vendredi après-midi, a de son côté annulé un comité exécutif qu'il avait convoqué (avant l'élection de son successeur) pour lundi

matin à la présidence. Le premier message public de Xavier Gouyou Beauchamps devait avoir lieu mardi en direction des personnels des deux chaînes. Tous les salariés de la Deux et de la Trois pourront être informés grâce aux circuits vidéo internes qui s'étendent jusqu'aux stations ré-

1 - 7 - 7 - 10 Mg

gionales de France 3. Le nouveau président doit ensuite faire entériner sa nomination à la présidence de France Télévision par les conseils d'administration de France 2 et France 3.

Cette investiture devrait avoir Heu mercredi 5 juin. C'est aux conseils d'administration des deux chaînes que Xavier Gouyou Beauchamps indiquera les lignes directrices de son action future. Pour l'instant, seule son idée d'installer à France 2 une procédure d'audit permanent, sur le modèle de celle qui existe à France 3, a filtré (Le Monde du 4 juin). C'est peut-être devant ces instances que seront révélés les noms des futurs directeurs généraux de France 2 et France 3. En tout état de cause, M. Gouyou Beauchamps doit se trouver un successeur à la direction de France 3. L'avenir à Prance 2 de Raphaël Hadas-Lebel

Lundi 3 juin, en fin d'après-midi, l'inspecteur des finances Jean-Michel Bloch-Lainé a remis au premier ministre, Alain Juppé, les premières conclusions de l'audit qu'il a effectué sur l'audiovisuel public à la demande du gouvernement. Le rapport définitif devrait être remis dans un mois.

La situation à France Télévision a continué de susciter des réactions dans les partis politiques après les propos du secrétaire général du RPR, Jean-François Mancel, n'excluant pas « une privatisation de France 2 ». Le Parti socialiste s'est déclaré, hındi, « en total désaccord » avec cette idée. Pour Didier Mathus (PS), député de Saône-et-Loire, la nomination de Xavier Gouyou Beauchamps à France Télévision, après celle de Michel Boyon à Radio-France, témoigne « d'une vision pompidolienne du service public de radio et

PREAVES DE GREVE

C'est sur le front social que l'action de M. Gouyou Beauchamps devrait se porter en priorité. Les syndicats de la rédaction nationale de France 3 ont déposé, vendredi 31 mai, un préavis de grève à durée indéterminée pour jeudi 6 juin. Ce préavis est signé de la CFDT, la

CFTC, la CGC, le SNI-CGT, le SNRT-CGT et le SAPRN/F3. Il fait suite à une « motion votée à l'unanimité par les élus du comité d'entreprise »: ces derniers s'inquiètent d'une menace de « disparition de la sous-direction des moyens », qui gère la fabrication des magazines d'information réalisés par la chaine.

Selon des responsables de la CFDT, « toute la fabrication interne des magazines est ainsi décapitée par la direction générale ». La direction de France 3 affirme qu'il n'est * pas auestion de supprimer la sous-direction des movens ». Un nouveau responsable vient d'être nommé, qui ne portera simplement pas le titre de sous-directeur mais d'administrateur « pour des raisons d'ancienneté ». Les discussions se poursuivent. Un autre préavis de grève a été déposé à France 3, le 24 mai, par la CGT, pour la journée du 5 juin, à titre de solidarité avec les actions de défense de l'emploi dans la fonction

La concurrence s'avive à Berlin entre câblo-opérateurs

VEBACOM, filiale du groupe allemand Veba et du britannique Cable and Wireless, a porté plainte contre Deutsche Telekom, opérateur public allemand, auprès de l'Office des cartels à Berlin pour entrave à la concurrence. Selon un communiqué de Vebacom, diffusé lundi 3 juin, Deutsche Telekom, en contradiction avec ses déclarations publiques, lui refuse l'ouverture de ses réseaux câblés pour le lancement, à Berlin, d'un projet pilote de programmes numériques. Sans réponse de Deutsche Telekom à la fin mars, Vebacom a du repousser le lancement de son ensemble de programmes fixé au 15 mai pour lequel il a prevu d'investir de 90 millions de francs. « Cette attitude est contraire à la concurrence car nous sommes obligés d'utiliser le réseau câblé de Deutsche Telekom pour lancer le projet et participer à la compétition. Le monopoliste bonnois abuse de sa place dominante sur le marché », accuse Vebacom, Associée au groupe Métro, Vebacom souhaite utiliser le D. Box, décodeur numérique développé par Léo Kirch, tandis que Deutsche Telekom a choisi le Médiabox, boîtier concurrent développé par Ca-

■ PRODUCTION: les éditeurs vidéo indépendants Citel Vidéo et Editions Montparnasse ont déposé plainte contre France Télévision et TF1 devant la Commission européenne et le conseil de la concurrence. Ces éditeurs critiquent les « pratiques publicitaires » des filiales vidéo de TF1, France 2 et France 3 qui, disent-ils, « font un recours considérable à la publicité télévisée, dans des conditions économiques hors de toute logique d'entreprise ». Les plaignants affirment que « TF l Vidéo aurait ainsi acheté en 1995 pour 150 millions de francs de spots lélévisés sur TF 1, pour un chiffre d'affaires total de 340 millions de francs ». La valeur de l'espace publicitaire sur France 2 en 1995 atteindrait « 26 millions de francs pour un chiffre d'affaires annuel en vidéo de

■ CABLE : la nouvelle chaîne de fictions Festival, qui ouvrira son antenne le 24 Juin, vient de signer son premier contrat de diffusion sur le câble, sur les réseaux du groupe Vidéopole. Cette chaîne thématique du service public devrait être reprise dès la fin du mois de juin sur un tiers des 70 réseaux exploités par le groupe Vidéopole, puis sur la totalité des réseaux, d'ici à la fin de l'année. Créé en 1990, le groupe Vidéopole, implanté dans les petites et moyennes agglomérations, représente quelque 70 000 abonnés. Festival diffusera, de 10 heures à 0 h 00, des téléfilms et des films français et européens. La chaine, qui a choisi de s'installer d'abord sur le câble, fera partie du futur bouquet numérique par satellite réunissant notamment France Télévision et TF 1.

L'équipe de Jean-Pierre Elkabbach menacée

L'intersyndicale CFDT, CGC, CGT, SNJ de France 2 a demandé « le départ de l'équipe » mise en place par Jean-Pierre Elkabbach. conformément à la « motion de défignce » votée par des salariés réunis en assemblée mardi 28 mai. Une partie des collaborateurs de l'ancien président devrait être amenée à quitter leurs fonctions. Outre Patrick Clément, délégué général, il serait question de Carlo Freccero, conseiller à l'harmonisation des programmes, de Jean-Luc Mano, directeur de l'information de France 2, et peut-être de Louis Bériot, directeur de l'antenne de France 2. L'incertitude subsiste pour Pierre Louette, secrétaire général de France Télévision et ancien conseiller pour la communication d'Edouard Balladur à Matignon.

La télévision publique espagnole doit faire face à une dette importante

MADRID

de notre correspondant Nommée par le nouveau gouvernement de José Maria Aznar formé il y a quelques semaines, la toute jeune directrice de la Radiotélévision espagnole (RTVE), Monica Ridruejo, trente-trois ans. luge que la situation économique de l'entreprise est « dramatique ». Depuis 1990, année de la disparition du monopole de la télévision publique, RTVE a constamment perdu de l'argent: près de 17 milliards de francs au total, dont 4 milliards en 1994 et 3,6 milliards en 1995. La dette se chiffre aujourd'hui à 10 milliards de francs et coûte chaque année 800 millions de francs en frais financiers.

L'héritage du socialiste Jordi Garcia Candau, qui a passé six ans à la tête de la RTVE et fut souvent accusé d'être au service de l'ancien pouvoir, est donc particulièrement lourd. Des décisions d'assainissement s'Imposent. Monica Ridruejo, une ex-banquière peu connue dans les médias, s'est attelée à la tâche sans savoir eucore ni où, ni comment, il faudra opèrer des coupes claires.

PRIVATISATION

Elle devra gérer 7 700 personnes et un budget de 7,2 milliards de francs. L'an dernier, 27,6 % des téléspectateurs espagnols out regardé TV1 en moyenne et 9,2 % TV2, ies deux chaînes publiques. TVI reste en tête devant la chaîne privée Antena 3, qui atteint toutefois 26% de part d'audience en moyenne. En avril, cette avance s'est consolidée pour s'établir à 28.1 % en movenne.

M™ Ridruejo, qui n'est pas militante du Parti populaire (PP) de José Maria Aznar, affirme qu'elle ne détient « aucun mandat politique » et qu'elle a « l'indépendance requise pour faire les propositions qui lui paraissent opportunes ». Mais cette ancienne dette de la RIVE à une boule de représentante de Canal Plus en Espagne va devoir jouer très serré afin de ne pas irriter le pouvoir, et est la première tâche de cette redresser la situation financière tout en s'efforcant de ne pas faire perdre d'audience à la chaîne. pas effrayer. Une gageure pour l'ex-banquière qui, pour le moment, avance pru-

demment. Dans son programme électoral, le PP avait proposé de mettre au point « un modèle viable pour la RTVE » et d'adopter « un système de financement mixte comportant des mécanismes de contrôle permettant d'éviter le gaspillage et l'endettement ». Pour le moment, le flou persiste encore sur les intentions réclies du pouvoir concernant notamment une éventuelle privatisation d'une des chaînes ou la fusion de TV1 et de TV2, comme ce fut envisagé.

La privatisation des huit télévisions publiques régionales figure aussi au programme. Mais, pour des raisons politiques et culturelles, elle paraît difficile. Toutes déficitaires, les chaînes régionales - dites « autonomes » - ont déjà coîté aux contribuables plus de 9 milliards de francs.

Dans son discours d'investiture, José Maria Aznar a fait non seulement référence à une éventuelle privatisation des chaînes autonomes mais également à l'inévitable cure d'austérité à laquelle la RTVE devra se soumettre. Pour cette année, la marge de manœuvre sera cependant réduite, le budget pouvant difficilement être modifié et prévoyant un déficit de 3,6 milliards de francs, alors que l'aide de l'Etat sera cette année de

L'objectif du gouvernement est de parvenir à alimenter pour moitié le budget de la RTVE par les recettes publicitaires (en 1995, la RTVE recueillait 34,4 % du « gåteau » publicitaire consacré à la télévision) et pour le reste par les subventions publiques, afin d'aboutir à ce système de financement mixte. Ce qui implique forcément de réduire les ambitions et le personnel. Un plan stratégique établi pour la période 1995-1999 prévoyait de supprimer 1600 postes.

Monica Ridruejo a comparé la neige qui continue de grossir au fil des ans. Arrêter ce processus jeune femme que l'ampleur de l'héritage à assumer ne semble

Michel Bôle-Richard



Communiqué de presse

RADIO CLASSIOUE : LA RADIO HAUT DE GAMME

Radio Classique, grande radio nationale dont le contenu musical et économique est unique. enregistre une très forte progression de son audience.

Cette progression se traduit à la fois par un record historique en matière d'audience notamment sur l'Île de France (dernière enquête Médiamétrie) et par une expansion géographique avec l'ouverture de 14 fréquences nouvelles au 1° semestre 1996 qui permettent à RADIO CLASSIQUE d'être présente dans environ 40 grandes villes françaises.

Ces résultats s'expliquent par la politique originale suivie par RADIO CLASSIQUE qui consiste à diffuser de la musique classique en limitant la parole à une courte présentation des œuvres musicales.

Sur le plan de l'information, RADIO CLASSIQUE est réputée pour la qualité de ses journaux économiques, la pertinence de ses analyses et ses rendez-vous avec les plus grands acteurs politiques et économiques.

Deux atouts qui contribuent à renforcer sa position de radio haut de gamme.

RADIO CLASSIQUE remercie les auditeurs qui sont de plus en plus nombreux à lui faire confiance et ses annonceurs qui lui sont toujours restés fidèles.

ALX EN PROVENCE 100.9 FM AMIENS INLAFM ANTIBES 102.7 PM APT 92.1 FM BORDEAUX 92.2 FM DOURG EN BRESSE 97.2 PM

CANNES 102.7 FM CARCASSONNE 10x7 FM CHAMBERY 91 0 FM CLERMOND-FERRAND 926 FM COURCHEVEL IOLI FM DEAUVILLE 93.7 FM DUON 105 FFM EVREUY 90.8 FM

GAP 88.9 FM GRASSE 1027 FM LAVAL 101.1 FM LE HAVRE 93.7 FM LE MANS DILETM LYON WAS EM

MANOSQUE 95.7 FM MARSEILLE 1004 FM MONACO ROZOFM NANCY 88.2 PM NARBONNE 93.4 FM ORLEANS *2.9 FM

PARIS-ILE DE FRANCE 101 1 FM RUANNE 91.5 PH SAINT-ETIENNE 95 1 FM TOULON 103.3 FM VALENCE 106 4 FM

lls sont rares, les restaurants d'aérogare, à mettre les petits plats dans les grands. En voici un

CE CHER ET VIED. ORLY. Dans les années 60 - de Gaulle coupe le ruban en 1961 -, les Parisiens allaient le visiter comme ils seraient allés au bord de la mer. Il ne manquait que l'épuisette. C'était des aventures formidables. On payait un petit octroi, une sorte de ticket de quai, pour avoir le droit de rêver tout son soul. Le mufie des merveilleuses machines s'approchait si près des vitres qu'on pouvait presque les toucher. Sur les terrasses, on frissonnait de plaisir au vacarme jupitérien des envols. Un jour on s'en irait peut-être là bas, tout là-bas. C'est fait, le ciel est désormais libre, on peut partir.

Mais il avait fallu s'habituer à tout ce monde étrange et fantastique. Les équipages de la flotte étaient encore très impressionnants. Les galons, les casquettes, l'air vainqueur et si souple qu'ils prenaient, tous ces zigues au teint hàié, quand ils s'en aliaient rejoindre leurs appareils. Et les bô-tesses, ah i les hôtesses, toutes sorties des écoles de maintien de chez Dior. Si distinguées, si lointaines, si succulemment intouchables. On changeait de siècle. Los Angeles, Pretoria et Sao Paulo n'étalent plus seulement des noms sur une carte ; il y avait désormais des horaires pour les rejoindre.

Pas bluffé, Jean-Roger Caussimon, parolier et fameux pote à Ferré, s'amusait du cirque aérien qui montait son chapiteau et donnait des recommandations pour s'envoier à l'aise. C'était Orly Bar, une petite musiquette d'Eric Robrecht finement jazzee, ou il etait question de doubles whiskles qui aldent à voyager. En fait, l'étude des nouvelles mœurs oui se mettaient en place dans cette prometteuse économie du transport de masse par déplacement dans les aititudes.

Au rayon des informations célestes: « Quand une voix sexy annonce dans un râle: départ pour Karachi, Jodhpur, et New Delhi... »; premières mesures antistress: « On entend des violons, juste ce qu'il faut, il coule de par-



tout ce sirop angélique pour apaiser les cœurs qui battraient un peu trop »; personnel de piste: «On peut voir les "rampants", modernes matelots... ils tapotent les pneus, les ailes, les hublots de l'engin fabuleux auquel rien ne résiste, mais vuinérable aussi comme sont les oi-

seque. » Tout était dit. THE ETOILE A DALY

Il y avait un cinéma à Orly, pour meubler l'escale, et un hôtel logé dans la grande boîte du bâtiment, pour nuits brèves et brèves rencontres. Il y avait aussi des restaurants. Mais la faim est d'une autre nature quand on prend l'avion. Et puis les compagnies, déjà, sa-vaient nourrir leurs « pèlerins », comme on dit dans le jargon. On découvrait les dinettes à trente milie pieds au-dessus des pâquerettes, par moins cinquante à l'extérieur. C'était rigolo, cela suffisait. Les aéroports n'ont jamais été donnés pour élever le débat gastronomique, ce n'est pas le propos, il s'agit seulement de chercher à s'élever et à redes-

cendre correctement, Pourtant. En 1985, le Maxim's de Rois avaît décroché une étoile au Michelin, perdue depuis. C'est aujourd'hui au tour de celui d'Oriv-Ouest d'en épingier une à son plastron et de sembler y tenir. Les guides ne jouent pas les bégueules, les clients non plus.

Maxim's: il ne s'agit pas d'une filiale de la maison de la rue Royale, mais seulement d'une franchise sur l'enseigne. Et c'est heureux, le vrai, celul avec l'inusable chasseur à brandebourgs dorés, ayant du mai à choisir entre son ancienne vocation d'abri de nuit pour princes russes dans la panade et cette rafraichissante image qu'il veut se donner aujourd'hui de Lunapark pour étrangers en mal

d'Art Déco. Alors, ce Maxim's de bord de pistes? Il y a évidemment moins de style Majorelle que dans l'authentique, c'est plus rustique; sobre à vrai dire. Une cantine de hize pour hommes d'affaires. On en voit beaucoup. L'endroit est pratique. Allô! Morel? vous débarquez à quelle heure de Montpellier? 12 h 30, bien, je vous attends au Maxim's, je compte sur vous, sans faute, mon petit vieux. Du coup, ils sont tous là, en famille, à gueuletonner en tirant des plans sur la comète. Ils n'out pas si mai choisi le lieu de leurs rendez-vous. L'endroit est donné comme l'un des mellieurs restaudire, de façon confiante, du

monde. Voyous.

Puriste, Roland

Barthélémy est l'un

fabriquer encore le

lomamebican sekm

la recette originale,

en mélangeant,

dans des proportions deux tiers/un tiers,

crème et luit cru fermier. La comistance

fromage tient une demi-journée, et son

créateur déconseille d'ailleurs, à moins

durée de vie à leur fontainebleau, ils le

fabriquent en incorporant à la crème

d'avoir une glacière, de le transporter en

volture. La plupart des fromagers n'ont pas

ce souci. Pour donner plus de sermeté et de

fonettée non pas du lait, mais du fromage

« Un fontainebleau aînsi réalisé tient de deux

Lournel, il en fabrique en cette salson deux

pendant les mois d'hiver, mais toujours en domant le même conseil à ses clients :

« Mangez-le au plus vite, c'est un produit

à quatre jours », raconte Laurent Dubois,

fromager et lui-même fils et petit-fils de

crémiers. Dans sa boutique de la rue de

mille par semaine. Dix foix plus que

Cette légèreté à son prix : c'est à peine si ce

ainsi obtenue est particulièrement

des seuls crémiers à

Evidenment, l'affaire commence de manière scabreuse : des œufs en gelée. C'est le pièze. Les cuisiniers, pour lesquels cette entrée émouvante et banale ne pose aucun problème technique particuiler, ne parviennent pas à comprendre que ce plat ne protège son manque d'ampieur que par la sobriété la plus extrême de

d'estragon, œufs pochés et retirés de leur eau vinaigrée mollets à la seconde, jambon blanc irréprochable pour en cerner les contours avant leurs mise en moule, un rien de décoration, et basta! Si l'on veut intimider son monde, une fine lamelle de foie gras suffit. Au lieu de quoi, voilà, dans un bouillon de poule à couper au couteau, les deux braves cocos bataillant avec un émietté de saumon redressé d'un coulis de tomate. Trop tiche, mal vu. Pas grave; facturé soixante francs tout de même.

Beaucoup mieux, ces langoustines rôties et rougets barbets aux pointes d'asperges, jus de carotte acidulé. Une recette menée de main ferme. Ici, l'on voit la bonne maison. En dessert, le sablé aux fruits rouges procédait du même entrain. Nous sommes à la grande carte, dans le lounge des pre-

Mais il y a aussi, dans la continuité du restaurant, une autre salle moins cérémonieuse, plus proche du paysage; une sorte de véranda sur la vie de l'aéroport. Il A S MORIORE 2 - commun aux deux endroits - qui a un succès soutenu, avec soupe de moules crémée, anchois marinés, osso buco à la milanaise, andouillette de Troyes... Sympathique.

Jean-Pierre Quélin

* Maxim's, aérogare d'Oriy-Ouest, 2ª étage, 95546 Orly. Tél.: 46-86-87-84. Fermé samedi et dimanche. Accueil jusqu'à 22 h 30. Menu : 195 F. Carte : 330 F.

foisonné avec beancoup d'air. Les heures passant, il a tendance à s'abattre et à presdre un goût de crème. »

Une telle fragilité semblait condamner

le fontainebleau à ne jamais sortir du circuit des artisans crémiers. C'était compter sans Jean-Michel Cailland. Patron d'une petite entreprise laitière de la région bordelaise, celui-ci sent bien que le produit pourrait être vendu dans le supermarché, à condition de prolonger sa durée de vie. Après des mois de recherche et grâce à l'aide d'un ingénieur de l'INRA, il découvre un procédé technique qui agit sur les molécules du lait et permet à son produit, sans aucum additif, de tenir pendant quinze jours et sans égouttage. Le Petit Basque, la PME qu'il dirige, commercialise en 1991 ses prem foutainebleaux « longue durée ». Devant le succès, l'entreprise perdra même un peu la tête, allant jusqu'à tenter de déposer l'appellation « fontainebleau ».

Guillaume Crouzet

★ Fontainebleau Le Petit Basque nature, 9 F nviron. Existe aussi sur des coulis de fruits (griotze, abricot, fraise, orange).

TOQUES EN POINTE

Bistrots

LE LUZ

Comme le brochet dont il a emprunté le nom médiéval, Le Luz aime se cacher. Il fant chercher cette petite maison raffinée dans le dédale des rues qui bordent anciens convents et ministères dans le 7 arrondissement. D'un séjour aux Antilles, Gilbert Dugast a appris l'usage précis des épices, qu'il emploie, sur sa carte de printemps, avec le cabilland, la raie et la dorade. Amusant mille-femille d'asperges et saumon fund, et surprenante paupiette de medan en feuille de laitue, dont la délicate saveur tient à l'exacte cuisson du poisson. Petite carte des vins, où l'on peut trouver un agréable crozes-hermitage Domaine de Claimnonts.

Mems à 125 E et à 158 E à la carte countre 240 E Memus à 125 F et à 158 F. A la carne, compter 240 F. † Paris, 4, rue Pierre-Leroux (75007). Tél.: 43-06-99-39. Fermé samedi

LE SANCERROIS

Les vrais bistrots parisiens se font rares. Profitons de celui-ci, avant un destin amoncé. La famille Bigot, gens de Loire, dirige avec zèle un en-droit insignifiant et comm des seuls habitués du marché de la rue Clerr et des postiers. Ici, une véritable cuisine de ménage, variée, goûteuse, pas chère. Soit une salade de lemilles vertes aux lardons, bien assaisonnée, puis une côte de veau au basilic, ou bien l'imbattable tête de veau vinaigrette. Un régal, arrosé de sancerre rouge. Un menu de famille, avec dessert, pour 120 F. En plus, le sans-façon élégant et discret d'une véritable clientèle populaire. Pas pour longtemps. Occasion à saisir. A la carte, compter 150 F.

* Paris, 12, rue du Champ-de-Mara (75007). Tél.: 45-55-13-47. Fermé

Paire la tournée des grands ducs avec la bourse d'un moujik (menu à 190 F), c'est le pari de l'été de cet ancien cabaret ou l'essentiel réside dans l'atmosphère et la qualité des musiciens. Cadre baroque, rouge et or, dévolu au violoniste Romano, accompagné à la basse et au cymbalum, et dont le répertoire est certes plus varié que celui de la cuisine russe. Pour autant, les zakouskis de harengs, le tarama, le saumon mariné et blinis, les quelques plats - pelminis (raviolis au bouillon), chachilk ouzbeck (brochette de volaille marinée) et keftelki (bœuf haché aux aromates) - et le strudel ou la varrouchka sont aimablement servis en musique. Menu d'été à 190 F. A la carte, compter 350 F. * Paris, 6, rue Faustin-Hélie (75016). 76i.: 45-04-04-33. Ouvert le soir

Brasseries

On n'a jamais fini de fiâner à Montpamasse, où depuis l'avant-guerre de 1914 se croisent les destins et les ombres des artistes, des étrangers, des simples amoureux de la ville. Ainsi La Rotonde, aînée du Dôme et de La Coupole, est-elle une des plus anciennes brasseries de la place. Elle continue d'attirer ses habitués dans une sorte de labyrinthe doulilet aux tonalités acajon des années 50. De 11 heures à 2 h 30 du matin, la famille Tafanel, d'Amillac, veille d'abord sur un service accuellant, sur la petite restauration à toute heure et sur la qualité des viandes de Salers et du Cantal. Agapes ou « en-cas », les fidèles ne s'y trompent pas. Plaisirs du début de l'été, voici les asperges sauce mousseilne, la côte de boeuf à la fleur de sel, avec un Château Labégorce-Zédé, pour apprécier un aspect inchangé de Paris, l'animation de Montparnasse. Menus à 115 F et à 200 F.

Tous les iours.

AU PETIT RICHE

Cochers, machinistes, employés de l'Opéra – alors situé rue Le Peletier - n'avaient pas les moyens de fréquenter le Cofé Riche. Ils se retrouvaient au Petit Riche, jusqu'à l'incendie - inexpliqué, déjà ! - qui ravagea le quartier en octobre 1873. Le décor actuel date de 1880. C'est une succession de salons aux murs lambrissés, ornés de glaces, et aux plafonds peints commandités par le propriétaire, M. Besnard, de souche vouvillonne. La tradition des vins de Loire est restée, depuis, attachée à l'établissement. Si le charme du Petit Riche est intact, la cuisine manque un peu d'éclat, en particulier le filet de bœuf poèlé au chinon (142 F), qui devrait être la référence. En revanche, les rillons de Vouvray en salade, avec un vin blanc tranquille de M. Brédif (AOC) en carafe et l'andouillette - de Duval, il est vrai -, assortie d'un Château La Grille 1990, sont la perfection même. L'accueil est empressé et almable. Memus à 135 F et à 175 F. A la carte, compter 250 F.

* Paris, 25, rue La Peletier (75009). Tél.: 47-70-68-68, Jusqu'à O h 15.

Gastronomie

La bâtisse est dégagée des masses de calcaire cristallin. La houle argen-tée des oliviers, au loin, frémit sous le mistral. La nature ici est triomphante, ponctuée de cyprès et sculptée par le vent. C'est La Cabro d'or, version bourgeoise de l'aristocratique Baumanière. Jean-André Charial a pris un parti fort. Cejui d'installer au pied de la citadelle un jeune chef vingt-huit ans - dont le savoir-faire s'inscrit dans une approche résohuneut méditerranéenne de la cuisine, acquise au côté d'Alain Ducasse. C'est la tarte aux légumes de Provence, quelques herbes frites, vinaigre de Modène et huile d'olive des Baux. La haute cuisine, avec ses préparations savantes et ses sauces, est mise à la diète. En deux plats robustes et raffinés - la crème de cocos au caillé de brebis et la selle d'agneau rôtic à la broche, poienta moelleuse et jus parfumé à la sarlette -, voici associées les nuances d'un terroir, et sublimées les valeurs du jardinier. Dans l'assiette, tout est clairement dessiné et lisible, et dans le verre rutile le Château Romanin. La simplicité n'est pas seulement une mode, un effet de style, mais une forme de liberté. On l'avait oublié, le chemin du jardin des simples passe désormais par La Cobro d'or. Menus: 165 F, 250 F, 380 F (enfants: 90 F). A la carte, compter 400 F.

* Les Baux-de-Provence (13520). Wil.: 90-54-33-21. Fermé lundi et

Jean-Claude Ribaut

1 %

ių.

Strike to a Mary Sales Su Selection de la

South at letter for a

No LA TANKS

中军事,新海绵、李维

والمراضعة ودنيه

an Memberal Jac

ي الرائية كالمساير عارامة

Same and Bushing

The second second

医硫甲酰二烷

Beid afreign im

THE PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY AND ADDR

Parader of the

artin de la company

4.27章 花毛。秦山<u>秦</u>

· - Frankruggung

4. 46. 45

The Property of

and the second

L Taille suiter a

The great 🥞

Fromage original

base de crème, est à la mode. Selou Roland Barthélémy, fromager depuis quatorze ans dans la ville éponyme, ce chef-d'œuvre de fraicheur est le dessert dominical par excellence des Bellifontains. « En ce moment, pendant la saison des fraises, avec lesquelles il se marie à merveille, nous en vendons jusqu'à quatre cents par jour »,

Cet engouement n'est pas que régional. Preuve en est que, à la maison Lesmayoux, qui fournit depuis 1880 des emballages pour les produits de crémerie, on constate depuis cinq ans une hausse régulière de la vente des mousselines qui enveloppent les fontainebleaux. En 1995, la maison a vendu aux fromagers 200 000 de ces carrés de gaze de 21 ceptimètres de côté qui permettent à ce produit délicat de s'égoutter. Cela étant sans doute l'unique contribution des hôpitaux à la gastronomie française, puisque ces mousselines ne sout rien d'autre que de la gaze médicale, pansements.





Hôtel des - salon de thé 3 collèges - déjeuners - pots de thèse

16, rue Cujas - pois de mes (1) 43.54.67.30 - séminaires Face à la Sorbonne

PARIS 8º THE PASTED CHARGES AND COMMON COR. EMPEROR

FLORA DANICA COPENHAGUE ----MENU 240 F (bolsson comprise) SAUMON, RENNE, CANARD SALE. 142, STREET AND CO. EXPERIM. 44,12,16,76

RENSEIGNEMENTS PUBLICITÉ "GASTRONOMIE" 曾 44.43.77.36 - FAX: 64.63.77.30 PARIS 9

Les fromagers s'en gaussent encore.

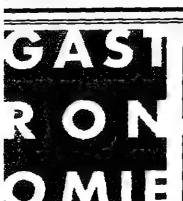
TY COZ 48,78.42.95/34.81 POISSONS - CRUSTACÉS FRUITS de MER Menu de la "MEZ" le soir : 170 F F/dim. - Lundi soir - Climatisé

PARIS_14°

LA PERLE DES ANTILLES Count true for jours - 1 Toyon at Gast & Milys vote propose see means gramments à 160 F et 180 F via + spirité compris Other charment in words and a black pair (4s - 27 Man - 65 A2 H 25 Terrasses en voque et vagues de fraicheur

Les bester jours venus, le tenessie de La Rochelle-Alissa, à quelques encablures de la Seine, entourée de bast fisorie et bordée par le superie bane d'écuiller, ne désemplir pas. Le spectatour attablé profite de l'ammation de la place, tout en prenant le large. Prêts à embarquet ? Lymétes figuées sur le nez, chacan silloune à son rythus de savisière une carte masture ressusciant la most au creax des coquillages, crustacés et savoureur plans de poissones. De quoi faire le plein d'iode et de fraîcheur, avec une pointe de raffinement : copieuses saindes de fruits de mer, de housards, de langoustines, attenucles d'espadon, durades en croûte de sel, bans grillés... Auns stratégiquement située un cosur de Paris, joitment l'écuie et embragée, la terrasse du La Rochelle Saint-Augustin, ajoute un plaisir de cadre d'envoltants partinus d'été, coux d'un fondant de compettes à la menthe, d'un gaspache de mellous, d'un saumon marioé à l'enrage et de saindes de poissons.

5, place de l'Alma (8°), 47.23.47.11.
12, place Saint-Augustin (8°), 45.22.33.05.
Place du Châtelet (1°), 42.33.48.44. Voiturier.





Un temps

UN ANTICYCLONE est ins- un mercure qui dépassera frétallé sur l'Europe de l'Ouest, et quemment les 30 degrés. s'étire du Danemark à l'Espagne. Il assure un soleil ra-dieux sur la plupart des ré-et des orages pourront éclater dieux sur la plupart des ré-gions, et des températures ponctuellement. Dans le Comté progressivement estivales, mer-credi. Seule la perturbation en Méditerranée continue à pivoter autour de la Sardaigne. Le ciel reste chargé du Comté de Nice à l'île de Beauté. La situation sera identique jeudi, avec

4

1. 1. 1909 J. J. L. L.

春年に マン

御港で記れてい

ar and

a Maria di Karan

Annual Property and American

grante de la companya della companya de la companya de la companya della companya

19 10

4 Jan 1997

page see a

ay a Marian

254.41

and 1865

1000

30 m

. . .

rushin off on the

And the second second second

 $\mathcal{L}_{t} = i \frac{\pi}{2} \left[\mathcal{L}_{t} - i \right] + i \left[e^{i k T} \right]$ (2)

....



Prévisions pour le 5 juin vers 12h00

Street Street



Mercredi matin, le ciel sera de Nice, les nuages seront prédominants et porteurs de quelques pluies faibles. Le vent de nord-est soufflera modérément, jusqu'à 60 kilomètres/heure en rafales. Sur le reste du pays, les quelques brumes et brouillards matinaux présents dans les vallées seront fugaces. Ils laisseront rapidement place à un soleil radieux.

L'après-midi, le ciel restera chargé des îles d'Hyères à la Principauté de Monaco et à la Corse, avec de temps à autre une petite ondée. Sur le reste du pourtour méditerranéen, le ciel sera généralement peu nuageux. Des nuages se formeront en fin de journée sur le relief du Jura et des Alpes, localement porteurs d'une ondée sur la Savoie. Sur les autres régions, le soieil sera roi, sans être inquiété.

Les températures poursuivent la hausse annoncée. Elles s'étageront le matin de 12 degrés sur le Nord-Ouest à 17 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, les températures deviendront estivales sur de nombreuses régions. Voisines de 21 degrés le long des côtes de la Manche, elles approcheront les 30 degrés dans l'intérieur du pays. Autour de la Méditerranée, le thermomètre affichera de 23 à 29 degrés d'Est en Ouest.

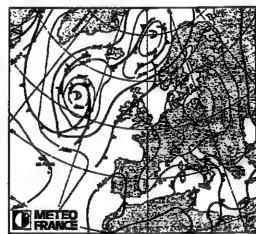
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)







Situation le 4 juin, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 6 juin, à 0 heure, temps universel

PARIS

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

Au Casino de Paris

IL EST IMPOSSIBLE de chicaner un music-hall qui, dans ce temps coriace, tente avec bravoure de ressusciter les magnificences de l'époque de Mistinguett, riche en traines, panaches et scintillations, et qui y parvient en partie! Les scènes de politique, de satire des mœurs, et même la scène rituelle sur les théâtres étant absentes, on ne peut dire qu'elles soient manquées.

Spectacle à l'état pur ; cajoleries pour l'œil. L'œil est content. Quand certains rouges ne seront plus avec certains verts des époux mai assortis, et quand disparaitront les gammes fades, du mauve au rose, qui rappellent les unes les bocaux de pharmacie, les autres la série des pastilles pour la gorge, il sera aux anges. Et l'oreille est satisfaite aussi, de la voix d'argent de Mª Yvonne Darriès, la vedette.

Etre vedette au Casino, dans une revue où, justement, on évoque avec une innocente cruauté Mistinguett, Joséphine Baker, Marie Dubas, Joan Warner quelle responsabilité i Mª Darriès la porte gaiement, sur de fort jolies épaules. Elle n'a pas vu ses anciennes, elle. Elle si Jeune. Bonne chance i

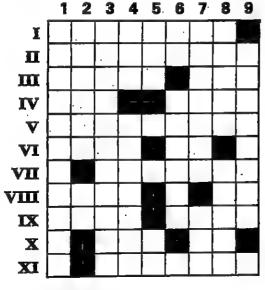
Elle sera plus ravie encore - l'oreille – quand elle retrouvera les stridences enivrantes, exaitantes comme le punch, de Valencia I et de Paris est une bionde... L'orchestre n'a pas encore toute sa richesse, et ses timbres chatoyants. Voilà où l'effort me paraît le plus urgent. Il faut créer un délire sonore.

Quelles sont les minutes les plus heureuses? Celles où, par un « truc » nouveau, les ténèbres s'emplissent d'une mousse d'argent, de pétillements de champagne, et de bulles irisées ; le très audacieux effet de perspective du fronton du Parthénon, et l'extraordinaire course des chars.

Robert Kemp (5 juin 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 6836



1 2 3 4 5 6 7 8 9 VII. Des multitudes au Canada. – VIII. Au bord de la ruine. îles en Polynésie. – X. Contribuent à faire les grandes ■ PARIS. Les aéroports d'Orly et rivières. Pronom. - XI. Une façon d'être transporté.

1, Qui peut être utilisée en famille. ~ 2. Reptile dont certains font tout un plat. Possessif. - 3. Quand il n'y en a pas, ca dit tout. - 4. Supprima. Comme Roland, après avoir été amoureux. - 5. Une abréviation qui prouve qu'on n'a pas tout dit. Participe. - 6. Note. Ouvrit la bouche pour ne rien dire. - 7. Pour ramasser le sel. Le dernier est parfois gros. -8. Peut être dans le sac. Il y en a une dont on a plein le dos. 9. Femmes qui ne sont pas sans reproches.

SOLUTION DU Nº 6835

HORIZONTALEMENT I. Numismate. - II. Ymer. Un. - III. Cavatine. - IV. Trésorier. - V. Nés. - VI. Est. Dû. PM. - VII. Mie. Erbue. -VIII. Es. Ru. Rit. - IX. Ravissant. - X. Elimé. Ver. - XI. Sées.

VERTICALEMENT

HORIZONTALEMENT 1. A Rome, ils précédaient les légumes. - II. Utile pour les 4. Iras. Rime. - 5. Tondeuses. - 6. Moireur. - 7. Nis. Bravo. plongeurs. - III. Donne des vernis. Puissance. - IV. Onde . - 8. Tuée. Pulnés. - 9. En. Remettre. d'Amérique. Dieu cananéen. - V. Difficile à traduire. -

1. Nycthémère. - 2. Umar. Sisals. ~ 3. Mévente. Vie. -

Guy Brouty

LE CARNET DU VOYAGEUR EN VISITE

de Roissy-Charles-de-Gaulle ont accuellii 18,2 millions de passagers au cours des quatre premiers mois de l'année, ce qui représente une hausse du trafic de 6,7% par rapport à la même période de 1995. - (AFE)

SUÈDE. La compagnie maritime suédo-danoise ScandLines vient de commander un nouveau ferry qu'elle mettra en service en juin 1997 et qui reliera Helsingborg (Suède) à Helsingoer (Danemark). Le bateau pourra accueillir 240 voitures particulières et 1 000 passagers. - (AFR)

■ ALLEMAGNE. La compagnie

aérienne allemande Lufthansa va commencer ce mois-ci à effectuer, conjointement avec la compagnie américaine United Airlines, des vols directs Munich-San Francisco et Düsseldorf-Chicago. Dès le 9 juillet, Lufthansa desservira, via San Francisco et toujours conjointement avec United Airlines, les villes de Bur-bank (Californie), Reno (Nevada), Eugene et Medford (Oregon). -

(Bloomberg.) KENYA. Le nombre des touristes étrangers venus au Kenya visiter les parcs naturels et les rivages de l'océan Indien a chuté de 20 % l'année dernière. Une des principales causes de cette baisse est l'émergence d'une concurrence de l'Afrique du Sud qui est devenue une destination prisée des touristes et qui offre sensiblement les mêmes atouts que le Kenya mais à meilleur prix. -(AFP.)

STRASBOURG. Le trafic passagers de l'aéroport de Strasbourg-Entzheim a enregistré une hausse de 27,2 % en avril par rapport au même mois de 1995. Sur les quatre premiers mois de 1996, il a progressé de 23,7 %. ~ (AFP.) ■ CHINE. La Chine va investir, dans les cinq prochaines années, l'équivalent de 722 millions de dollars (environ 3,6 milliards de francs) dans l'achat de radars, de systèmes de communication et de navigation, pour renforcer le contrôle du trafic aérien. Les aéroports chinois devraient accueillir 195 millions de passagers en Tél.: (1) 44-43-76-00; fax: (1) 44-43-77-30 l'an 2000. - (AP)

Jeudi 6 juin

■ NOTRE-DAME DE PARIS (50 F), 11 heures, sortie du métro Cité (Claude Marti). M LE QUARTIER MOULIN-VERT-

SABLIÈRE (60 F), 11 heures, sortie du métro Alésia devant l'église (Vincent de Langiade). MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée) : la sculpture italienne,

11 h 30; L'Astronome, de Vermeer, 12 h 30 (Musées nationaux). ■ MUSÉE D'ORSAY (36 F+prix d'entrée) : visite par thème, la peinture d'histoire, 11 h 30; visite par thème, les impressionnistes, 14 h 30; exposition Menzel, 19 h 30

(Musées nationaux). M MUSÉE BOURDELLE: le portrait sculpté (25 F+prix d'entrée), 12 h 30, 16, rue Antoine-Bourdelle (Musées de la Ville de Paris). ■ LA GRANDE MOSQUÉE (50 F + prix d'entrée), 14 heures,

place du Puits-de-l'Ermite (Institut culturel de Paris). LE CIMETIÈRE DE PICPUS (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 35, rue de Picpus (Elisabeth Romann). ■ LE JARDIN ATLANTIQUE (35 F), 14 h 30, pont des Cinq-Martyrs-du-Lycée-Buffon, devant le terminus du bus 91 (Ville de Paris). ■ LA MAISON-OPÉRA (carte

d'identité, 55 F + prix d'entrée), 14 h 30, 5, rue du Docteur-Lancereaux (Paris et son histoire). ILA MONTAGNE SAINTE-GE-NEVIÈVE (50 F), 14 h 30, devant la facade de Saint-Etienne-du-Mont (Paris pittoresque et insolite).

■ MUSÉE CERNUSCHI: la céramique chinoise (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 7, avenue Vélasquez (Musées de la Ville de Paris). ■ LE PALAIS DE JUSTICE (37 F. 14 h 30, cour de la Sainte-Chapelle (Monuments historiques).

PASSAGES COUVERTS DU SENTIER: 2º parcours (50 F), 14 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autrefois).

■ LA VILLA LA ROCHE de Le Corbusier et la rue Mallet-Stevens (37 F + prix d'entrée), 14 h 30, sortie du métro Jasmin (Monuments historiques).

■ CHAMPS-ELYSÉES: exposition de sculptures (40 F), 15 heures, sortie du métro Franklin-Roosevelt côté avenue Montaigne (Approche L'ÎLE SAINT-LOUIS (50 F),

15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé). ■ MUSÉE CARNAVALET (25 F+prix d'entrée): Paris et les Parisiens à travers les siècles, 15 heures, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

LE QUARTIER PICPUS

(50 F + prix d'entrée), 15 heures, 35, rue de Picpus (Didier Bouchard). ■ LE QUARTIER PLAISANCE (60 F), 15 heures, sortie du métro Plaisance côté escalier roulant (Vincent de Langlade).

LE QUARTIER SUFFREN-GA-RIBALDI (50 F), 15 heures, sortie du métro Ségur (Emilie de Lan-

glade). ■ LE VILLAGE D'AUTEUIL (37 F + prix d'entrée), 15 heures, place d'Auteuil devant l'église (Monuments historiques).

■ MARAIS : le quartier de la place des Vosges (50 F), 15 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Claude Marti).



VI. Le premier, c'est n'importe qui. Une personne. -ABONNEMENTS SOIR LE MONDE CODE ABO LES SERVICES

24, avenue du G ⁴ Leclere - 69646 Chantilly Cedex - Tél.: 16 (1) 42-17-32-90.			
Je choisis la durée sulvanie	Rauce	Suisse, Beleigue, Luxembourg, Pays-Bas	Antres pays de l'Union européenne
□ 1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
☐ 6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F
	magestal is emblished daily	Our \$ 892 per year < CE MONDE	1, place Hubert-Berre-Mé

3 mois	536 F	572 F	790 F
2 41E MONUTE > (USPS = 0	maçe, second class postage p R: Send address changes to 1 R: Send address changes to 1	: \$ 592 pez year « LE MONDRE » mild at Classophain M.Y. US, and MS of H-Y Box 1588, Champian KURAL MEDIA SERVICE, Inc. 3 1-2483 USA Tel. : 380./128.34.63	n XCV. 72979-1518 6330 Pacific Assume Shift 497
Non	P	rénom :	

193 1	Virginia Beach VA 29(51-2965 USA 161: 2007A24-2005
Nom:	Prénom :
	VIIIe:
' Ci joint mon ràglet	nent de :
Signature et date obliga	atoires

 par écrit 10 jours avant votre départ. PP. Parls DTN par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.) par computer + jours. [Preside a marquer votre numero et aportie]

Renseignements: Portage à domicile ● Suspension vacances. Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.
 33 (1) 42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du landi au vendredi.
 Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

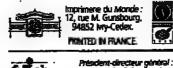
Changement d'adresse :

Monde

- 1	Le Monde	42-17-20-0
i	Télématique	3615 code LE MONE
-	CompuServe : Adresse Internet :	GO LEMONI http://www.lemonda
	Documentation	3617 code LMDC ou 36-29-04-
7	CD-ROM:	(1) 44-08-78-
4		ms: (1) 42-17-29-3
-	Films à Paris et e 36-68-03-78 ou 3615	en province ; s LE MONDE (2,23 F/min)
:	C. 707 2 .	est érité par la SA Le Monde, : cété accrivme avec directoire

consei de suseilance. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission partiaire des journaux et publications ISSN : 0395-2037



Président-directeur général : Jean-Marie Colombaril Directeur général : Gérard Morax Membres du Comité de direction : Dominique Aldur, Giséle Peyou 133, avenue des Champs-Elysées

75409 Paris Cedex 08

MANIFESTATION Plusieurs de discuter du mode de revendicales moyens nécessaires au développement de l'activité culturelle en france. © COMMENCÉE comme un pendantes s'en prenant sans ména-

de discuter du mode de revendica-tion pour obtenir du gouvernement lisation s'est achevée dans la plus tutions, leur reprochant leur manque

nistre de la culture avait écrit aux professionnels pour leur annoncer le maintien de leurs subventions pour 1996 et son souci de disposer en 1997

Soirée de dupes pour les professionnels de la culture aux Bouffes du Nord

Plus d'un millier d'artistes, intellectuels et techniciens ont participé au rassemblement organisé, lundi 3 juin, par le groupe Epopéa pour protester contre la politique culturelle du gouvernement. La soirée s'est achevée dans la confusion

UN PEU avant 20 heures, le lundi des courriers adressés aussitôt par 3 juin, les Bouffes du Nord étaient prises d'assaut par un petit peuple bien décidé à en découdre. Six cents heureux participants s'installaient sur les nouvelles banquettes sable du théâtre, tandis que presque autant de maineureux choisissalent de camper dans les coursives, au bar et jusque dans la rue, où des haut-parleurs relayerajent les débats dans la salle. Il y avait donc du monde, beaucoup de monde, et du beau monde, grands acteurs (Christiane Cohendy, Lambert Wilson, Charles Berling...), grands metteurs en scène (Arlane Mnouchkine, ordonnatrice en coulisse de la soirée en compagnie de Jean-Claude Penchenat, Patrice Chéteau, Roger Planchon, Alain Françon, Jean-Louis Martineill), grands producteurs (comme Ariel Goldenberg, directeur de la Malson de la culture de Bobigny), et même un académicien français (Bertrand Poirot-Delpech). Certains n'étaient pas présents aux Bouffes, mais s'étaient signalés à l'assemblée par lettres, fax et messages sur le réseau internet, comme le cinéaste italien Ettore Scola. Tous avaient répondu à l'appel du groupe Epopéz, formé le 28 mars à la Cartoucherie de Vincennes pour défendre les intérêts du Théâtre du Campagnol menacés par le maire RPR de Corbeil-Essonnes, Serge Dassault, et, au-delà, pour préserver les acquis du service public de la culture à la française.

SILENCE INCOMPRÉHENSIBLE

Avant même que la réunion ne commence, son utilité politique n'était plus à prouver inquiet des développements voyants que prenait la contestation de sa gestion, Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, avait fait le siège de Matignon tout le week-end et une bonne partie de lundi pour obtenir du premier ministre une mesure que les professionnels attendalent : le « dégel » des subventions allouées au spectacle vivant, aux centres d'art et à la musique pour l'année 1996. Or la décision tant attendue fut prise dans la journée, nouvelle d'importance dont on pensalt qu'elle serait commentée par les professionnels rassemblés aux Bouffes. Mais c'était sans compter avec le silence incompréhensible de deux des destinataires

le ministre pour annoncer l'heureuse nouvelle. Jean-Claude Penchenat, directeur du Théâtre du Campagnol, se gardait d'expliquer qu'il venait d'être nommé par le ministre directeur d'un Centre dramatique national d'intervention dans les banbeues sud et sud-est de Paris, et se bornait à indiquer que le ministère se réservait le droit d'engager des poursuites judiclaires contre la municipalité de Corbeil pour rupture de ses engagements avec l'Etat.

De son côté, Christian Schiaretti, président du Syndicat national des directeurs d'entreprises culturelles et artistiques (Syndeac), qui regroupe la quasi-totalité des théâtres et centres chorégraphiques subventionnés, pourtant présent dans la salle et coorganisateur du rassemblement, omettait de faire part d'une missive reçue quelques heures plus tôt l'informant des résultats obtenus à Ma-

Si bien que c'est un peu interloqué qu'on a assisté à une longue, très longue soirée, presque une soirée de dupes, qui a commencé par le cours magistral d'un professeur de sciences politiques, Jacques Généreux, sur les effets pervers de Maastricht et de la politique des taux de change pour s'achever par



les remerciements de l'admirable Micheline Rozan, codirectrice des Bouffes du Nord, entrée en théâtre en 1952 au côté de Jean Vilar et épatante doyenne d'une profession aux abois. Entre ces deux interventions, une bonne douzaine de personnes ont pris la parole au pied d'un gradin placé face au public, représentant la quasi-totalité des

professions artistiques, à l'exception notable et inexpliquée de la danse - la chorégraphe Ratine Saporta, présente dans la salle, parut vivement le regretter mais choisit de ne pas intervenir. Une petite place fut faite aussi à la recherche scientifique, qui souffre depuis 1993 d'importantes réductions budgétaires. Ces prises de parole furent marquées surtout par le témoignage d'un metteur en scène anglais, Mickael Batz, traduit simultanément par Ariane Mnouchkine, qui, narquoise, a soigneusement décrit les affres d'une politique culturelle libérale et la lente décrépitude de la création contemporaine au Royaume-Uni.

* S'ENGUEULES SANS S'ÉGORGES » Cependant, après ces interventions prévues par les organisateurs, de nombreux professionnels se sont relayés au micro pour faire part de leurs difficultés, de leurs espoirs aussi et pousser à décider d'actions ultérieures plus spectaculaires afin de faire reculer un gouvernement dont ils ne savaient toujours pas qu'il avait déjà cédé sur leurs revendications les plus

Comme à l'ordinaire dans ces sortes d'assemblées générales qui, au théâtre, deviennent vite délirantes, certains proposaient de transformer dès 1996 le Festival d'Avignou, habituel otage des agités de tous ordres, en caravane itinérante dans les villes françaises, tandis que d'autres lançaient l'idée d'un enlèvement de Serge Dassault pour le livrer à la justice belge... Il a fallu attendre plus de trois heures quarante pour que le metteur en scène Elisabeth Chailloux, alors

que la soirée était devenue extrêmement confuse et virait au règiement de comptes entre petites compagnies « déshéritées » et institutions « namies », lise enfin une version tronquée des courriers ministériels devant un public qui s'était clairsemé, leutement mais

Ariane Mnouchkine essayalt vers minuit trente de tirer queiques conclusions de cette carieuse manifestation qu'elle n'aurait pour rien au monde close avant un terme communément consenti. C'est d'un ton désabusé qu'elle a déclaré: « On ne sait plus s'écouter sans s'assassiner. Il faudrait que le venin ne soit pas parmi nous, il faudraft réapprendre à s'engueuler sans s'égorger, à s'aimer un tout petit peu. aussi, de temps en temps. Ce qui s'est passé ce soir est seulement une première étape. » On ne saura rien de la suivante avant quelques jours, avant que les coordinateurs du groupe Epopéa, aussi sympathiques qu'amateurs dans l'organisation d'une soirée de mobilisation, ne retrouvent leurs esprits, et les artistes la sérénité nécessaire à leurs actions futures. Et pour phisieurs d'entre eux, une honnéteté qu'on leur supposait, à tort, évi-

Olivier Schmitt

L'abécédaire des dérives municipales

férends entre les municipalités et certains des acteurs de la vie culturelle.

A Albi (Tam), le directeur du Centre culturel de l'Albigeois a été contraint de démissionner, le 31 mars, par le nouveau maire RPR, Philippe Bonnecarrère. A Blénod-lès-Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moseile), le directeur du centre culturel, fonctionnaire municipai, a été muté sans affectation par le maire PS de la ville, Christian Lecierc. A Bordeaux (Gironde), ie nouveau maire RPR, Alain Juppé, a licencié le directeur du CAPC Musée d'art contemporain, Jean-Louis Froment, sans annoncer ni successeur ni projet pour ce musée de réputation internationale. A Carpentras (Vauchuse), Jean-Claude Andrieu, maire UDF, a interdit l'exposition du plasticien Jean-Marc Bustamante parce qu'elle « pouvait choquer les consciences ». A Céret (Pyrénées-Orientales), les moyens alloués au Musée municipal ont été réduits et le conservateur, nommé par l'Etat, « mis à l'index ». Serge Dassault,

au Théâtre du Campagnol. A Mantes-la-Jolie (Yvelines), le Théâtre du Mantois a été démantelé par le nouveau maire RPR. Pierre Bédier. A Marseille, Jean-Claude Gaudin, maire UDF et ministre de l'aménage ment du territoire, de la ville et de l'intégration, a décidé de supprimer l'excellent Festival Marsellle-Méditerranée jugé « trop élitiste » pour créer une nouvelle manifestation. A Orange (Vauciuse), le maire Front national, Jacques Bompard, a dénoncé la convention qui liait le centre culturel Mosaïque à la commune et remis en question ses tiens avec les Chorégies.

A Paris, Jean Tiberi, successeur de Jacques Chirac, a décidé de réduire de 50 % la subvention allouée à l'Espace Acteur dans le XVIII arrondissement. Par ailleurs, le budget d'acquisition des œuvres d'art est passé de 13 millions de francs à 1,5 million de francs cette année. A Sarlat (Dordogne), le maire RPR et ministre délégué à l'outre-mer, Jean-Jacques de Peretti, a licencié

LE GROUPE ÉPOPÉA a rendu publique, hundi maire RPR de Corbeil-Essonnes (Essonne), a dé- le directeur du festival Les Jeux du théâtre, Fran-3 juin, la liste des villes on sont apparus des dif- cidé de supprimer 50 % de la subvention allouée cois Roche-Leciair. A Toulon (Var), Jean-Marie Le Chevallier, maire Front national, est en conflit ouvert avec le directeur du Théâtre national de la danse et de l'image, Gérard Paquet. A Verdun (Meuse), le maire RPR, Arsène Lux, a décidé de se séparer de Laurent Brunner, directeur du théâtre Le Quai, qui vient d'être nommé à Forbach par le ministre de la culture ; il a perdu du même coup pour sa ville le label national de « théâtre missionné ». A Wissous (Essonne), le maire sans étiquette de la ville, Richard Trinquier, a interdit à la Compagnie du Menteur de jouer un texte de Bertoit Brecht et a dénoncé la convention qui fiait la ville à la troupe.

Epopéa note par ailleurs que divers centres dramatiques nationaux, scènes nationales. centres d'art et fonds régionaux d'art contemporain ont été « frugilisés après les changements de municipalités en 1995 » et « dénonce les tentatives d'infléchissement des programmations et les pressions pour le non-renouvellement des équipes de

COMMENTAIRE DU BON USAGE **DES MANIFESTATIONS**

Les manifestants n'étalent encore pas tous înstallés à l'intérieur du Théatre des Bouffes du Nord qu'un communiqué émanant de la rue de Valois faisait savoir que les crédits d'intervention du ministère étaient sauvegardés. La mobilisation des artistes, même si elle devait tourner à la confusion, avait déjà eu un effet positif. Le titulaire du portefeuille de la culture, modeste ministère si on le juge à l'aune de son budget, beaucoup plus considérable si on le mesure à la taille des retombées médiatiques qu'en attendent ses locataires, ne peut se permettre de se mettre à dos une profession jugée quinteuse et quémandeuse, mais dont la communi-

cation est le métier. Philippe Douste-Biazy conneit suffisamment la musique pour mesurer les conséquences d'une fausse note dans ce type de partition. Poussé par l'événement, il a donc agi avec célérité - et, on doit l'espérer, efficacité - en intervenant sur un dossier difficile, celui du budget. Les prochains jours nous confirmeront - ou non - son entregent. L'urgence lui a également fait trouver les mots attendus pour évoquer quelques-uns des principes de la mission de l'Etat. En particulier, la notion de la continuité du service public de la

And Analysis of

 $|x-y| \geq -1 + 2 + 2 \frac{1}{2} \log \left(\frac{1}{2} \log p\right) \log p$

The Antonia des

 $z^{\mu} = |\dot{m}_{a} - - \frac{\lambda}{2} \frac{\vec{\gamma}}{2}|$

· 水。 1.255. 李文宗教。

- Committee

and a contract of the same of the same of

The state of the s

The Party

And the second second second second

A 1 4 4 2 2 5

Section of the second

culture. Est-ce suffisant? Certainement pas. D'abord parce que cette brusque flambée d'activisme, sous la pression de l'événement, peut ne pas avoir de lendemain. Ensuite, parce que si le ministre de la culture a ainsi marqué quelques points, il reste à prouver qu'il a en tête une véritable politique dans le domaine qui est censé être le sien. Si son mandat s'arrêtait demain, après une année de plem exercice, les observateurs seraient bien en peine de déterminer qu'elle fut son action à la tête du ministère. Faut-il imaginer une réunion hebdomadaire aux Bouffes du Nord pour doper l'imagination mi-

Philippe Douste-Blazy tente de désamorcer la contestation artistique

Il assure que les subventions sont préservées et que son ministère disposera, en 1996 comme en 1997, de 1 % du budget national

AU MOMENT où se tenait, hundi 3 juin au Bouffes du Nord, une assemblée contestant la dérive budgétaire du ministère de la culture, à l'heure où les artistes, mais aussi une grande partie du public, s'interrogent sur la continuité du service public dont la récente affaire du Centre dramatique national (CDN) de Corbeil-Essounes révèle la mauvaise santé, Philippe Douste-Blazy se devait de réagir avec rapidité. Il l'a fait sur trois

D'abord, les questions de principe. Le ministre de la culture annonce qu'il confie au metteur en scène Jean-Claude Penchenat, fondateur de la troupe du Campagnol et directeur du CDN de Corbeil-Essonnes, une « mission de préfiguration d'un centre dramatique national d'intervention en banlieue ». Cette nomination est assortie d'une dénonciation de « la décision unilatérale de la municipalité de Corbeil-Essonnes de ne pas poursuivre, au-delà de 1996, sa collaboration avec le CDN que dirige Jean-Claude Penchenat ». C'est la première fois, depuis la notification en février par la mairie de Corbeil-Essonnes, dirigée par Serge Dassault (RPR), de la diminution de moitié de la subvention du CDN local, que le ministre réagit publiquement.

Cette dénonciation est accompagnée d'une lettre très ferme adressée à Serge Dassault, visiblement rétif à toute tentative de conciliation. Le ministre y souligne le préfudice subit par le Théâtre du Campagnol, « qui n'a reçu de la ville que l'équivalent du quart de la subvention qui lui a été allouée en 1995. alors même qu'il a assuré l'intégralité du premier semestre en matière de saison théâtrale ».

ÉVENTUELLES RÉPARATIONS

Le théâtre se trouve ainsi « dans l'incapacité de faire face aux engagements qu'il a contractés, en premier lieu vis-à-vis de son personnel ». Mais le préjudice touche aussi «l'Etat, qui finance un centre dramatique empêché de fait de rem-

plir les missions qu'il lui a confiées. (...) je vous rappelle en outre que c'est précisément l'installation d'un centre dramatique à Corbeil qui a déterminé l'Etat à participer pour plus de 9 millions de francs à la requalification de l'ancien centre d'action culturelle ». Le ministre terunine sa lettre au maire défaillant. en n'écartant pas l'éventualité d'actions en réparation de ce préjudice. Et, dans un autre courrier adressé à Jean-Claude Penchenat, Philippe Douste-Blazy rappelle non moins fermement ce que doit être la notion de service public (lire

Second point, le budget de 1996. On sait que le ministère des fi-

La lettre du ministre à Jean-Claude Penchenat

Le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, a adressé, landi 3 juin, une lettre à Jean-Claude Penchenat, pour souligner la position de l'Etat face aux collectivités territoriales : « je tiens à rappeier fermement que l'Etat, qui subventionne l'en-

semble des centres dramatiques nationaux [CDN] et scènes nationales, est garant de la continuité du service public de la culture. En tant que ministre de la culture, il me revient de procéder à la nomination des directeurs de CDN et de donner mon agrément à celle des directeurs de scènes nationales. En aucun cas, une collectivité territoriale ne saurait disposer, à son gré, de la présence du directeur d'une de ces structures. » De plus, ce dernier, pour accomplir sa mission de service public, doit être assuré d'une parfaite autonomie et doit demeurer le seul responsable de sa programmation artistique. L'attitude de la municipalité de Corbeil-Essonnes me paraît d'autant plus grave qu'elle remet en cause la continuité du service public qui vous est confié. »

nances a décidé de « geler » 20 milliards de francs du budget national en cours. Et souhaité que la Rue de Valois, dont le budget (15,5 milliands de francs) représente 1 % de celui de l'Etat, gèle 1,2 milliard de francs. Soit un pourcentage beaucoup plus élevé que les autres ministères. Une partie de ces crédits gelés doivent se transformer en anmulation. Et Bercy visait particulièrement le titre IV du ministère de la culture, c'est-à-dire ses crédits d'intervention dans le domaine du spectacle vivant et des arts plastiques, indispensables à la diffusion culturelle. Ces derniers représeptent un total de 1,8 milliard de

Après des navettes laborieuses entre Matignon et l'Elysée, un arbi-trage a été rendu, favorable à Philippe Douste-Blazy. En effet, ce dernier précise, dans une lettre adressée le 3 juin à Christian Schiaretti, président du Syndeac, l'un des organisateurs de la manifestation des Bouffes du Nord : « En ce qui concerne les moyens d'action du ministère pour 1996, j'ai pris la décision, en plein accord avec le président de la République et le premier ministre, de préserver les crédits d'intervention (titre IV) prévus par la loi de finances initiale en faveur du spectacle vivant et, plus généralement, de l'ensemble de la création artistique. » Il ajoute : « Le budeet

de mon département atteindra cette année I % de celui de l'Etat. »

200 MILLIONS DE FRANCS On peut donc en conclure que si le budget de l'Etat est amputé de 20 milliards de francs, celui de la Rue de Valois le serait de 200 millions de francs. A répartir sur les titres V et VI, c'est-à-dire sur les investissements lourds, type grands travaux. L'achèvement du Grand Louvre, comme celui du Musée des Eyzies ou la rénovation du Musée Guimet, pourraient ainsi être diffé-

Enfin, reste à éclaircir les perspectives, plus lointaines, mais encore plus sombres du budget de 1997. En effet, Bercy avait fait savoir (Le Monde du 24 mai) qu'il envisageait une hypothèse très basse pour l'ensemble du budget de la nation. Et carrément catastrophique pour celui de la Rue de Valois, puisqu'on annonçait un bud-get de l'ordre de 12,5 milliards de francs, soit une diminution de l'ordre de 15 %. Là encore, le ministère de la culture reste confiant et pense décrocher une nouvelle fois le fameux 1% obtenu par ruses et adioaction de budeets extérieurs en 1996. Reste qu'une chose est à peu près certaine: en francs constants, il accusera une baisse.



La France et l'Allemagne solidement représentées

de théâtre à l'honneur

SEPTIÈMES RENCONTRES IN-TERNATIONALES DES ARTS GRAPHIQUES DE CHAUMONT (Haute-Marne). Renseignements: Les Silos, tél.: (16) 25-03-86-86. Jusqu'au 16 juin.

aux Bouffes du Jon

CHAUMONT

de notre envoyé spécial Chaumont est devenue le pôle incontesté de l'affiche. Elle le doit à ces Rencontres, dont c'est cette année la septième édition, mais aussi à un effort tout au long de l'année. Ainsi les Silos (média-B thèque et Maison de l'affiche) ontelles présenté, depuis le début de 1996, les dessins d'André François, la série d'affiches réalisée pour l'Observatoire international des prisons « Tout près d'ici nos prisous » (Le Monde du 29 novembre 1995) et les cent meilleures affiches allemandes, résultat d'un concours berlinois inédit en

Les Rencontres, qui durent

Exporter le graphisme français

Sous le titre « Approche : aspects de la création graphique en France », PAssociation francaise d'action artistique (AFAA) présente en avant-première à Chaumont une exposition qui va circuler dans les centres culturels à l'étranger afin de faire connaître le graphisme d'auteur français. L'affiche n'est ou'un aspect du travail des dix atellers choisis par le commissaire Pierre Ponant, qui interviennent dans la signalétique. l'édition, les pochettes de CD. les magazines et les génériques. C'est dire l'importance de leur ancrage typographique, en piein renouvellement (on y reçois Porchez, créateur du caractère « Le Monde » que vous avez sous les yeux). Le catalogue de l'exposition est constitué par un dense numéro de la revue Signes, dont la rédaction a constitué son propre choix complémentaire - de seize leunes créateurs.

★ Signes (7, rue Jean-Mermoz, 78000 Versailles), № 15/16, « La jeune création graphique en France », 150 p., 140 f.

deux semaines, ont centré cette année la compétition sur les « arts de la scène ». Il y a un siècle, l'affiche entretenalt une intimité étroite avec le théâtre musical. Jules Chéret (exposé dans la chapelle des Jésuites) chantait les opérettes et les opéras-bouffes. Aujourd'hui, si l'on en juge par la sélection des Silos (cent affiches de vingt-deux nationalités), il n'est d'affiche de la scène que théâtrale. Et un certain théâtre, puisque se trouvent favorisés les pays qui ont établi des liens solides entre théâtre public et graphisme public. On ne s'étonnera donc pas de voir la France et l'Allemagne (qui remporte les deux premiers prix) solidement représentées. On regrettera toutefois que Chaumont ne prenne en compte que les pièces uniques. Pour ne parler que de la France, des séries auraient permis d'apprécier à leur juste valeur le travail de Michel Batory pour le Théâtre national de la Colline ou celui de Titina Maselli pour le Théâtre de Gennevilliers.

Les expositions individuelles, sans thème imposé, rendent mieux compte de la diversité des approches. L'Allemand Volker Pfüller, qui a realisé, en vingtcinq ans, deux cent soixante-dix affiches de théâtre, montre l'importance de la série, notamment dans les petits formats oblongs mis au point pour le théâtre Das Ei 🍇 (L'Œuf) à Berlin-Est. Si l'Allemagne graphique a réinvesti ces dernières années avec tant de force les traditions expressionnistes des cabarets berlinois, elle le doit à cet affichiste (également décorateur et créateur de costumes),

du dessin que dans les couleurs, artisanales: «Lorsque j'ai commence, cela a choqué, dit-il. La tradition était morte. Depuis, les

jeunes ont repris. » Autre invité, le Japonais Tanadori Yokoo, dans un accrochage trop court pour rendre compte de l'importance et de la cohérence de l'œuvre. Ce père du world-poster est un virtuose de l'extrême, capable de balayer d'un seul faisceau de rayons du soleil levant (rose fluo) des images populaires indiennes et sado-maso japonaises, des œuvres op art, des silhouettes de Hiroshige, Ingres et De Chirico. Etincelant zappeur passant du crayon au pinceau, de la photo à l'ordinateur, Tanadori Yokoo s'Impose sans coup férir aux fragments qu'il assemble. Star en son pays, la seule signature de son graphisme

apporte la notoriété aux produits. Le collectif « Nous travailions ensemble » se situe dans un univers qui paraît avoir peu de points communs avec celui du bouillant Japonais. Créateur de l'image de marque des Silos (un austère épi de blé dressé), ce collectif a investi l'ancien théâtre désaffecté de la ville, jetant au sol quelques machines obsolètes symbolisant la casse des métiers traditionnels des arts graphiques. Pour Alex Jordan et son équipe, l'affiche ne peut avoir de justification sans réflexion sur son inscription dans un environnement donné, sans prise en compte de sa dimension sociale, y compris dans la plus ingrate quoti-

LIME BRASSÉE DE CACTUS

L'abandon partiel d'un entrepôt par l'armée a ouvert un espace d'exposition nouveau, qui s'ajoute à la dizaine de lieux investis par les Rencontres. Il est occupé par « Approche » (lire ci-contre) et par les travaux des étudiants en art plus professionnels parfois mais surtout beaucoup plus sages que les années précédentes.

Chaumont a en outre désormais son « off », où l'on peut voir notamment « La Parole errante » (les affiches des plèces de Gatti père réalisées par Gatti fils exposées dans un restaurant), mais aussi les campagnes publicitaires de la gendarmerie nationale, de 1945 à nos jours, où l'on retrouvera un Savignac bon enfant.

Le festival est enfin l'occasion de présenter les travaux d'atelier effectués durant l'année aux Silos avec des lycéens, des RMistes, des chômeurs sous la direction de Jean-Marc Brétégnier (« Nous travailions ensemble ») et de l'écrivain Michel Séonnet. Leurs réalisations collectives out repris prudemment contact avec la rue par une série sur la ville intitulée « Trois femmes pour un paysage ». Avec elle, la sérigraphie retrouve pleinement sa force d'impact immédiat : on n'oubliera pas la Louise Michel (native de Chau-

mont) aux ongles rouges. L'atelier des Silos n'allait d'allleurs pas rester inactif durant les Rencontres. A peine confirmés les résultats des élections en Israel, les Silos étaient réquisitionnés par l'Israélien David Tartakover, qui, en champion du graphisme d'intervention, envoyait, sous le titre Le crime paie, aux nouveaux dirigeants de son pays une brassée de sa plante favorite : le cactus.

Jean-Louis Perrier

Le palmarès

• Jury. - Alex Jordan (France), Volker Pfüller (Allemagne), Andrea Rauch (Italie), Franciszec Starowieyski (Pologne), Tanadori

Yokoo (Japon). • Récompenses. - Premier prix : Henning Wagenbreth (Allemagne) pour *Draçula*. Deuxième prix : Uwe Loesch (Allemagne) pour Les Bons Joueurs. Troisième prix: Wiesław Walkuski (Pologne) pour Tartuffe. Prix Icograda: Pierre Marionnettes.

Ice T, rappeur américain

« C'est très excitant de violer la loi, mais ça peut aussi mener à une forme de démence »

Enfant des quartiers chauds de Los Angeles, Tracy Marrow a connu les gangs, la violence, les blessures par balle, avant de devenir le rappeur lee T. Maître du récit réaliste, il a été l'inventeur du style

AYANT GRANDI à South Cen-

tral, un des quartiers les plus chauds

de Los Angeles, Tracy Marrow a

d'abord fréquenté les gangs - Crips

contre Blood - avant de mettre son

expérience de hors-la-loi au service

de ses dons de rappeur. Sous le nom

d'ice T, il deviendra un des maîtres

du récit réaliste, dépeignant la vio-

lence et la noirceur des ghettos cali-

forniens. En 1987, son premier al-

bum, Rhyme Pays (jeu de mots entre

« le crime paie » et « la rime paie»)

inaugurera un style, le gangsta rap

(le rap des gangsters), qui suscitera autant de polémiques qu'il engran-

gera de bénéfices. Etrangement,

c'est avec son groupe de rock hard-

core, Body Count, créé en 1991 pour

exister parallèlement à sa carrière

de rappeur, et son morceau, Cop Kil-

ler (tueur de flic), qu'il provoquera

un tollé. Les ligues morales et le pré-

sident George Bush kui-même met-

tront toute leur influence pour que

la compagnie Time Warner, pro-

priétaire de la maison de disques

d'Ice T, lâche le chanteur et aban-.

donne l'essentiel de son répertoire

rap. Neuf mois après cette bataille

rangée, Ice T sortira un album ven-

geur, Home Invasion, qui sera un se-

mi-échec. Aujourd'hui, apparem-

ment apaisé, il vient d'enregistrer le

troisième album de Body Count, et

public The Return of the Real, le

sixième album sous son nom, qui

marque un retour à la base du gang-

sta rap. La trentaine entamée mais

la verve intacte, Ice T reste un per-

sonnage ambigu, mélant ses quali-

tés d'observateur et son goût de la

mise en scène. Conteur de la vio-

lence urbaine, de sa réalité comme

« Quel jugement portez-vous aujourd'hui-sur votre divorce

avec Time Warner, à la suite du

scandale provoqué par Cop Kil-

lentes relations avec Sire, ma mai-

partient à Time Warner, le ne les

blâme pas pour leur choix. Les pres-

sions étaient trop fortes. Dans un

premier temps, j'al tenté quelques

renlis stratégiques pour ne pas être

mis sur la touche. Mais les conces-

sions qu'on me demandait sont de-

venues intolérables. Les gens ris-

qualent de douter de ma sincérité.

l'en al souffert. Pourtant le n'avais

pas fait plus de mai que des groupes

qui s'appellent Millions of Dead

Cops (Des millions de flics morts)

ou Cop Shoot Cop (Flic tire sur flic).

Ca va micux aujourd'hul, même si je ressens encore les séquelles de cette

affaire. La semaine prochaine, par

exemple, je devais intervenir lors

d'une conférence universitaire en

Floride. Tout était planifié, mais

quand le propriétaire de la saîle a su

que je venais, il a dit : « Pas ques-

- Home Invasion, votre album

précédent, était très marqué par

cet épisode. Vous y livriez beau-

coup de réflexions politiques. Le

nouveau, Return of the Real, re-

trouve les personnages de vos

premiers disques, les gangsters,

ainsi que les décors, les rues de

- C'est dans la rue que sont mes

racines. L'autre jour, je suis allé à

Rio. On m'a dit: « Attention, tu vas

te faire dévaliser. » Sur place, en fait,

les voyous me traitaient comme un

de leurs potes. le suis plus à l'aise

avec des truands qu'avec des cadres

supérieurs en costume-cravate. La

plupart de mes vrais amis viennent

- Votre réussite ne leur inspire

- A dire vrai, la plupart des

voyous que je connais ont plus

d'argent que moi (rires). Dans mes

disques, je ne décris pas des petits

zonards, mais des mecs qui se font

du blé. Ce sont les journalistes qui

me posent des questions sur ma

maison à Hollywood. Bizarrement,

ils ne font pas ce genre de remarque

à Bon Jovi, Eddie Van Halen ou Axl

Rose. Leur vrai problème, c'est :

« Tu as une belle maison pour un

Noir. » Cela fait quatorze ans que je

suis dans ce métier, n'ai-je pas droit

à une récompense ? Tous les gamins

du ghetto rêvent d'avoir la même

- De façon ambigué, vos chan-

baraque.

tion I »

South Central.

aucune jalousie ?

- Pendant sept ans, j'al eu d'excel-

de ses mythes.

gangsta rap (le rap des gangsters) et provoqua le scandale avec son morceau Cop Killer (Tueur de flic) qui lui valut d'être laché par sa maison d'édition Time Warner, pendant que se déchaînait une

Longtemps ébranié par cet épisode, ice T revient avec un nouveau disque qui renoue avec la chro-

sons célèbrent le mode de vie des di à Los Angeles, capitale du cinégangsters et en dénoncent à la

fois les dangers. - C'est comme demander à un drogué de te parier de l'héroine. Il te dira: « N'en prends pos, tu peux mourir. Ça m'a presque tué. » Si tu lui demandes: « C'était comment? A. il répondra : « Mec., l'adore m'envoyer en l'air. » Pareil avec la criminalité. SI on me demande : « Ice, parle de la délinquance aux gamins », je dirai : « Ne vous en mêlez pas. Tous mes amis sont mons et j'aurais pu me faire descendre.» C'est ce que raconte un titre comme i Must Stand. Mais si vous me demandez: "C'était comment? », je répondrai: « Mec. on avait tellement de fric et de nanas! » Les albums d'ice T montrent ces deux côtés. J'ai été mac, j'ai fait des braquages. J'ai recu deux balles dans le corps. Ce sont les décharges d'adrénaline qui te rendent « accro » à ce genre de truc. C'est très excitant de violer la loi, mais ça peut devenir aussi une forme de dé-Qu'est-ce qui vous a poussé à

fréquenter les gangs?

- Mes parents sont morts quand j'étais très jeune. Je n'avais ni frère ni sœur. Entrer dans un gang, c'est comme devenir membre d'un club. On peut très bien en faire partie sans commettre la moindre violence. On s'y sent bien, en sécurité. Tes copains te protègent. Ils disent que si queiqu'un te fait du mal. il le regrettera. Même tes parents ne vont pas aussi loin. Il sien dégage un sens très fort de la solidarité. mais qui, au bout du compte, est

– Est-ce que le fait d'avoir gran-

ma, d'avoir travaillé très tôt à Hollywood comme rappeur puis comme acteur, a eu une influence sur votre facon d'écrire? - le ne suis pas un grand styliste du rap. Mais je sais planter un décor, decrire des mentalités, parler de la vie de la rue. J'ai toujours su raconter des histoires, c'est ma principale qualité. Après un coup, par exemple, j'adorais raconter aux autres ce qui s'était passé. Ils s'asseyaient autour de moi. Ils étaient surs de se marrer. Il ne suffit pas de raconter l'action. Il faut tenir compte de l'ambiance, du décor, de l'état d'esprit des gens. Il faut que tes auditeurs visualisent ce que tu racontes, qu'ils aient l'impression d'y être. Je suis né avec ce don de raconter des histoires, le cinéma n'a rien à voir là-dedans. Suis-je un bon acteur parce que l'ai vécu certaines

honnète par rapport à ce que je fais. – En 1991, vous avez créé un groupe de rock, Body Count. Etait-ce pour ratisser un public que vous ne touchiez pas avec le

choses? Suis-ie un bon rappeur

parce que le sais jouer la comédie ?

l'essale surtout de toujours être

- Le funk de George Clinton et de ses groupes Parliament et Funkadelic a été ma première passion. Mais au lycée, j'ai aussi découvert le rock de Neil Young, Black Sabbath, Deep Purple, Jimi Hendrix, des groupes punk comme Minor Threat, Sur Rhyme Pays, mon premier album de rap, j'avais d'ailleurs samplé un morceau de Black Sabbath. Ca en choque certains mais l'aime ca. Et l'emmerde ceux qui

trouvent que cela porte atteinte à

ma crédibilité de rappeur. Le rock à la base est une musique noire. Je ferai ce qui me plaît. Jouer du rap, du rock, animer un show télé (Bad Ass Television) ou jouer un kangourou dans Tank Girl.

- Dans le morceau Rap Games Hijacked, vous laissez entendre que les artistes noirs sont particulièrement exploités.

- Je ne crois pas que les Nolrs sont forcement plus exploités que les artistes blancs, mais trop peu prennent leurs affaires en main. l'ai créé mon propre label, Rhyme Syndicate, et l'ai toujours fait en sorte de tout contrôler, de rester très professionnel. Par blen des côtés, le suis plus un homme d'affaires qu'un artiste. C'est un des secrets de ma lon-

- Dans cette chanson, vous dites aussi : « Un putain de juif qui n'y connaît rien essaie de te dire ce qu'est un hit de la rue. » N'a-t-on pas raison de vous accuser de racisme?

- Je ne pense pas du tout que les julfs nulsent à l'industrie musicale. Mes avocats sont julfs, comme le patron de ma maison de disques. Mais je me suis une fois trouvé devant un mec d'un label qui essayait de m'expliquer ce qu'était le rap. C'était comme si l'apprenais à un chanteur de country à parier de son cheval. Il se trouve que ce mec était juif. S'il avait été Italien, l'aurais dit : « Ce putain d'Italien, »

- Dans le rap, ou ne percolt pas toulours les limites entre la fiction, le plaisir de mettre en scène une histoire, la volonté de décrire la réalité et la prise de parole revendicatrice. N'y a-t-Il pas là un

danger? - Il est très difficile dans une chanson de prévenir l'auditeur de ce qui est vrai et de ce qui ne l'est nas. The centre d'art sera toujours suiette à interorétation, le ne me considère pas comme un porte-parole. George Clinton disait: « Qui ta vie? » Je joue avec un personnage. Si on me prend comme modèle, il faut être sur de choisir le vrai ice T. De la même facon qu'il faut faire le tri entre le vrai Schwarzenegger et Terminator. Est-ce vraiment intéressant de connaître le vrai ice T ? Je ne suis pas sûr de vouloir dire la vérité. A trop coller au réel, beaucoup de rappeurs ont fini en prison. ••

> Propos recueillis par Stéphane Davet

Retour au « gangsta rap »

Avec conoctunisme. Ice T exploite à nouveau le filon oui l'a rendu célèbre. Chroniques de la vie des gangsters projetées en stéréo comme sur un grand écran, ces chansons démontrent la virtuosité intacte d'un rapcalifornien est le plus « cinégénique » de la famille hip hop. La ciarté des scansions permet de ne rien rater de l'intrigue, la qualité du jeu dessine des personnages crédibles. Ice T a non senlement été l'inventeur du gangsta rap, mais aussi celui qui a donné un son identifiable au rap de la Côte Opest. On retrouve ici ce mélange de nonchalance et de tension menacante, métaphore musicale de la violence des ghettos balnéaires. Souvent rélouissants, ces morceaux attestent aussi des contradictions du genre. Parfois témoignages d'un certain désespoir à la manière des films de Mario Von Pebbles ou de Spike Lee, ils peuvent avoir le rythme excitant des meilleurs polars comme souffrir de la complaisance et du sexisme des pires Stallone. Ice T est un artiste et un entertoiner américain.

★ VI: Return of The Real. 1 CD Rhyme Syndicate 7243 8 41700 2 8. Distribué





Maurane en tournée

12 oct. BASTIA' . 19 oct. CONCAMEAN 22 oct. BOI Il oct. SI-NATURE 24 oct. LA CHAPELLE SUR RENDE 25 oct. LA BOCHE SUR YON 28 oct. FESTIVAL DE TREPPES 31 oct. BRUTELLES ... 02 αον, LIÈGE 07 nov. BAR LE DUC 98 soy. LAON 09 nov. NOTRE DAME DE GRAVENCHO) . 23 nov. PALENCE 12 saw. LA ROCHELLE 26 nov. COGNAC

13 poy. LORIENT 14 MOV. MAYENNE 15 mov. FONTAINEBLEAD 16 ngw. LE MANS 19 NOV. CERGY PONTOISE

C'est pour toujours





06 dec. YILLEFRANCISE 07 des. THONON 10 déc. YOIRON 11 dec. VICHY 12 đếc. NĂCON 13 dec. OYONNAJ

03 dec. ST.CHAMOND

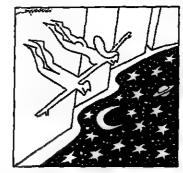
04 déc. ALBERTVILLE

05 dec. CALUTRES

Maria Bayo à l'Auditórium du Louvre

La soprano espagnole chante dans ses cordes

LORS du lancement des commémorations du cinquantenaire de la mort de Manuel de Falla, à l'Unesco, en janvier dernier (le Festival de Grenade lui consacre sa programmation, en luin et juillet), Maria Bayo avait eu le redoutable honneur, aux côtés d'Alicia de Larrocha, de célébrer en musique la mémoire du grand compositeur espagnol. On avait regretté que, dans l'immense salle de l'Unesco, elle alt cru bon de fermer complètement le couverde du piano. par peur d'être couverte, probablement... A l'Auditorium du Louvre, ectin parfait, elle devrait pouvoir dialoguer à part égale avec son partenaire et faire entendre sans le



moindre problème une voix qui, si elle n'est pas large, est d'une émission irréprochable. Cette jeune soprano, qui flirte avec le baroque

Juan Antonio Alvarez Parejo (pla-

Brahms: Lieder, Turtna, Remacha et Granados, Toldra: Melodies, Schu-

🖈 Auditorium du Louvre, accès par la Pyramide, Paris 1". Mº Louvre, Palais-Royal, 20 heures, le 5 juin. Tel.: 40-20-52-29. De 100 F à 130 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Le Printemps celte Le week-end passé a scellé les noces de l'irlande et de la Bretagne (Dan Ar Braz était de la partie). Et ca continue. Les 4, 5, 6, le groupe Mugar donne un aperçu des liens culturels entre Bretons et Berbères, avec le flutiste Nasserdine Daiil, et Ar Re Yaouank finit les soirées par un fest-noz. Le 6, en supplément, la chanteuse Annie Ebrei est accompagnée de Ricardo Del Fra. En attendant la très lmportante soirée du 7 : John Wright, Catherine Perrier et Arnaud Maisonneuve. Sons of the Desert, Jacques Pellen, et-un concert « exceptionnel » d'Alan Stivell. Grande Halle de La Villette. 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19. Mr Porte-de-Pantin. Jusqu'au 9 juin. Tel.: 40-03-75-75, 50 F. Gary Bartz

Le nouvel enregistrement de Gary Bartz (Tales of the Blues, WEA) s'apparente à une autobiographie par un saxophoniste qui a homme du métier à l'ancienne tout joué: blues, rhythm'n'blues, bop, rock'n'roll, funk, etc. Ahiste puissant et chaleureux, styliste sobre et rigoureux.

La Villa, 29, rue Jacob, Paris &. Mº Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30,

(avec René Jacobs, qui aime les * vraies * voix) et la zarzuela, est une exquise artiste et une parfaite musi-

le 4 juin. Tél. : 43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

Mourad Beleskir Pour voir de la danse, pourquoi ne pas tenter de salsir les Danses invisibles de Mourad Beleskir, suite de modules à durée variable, le plus souvent courts. ils mélent la danse à la vidéo, au cinéma. Ces modules parient du temps des danseurs, du temps passé à se préparer, à danser. Un temps confisqué, selon le chorégraphe, qu'il entend restituer.

transmettre au spectateur. Le Garage, 3, impasse du Mont-Louis, Paris 11. 21 heures, les 4, 5 et 7. Tel.: 43-63-92-49. Susanne Linke

Toujours impressionnante Susanne Linke! Après sa précédente plèce consacrée à la geste ouvrière, elle montre l'univers des hommes, non plus quand ils sont au travail, mais quand ils sont entre eux. Les petits ravages du machisme très ordinaire sont regroupés dans Märkische Landschaft. La chorégraphe est artiste attachée au Hebbei Theater de Berlin : une réfé-

rence. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4. M. Châtelet. 20 h 30. les 4, 5, 7 et 8 juin. Tél. : 42-74-22-77. 140 F.

THÉÄTRE

Une sélection des pièces à Paris et en lie-de-France

NOUVEAUTÉS

Les 24 Heures du monde de Bruno Freyssinet, mise en scéne de l'auteur, avec Matthieu Boiset, Evelyne Bork, Christophe Caustier, Sylvia Conti, Gildas Milin, Nathalie Yanoz, Bruno Freyssinet, Amaud Caron, Antoine Romana, William Nadylam-Yotnda, Louise Lemoine, Olivia Willaumez, Ba-ba Meyong Bekate, Desolina Sutter, Nils Ohlund, Béatrice Tessier, Philippe Patois et Laurent Machefert.

Palais de la Découverte (Planétarium), avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8º. M° Champs-Elysées-Clemenceau, Fran-klin-Roosevelt, A partir du 7 juin. Les vendredi 7. samedi 8. mardi 11. mercre-di 12. jeudi 13. vendredi 14. samedi 15. mardi 18. a 20 h 30. Tel. : 40-74-81-73. Duree: 1 heure. 40 F* et 50 F. Jusqu'au Baisers d'hirondelles

d'Akel Mohamed Akian, mise en scène de l'auteur, avec Diamei Adrar, Akei Akian, Louisa Amouche et Belkacem

Théátre du Campagnol, 20-22, rue Marcel-Cachin, 91 Corbeil-Essonnes, Le jeudi 6, à 19 heures ; les vendredi 7 et samedi 8, à 20 h 45. Tél. : 64-96-63-67. Durée : 1 h 30. De 50 F° à 110 F. Chemins de traverse

de Christine Angot, mise en scène de Gérard Desarthe, Marcial di Fonzo Bo et Joël Jouanneau, evec Claude Degliame, Sylvie Ferro, Catherine Hey-rold, Elizabeth Macocco, Maud Rayer, Andrea Schieffer, Christèle Tual, Sybille Tureau, Marcial di Fonzo, Bo, Valérie Lang, Muriel Mayette, Joël Jouanneau et Gérard Desarthe.

Theatre ouvert-Jardin d'hiver, 4, cité Véron, Paris 18". Mº Blanche. Du mardi 4 au vendredi 7, à 19 heures ; le samedi 8, à 17 heures et 19 heures, Tel. : 42-52-59-49. Entrée libre. La Seconde Surprise de l'Amour

de Marivaux, mise en scène de Michel Dubois, avec Pascaline Pointillart, Di-dier Sauvegrain, Philippe Bombled, David Gabison, Joanne Genini et Frédenc Leconte. Artistic-Athevains, 45, rue Richard-Lenoir, Paris 11°, Mº Voltaire, Les mercre-

di 5 et jeudi 6, à 18 h 45 ; les vendredi 7, samedi 8, mardi 11, à 21 heures ; le dimanche 9, à 17 heures. Tél. ; 43-56-38-32. Durée : 2 h 15. 80 F* et 150 F. Jusqu'au 12 iuillet SÉLECTION

de Serge Kribus, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Michel Aumont, Isa-belle Carré, Marc Citti, Luc-Antoine Diquero, Bruno Flender, Catherine Hié-gel, Olivia Machon, Roger Mirmont, Emiliano Suarez, Christine Citti, Maria Verdi, Sylvain Thirolle et en alternance Manon Azem. Emilie Delaunay et Anne-Sophie Suarez ou Laure-Line

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20°. Mº Gambetta. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le di-manche, à 15 h 30. Tél. : 44-62-52-52. Durée : Z h 10. 110 F* et 160 F. Jusqu'au

gnette et l'défilé d'après Jules Mousseron, mise en

scène de Jacques Bonnaffé, avec Jacques Bonnaffé et Henri Binault, Richard Cuvillier, René Delberghe Jacques Francesini, Marc Hardy, Jean Lespinasse et Bernard Maté (musi-Théâtre de la Bastille, 75, rue de la Ro

quette Paris 11°. Mº Bastille, Voltaire. Les mardi 4, jeudi 6, vendredi 7, same-di 8, à 21 heures; le mercredi 5, à 19 h 30. Tél. : 43-57-42-14. Durée :

Ce mai exquis de Jean Bois, mise en scène de l'auteur, avec Dominique Constantin, Jean Bois et Marie Haumier (soprano). Essaion de Paris, 6, rue Pierre-au-Lard, Paris 4: MP Hôtel-de-Ville. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tál.: 42-78-46-42. Durée: 1 h 30. De 60 F° à 120 F. Jusqu'au

30 juin. Le Chant des chants mise en scène de Patrick Heggiag, avec en alternance Agnès Adam, Catherine Aymerie, Djemel Barek, Paula Brunet-Sancho, Sophie Caffarel, Dominique Chaix, Gérard Cherqui, Marie Collins, Flaminio Corcos, Delphine Crubezy, Philippe Dormoy, Emmanuelle Drouet, Jean-Frédéric Ducasse, Simon Elbaz, Hervé Falloux, Jean-Claude Fernande: Sophie Guiter et Nathalie Grauwin.

Théatre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, Paris 6. M° Odéon, RER Luxembourg. Les mardi, mercredi, vendradi, samadi, dimanche, lundi, à 17 heures. Tél. : 44-41-36-36. Durée : 1 h 45. 50 F. Jusqu'au

La Dorme de mort d'August Strindberg, mise en scène de Matthias Langhoff, avec Bérangère

Dautun, Muriel Mayette, Jean Dautremay, Céline Samle et Gilles Privat. Comédie-Française salle Richelleu, place Colette, Paris 1°. M° Palais-Royal.

Les Demiers Devoirs de Louis Calaferte, mise en scène de Jean-Pierre Miguel, avec Alain Pralon, Catherine Ferran et Florence Viala. Comédie-Française Théâtre du Vieux Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris 6^a. M^a Saint-Sulpice. Les mardi 4, mercredi 5, vendredi 7, samedi 8, à 20 h 30 ; le jeudi 6, à 19 heures ; le di-manche 9, à 16 heures. Tél. : 44-39-87-00. Durée : 1 h 30. De 60 F* à 150 F.

d'après Knut Hamsun, mise en scène

de Jacques Osinski, avec Denis Lavant et Sophie Mihran. Théâtre de la Cité Internationale, 21, boulevard Jourdan, Paris 14°, RER Cité-Douievard Journal, 1976 14*, N.D. Cite Universitaire. Les mardi 4, vendredi 7 et samedi 8, à 21 heures; le jeudi 5, à 19 h 30. Tél.: 45-89-38-69. Durée : 1 h 40. De 55 F* à 110 F. Dernières.

L'illusion comique de Pierre Corneille, mise en scène d'Eric Vigner, avec Nazim Boudjenah, Dominique Charpentier, Cécile Garcia-Fogel, Eric Guenn, Denis Léger-Milhau, bert Marcantognini, Jérémie Olei Gregoire Æstermann, Guy Parigot, Erlc Petitjean et le Quatuor Matheus.

Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pe-blo-Picasso, 92 Nanterre. Du mardi au vendredi, à 20 h 30. Tél. : 46-14-70-00. Durée : 2 h 30. De 80 F* à 130 F. Der-

*nitre*n. Léo Burdant de Gérard de Nerval, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Catherine Sauval, Thierry Hancisse, Jean-Piere Michaël, igor Tyczka, Andrzej Seweryn, Eric Frey, Christian Blanc, Jean-Baptiste Malartre, Cécile Brune, Malik Faraoun, Samuel Le Bihan, Leurent d'Oice, en alternance Olivier Dautrey ou Eric Ruf et Thibault de Montalembert ou Leurent Rev. bert ou Laurent Rey.

Comédia-Française selle Richelleu, place Colette, Paris 1º. Mº Pelais-Royal. Les mercredi 5 et vendredi 7, à 20 heures ; le dimanche 9, à 14 h 30 et 20 heures. Tél.: 40-15-00-15. Durée: 3 h 30. De 25 F° à 175 F. Jusqu'au 21 juillet. Made in Calatern

d'après Louis Calaferte, mise en scène de Victor Viala, avec Sylvie Fevre et

Essalon de Paris, 6, nue Pierre-au-Land. Paris 4. MP Hötel-de-Ville. Du mardi au samedi, à 19 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 42-78-46-42. 60 F° et 90 F. Demières,

d'après Oscar Vladislas de Lubicz-Mi-

losz, mise en scène de Laurent Terzieff, avec Laurent Terzieff, Pascale de Boysson et Philippe Laudenbach ou Claude Aufaure. Théâtre de l'Atelier, 43, rue d'Orsel,

Paris 18". Mº Anvers. Du mardi 4 au vendredi 7, le mardi 11, à 19 heures. Tél.: 46-06-49-24. Durée: 1 heure: 30 P° et 120 F. jusqu'au 14 juin.

d'Eugène Labiche et Edouard Martin. mise en scène de Jean-Louis Benoît, avec Dominique Constanza, Jacques ereys, Yves Gasc, Anne Kessler, Jean-Pletre Michael, Igor Tyczka, Eric Frey,

Christian Blanc, Eric Doye, Bruno Putzulu, Bruno Raffaelli et Laurent Rey Comédie-Française salle Richeileu, place Colette, Paris 1º. Mº Palais-Royal. Le samedi 8, à 14 h 30; le lundi 10, f 20 h 30. Tél.: 40-15-00-15. Durée 2 h 15. De 25 F* & 175 F. Jusqu'au

Moi qui ai servi le roi d'Angleterre de Bohumil Hrabal, mise en scène de Michel Dubois, avec Jean-Paul Farre Théatre national de Chaillot, 1, place du Trocadero, Paris 10°. Mº Trocadero. Du marcii au samedi, a 20 h 30; le di-manche, à 16 heures. Tél.: 47-27-81-15 Durée : 1 h 45. 120 F* et 160 F. Jusqu'au

29 juin. Nina Stromboli ou le Démon de midl de Jérôme Savary, mise en scène de l'auteur, avec Vanessa Devraine, Michel Dussarrat, Maxime Lombard, Carlos Pavlidis, Alain Poisson, Jérôme Savary et Michel Bos, Estelle Buttel, Marc Chalosse, Christian Hillion et Jean-Luc Panni (musiciene).

Pagni (musiciens). Théatre national de Challlot, 1, place du Trocadéro, Paris 18- Mª Trocadéro. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le di-manche, à 16 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 2 heures. 120 F* et 160 F. Jus-

gu'au 12 iuillet. Le Tartuffe de Molière, mise en scène d'Ariane Mnouchkine, avec Myriam Azencos, Duccio Bellugi Vannuccini, Sergio Can-

to, Juliana Carneiro Da Cunha, Helene Cinque, Laurent Clauwaert, Martial Jacques, Brontis Jodorowsky, Shah-rokh Meshkin-Ghalam, Nirupama Ninandan, Renata Ramos-Maza, Nicolas Sotnikoff, Valérie Crouzet. Merle-Paule Ramo-Gumard, Pedro Pin-heiro Guimaraes, Jocelyn Lagarrigue, Nicolas Sotnikoff et Jamaih Aberkane Cartoucherie-Théâtre du Saleil, route du Champ-de-Manceuvre, Paris 12. Mi-Château-de-Vincennes, puls navette Cartoucherle ou bus 112. Du mercredi au samedi, à 19 h 30 ; le dimanche, a 15 h 30. Tél. : 43-74-24-08. Durée : 3 h 30, 150 F. Jusqu'au 14 juillet. Un fils de notre temps d'Odon von Horvath, mise en scène de

Sylvain Maurice, avec Michel Quidu. Théâtre de l'Atalante, 10, place Charles-Dullin (Impasse à gauche), Pa-ris 18°. M° Anvers, Abbesses. Du mer-credi au samedi, le lundi, à 20 h 30; le dimanche, à 17 heures. Tél. : 46-06-11-90. Durée : 1 heure. 70 F° et 120 F. Jus-Un grand eri d'amour

de Josiane Balasko, mise en scène de l'auteur, avec Josiane Balasko, Richard Berry, Jean-Claude Bouillon at Philippe

Théâtre de la Michodière, 4 bis, rue de la Michodière, Paris.2º. Mº Opéra, Quatre-Septembre. Du mardi au vendredi, à 20 h 30 ; le samedi, à 17 heures et 20 h 30, Tel. : 47-42-95-22, Durée : 2 haures. De 50 F à 240 F. Jusqu'au 30 juin. Un aunt Idéal

d'Oscar Wilde, mise en scène d'Adrian Brine, avec Anny Duperay, Dominique Sanda, Didier Sandre, Françoise Gillard, Edith Perret, Jacques Debary et Frédéric Van Den Driessche.

verd de Strasbourg, Peris 10°. Mº Strasbourg-Saint-Denis. Du mardi 4 au ven-dredi 7, le mardi 11, à 20 h 45 ; le venche 9, à 15 h 30. 7eL : 42-08-77-71. Durée : 2 heures. De 80 F à 280 F. Jusqu'au 30 juillet. (*) Tarifs réduits.

Représentations jusqu'au 30 juin ** Serge Kribus Jorges Lavelli Théâtre national Soirde 20h30 • Matinde 15h30 27 44 62 52 52

CINEMA

NOUVEAUX FILMS L'ARÈNE DU MEURTRE

Film israélien d'Amos Gital, avec Lea Rabin, textes récités par Hanna Schygulia VO: Studio des Ursulines, 5º (43-26-19-09); L'Entrepôt, 14° (45-43-41-63). BONGO MAN

Film allemand-lamakain de Stephan Paul, avec Jimmy Cirff (1 h 45). VO : Images d'ailleurs, 5° (45-87-18-09). DES LENDEMAINS QUI CHANTENT Film français de Caroline Chomienne, avec Julien Gangnet, Pierre Allio, Alphonse Ghanem, Pascal Mathieu, Elodie Menneoan. Delia Routsova (1 h 10). UGC Ciné-cité les Halles, 1°; Espace Saint-Michel, 5° (44-07-20-49).

Film americain de Spike Lee, avec Theresa Randle, Isaiah Washington, Spike Lee, Je-nifer Lewis, Debi Mazar, Peter Berg

VO: Gaumont les Halles, dolby, 1= (40-39-99-40; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opera Impérial, dolby, 2° (47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Racine Odéon, 6º (43-26-19-68; réservation : 40-30-20-10) : Saint-André-des-Arts I, 6º (43-26-48-18); Flysées Lincoln, dolby, 8° (43-59-36-14; réservation : 40-30-20-10); Publicis Champs-Elysées, 8 (47-20-76-23 ; ré-servation : 40-30-20-10) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13° (45-80-77-00; reservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia. dolby, 144 (43-27-84-50; reservation: 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14* (43-20-32-20 ; reservation : 40-30-20-10) ; Pathe Wepler, dolby, 18" (reservation: 40-30-

PRINCESSE CARABOO Film américain de Michael Austen, avec Phoebes Cates, Kevin Kline, Jim Broadbent, Wendy Hugues, John Lithgow, Ste-

VO: 14-Juillet Beaubourg, 3 (42-77-14-VO: (A-Jointe Beaution); 3 (reservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); Gaumont Parnasse, dolby, 14* (reservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, tolby, 14 (43-27-84-50; réservation : 40-30-20-10).

VF: Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13° (47-07-55-88; réservation : 40-30-20-

SUNCHASER Film americain de Michael Cimino, avec Woody Harrelson, Jon Seda, Anne Bancroft, Alexandra Tydings, Matt. Mulhern, Talisa Soto (2 h).

VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1"; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6' (46-33-79-38); UGC Montparnasse, dolby, 6'; UGC Odéon, dolby, 6°; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8° (43-59-04-67;

reservation: 40-30-20-10); Max Linder Panorama, THX, dolby, 9° (48-24-88-88; re-servation : 40-30-20-10); La Bastille, dolby, 11' (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italia, dolby, 13' (45-80-77-00; reserva-tion: 40-30-20-10); 14-Julilet Beaugrenella, dolby, 15' (45-75-79-79); Pathe Wepler, dolby, 18" (réservation : 40-30-20-10). VF : Paramount Opèra; dolby, 9" (47-42-77: Paramount Opera, 1000/, 1747-175-56-31; reservation: 40-30-20-10); UGC Gobelins, dolby, 13°; Gaumont Alésia, dolby, 14° (43-27-84-50; reservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, dolby, 14° (reservation: 40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15° (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20° (46-36-10-96 ; reservation : 40-30-20-10).

EXCLUSIVITĖS

L'AGE DES POSSIBLES de Pascale Ferran, avec les élèves-comédiens du Théêtre national de Strasbourg.

Français (1 h 45). 14-Juillet Beaubourg, 3* (42-77-14-55) : Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5* (43-54-15-04) : Le Balzac, 8º (45-61-10-60). LA BALLADE DE NARAYAMA de Keisuke Kinoshita

avec Kinuyo Tanaka, Yuko Mochizuki, Telji Takahashi, Danko Ichikawa, Seiji Miyaguchi, Ken Mitsuta. Japonais (1 h 38). VO : Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 5º

(43-54-42-34). CHACUN CHERCHE SON CHAT de Cédric Klapisch, avec Garance Clavel, Zinedine Soualem, Renée Le Calm, Olivier Py, Arapimou,

Français (1 h 35). UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 14: 14-Juillet Odéon, dolby, 6° (43-25-59-83); UGC Rotonde, dolby, 6°; Le Balzac, 8° (45-61-10-60); UGC Opéra, 9°; 14-Juillet Bastille, dolby, 11° (43-57-90-81); Escurial, dolby,

LE COUR FANTÔME de Philippe Garrel. avec Luis Rego, Aurélia Alcais, Maurice Garrel, Evelyne Didi, Roschdy Zem, Ca-

13 (47-07-28-04; reservation: 40-30-20-

Français (1 h 27). Epée de Bois, 5º (43-37-57-47). CORPS ET AMES d'Aude Vermeil, avec Catia Riccabonni, Philippe Reymon din Antoine Guinand, Bernadette Patois, Monica Goux, Jean-Daniel Vermeil. Suisse (1 h 25). Studio des Ursulines, 5º (43-26-19-09); Le République, 11° (48-05-51-33).

LE CRO DE LA LAVANDE DANS LE CHAMP DE SAUTERELLES avec Rossi de Palma, Jacky Nercessain, Carla Signoris, Maurizio Crozza, Ugo Dighero. Mauro Pirovano. Franco-italo-espagnol (1 h 30). VO: Latina, dolby, 4° (42-78-47-86). CRYING PREEMAN (*)

avec Mark Dacascos, Julie Condra, Tcheky Karyo, Rae Dawn Chong, Yoko Shimada, Masaya Kato Byron Mann, Franco-canadien (1 h 40). VO: UGC Forum Orient Express, dolby, ; George-V. 8. VF: UGC Montpartiasse, 6"; Paramount Opèra, dolby, 9" (47-42-56-31; réserva-tion: 40-30-20-10); UGC Gobelins, 13".

DEAD MAN de Jim Jannusch. avec Johnny Depp, Gary Farmer, Lanca Henriksen, Robert Mitchum, Gabriel Byrne, John Hurt.

Americam, noir et blanc (2 h 14). Americam, nor et otaric (2 n 14).

VO: 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3* (42-77-14-55); Images d'ailleurs, 5* (45-87-18-09); Le Quartier Latin, 5* (43-26-84-65); Lucernaire, 6* (45-44-57-34).

LES DERNIERS IOURS
D'EMMANUEL KANT

de Philippe Collin, avec David Warnlow, André Wilms, Roland Amstutz, Christian Rist, Julien Rochefort, Claude Aufaure. Français, noir et blanc (1 h 10). Studio des Ursulines, 5° (43-26-19-09). de Peter Capaldi, Pat Harkins, Bill Britten,

Jim Gillespie, Carl Prechezer et Andrew Kötting, Britannique (1 h 27). VO : Action Christine, 6' (43-29-11-30). LES GENS DES BAITAQUES Français (1 h 28).

VO: Le Quartier Latin, 5° (43-26-84-65). GOOD MEN, GOOD WOMEN de Hou Hsiao-hsien, avec Annie Shizuka Inoh, Lim Giong, Jack Kao, Vicky Wei, King Jieh-wen, Tsai Chen-

Taiwanais (1 h 48). VO: Les Trois Luxembourg. 6* (46-33-97-77 ; reservation : 40-30-20-10). LE HUTTIÈME JOUR

de Jaco Van Dormael, avec Daniel Auteuil, Pascal Duquenne, Miou-Miou, Isabelle Sadoyan, Henri Gar-cin, Michele Maes. cm, micriee maes.
Franco-belge (1 h 58).
Gaumont les Halles, dolby, 1º (40-39-99-40; réservation : 40-30-20-10); Rex, dolby, 2º (39-17-10-00); 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3º (42-77-14-55); 14-Juillet Odéon.

dolby, 6* (43-25-59-83); UGC Montpar-

nasse, dolby, 6°, Gaumont Marignan, dolby, 8° (reservation: 40-30-20-10); George-V. THX. dolby, 8°; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8° (43-87-35-43; réserva-

tion: 40-30-20-10): Paramount Opéra. sia, dolby, 14º (43-27-84-50; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dol-by, 15° (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15"; UGC Maillot, dolby, 17"; Pathé Wepler, dolby, 18" (réservation : 40-30-20-10); Le Gambetta, dolby, 20" (46-35-10-96; réservation : 40-30-20-10). KANSAS CITY

de Robert Altman, avec Jennifer Jason Leigh, Harry Bela-fonte, Miranda Richardson, Dermot Mulroney, Steve Buscemi, Michael Murphy. néricain (1 h 58).

VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1"; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2" (47-70-33-88; réservation : 40-30-20-10); UGC Danton, 6"; UGC Normandie, dolby, 8"; La Bastille, 11" (43-07-48-60); Mistral, 14" (39-17-10-00 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parmassiens, dolby, 14 (43-20-32-20; reservation: 40-30-20-10). LIGHE DE VIE

de Pavel Lounguine, avec Vincent Perez, Armen Djigarkha-nian, Tania Metcherkina, Alexander Balouev, Serguel Stepantchenko, Dimitri Franco-suisse-italien-russe (1 h 40). VO : Images d'ailleurs, 5° (45-87-18-09). LE MONTREUR D'OMBRES

de Lefteris Xanthopoulos, avec Kostas Kazakos, Stratos Tzortzoglou, Giorgos Ninios, Dora Masklavanou, Vlassis Grec (1 h 45). VO: Images d'ailleurs, 5º (45-87-18-09). LES NOUVELLES AVENTURES

de Peter Lord, David Sproxton, Sam Fell et dessin animé Britannique (1 h 13). VO: 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3° (42-77-14-55); Epée de Rois, 5° (43-37-57-47); 14-Juillet Parnasse, 6* (43-26-58-00). VF : Epèe de Bois, 5* (43-37-57-47) ; 14-Juil-Vr : Epec de Bols, 5' (#3-26-38-00) : Elysées Lincoln, 8' (43-59-36-14 ; réservation : 40-30-20-10) : Gaumont Gobelins Fauvette, dobby, 13' (47-07-55-88 ; réservation : 40-30-20-10).

de Patrice Leconte, avec Fanny Ardant, Charles Berling, Bernard Giraudeau, Judith Godrèche, Jean Français (1 h 42).

RIDYCLKE

dolby, 2* (39-17-10-00); 14-Juillet Beaucolog, 2: (39-17-10-00); 14-Juliet Beau-thourg, dolby, 3: (42-77-14-55); Espace Saint-Michel, dolby, 5: (44-07-20-49); 14-Juliet Hautefeuille, dolby, 6: (46-33-79-38); Bretagne, dolby, 6: (39-17-10-00); re-servation: 40-30-20-10); UGC Danton, dolby, 6: (30-monthanbassate, dolby, 6: (43-59-19-08); retrostion; 40-30-20-50. (43-59-19-08; réservation : 40-30-20-10); Seint-Lazare-Pasquier, dolby, 8° (43-87-35-43 ; reservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby 8º: Gaumont Onéra Frangals, dofby, 9° (47-70-33-88; reservation: 40-30-20-10); Les Nation, dolby, 12° (43-43-04-67; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12°; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13° (47-07-55-88; reservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, dolby, 14* (réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14* (43-27-84-50 ; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beau-grenelle, dolby, 15- (45-75-79-79); Gau-mont Convention, dolby, 15- (réservation: 40-30-20-10); Gau-mont Kinopanorama, dolby, 15' (réservation : 40-30-20-10); Majestic Passy, dolby, 16' (44-24-46-24; réservation : 40-30-20-10); UGC Maillot, 17'; Pathé Wepler, dolby, 18" (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20" (46-36rvation: 40-30-20-10). LE ROCHER D'ACAPULCO (**)

de Laurent Tuel, avec Margot Abascal, Antoine Chappey, Zinedine Soualem, Howard Vernon, Tara Gano, Jean-Max Causse. Français (1 h 15). Espace Saint-Michel, 51 (44-07-20-49).

LA SECONDE POIS de Mimmo Calopresti, avec Nanni Moretti, Valeria Bruni Tedeschi, Valeria Milillo, Roberto De Francesco Marina Confalone, Simona Caramelli. Italien (1 h 20).

VO : Gaumont les Halles, dolby, 1° (40-39-99-40 ; réservation : 40-30-20-10) ; L'Arlequin, dolby, 6" (45-44-28-80; réservation : 40-30-20-10); UGC Rotonde, 6"; Le Balzac, 8° (45-61-10-60); Majestic Bastille, dolby, 11° (47-00-02-48; réservation: 40-30-20-10); Escurial, dolby, 13" (47-07-28-04; réservation : 40-30-20-10). SMALL FACES (**) de Gillies MacKinnon.

J. S. Duffy, Laura Fraser, Garry Sweeney, Clare Higgins. Britannique (1 h 48). VO : Epée de Bois, 5° (43-37-57-47). LE TEMPS DE L'AMOUR de Mohsen Makhmaibaf, avec Shiva Gerede, Abdolraman Palay, Aken Tunt, Menderes Samanjilar. Iranien (1 h 15).

vec lain Robertson, Joseph MacFedden,

VO: 14-Juillet Parnasse, 6" (43-26-58-00). DIS VIES ET UNE SEULE MORT de Raoul Ruiz, redes, Arielle Dombasie. Franco-espagnol (2 h 03).

servation: 40-30-20-10): Gaumont Opéra impérial, 2º (47-70-33-68 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Saint-Germain-des-Près, Seile G. de Beauregard, & (42-22-87-23 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Andrédes-Arts II, 6" (43-26-80-25); Publicis Champs-Elysées, 8" (47-20-76-23; réserve-tion: 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Fauvette, 13* (47-07-55-88 : réservation : 40-30-20-10); Blenvert0e Montparnesse, dolby, 15° (39-17-10-00); réservation : 40-30-20-10); Pathé Wepler, 18° (réservation :

40-30-20-10). UN HÉROS TRÈS DISCRET

de Jacques Audiard, avec Mathieu Kassovitz, Anouk Grinberg, Sandrine Kiberlain, Albert Dupontel, Nadia Barentin, Bernard Bloch, Français (1 h 45).

Français (1 n 45).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1°; UGC Codéon, dolby, 6°; UGC Montparnasse, 6°; Gaumont Ambassade, dolby, 8° (43-59-19. 08; réservation : 40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8°; UGC Opera, dolby, 9°; Majestic Bastille, dolby, 11° (47-00-02-48; 8° reservation: 40-30-20-10); UGC Gobelins, dolby, 13°; Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14* (43-27-84-50; reservation; 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15* (45-75-79-79); Gaumont Convenby, 15 (45-73-73); Gaunton: Curven-tion, dolby, 15 (réservation: 40-30-20-10); Majestic Passy, dolby, 16 (44-24-46-24; réservation: 40-30-20-10); UGC Mail-lot, 17°; Pathé Wepler, dolby, 18° réseauction: 40-30-20-10; 16 Gambale (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20° (46-36-10-96 ; réservation : 40-30-20-101

UN VAMPERE À BROOKLYN (*)

de Wes Craven,
avec Eddie Murphy, Angela Bassett, Allen
Payne, Kadeem Hardison, John Witherspoor, Zakes Mokae. Américain (1 h 42).

VO: UGC Cine-cité les Halles, dolby, 1°; UGC Danton, dolby, 6°; Gaumont Mari-gnan, dolby, 8° (réservation : 40-30-20-10); George-V, dolby, 8°.

30-20-10); UGC Convention, dolby, 15: Pathé Wepler, dolby, 18: (réservation: 40-30-20-10); Le Gambetta, dolby, 20: (46-36-10-96; reservation: 40-30-20-10). VISAGE ÉCRIT de Daniel Schmid

avec Tamasaburo Bando, Haruko Sugimu-ra, Han Takehara, Kazuo Ohno, Yajuro Bando, Kai Shishido. Japonais-suisse (1 h 30) VO: Lucemaire, 6' (45-44-57-34).

(*) Films intendits aux moins de 12 ans.

(**) Films intendits aux moins de 16 ans.

医面积 的复数海绵 化氯 and the second by بالمعيول والالالكان والماء e all Najer. ... — ...

5 2 5 A 🕸

775.

5 44

The second section of the sect

19 March 19 May 1991

77.743,411

 $\Delta x = - \frac{1}{2} \Delta x + \sqrt{\Delta x}$

1996年 - 基本 - 安安 · 安阳电影

Serie Frankling

and the second second

المحيج فترورته كالروائس والمناسبين

 $1 + \frac{1}{2} + \frac{1}{2} + \frac{1}{2} \frac{1}{2} \frac{1}{2} \frac{1}{2} + \frac{1}{2} \frac{1}{2} \frac{1}{2} \frac{1}{2} + \frac{1}{2} \frac{1}{2} \frac{1}{2} + \frac{1}{2} \frac{1}$

Contract of the com-

- 1 - eggin - Assessed

· 人名 网络人姓氏克特

man the parties again

A Sugar

 $\{\lambda_{i}, a_{ij}, \dots, a_{ij}\}$

44 ...

29.75

1.40 热眠器

コスタ ラ 東 海道

 $\chi = (2^{n-1}) G_{n-1}(g_n)$

to the transport

The second second

er all saligable

di k

· 电电流 野海

A second

Sec. 30, 29

eta, filozóa. A eta ar j

weet by

· 美術

AND THE PARTY

€ 47**94** £ 54**9**

1.45

Le « Times » relance la guerre des prix outre-Manche

Profitant du calendrier sportif estival, le quotidien du groupe de Rupert Murdoch opère une nouvelle baisse de tarif pour le journal qui paraît le lundi

LONDRES

المراوية المؤسا - 10

 $\mathcal{H}_{\mathcal{F}}(0,A_{\mathcal{F}_{\mathcal{F}},\mathbf{w}_{\mathcal{F}_{\mathcal{F}}}}) = 0$

4

the state of the same

And the second

1986

1000

 $(a_{10\pi/2}^{(n)}, a_{10\pi/2}^{(n)}, a_{20\pi/2}^{(n)})$

The State of Control of the Control

 $\varphi(\lambda) = (x,y) + y$

Carrier Section 25

 $\mathcal{M}_{\mathcal{A}_{\mathcal{A}}}(x,y) \leq \chi$

1.5 % 4

.

.- . .

.

. S. 1

. ...

 $\mathcal{C}_{\theta} \in \mathcal{C}_{\theta, \theta}$

THE R. L. L.

grand a graduit a later of the

and the state of

174

de notre correspondant Trois ans après une première escarmouche qui avait affaibli certains quotidiens, la guerre des prix est relancée dans la presse britannique. C'est à nouveau le magnat australo-américain des médias, Rupert Murdoch, qui a décidé personnellement de déterrer la hache de guerre, lors de son passage à Londres, il y a quelques jours, selon des sources internes au Times. Depuis lundi 3 juin, le Times, fleuron du groupe News International est désormais vendu le lundi au prix de 10 pence (environ 80 centimes) au lieu de ses 30 pence habituels. Cette offre doit durer tout

L'objet de cette offensive estivale est de profiter d'un « calendrier sportif d'été sans précédent » avec, coup sur coup, la Coupe d'Europe de football en Angleterre et les jeux olympiques d'Atlanta pour attirer, selon les termes de Peter Stothard, le rédacteur en chef du quotidien, de nonveaux lecteurs grâce à un supplément sportif particulièrement étoffé et « d'une qualité imbattable ». En même temps, le Sunday Times a promis à ses abonnés de s'aligner sur les prix les plus bas proposés par ses concur-

La cible de Rupert Murdoch est le Daily Telegraph, qui, avec 1 milllon d'exemplaires diffusés en moyenne, dépasse toujours le Times de 350 000 exemplaires par jour, et dont le supplément sportif du lundi est très apprécié. Le Dally Telegraph vient par ailleurs de pro-

poser à ses lecteurs un abonne- lon le Financial Times, le journal ment couplé avec son frère dominical, le Sunday Telegraph, pour 52 livres par an (soit 410 francs) au lieu de 3,40 livres par semaine. Les efforts du Times pour rattraper le principal quotidien conservateur n'ont, jusqu'à présent, jamais abouti. Il espère faire ainsi décoller des ventes qui plafonnent actuellement. D'autant que le journal a été contraint en 1995 d'augmenter son prix de 20 à 30 pence pour tenir compte de la hausse du coût du

Il est évident que cette campagne va coûter cher au Times. Se-

phare du groupe Murdoch devra verser 12,5 pence par numéro à ses distributeurs. Des sommes substantielles, même pour une presse britannique qui connaît une santé financière insolente.

Le FT et le Guardian conntent placidement les coups de cette bagarre entre les deux grands journaux de droite. Mais The Independent, qui, lui, se porte moins bien, a relevé le gant de manière spectaculaire: il a offert lundi, dans un bandeau jaune en haut de sa première page, d'« acheter l'independent d'aujourd'hui et d'avoir

gratuitement le Times de Rupert Murdoch ». Dans un éditorial, ce journal s'en prend aux méthodes «brutales» du patron de presse. ajoutant sur un ton venimeux que le Times ne vaut, en fait, pas plus de 10 pence. Il accuse aussi Rupert Murdoch d'utiliser l'argent que lui rapporte sa chaîne de télévision Sky pour subventionner ses journaux et pour « s'acheter de l'influence dans un pars aui ne l'intéresse guère ». L'été s'annonce chaud dans le petit monde de la presse d'outre-Manche.

Forte tension à «Libération»

UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE du personnel de Libération devait se réunir mardi 4 juin, à midi, à l'initiative du conseil de surveillance, qui représente l'actionnariat salarié du journal (rédacteurs, commerciaux et administratifs, fabricants). Le conseil a jugé nécessaire de réunir rapidement le personnel, après le vote des journalistes concernant la nomination de Jeanne Villeneuve au poste de directeur délégué de la rédaction, vendredi 31 mai.

Le vote de vendredi a été marqué par 29 % de voix positives et par une part importante (60 %) d'abstentions (Le Monde du 4 juin). Cette forte abstention est le résultat d'une consigne donnée par la majorité des membres du conseil de surveillance.

Elle n'était pas dirigée personnellement contre Jeanne Villeneuve, qui bénéficie d'une bonne image auprès de la rédaction, mais devait témoigner d'une « défiance, voire d'une inquiétude » au sein de la rédaction, face à la réorganisation de la direction de Libiration.

Elle traduisait surtout l'opposition de principe à la nomination d'un directeur délégué de la rédaction

dépendant du directeur général, Pierre-Jean Bozo. Une décision en rupture avec le pacte d'indépendance conclu avec le groupe Chargeurs, actionnaire majoritaire (65 %) de Libération, qui stipule que le directeur de la rédaction devait être nommé par le PDG, Serge July, avec l'aval de la rédaction.

Cette abstention massive avait aussi pour but de témoigner de l'inquiétude des salariés. Ces derniers estiment que la publicité prend le pas sur le rédactionnel, certains critiquant les récents numéros du quotidien parfumé, puis imprimé en rouge.

La réunion convoquée par le conseil de surveillance vise à « vérifier » le sens du vote de vendredi, mais aussi « à mettre Serge July au pied du mur » et à exercer les pouvoirs qui sont les siens. « Il s'agit pour nous de prendre la température et de décider des suites », explique-t-on au sein du conseil de surveillance, dont cinq membres, sur huit, menacent de présenter leur démission après le conseil d'administration fixé au

Y.-M. L.

« Le Quotidien calédonien » rompt le monopole. des « Nouvelles calédoniennes »

NOUMÉA

de notre correspondant Lancé en décembre 1995 à Nouméa, Le Quotidien calédonien s'offre cette semaine une nouvelle maquette due à Nathalie Baylaucq, qui a déjà signé celles du Monde et d'InfoMatin. Une manière pour Le Quotidien d'affirmer sa détermination à s'inscrire dans la durée, face aux Nouvelles calédoniennes - propriété du groupe Hersant -, qui est en situation de monopole absolu depuis

Le Quotidien a aussi fait appel aux services de deux anciens journalistes de Libération: Francis Zamponí, qui y a dirigé la rubrique société, et Robert Marmoz, qui fut rédacteur en chef de Libération Lyon de 1986 à 1991 et qui a été nommé, le mois dernier, directeur d'une rédaction forte d'une quinzaine de journalistes métropolitains et calédo-

ADUMNAL DE LEROUX »

Le Quotidien a pour principal actionnaire l'homme d'affaires d'origine métropolitaine, Didier Leroux, dont le tout jeune parti Une Nouvelle Calédonie pour tous, est devenu, aux élections territoriales de julllet 1995, la troisième force politique calédonienne avec neuf élus sur cinquante-quatre.

Son programme consiste à offirir une alternative anti-indépendantiste face à la toute-puissance du député Jacques Lafleur (RPR), président du RPCR (Rassemblement pour la Nouvelle-Calédonie dans la République) dont il dénonce les « méthodes autocrates ».

« J'ai eu trois priorités, explique Robert Marmoz. Soulager la tension d'une équipe très jeune, motivée, qui avait essuyé les plâtres sans ménager sa peine pendant six mois, l'aider à trouver des réflexes professionnels, et définir un produit purement rédactionnel pour lever les ambiguités. L'actionnaire de référence est certes un homme politique enegeé, mais le m'estime totalement libre de présenter un journal de qualité. » L'étiquette de «journal de Leroux», se désole Robert Marmoz, vaut néanmoins au Quotidien de ne pas se voir officiellement invité par la province Sud, dirigée par Jacques Lafleur, ni par la mairie de Nouméa, également RPCR.

Vendu 5,50 francs (contre 6,60 francs pour son concurrent qui annonce un tirage compris entre 16 000 et 18 000 exemplaires). Le Quatidien, oui compte trente-deux pages, est fabriqué à 5 500 exemplaires. Il veut être un journal d'opinions, ouvrant largement ses colonnes aux idées de tous, et offrant aux Calédoniens une couverture photographique originale des événements locaux.

Avant Le Quotidien, la précédente tentative de créer un second journal sur le territoire remontait à 1986. Le Journal de Nouveile-Calédonie, de sensibilité de gauche, avait tenu trois mois, avant de mourir asphyxié par le manque de recettes publicitaires. Le mouvement indépendantiste possède une radio mais pas de quotidien, et n'édite plus d'hebdomadaire depuis plusieurs années.

Franck Madgeuf

12.50 A vrai dire. Magazine. 13.00 Journal, Météo. 13.35 Femmes. Magazine. 13.40 Les Feux de l'amour

Serie. 1430 Dallas. C'est dur d'almer, Feuillet 15.25 Hawai police d'Etat.

16.35 Une famille en oc.

inspecteur choc. Le voleur voié. 18.05 Sydney Police. La Paille, Sinc.

19.05 L'Or à l'appel. jeu 19.50 et 20.45 Météo.

20.50

JOURS DE TONNERRE

Film américain de Tony Scott avec Tom Cruise (1990, 107 min). 501181 Un jeune pilote de stock-cars est pris en main par un constructeur qui lui fabrique un prototype spécial. Réservé aux fans de Tom Cruise.

LE DROIT DE SAVOIR Magazine présenté par Charles Viteneuvé L'Empire du haschisch ; Le blues des infirmières : Combats de citmens

0.10 Les Rendez-vous de l'entreprise. Serge Milhaud, PDG de Perder-Vittel. 1.25 Journal, Météo. teau. Du grand large aux grands 5.05 Musique. 5.10 Histoires

France 2

11.40 et 18.00, 22.30 Un livre, des livres. 11.50 Tennis.

de France en direct de Roland-Garros 12.55 et 13.40 Météo. 12.59 Journal. 13.45 Detrick serie.

Le monde de Bille. 14-40 Tennis. de Roland-Garres 18.05 Les Bons Génies.

jau. 18.45 Oul est qui ? jeu. 19.20 Studio Gabriel. Invités : Gioria Lasso, Nino Ferrer.

19.59 Journal, Journal des courses. Météo.

20.55 LA RUMBA 🖥

En 1938, à Paris, le patron d'une boîte de nuit entre en lutte

ÇA SE DISCUTE Bretagne-Provence: les grandes rivales ? Invités: J.-R. Dernery, R. Quenin, L. Clergue, J. Maximin, Y. Queffeler, G. Montagne, D. Yon O. Roellinger (90 min). 36 2. Courtier, c. Montagne, c. Torries, 2. Roellinger (90 min). 363013. 2.10 Journal, Bourse, Côté court, Météo. 0.35 Le Cercle de minuit.

> Invites : A: Desolechin, M. Amalric, E. Bourdieu, V. Bruni-Tedeschi, D. Bertrand, C. Chomienne. 8327830

1.55 Teunis, Résumé du jour. 2.55 Tara-tair (rédiff.). 4.05 24 heures d'infos. 4.15 Les Rous du chrose. 4.40 Trois mousqueraires à Shanghai. 5.30 Le-gendes du monde. Le mendiant de

France 3

11.50 Télévision régionale. 12.35 Journal, Keno. 13.10 Tennis

(96 min). 14.48 Le Magazine du Sénat. all gouvernement.

16.10 je passe à la télé. 16.45 Les Minikeums. 17.50 C'est pas sorcier. champion. Jeu 91067433 18.50 Un livre, un jour.

Anthologie de la poésie irlandaise du XXº siècle. de l'information 19.08, journal régional

20.05 Fa si la chamter. Jeu. 20.35 Tout le sport.

20.55 LES ANIMAUX ROIS

DE LA PISTE Cirque. Commenta Sergio (95 min). Du rhinocéros ou chat, en passant par le gibbon, les animaux sont, ce soir, les rois de

22.30 journal, Météo.

23.05 COULEUR PAYS

Magazine. Programme des treixe tillévisions Avec ou sommaire de Poris

lle-de-France Centre à 23.20, dans "Qu'est-ce qu'elle dit, lecture et des intellectuels en

8.30 Saga-Cités (nediff.). 8.55 Sidaring (rediff.). 1.10 Les incorruptibles. L'his-toire de Maggie Storm. Enquêtant sur me tenancière de moison close. End Mess met à jour un trafic de drogue... éphode réatief por Suntr. Rosenberg.

MARDI 4 JUIN

La Cinquième 13.00 L'CEB et la Main. 13.25 Attention santé. Cancer de la peau. 13.30 Déclics magazine. ANPE. 14.00 Un collier de feu. L'or des volcans [14]. 15.00 Arrêt sur images. 16.00 Plans de vol. La navigation douce [4/13]. 16.30 Le Réseau des métiers. 17.00 Alf. 17.30 Mag 5. 18.00 La Magie du climat. Prévisions météo [5/13]. 18.30 Le Monde des

Arte

19.00 Collection Hollywood 1950. Séric [4951]. Le jugement de Daphné Ruttledge, de Frank Wisbar, avec Angela Lansbury, Hugh Marlowe (30 min). 19.30 7 1/2. Europol, vers un FBI européen ?

(30 min). 4546 20.00 Archimède. Ralenti ; en plein dans la plaque ;

variations chimiques ; la spécificité de la biologie (30 min). 20.30 8 1/2 Journal.

20.45

LA VIE EN FACE: ONZE ANS ET SEUL EN CHINE

Doomensire. L'armée au clottre de lang-fu de Shaolin, de S. Kösse et U. Franz (50 min). 9399548 L'histoire d'un jeune Allemand de onze ans qui a séjourné seul, durant un an, ou monastère de Shaolin pour apprendre le lung fu auprès des

SOIRÉE THÉMATIQUE: LE CINÉMA RUSSE APRÈS LA PERESTROÎKA

Mostalgie et renouveau. Soirée proposée par Petra Sailer. 21.36 Pile ou face III Film russe de Georgeij Danelija avec Kirill

Pirogow (19%, v.a., 80 mln). 10648947 Chronique de la vie quotidienne moscavite dans la société déboussolée d'aujourd'hui. 23.00 A la découverté du cinéma russe d'aujourd'hui.

Documentaire (v.o., 55 min). 23.55 Naum Kleiman. Documentaire. Memoire du cinéma russ knut Eisternann (v.o., 25 min). 6.29 La journée ordinaire d'un dezai-deu. Documentaire de Guy Brossmiche (rediff.). 1.15 Le Prix des larmes III Film ja-ponais d'Isanu Ansagi auct Nayorinua, Todiliko Yamane (1956, N., v.o., rediff., 90 min). 3464891 7525704

M 6

12.00 Ma somière bien-aimée. Série. 12.25 La Petite Maison dans la prairie. [2/2]. 13.25 Bavure à Miami

THAMBIN OF PERS HUM. (91 min). 15 Un officier a abottu un enfant por erreur. Hanti par le drame, il demande

15.05 Les Drôles de dames 17.00 Indaha, Série. 17.30 Studio Sud. Série 18.00 Agence Acapulco.

19.00 Le Magicien. Série. 19.54 Six minures d'Information. 20.35 E = M 6 hmior.

florant, Le TGV des mers. 20.50

LOÏS ET CLARK, LES NOUVELLES AVENTURES DE SUPERMAN

Série, avec Dean Cain, Terl Hatcher. Vive la famille I (60 min). 1427365 La mère de la maride (35 min).

22.45

VOLEUR D'AMOUR

Pour ne pas annoncer à ses parents qu'elle est enceinte, une collégienne prend la fuite avec son ami. Celui-ci la mène dans un foyer spécialisé qui sert de couverture à un réseau d'adoption pour ergants abandonnés...

0.20 Zone interdite. Magazine de Patrick de Carolis (rediff., 105 min).

2.05 Best of 100% français. Musique. 3.35 Jazz 6. Magazine. 4.30 Culture pub. Magazine (30 mm).

Canal +

► En dair jusqu'à 13.45 12.30 La Grande Famille. 13.45 Les Daiton en cavale

Film d'animation de Morris Bill Hanna et Joe Barbera (1983, 82 min)_ 15.05 La Source secrète du Mékong.

Paradiso 🖷 🖀 4976084

(1989, 118 min). 4(17.55 L'Histoire sans fin. ► En clair jusqu'à 20.35 18.32 La Coccinelle

18.35 Nulle part ailleurs. 20.30 Le journal du cinéma.

20.35

PHILADELPHIA 🛭 🖩 Film de Jonathan Demme avec Tom Hanks, Denzel Washington (1993, 121 min).

22.35 Flash d'Information.

TUEURS NÉS

(1994, 114 min).

Film d'Oliver Stone avec Woody Harrelson, Jufiette Lewis

ateur de reality-show.

des clochards célestes.

Documentaire de Brigitte

1.35 Le Journal du hard.

1.40 Pomovista

Comand (52 min), 6335638

20.00 Concert.

22.30 Musique pluriel. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de von Dittersdorf, Becthoven.

6.00 La Guitare dans tous ses états. Ceuvres de Pujol (Allemagne), Ravel (Venezuela/Etats-Unis), Giuliani (Finlande), Fiazzola (France: 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique Un couple de jeunes tueurs dont les crimes foscinent les Américains est interviewé en direct, au pénitencier, par un

D Les Soirées
de Radio-Classique.
Concer emegistré le 20 mars,
à la Salle Pleyel, par l'Orchestre
de Paris, dir. Antonio Pappano,
Karita Matola, soprano:
Symphonie nº 22. Le
Philosophe, de Haydn; Œuvres
de R. Strauss: Quatre dermiers
Lueder; Ainsi parlair
Zarathoustra.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Envoyé spécial. (France 2 du 305/94) 21.30 Perfecto. 21.55 Météo des cinq continents.

22.30 Bas les masques. (France 2 du 1/11/95) 0.30 Solt 3 (France 3). ... Planète

22.00 Journal (France 2).

20.35 Paul-Emile Victor, un réveur [1/3] Les années est # Lire d-despts.

22.25 La Quête de l'inotile.

23.20 Phus légers que l'air. (6/6) Aux frontières de l'estats 0.10 Ces maisons qui nous habitent. 0.50 Portrait d'Alain Cavalier. [12/24] La maître verrier. 1.05 Avortements aux USA

Paris Première 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Jean-Edern's Chub-21.55 Premières loges.

22.25 Beau-père II III

Film de Bertrand Blier (1961,

Supervision

20.30 Le Grand Silence II II Film de Sergio Corbucal (1968, 90 min) 74925723 22.00 CinéActu. 22.10 (et 22.25) Cyclisme. 22.46 Concert: Victoria Shaw 23.40 Capt'ain Café (40 min).

Cîné Cinéfil 20.30 Le Journal d'Anne Frank • • Film de George Stevens (1959). NL 145 min) 92162836 22.55 Tout est possible

A Gressade M Film de José Luis Saenz de Heredia (1955, N., v.o., 95 min)

Ciné Cinémas 20.30 Un été d'orages ■ Film de Charlotte Brandstrom

(1989, 95 min)

(1969, s.o., 125 min) 68454626

Série Club 20.45 (et 23.45) Jake Cutter. Les carottes sont caine 21.30 Le Clab.

165 min)

21.40 (et 1.00) Wolff, police criminelle. 22.30 Les Contes de la crypte.

La dernière émission. 23,00 Mission impossible, vingt ans après. Les enfants du Führes. 0.30 Vive la vie (30 min).

Canal Jimmy 21.00 Friends. Celui qui hallucion 21.25 Automobiles : Saab.

22.15 Chronique de la route. 22.20 Earth Two. 23.05 Angela, quinze ans.

Eurosport

12.00 Tennis. En direct. Internationaux de France, à internationaux de France, Roland-Garros : guarts de 20.00 BOXE. En direct. Polds

(E-UI; Championnat britannique de la Région Cenure, poids lourds-légers : Denuil Brown-Bobby Joe Edwards, au Barbecan de York (Angleterre, 120 min). 783907

22.00 Tennis. 23.00 En route pour l'Euro %

Les films sur les chaînes européennes

20.30 Un candidat su poll. Film de Robert Stevenson (1977, 95 min). Avec Dean Jones. Comédie. 22.10 La Charge de la brigade légère. Film de Tony Richardson (1966, 125 min). Avec Trevor Howard. Aventures. 8.30 Le Garde du corps. Film de François Leterrier (1983, 90 min: Avec jame Birkin. Comédie.

20.35 Salammbò. Film de Sergio Grieco (1959, 95 min). Avec Jeanne Valèrie. Aventures.

Radio

France-Culture

20.30 Archipel science.
Autour du centre de microbiologie du soi et de l'emmouverinent. Med Cet und Catroux, directeur du centre. 21.32 Grand Angle. (rediff.). Les Eremistes à la campagne.

22.40 Nuits magnétiques. La légende du temps ou les trois derniers mois de Feder Garcia Lorca. 0.05 Du jour au lendemain. Denis (L'Art romantique). 0.50 C benis II.Avi romanduel. Doub Coda. Nuits tziganes (2). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Dramatique Deirdre des douleurs; 3.01. Le Labyrinthe; 4.24. Pierre Bergounloux IMicos); 4.53. Dans les hautes terres de Papouasle; 6.16. Don's Lessing (L'Echo louxain des orages).

France-Musique

O Concert.
Concert domé le 11 avril, à la salle Gaveau à Paris, par le Quauor Ludwig : Œuvres de Dukas : La Plainte au loin du faure : Variations, interlude et finale sur un thême de Rameau; Les Roses du son; d'Aubert ; Lever de sotell sur le Nil, de Saint-Saëns ; Œuvred de Roussel, Schmitt, Dupard ; Bizes, Magnard, Gagnéria.

22.00 Soliste.
James Galway, flore. Cluvres
6'lberr, Galway.

22.45

20.40 Les Soirées

Zarathoustra.

22.25 Les Soirées... (suite). Le Quatuor Amadeus. Quimente a cordes n° 1. de Brahms tenregistre en 19551, Cecil Arontowitz, alto ; Quatuor op. 127. de Beethoven fenregistré à Salzbourg en 19561; Quatuor op. 127 nano et cordes n° 2. de Mozart fenregistre en 1952), Clifford Curzon, piano. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les programmes complets et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté Signification des symboles ▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-■ On peut voir. ■ ■ Ne pas manquer. dassique. ♦ Sous-titrage special pour les sourds et les

malentandants.



La jeune fille rebelle et le sida

La veille du Sidaction 96, France 2 diffuse « Mes dix-sept ans », un téléfilm qui retrace l'histoire d'une jeune séropositive dont le témoignage avait ému le public en 1994

TOUT LE MONDE a gardé en mémoire le visage de Barbara Sam-son, la jeune séropositive dont le témoignage avait bouleversé les téléspectateurs lors du premier Sidaction, en avril 1994. Face aux cameras, la jeune fille à la peau diaphane avait raconté dans quelles conditions un ancien toxicomane, rencontré lors d'un séjour dans une centre de repos où elle était suivie pour anorexie, lui avait transmis le virus du sida alors qu'elle avait dix-sept ans. Depuis cette intervention (vue par plus de trente millions de personnes), les médias ont happée Barbara Samson. Elle est passée à « Bas les masques • et l'éditeur Fixot a publié son histoire, devenue un bestseller. On n'est pas sérieux quand on a dix-sept ans. A la veille du deuxième Sidaction, France 2 diffuse un téléfilm réalisé à partir de ce témoignage.

Surprise : c'est à Philippe Faucon, un réalisateur remarqué pour des films d'auteur - L'Amour, Sabine, Muriel fait le désespoir de ses parents, diffusés sur Arte -, qu'a été confiée l'adaptation de cette histoire. Ellipse, le producteur, et France 2, coproducteur et diffuseur, ont pensé que ce cinéaste, qui a su évoquer avec subtilité les tourments de l'adolescence, trouverait le luste ton pour retracer le parcours, à la fois banai et tragique de

Fidèle à sa manière, Philippe Faucon a choisi deux jeunes gens incomus des castings pour interpréter Barbara et Anthony, son compagnon. Valentine Vidal, vingt



ans, blonde aux yeux verts à la beauté chamue, joue avec violence une jeune fille d'aujourd'hul en pleine rebellion. Toufik Daas, une vingtaine d'années également, les épaules avantageuses et l'accent de Marseille, interprète le garçon amoureux, séropositif et irrespon-

Le réalisateur a choisi de situer l'action dans le midi de la France, entre Aix-en-Provence, où habitent Barbara, ses frères et sœurs et ses parents, et Marseille, où la jeune fille, en conflit avec sa famille, est envoyée pour un mois en cure de repos. L'image est constamment baignée de solell, installant une atmosphère en décaiage avec les scènes, souvent d'une grande duretė, qui jalonnent le film. « J'ai voulu raconter l'histoire de quelqu'un qui se retrouve dans une situation tragique, à un âge où l'on commence à s'ouvrir à la vie. La lumière, c'est l'appel de la vie », explique Philippe Paucon, qui dit s'être attaché à montrer « par quels glissements de parcours, une jeune fille que l'on suppose avertie des risques du sida est amenée à se mettre ainsi en situation de danger ».

Le meilleur du film se situe ià, lorsque le réalisateur essale d'expli-

quer l'origine des blessures que porte en elle la jeune fille et pourquoi elle se jette dans les bras du premier séducteur qu'elle trouve alors sur son chemin. Servi par des comédiens qui tiennent un langage de vérité, Mes dix-sept ans fait ressentir la souffrance de Barbara, pour qui la cellule familiale est devenue un insupportable lieu d'oppression. Les échanges, d'une violence inouie, entre l'adolescente et sa mère (interprétation très juste de Brigitte Rouan), rappellent, par la vérité du jeu et du ton, certaines scènes vues chez Maurice Pialat. « Tu nous emmerdes I, tu nous empêches de vivre », lance la mère à sa

fille, qui refuse de se plier au rituel

du repas. « Dégages ! espèce de

vieille peau », lui renvoie l'adoles-

cente avant de se retourner contre

son père : « C'est à cause de toi tout ce qui se passe. T'es toujours en train de l'écraser devant elle l » Les scènes tournées au centre de repos - la stratégie de séduction entre Barbara et Anthony, la première expérience sexuelle de la jenne fille, l'inconséquence de l'équipe médicale - sont moins intéressantes, plus classiques quant au procédé de narration. Pour son premier film diffusé en prime time sur une grande chaîne, Philippe Fancon reconnaît qu'il a été

Svivie Kerviel

★ « Mes dix-sept ans », mercredi 5 juin, France 2 à 20 h 55.

contraint de se « brider un peu ». Il

ne fallait pas désarçonner le grand

Maisons par Agathe Logeart

ON NE SAIT PAS qui ils sont, ce qu'ils font, où ils sont. Leurs maisons sont leur visage. Maison-refuge, maison-miroir, c'est elles qu'ils montrent comme une autre face d'eux-mêmes. Il y a Eddy, qui vit dans un tipi, accroché tout en haut d'une montagne, entre ciel et terre. Ses voisins sont les aigles et les faucons, « fiers et libres ». Dans son village de la vallée, il n'y avait qu'une heure de soleil par jour, alors il a grimpé plus haut, vers le soleil. Au bord de cette falaise à pic, Il a planté sa tente d'Indien comme un grand sapin blanc, laissant derrière lui le fatras de l'inutile. Une femme, un bébé, complètent sa vie. Il faudra redescendre, sûrement, quand le froid et la neige rendront le tipi trop dangereux pour l'enfant. En attendant, Eddy se dessine un bonheur de bois coupé à la hache, de feu qui fume sous la tente, d'air pur tranchant comme une lame. On l'appelle « l'Indien », parfols, et il est content. Il s'est toujours un peu senti indien. Son tipi est son

Etroite et longue, la maison de Nicole s'est arrimée dans un village, ancrée sur les rochers, la tête dans les nuages. C'est une maison-bateau, échouée au milieu des vignes. « Qui construit, baptise », lui avait prédit sa grand-mère centenaire, à elle qui croyalt qu'elle ne pouvait pas avoir d'enfant. Arnaud est né en même temps que la maison est sortie de terre. Il galope dans les coursives et les échelles de conpée de ce navire d'acier : la maison est une lampe merveilleuse qu'il a fallu frotter pour que s'en

échappe enfin le génie blond qui saute sur les canapés et patauge dans la mousse de son bain. Les moines ont appris à Paul les chiffres d'or des bâtisseurs du Moyen Age. De ses mains il a construit ce refuge, selon leur enseignement. Icônes et vieux grimoires, lampes à huile et bibliothèque souterraine : il a accumulé les copies d'œuvres d'art du temps passé en chantant l'amour courtois à une longue dame brune qui partage ses passions au coin d'un feu de bois. Ailleurs, les squatters se sont

dessiné un jardin dans la ville. De PIIôt 13, promis à la démolition, ils ont fait leur « île au trésor », où ont germé « quelques graines d'utopie urbaine », qui ont essaimé alentour attirant de nouveaux venus. De la démarche de quelques-uns est né un projet de vie coopérative, et un village sur sept étages où l'on accroche des ballons les soirs de fête. Marco, lui, avait d'abord vu en rêve la roulotte qu'il a un beau jour découverte au bord d'un chemin. Il a su tout de suite que ce serait elle, sa maison d'éternel voyageur. Elle, l'abandonnée, qui n'attendait que lui pour rouler à nouveau le long des chemins et se poser, docile compagne, au gré de ses haites de vagabond.

Habite-t-on une maison, où est-ce elle qui nous habite, quand on l'a choisie et non suble? Le documentaire que diffusait Planète, posait à mi-voix la question en montrant ces lieux et ces gens insolites. On se mettait alors à regarder nos murs à nous, pour chercher ce qu'à notre insu ils disaient de nous-mêmes.

TF1

12.50 A vrai dire, Magazine. 13.00 journal, Météo. 13.35 Femmes, Magazine. 13.40 Les Feux de l'amour.

Feuilleton. 14.30 L'Hôtel des passions. 15.25 Vidéo gag.

16.00 Club Dorothée. 16.35 Une famille en or. 17.10 Rick Hunter,

inspecteur choc. 18.05 Sydney Police. Pécha interdita, Séria.

19.05 L'Or à l'appel 19.50 et 20.28 Météo. 20.00 Journal

2080 7 2080

FOOTBALL En direct, France-Armenie à Lille; 20.45, Coup d'envoi; 21.30, Mi-temps; 21.45, 2º Période 3755476 Dernier match amical de

préparation de l'équipe de France avant le début de l'Euro 96, le 8 juin en Angleterre.

37210

52 SUR LA UNE

23.40 Ushuaia. Magazine présenté par Nicolas Hulot, Exmouth (Australier ; Les insectes néants : La pêche au longues oreilles (a) min). 5:06198

0.40 Journal, Météo. 0.55 Récital de piano. Par Claude Khan. Enregistré en l'église Saint-Louis des 1.50 et 2.25, 3.25, 4.05, 4.40 TF t mil. 2.00 inangues, Sene, 2.35 et 5.05 His-toires naturelles, 4.50 Musique.

Les soirées

20.00 Faut DJS rever. Invité: Laurent Fignon (France 3 du 31/5/96)

22.00 Journal (France 2).

23.30 Savoir plus santé (France 2 du 25/5/96)

0.30 Soir 3 (France 3).

20.35 Jean-Jacques. Chronique villageoise

l'ame du Japon.

Planète

21.25 Kokoro.

22.30 Le Feu de la Terre.

des cinq continents.

21.00 Faits divers.

21.55 Météo

TV 5

Appel de nuit. 1 14.53 Touris.

de France en direct 12.55 et 13.40 Météo. 13.45 Derrick, Série.

France 2

de France en direct de Poland-Garros 300042879 (192 min). 18.05 et 3.45 Les Bons

Génies. Jeu. 18.45 Qui est qui ? Jeu. 19.20 et 2.15 Studio Gabriel. Invitée : Clémentine Célarié. 19.50 et 20.50 Tirage du Loto.

19.59 Journal, Journal des courses, Météo.

20.55

MES DIX-SEPT ANS dantation de l'histoire de Barbara Samson, la jeune fille contaminée par le virus du sida qui avait ému la France lors du premier Sidaction.

@ Lire di-dessus.

22.40

LES MASQUES Magazine presente par Mirette Dumas.

(80 min). 76 0.00 journal, Bourse, Côté court, Météo. 0.25 Le Cercle de minuit. Les meilleurs moments 1.45 Tempis.

2.45 Emissions religieuses (rediff.). 4.20 24 heures d'infos. 4.30 Septième Condinent. Les chiens du pôle. 5.00 Outremers (rediff.). 5.55 Dessin au-

22.00 Paul-Emile Victor,

dans le siècle.

23.45 La Quête de l'inotile.

0.40 Plus légers que l'air. (6/6) Aux frontières de l'espace (50 min).

Paris Première

20.00 20 h Paris Première.

22.00 Aux arts et caetera.

21.00 Paris modes.

22.25 Alex Métayer. Enregistré en 1980.

23.25 Premières loges

(25 min).

sur la neige. [3/10] Les barbares attaquent

un réveut

22.55 A l'Est, du sang

sur le câble et le satellite

France 3

12.35 Journal, Keno. (108 min).

> au gouvernement. En direct de l'Assemb 16.10 je passe à la télé. 16.45 Les Minikeums.

18.20 Questions pour un champion. Jeu. 18.50 Un livre, un jour. Le guide Voir Irlande de Lisa

20.35 Tout le sport. 20.38 Tennis. Con court. 20.45 Consomag.

20.55

23.00 Journal, Météo.

▶ UN SIÈCLE

Heur reux III

Resume du jour.

11.50 Télévision régionale. 14.55 Questions

17.50 C'est pas sorder.

18.55 Le 19-20 de l'information, 19.08, Journal régional. 20.05 Fa si la chanter. Jeu.

LA MARCHE DU SIÈCLE

DU SIECLE Présentée par J.-M. Cavada. Spécial armée. Invités : Charles Millon, ministre de la défense ; Cérard Tremege ; Serge Lapekter ; Pascal Boniface (T25 min). 3999785

D'ÉCRIVAINS Dans la nuit tropicale, l'écrivain martiniquais évoque la créolité et la spécificité antiliaise, la plantation, le marronage, histoire écrite par l'autre...

0.25 Cluny, une lumière dans la nuit De Marceau Ginesy. L'abbaye de Cluny fut au Moyen Âge un des hauts lieux de la chrétienté.

1.20 Les Incorruptibles. La loi du plus fort. Série. 2.05 Musique Graffiti (20 min).

France

Supervision

20.30 Roller Skate.

21.30 (et 21.45) Cyclisme.

22.00 Check the Changes.
De Marc Huraut.
Jazz in New York.
23.20 Concert:

Ciné Cinéfil

23.30 Annette

Madrigali Erotici (55 min). 7

20.30 Don't Worry, We'll

Ciné Cinémas

20.30 Police puissance 7

Think of a Title # Find the Harmon jones (1966, N., vo., 80 min) 85582211
21.50 La Flamme sacrée # #

N., v.o., 100 min) 67254230

(1941, N., 80 min) 12559679

et la dame blonde = Film de Jean Dréville

72391940

M 6 12.25 La Petite Malson

La Cinquième 13.00 Pête des bébés. 13.25 Attention santé. La 13.00 Fête des bebes. 13.25 Attention santé. La muiadle du baiser. 13.30 Demain le monde. La presse. 14.00 L'Esprit du sport. Spécial Michael Schumacher. 15.00 Pareil, pas pareil. Carnet de voyage [22]. 15.30 Latitude Sud. La Thallande. 15.55 Le Réseau des métiers. 16.00 Les Enfants de John. 17.00 Aif. 17.36 Maig 5. 17.55 Planètés. blanche. Soltzbang: les curs noisires. 18.30 Les les ours polaires. 18:30 Le

Monde des animaux.

Arte 19.00 Collection Hollywood 1950. Série [50/51]. incognito, de Richard Irving, avec Cameron Mitchell, Raymond Burr (30 min).

MERCREDI 5 JUIN 1

19.30 7 1/2 Magazine présenté par Do Bromberger (30 min). 20,00 The Breathing Sea.

Documentaire de John Sassett (30 min). 3105 La vie des micro-organismes marins. 20.30 8 1/2 journal.

20.45

LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE

De L' FTISTORL Documentaire (3/3), Europe, notre histoire : 1966-1995, la fin des giorieuses, de Jean-Michel Meurica et François 1487124 L'arrivée au pouvoir de Georges Pompidou en France et de Willy Brandt en Allemagne relance la construction européenne. Le veto français à l'adhésion du Royaume-Uni est levé...

21.45

MUSICA 21.46 i.e Chanteur Thomas Quasthoff.

Un portrait du baryton ailemand Thomas Quasthoff, illustré par de nombreux extraits 22.45 Musicarchive

Hans Hotter, de Christian Labrande. (35 min). 23.20 Toni 🗷 🗷 🗷 Film français de Jean Renoir (1934, N., 82 min). 2957230 A Maruques, en Provence, un ouvrier italien Emigré d'annual d'annua

émigré s'éprend d'une Espagnole mariée contre son gré et molheureuse. 0.40 ➤ Les Nuits de la pleine lune ■ 🗎 🛎 Film français d'Eric Rohmer (1984, 100 min). 3758501

Förn de Philip D'Antoni (1973, 100 mai) 4820582

les enfants **II II II** Film de Louis Malle

(1927, 105 min) 78534143 23.55 Le cinéma

des effets spéciaux.

20.45 San Ku Kal. Le pouvoir de Colen ; La destruction du palais.

police criminelle. Le made.

22.30 Les Contes de la crypte.

vingt ans après. La dame blanche.

23.45 Les Anges de la nuit. Eches au marquis (55 min).

Canal Jimmy

20.30 Angela, quinze ans. Le remplaçant.

21.15 Max Headroom. La guerre des indices.

23.00 Mission impossible,

21.40 (et 1.10) Wolff.

22.10 Au revoir

Série Club

22.05 Chronique

22.35 Friends. Celui qui hallucine

Eurosport

de mon canapé.

22.10 Seinfeld. Le distributeur de bonbons.

23.00 Le Guide du parfait

petit emmerd

23.45 T'as pas une idée ?

23.10 Absolutely Fabrilous.
Poignée de porte.

12.00 Tennis. En direct. Internationales de

20.00 Formule 1 Magazine.

20.30 Athlétisme. En direct, Grand Prix IAAF 1996, 5º manche. Le Golden Cala de Rome (Italie,

150 min).

0.00 Motors (90 min).

23.00 Tennis.

Canal +

dans la prairie. [1/2]. Kidlmot : lessive 13.25, Captain planit

13.45 Pierre et le Loup 14.50, Moi Renart; 15.20, Gadget Boy ; 19.50, Highlander. 16.30 Hit Machine, Variétés 17.00 et 0.50, 3.45 Fanzine.

Téléfilm de S. Langtor (116 min). 9
16.50 Concert : Vanessa 17.30 Stadio Sud. Série. 18.00 Agence Acaptilco. Le réveil de l'espion. Série. 17.55 L'Histoire sans fin. • En dair jusqu'à 21.00 19.00 Le Magicien. Série. Le langage des étoiles. 19.54 Six avinutes

d'information Invitée : Claudie 20.00 Notre belle famille. 20.55 Ecolo 6. Magazine. 700 millions de bor

20.45 DEUX GARÇONS, DANSE UNE FILLE AVEC LA VIE Teléfilm de Michel Favart, avec Patrick Dupond (94 min). 2 265105 Désireuse de devenir danseuse étoile comme sa mère, une jeune ballerine s'entruîne jour et nuit et sombre dans Interdit aux moins de seize ans. 22.30 Flash d'information.

22.40

LIAISON BRÛLANTE

Une femme s'installe avec son amant après s'être séparée de son mari au bout de dix-huit années de vie conjugale. Mais anness de vie conjogue. Il la rupture s'annonce plus douloureuse que prévu : ses enfants n'acceptent pas l'absence de leur père et le me de sa vie ne 😢 décide pas à rompre ement avec sa femme et sa petite fille.

0.10 Sexy Zap. 1.20 Best of pop-rock. 2.50 Culture pub. Magazine. 3.20 E = M 6. Magazine. 4.10 Fréquentar-Magazine (60 mm).

10.45 Les Aventures d'Huckleberry Finn ■ Film de S. Sommers (1993, 104 min). 300 En ciair Jusqu'à 13.45 12.30 La Grande Famille.

14.30 Le journal du cinéma. 14.35 Le Chemin de braises

Paradis (65 min). 7501360 18.32 La Coccinelle de Gotilb. 18.35 Nulle part ailleurs.

André-Deshaya. 20.30 Le journal du cinéma.

21.00

TROIS POSSIBILITÉS Film d'Andrew Fleming avec Lara Flynn Boyle, Staphen Baldwin (1994, 58785

22.35

GUET-APENS Film de Roger Donas (1993, v.o., 111 min). 0.30 Le Palanquio des larmes 🖷 Film de 1. Dorfmani (1987-1988, v.o., 102 min).

2.10 Babylon V. 2.55 Basket américain. En direct. Premier match de la finale des play-off de la NBA: Chicago-Seattle. Cette finale 1996 est disputée au meilleur des

sept rencontres.

Les fims sur les chaînes européennes

22.25 Mastie. Film de Paul Aaron (1985, 105 min). Avec Gleun Close. Comédie. 0.25 La Charge de la brigade légère. Film de Tony Richard-son (1966, 120 min). Avec Thevor Howard. Aventures. TMC

22.30 Son fidèle compagnon. Film de Rafaël Baledon (1961, 85 mint, Avec Joselito. Musique. TSR 22.15 Dracula. Flina de Francis Ford Coppola (1992, 120 min). Avec Gary Oldman. Fandastique.

Radio

France-Culture 20.00 Le Rythme et la Raison. 1905-1936, Parita Chostakovitch (3).

20.30 Tire to langue. 20.30 Thre to langue.

La sidé comme on la cause. 21.32 Correspondances. Des nouvelles de la
Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté des radios pubitones de langue française. Prix Paul-Gilson documentaire 1995. Rencontre avec Roger Monet, forgeron de Vuly. 22.40 Nutrs magnétiques.

Las dessous.

0.05 Du jour au lendemain. Denis Guénoun (Lettre au directeur de thétre). 0.50 Cods. Nuhs taiganes (3). 1.06 Les Nuits de France-Cuiture (rediff.). Berlin, une ville surs qualités (1): 2.02. Madeleine de la Salpérière; 3.39, Les Marrons (1): 3.59, Jules Renard (1887-1910): L'osuvre d'une vie.

France-Musique

20.00 Concert.

Donné en direct de la
Philharmonie de Munich, par
l'Orcheste symphonique de la
Radio bavaroise, dir.
Mysung-Mhun Chung.
Symphonie nº 6, de Dyorak;
Symphonie nº 6, de Prokoñev. 22.00 Sollate.

James Galway, flüta. Œuvres de Vivaldi. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Kinsella, Doyle. 23.07 Ainsi la nuit.

9,00 Jazz vivant. Jean-Paul Amouroux, orgue, avec Lucien Dobat, batterie, John Hammond, orgue, avec Barry Finnerty, gultare et George Brown, batterie, au studio Charles-Treet de Radio-France; Joey de Francesco, orgue, avec John de Francesco, orque, avec John McLaughlin, guitare, et Elvin Jones, batterie, au festival Banlieues bleues. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

D Les Soirées
de Radio-Classiqué.
Gustaf Wasa, de Naumann,
par le Chœur et l'Orchestre de
l'Opéra royal de Suéde, dir.
Philip Brunelle, Anders
Anderson (Gustaf Wasa),
Nicotai Gedda (Christem II),
Tord Walfström (Severin
Norrby), Lena Nordin
(Christina Gyllenstierna),
Dorn't Kleimert (Cecilla af
Etal), Eva Pilat (Margaretha
Wasa), Inger Blom (Anna
Biellei, Staffan Sandhurd
(Lars Sparre), Henrök
Westberg (Danish Herald),
Marle Dimpker (Ange gardien
de Suède). 20.40 Les Soirées

A Same

122

GIOSEPO,

\$ \$ PE >

BALLEMA !

i to

J. Size

(CPA)

A DAGE

7. P.

E,

de Suede).

23.05 Les Soirdes... (suite). Messe Walsenhaus (Messe de Forphellnat) K. 139, de Mozart, par le Choeur et l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Claudio Abbado, Gundula Janowitz, soprano, Frederica von Stade, alto, Wieslaw Ochman, rénor, Kurt Moß, basse. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

▶ Signalé dans « Le Monde Television-Radio-Multimedia ». On peut voir. ■ Ne pas manquer. E E Chef-d'œuvre ou dassique.

• Sous-titrage spécial

pour les sourds et les

() pourrait se de la Caisse natio

ा स्टाइट । ाव बहुद्वेदा । अर एक्ट प्राप्ति । इस्टान्टर ही जेत morphism is common the fillent Company and Contain a wife of higher TO SAFEKE Copy The second state with the second second

AMERICAN. والمراتبه ومدر 4 449 70 1 Committee of the commit orn der 🌬 ig gertjandigen i Ber - الأنطقة و عمر Control of the second s the section is a second of the Shall Are Control of the second of the second A STATE OF THE PARTY NAMED IN CONTRACTOR OF BUILDING PROPERTY. AND COMES AND The second second second second OF STATE OF

2017年中央共享 The state of the s Annual St The state of the s ा परिवेत के **अस्तरभाषक अस्ति**स्था 李宝锦 南部 was Pile giren itel The second of the second 34 中旬分 SE THE PROPERTY.

TAKE THE

MOR !

1000 A. 1

100

· 大概 1885

-

498 W

....

424-46

电子 化二环二环基 医结肠疾病 of special participants of and the state of the department The Marie Land Control and the second appear appears The second section with the The state of the second sections شبيه ومور و

・ 1 ことがわた。 Ya mai 引動。

A CHARLEST OF ANY - It i 1986 inc. and the state of the state of A PROPERTY AND A man to the country patterns and when The weather with Spiles - "A" A SATE THANK Commence of the Commence of · - m. which we signife The state of the state of THE OF POST BOOK SHOW IN arts and party plants.

್ಷಾಪ್ರಕ್ಷಿಸಿದ್ದಾರೆ ಕ್ಷಾ " "PETALL SA The same of the Williams MINISTER COUNTY

A RESIDENCE PLAN A TOM DEL SOLS

to be seen to do not take The state of the s ره. د د ب الهر The same of the same To be an address southerness. A - The decade day

The Contract of

* X.75

*** ·- ·

.27 **100** 7-f2 - 1888 _man ∰about

Le Monde

Controverses sur la politique de logement social à Paris

LES ÉLUS de l'opposition out profité du débat consacré par le conseil de Paris, au domaine privé de la Ville, lundi 3 juin, pour contester la politique d'urba- . l'aube, lors d'une opération nisme et de logement social du maire (RPR), Jean Tiberi.

« Les logements dont les caractéristiques leur permettent de remplir une vocation de fait seront transférés aux bailleurs sociaux. (...) Les autres logements seront vendus », a rappelé M. Tiberi, au cours d'une séance émaillée d'incidents, pour présenter les quarante-sept projets de délibération sur lesquels les élus parisiens devaient se prononcer : au total, 27 immeubles et 468 logements. Cinq bâtiments doivent être transmis aux bailleurs sociaux et vingt-deux autres seront vendus aux enchères, par mesure de leur libération (Le Monde du 1º juin). Le montant des ventes devrait aller, non pas au seul secteur du logement so-Ville, qui correspond à l'ensemble des dépenses de la Ville dans le domaine du logement.

DCCASION RATÉE

Bertrand Delanoë, sénateur et président du groupe PS, a reproché au maire « de se débarrasser [du] patrimoine privé, plutôt [que de] prévoir une nouvelle affectation et de nouvelles méthodes de gestion, plus ouvertes, plus modernes », Comme d'autres orateurs, il a regretté l'occasion ratée de « restaurer partiellement la mixité sociale à Paris », en ne transférant aucun des appartements des 4º, 5º et 6º arrondissements vers le logement social.

Le PC, lui aussi, s'est opposé à cette politique. « Pourquoi ne pas transformer ces appartements en ateliers d'art, en centres de soins ou en locaux cultureis?», a demandé Henri Malberg, président du groupe communiste.

«Le principe même de la vente du patrimoine privé va dans le sens de la transparence, de l'efficacité, et de la bonne gestion », a déclaré Georges Sarre, député et président du groupe Mouvement des citoyens (MDC), tout en réclamant « un chapitre spécial au budget de la Ville (qui) permettrait (...) de connaître le produit exact cumulé de ces opérations ».

L'examen de chaque délibération a été l'occasion d'interventions qui relataient les débats des consells d'arrondissement. La vente de onze logements, dont celui jadis occupé par Alain Juppé, au 26, rue Jacob, dans le 64, n'a fait l'objet d'aucun commentaire. En revanche, pour d'autres lots, des amendements ont proposé leur transfert au logement social, leur transformation en boutiques ou ateliers, ou, pour les terrains, leur aménagement en aires de jeux pour les en-

Françoise Chirot

HEC - SCIENCES-PO Stages intensits et Classes prépas "Pilotes" MATH SUP et SPÉ Stages intensits et Math Spé PC* "Plote" MEDECINE PHARMA Pré-rentrée et Encadrement scientitique annuel DROIT - SC. ECO Pérentée et Encadrement annuel

APRESISCENCE MAITRISE HEC - ESCP / ESSEC **SCIENCES-PO/CFPA**

MELLEURS RESULTATS NATIONAU) PESUP PREPASUP 3.25.63.30 3615 IPESUP 3 rue du Cloitre Notre-Dame 75004 Paris

Sept sympathisants des GIA algériens ont été arrêtés à Marseille

Le réseau serait lié au coordinateur des attentats en France

UN NOYAU de militants proches des Groupes islamiques armés (GIA) algériens a été démantelé à Marseille, mardi 4 juin à conjointe de la Direction centrale des renseignements généraux et de la sizième division dite antiterroriste de la Direction centrale de la police judiciaire. De nationalité algérienne ou française, les sept hommes interpellés dans le centre-ville et dans les quartiers nord de Marsellle étaient en relation directe avec le réseau islamiste qui, installé à Londres, avait apporté un soutien à Boualem Bensaïd, le coordinateur de la campagne d'attentats perpétrés en France l'été et l'automne der-

neutralisé un « réseau dormant » susceptible de passer à l'action armée sur un ordre venu de l'étranger. Agissant sur commission rogatoire du juge d'instruction Laurence Le Vert, spécialisée à Paris dans les dossiers terroristes, les policiers ont saisi de nombreux documents à connotation islamiste lors des perquisitions. Aucune arme n'a cependant été découverte aux domiciles des suspects. Ceux-ci out été conduits à l'hôtel de police de Marseille où ils devalent être entendus par le juge Le Vert et le patron de la sixième division antiterroriste, le commissaire Roger Marion, qui s'étaient déplacés dans la cité phosie aux domiciles des islamistes in-

Diffusant en région marseillaise le périodique Al Ansar, proche des GIA, ainsi que des vidéos vantant la djihad algérienne, le groupe des sept prosélytes islamistes était surveillé depuis plusieurs mois par les enquêteurs des Renseignements généraux. En situation irrégulière sur le sol français, une partie de ces hommes avaient ainsi été observés alors qu'ils participaient à des entraînements physiques de type commando dans un parc de la région marseillaise. Fonctionnant de manière cloisonnée, ils communiquaient entre eux en utilisant des moyens de sécurité (codes, pseudonymes, rendez-vous préétablis dans certaines cabines téléphoniques, notamment) propres à la clandestinité.

Le groupe était surveillé depuis plusieurs mois par les enquêteurs des RG

Les pseudonymes utilisés par plusieurs membres du groupe marseillais étaient apparus dans la documentation saisie à Londres an cours d'une perquisition opérée par Scotland Yard au domicile du

Français Mustapha Boutarfa, l'adjoint du responsable londonien d'Al Ansar, Rachid Ramda. Luimême arrêté le 13 mars dans la capitale britannique, en exécution d'un mandat d'arrêt international délivré par le juge Le Vert, Mustapha Boutarfa, qui est notamment accusé d'avoir loué l'appartement parisien de Boualem Bensaid, était en relation directe avec le groupe marsellais.

La région marselllaise était jusqu'alors restée à l'abri des opérations de police visant les réseaux islamistes qui, basés dans les ré-gions de Lyon, Lille et Paris, ont été mélés à la vague d'attentats meurtriers ayant seconé l'Hexagone. Cette exception phocéenne paraissait d'autant plus énigma-tique que Boualem Bensaid avait initialement débarqué à Marseille en provenance d'Algérie, avant d'entrer en contact avec le groupe de Khaled Kelkal, à Vaulx-en-Velin (Rhône), et de s'installer à Paris où ll avait été finalement interpellé au début du mois de novembre.

Intervenant près de deux semaines après la revendication de l'assassinat des sept moines français en Algérie par le GIA, cette opération de police complète les enquêtes en cours sur le attentats de juillet à octobre 1995 et revendiqués par le chef militaire du

Erich Inciyan

FO pourrait se retirer de la présidence de la Caisse nationale d'assurance-maladie

RECULER pour mieux sauter. Si Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, a obtenu un délai simblementaire. Aindi 3 il la commission exécutive de son organisation, réunie toute la journée, n'a pas tranché en faveur d'un départ immédiat de la présidence de la Caisse nationale d'assurancemalacie des travailleurs salariés (CNAMTS), les conditions de ce départ semblent toutefois réunies. « C'est plié », estimait, à l'issue de la réunion, un responsable de FO, favorable au maintien de sa confédération à la tête de la CNAMTS.

Lundi, la commission exécutive de FO a donc officiellement décidé... de ne pas décider. Elle prolonge le suspense d'une quinzaine de jours, renvoyant à son bureau confédéral, composé de treize membres, le soin de statuer. M. Blondel, de son côté est parti. dès handi soir, à Genève, pour participer à la session ammelle du Bureau international du travail (BIT), où il brigue un nouveau poste de membre du conseil d'administra-

Pour FO, la question de la présidence de la CNAMTS est devenue un dossier inextricable. Depuis avril, elle a consacré trois réunions de sa commission exécutive quasi exclusivement à la question de son maintien ou de son départ. Lundi, une nette majorité - de l'ordre des deux-tiers - de cette instance de trente-cinq membres s'est dessinée en faveur d'un retrait de la présidence. La valse hésitation de demière minute s'explique en partie par «l'effet de souffle» qu'une telle décision provoquerait au sein de FO et par la redistribution des cartes entre les différentes organisations syndicales qu'elle suscitera. Jusqu'à la dernière minute pourtant, Marc Blondel a conduit des

COMMUNE DE MONTGENÈVRE MISE EN CEUVRE DE LA RÉVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS

Monsieur le Maire de MONTGENEVRE par arrété en date du 28 mai 1996 a mis en œuvre la procedure de révision du POS.

A cet effet, il a arrêté la liste des services de l'État et des personnes publiques qui y seront associés. Le présent arrêté peut être

CNPF, son principal partenaire officielle jeudi 30 mai, à laquelle participait Jean-Claude Mallet, président (FO) de la CNAMTS, et Georges Jollès, vice-président du CNPF qui y représente le patronat, tout comme des contacts officieux, notamment avec Jean Gandois, ont persuadé Marc Blondel que le CNPF n'accepterait à la présidence de la CNAMTS qu'une personnalité décidée à appliquer à la lettre la réforme voulue par le premier ministre. Dès lors, pour FO, qui a mis tout son poids dans la balance lors des mouvements sociaux de novembre et décembre 1995, contre le plan Juppé sur la Sécurité sociale, conserver la présidence en mettant en œuvre une réforme qu'elle à combattue reviendrait à « manger

Conserver ce poste en mettant en œuvre une réforme

combattue reviendrait à « manger son chapeau »

son chapeau ».

Marc Blondel a indiqué, à plusieurs reprises, qu'il étant « difficile d'être candidat pour faire passer la pilule » de la réforme mais il a aussi évoqué la possibilité « d'être président et de faire de la résistance ». Si, finalement, il n'a pas suivi son ami Jean-Claude Mallet, partisan du statu quo, c'est faute d'avoir convaince le CNPF d'arriver à un compromis acceptable qui aurait consisté à confier la présidence de la CNAMTS au patronat, FO assu-

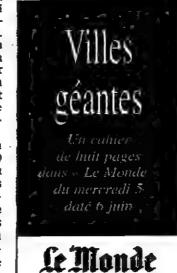
rant la vice-présidence. Mais la décision finale sera lourde de conséquences pour FO qui assure la présidence de la CNAMTS sans interruption depuis 1967, et qui gère dix caisses régionales d'assurance-maladic sur seize et quatre-vingts caisses primaires sur cent vingt-nenf. L'identification de FO à l'assurance-maladie, héritière des caisses de prévoyance créées à l'initiative des salariés dans

administrateurs. Le retraft probable de FO aura

aussi pour conséquence de redistribuer les cartes pour la gestion des organismes paritaires entre les parzires sociaux. La CFDT, soutien actif du plan Juppé, ne devrait pas se dérober. La centrale de Nicole Notat semble désormais prète à assumer cette tâche mais elle devrait demander, en échange, l'application pleine et entière du plan avec, notamment, l'achèvement de la réforme du financement de l'assurance-maladie et la création d'un régime d'assurance-maladie universel. Pour respecter l'équilibre entre les organisations syndicales, la CFDT devrait lâcher la présidence de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse. PO serait-elle prête à prendre la relève ? Le patronat serait en discussion avec FO pour savoir de quel autre organisme paritaire elle pourrait assurer la présidence.

Habitué à négocier avec la CFDT et FO, le CNPF ne souhaite pas rejeter cette demière dans les bras de la CGT et l'enfermer dans une attitude uniquement protestataire. FO a choisi de faire connaître sa position définitive au cours du mois de juin. Elle risque davantage d'apparaître comme contrainte au départ que de donner le sentiment d'opérer un choix de son plein gré.

Alain Beuve-Méry



Brèves de village

PARIS est un village. Si l'on devait l'oublier, le coq qui chaque matin s'égosille dans une cage, quai de la Mégisserie, le rappellerait volontiers. La brave bête! Chantecler cocoricote dans la suprême vanité de son désert urbain. Et quelque chose nous dit que ces chants désespérés sont décidément les plus

Nous autres, villageois de Lutèce, avons plus d'un tour dans notre sac à malices. Il serait dommage de ne point en faire profiter les autres. A preuve cette inoubliable conversation de bistrot. Un camarade, dont l'œil facétieux ne doit pas faire exclure qu'il puisse prendre l'interlocuteur pour une bille, donnait la recette souveraine de la conser-

vation de la cerise sur l'arbre. Selon lui, en effet, quand vient le temps des cerises et de l'oiseau chapardeur, une seule manœuvre s'impose : suspendre aux branches du cerisier, avec une ficelle à papillotes, des harengs saurs. Le hareng saur anrait la vertu souveraine de servir de répulsif au merle moqueur. Cette bonne nouvelle, faute de pouvoir l'expérimenter, car les cerisiers parisiens se font rares, fut saluée comme il convient. D'une fillette de la cuvée du pa-

tron, en l'occurrence patronne. Puis à Paris-village l'on passa au chapitre suivant. Du verger à l'étable: à vache folle, mouton fou, paraît-il. Et inversement. Sale temps i Il fut décidé à l'unanimité, et après quelques considérations subaltemes, de procla-

l'indépendance de nos agapes. Nos assiettes seront des lles désormais. Entourées de barbelés et garanties plats du pays, comme il en est du jour. Avec, s'il le faut, récupération du hareng

saur après dépendaison. Ensuite, au village, on parla de not'bon maire, le cher Tiberi. Il a bien du souci, pauvre, avec ses appartements. Il paraîtrait, selon des mécréants qui furent de son camp, qu'avant même d'être maire Tiberi fut père. Et que pour son fils Dominique la ville aménagea un joli pigeonnier HLM, du côté de la rue Censier, aux frais de la princesse et de Lu-tèce réunies. Le chérubin, rapportent les ingrats, ne s'épanouissait vraiment que dans le marbre comme d'autres pètent 1 million et demi de francs. C'était, comme l'on dit en patois parisien, pas Dieu possible! A ne pas croire. On ne le crut donc pas. Au risque d'une autre fil-

Enfin, sur le soir, et pour bien montrer ici qu'on ne vit pas au village à l'ère de la lampe à buile et de la presse à bras, nous eumes une solide conversation sur la modernité en marche. Un autre camarade qui ne plaisante pas avec ces choses-là, navigateur en internet et en terra incognita, nous en sortit une bien bonne. Figurez-vous, expliqua-til, que des chercheurs cherchent et ne sont pas loin de trouver LE LIVRE, unique et universel. Une sorte de support en papier magique, comme l'ardoise. On l'introduirait dans on ne sait quelle machine. On choisirait son titre, Le Lys dans la vallée au hasard. Le texte s'imprimerait. On le lirait. Au besoin à l'ancienne, sous la couette. Puis lecture faite, on le réintroduirait dans la machine. Tout s'effacerait. Et l'on pourrait commander La Chartreuse de Parme. Et ainsi de suite. La bibliothèque universelle à un livre! Ah l'Académie française a eu le nez creux de franciser d'urgence le mot CD-ROM en un « cédérom » du meilleur ton-

Bahreïn annonce avoir déjoué un complot pro-iranien

MANAMA. Le gouvernement bahreini a accusé publiquement l'iran, lundi 3 juin, d'avoir cherché à le renverser en soutenant « une organisation terroriste » et a annoncé le rappel prochain de son ambassadeur et la réduction de sa représentation diplomatique en Iran. Lors d'une conférence de presse, le ministre de l'information, Mohamad Ibrahim El Motawaa, a affirmé que de membres de cette organisation, dénommée selon lui « branche militaire du Hezbélta-Bahrein » et aud « complote avec les autorités jraniennes depuis début 1993 », ont été arrêtés et que des armes ont été saisies.

Le ministre a précisé que ladite organisation avait été fondée dans la ville de Qom (au sud de Téhéran) où de « jeunes recrues bahreinies ont été entraînées aux méthodes terroristes, y compris à l'usage d'armes et d'explosifs, dans les camps des Gardiens de la révolution, puis dans ceux du Hezbollah au Liban ». Le ministère tranien des affaires étrangères a formellement démenti ces accusations. - (AFR)

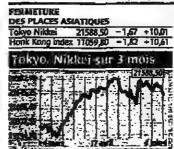
DÉPÊCHES

■ INFORMATIOUE: NEC et Packard Bell vont donner naissance au numéro deux mondial des ordinateurs personnels. La nouvelle a été annoncée mardi 4 juin par le groupe japonais NEC. Elle porte sur la fusion de son activité ordinateurs personnels (PC) hors du Japon avec celles du groupe américain Packard Bell, dont il détient 19,9 % du capital aux côtés du français Bull (19,9 %). Cette opération fait suite à l'accord annoncé en avril qui a notamment vu Bull céder Zenith Data Systems à Packard Bell. La nouveile entité, baptisée Packard Bell NEC affiche un chiffre d'affaires de 8 milliards de dollars (plus de 40 milliards de francs) et revendique le deuxième rang mondial des fabricams de PC avec 8,2 % de part de marché.

■ ÉTATS-UNIS/JAPON: un navire de guerre japonais a, par erreur, ouvert le feu et abattu, mardi 4 juin, un chasseur américain lors des manoeuvres conjointes qui ont lieu du 22 mai au 21 juin dans l'océan Pacifique, a annoncé un porte-parole de l'Agence de défense japonaise. Selon l'agence japonaise Kyodo News, le pilote est sain et

■ ITALIE : Giorgio Strehler quitte la tête du Piccolo Teatro. Il a annoncé sa démission pour protester contre l'incurie de la mairie de Milan qui rend impossible l'inauguration du nouveau siège de la troupe, en construction depuis dix-huit ans.

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE Cours relevés le mardi 4 juin, à 10 h 15 (Paris)



OLIVERTURE DES PLACES ELIROPÉENNES			
	Cours &u 03/06	Var. en % 31/05	Var.en % fin 95
Parts CAC 40	2121,10	+0,52	+13,31
Londres FT 100	3739,20	-0,23	+1,35
Zurich	1720,27	-0,26	+12,44
Milan MIB 30	1120	-1,15	+20,30
Francfort Dax 30	2532,83	-0,39	+12,37
Bruxelles	****	-94	+12,42
Suisse SBS	1375,21	-0,53	-5,65
Madrid Ibex 35	359,57	-0,32	+12,34
A SALES AND ARREST			44 - 4

Tirage du Monde daté mardi 4 juin 1996 : 481 062 exemplaires



the search of the search telephone, dans la rue, en voiture, au bureau, chez vous, votre Bouygues Telecom ne vous quitte plus. and la la linea mant un forfait téléphonique sans abonnement. Bouygues Telecom met la téléphonie personnelle à la portée de

gintint tal turisation relie, le DCS 1800, Bouygues Telecom lance la téléphonie personnelle. Désormais, vous pouvez être joint partout®,

5 July A TITITY (199 A MT) comprend 3 heures d'appels régionaux (moins de 100 km) quelle que soit l'heure de la journée. Vos appels

to the text of the text table 2 R TTC (1,65 F. HT) la minute en heures pleines et and the state of the state of the services quies and services quies are services are services

್ನು ಮುಣ್ಣಕ್ಕ್ ಕರ್ನರು ವ'appeis, annuaire et le Kiosque des Services.

Bouygues Telecom TÉLÉPHONER DEVIENT UN 6^{ème} SENS.

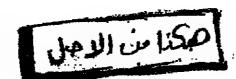
raited houre samitte cuentale au 45 10 86 07 ou le 3615 Bouygues Telecom (connexion à 0,12 F. + 1,29 F. / minute).

1 F. TTC (0,83 F. HT) en heures

facilitent la vie :

Des sol pour al

Talents Expertises



ACCIDENTS
DU TRAVAIL
La loi du silence
page IV



TRIBUNE par Michel Godet page IV

Seminate Introduce Introduce Intervention of the Intervention of t



Les métiers de plein air

DANS

INITIATIVES

MÉTIERS

DU 11 JUIN

ANNONCES CLASSÉES de la page VI à XIV

MERCREDI 5 JUIN 1996



Il existe des mesures sociales d'accompagnement qui compensent la vulnérabilité de l'emploi. Par exemple dans le secteur de l'intérim

amais

Des solutions pour amortir la précarité

E deux choses l'une.

Soit le développement de la précadié, au cours de ces demières années, ne constitue qu'une parenthèse malheureuse, et, alors, il convient de ne nien changer en attendant le retour à la normale. Soit le processus de précarisation participe, qu'on le veuille ou non, d'un inéluctable mouvement lé à la mondiastation de l'économie, et il s'agit, dès lors, d'ouvrer pour en limiter les effets les plus contestables où pour lui donner un accompagnement social de compensation.

Dans le premier cas de figure, cela correspond, en quelque sorte, à ce que

-3

1000

attitudes syndicales ou politiques qui militent toujours pour le maintien d'un stant quo. On postule que le plein empioi reviendra et, avec lui, la nécessité de renouer avec des statuts et des formes d'emploi voulus inchangés. Tout aménagement, dans ces conditions, reviendrait à s'accommoder de la situation actuelle et, prétendent les pius rigides, à organiser l'inacceptable cycle de la régression.

Avec la seconde hypothèse, qui pourra certes être jugée plus pragmatique, l'objectif est radicalement opposé. Prenant en compte le fait que la précanité de l'emploi s'impose de plus en plus, elle vise à en attérner le caractère abusif et les manifestations les plus insupportables. Ce qui dépasse largement le cadre législatif de ces types d'emplois soumis à la déréglementation. Au-delà de la vulnérabilité, du ca-

ractère éphémère du contrat ou de la baisse du coît du travail qu'ils représentent. l'impact de ces emplois précaires se fait en effet sentir dans mille et une droussances privées ou relationnelles. Quand on pade de lien social, staché à l'occupation d'un emploi, il est certain que le stagiaire, le CDD (contrat à durée déterminée) ou l'intérimaire souffre de ce que, ailleux, on nommerait un « déficit d'image ». Il peut se croire marqué au fer rouge de l'indignité s'il doit exciper de son statut en présentant son bulletin de paie. Autant de handicaps qui se transforment en obstacles infranchissables quand on cherche à obtenir un crédit à la consommation ou que l'on veut accé-

Avec le recul, et au vu de la longue démarche entreprise par la branche professionnelle de l'intérim depuis 1982, il apparaît bien que cette

der à la location d'un logement.

deuxième voie permet d'amortir la précarité sans cependant l'abolir. A tel point que, dans d'autres secteurs comme pour d'autres statuts, on serait bien inspiré de tirer des leçons d'un tel précédent. Lors de négociations passées, le contrat à durée désenninée n'at-il pas déjà été conigé pour le rapprocher du travail temporaire, socialement plus favorable?

La démonstration est tout à fait instructive. Non seulement les entreprises de travail temporaire ont décidé de s'appliquer, en matière de formation professionnelle, un quota de dépenses minimales supérieur à ce qui est prévu par la loi, mais elles out admis qu'elles pouvaient financer de la formation pour quekqu'un qui ne fait que passe. De la même façon, elles out mutualisé, au sein du Fonds d'action sociale, un service d'action et d'information sociale communative de navaii par nature dispersée. Par suite, également, les mêmes out créé des fonds de garantie pour le

Le statut du salarié

intérimaire se consol

de l'emploi est fragilise

par Clarisse Pabre

- ▼ Les itinéraires discontinus face à la retraite

oar Olivier Plot

- ▼ Former caux qui ne font que passer par Marie-Claude
- ▼ Le passage par l'intérim donne peu de chances de décrecher un emploi stable par Nathalle Micias
- ▼ Valncre les réticences par Philippe Baverel

Lire pages if at iii.

palement des loyers et ont ruis en place un système de caution pour les crédits automobiles on les prêts de trésorerle. En bout de course, elles apportent la preuve que les intérimaires ne sont pas une population à risque...

Cet environnement social, dû à l'obstination de partenaires sociaux qui ont multiplié les accords conventionnels, peut aussi préfigurer l'avenir qui sera réservé à la plupart des salariés. Par esemple, le choix d'une caisse unique de retraite complémentaire, commune à toute la branche et, à l'origine, fortement contestée par les institutions, a favorisé l'émergence d'un savoir-faire qui s'avérera bientôt indispensable pour tous. Dès lors que les carrières d'ajourd'hui – comme celles de demain – sont de plus en plus éclatées, discontinues, il faudra des spécialistes pour reconstituer des droits à la retraite obtenus auprès de multiples employeus, voire des régimes différents.

Mais tout ne se réduit pas à un simple cholx entre le refus de la précadié et son aménagement pour le rendre moins indolore. Une enquête réalisée par l'IPOP – la deuxième du genre –, à la demande de l'un des deux syndicats professionnels du secteur, le Promatt, montre bien que, maleré tous ses efforts d'accompanement, le travail temporaire ensendre la vulnérabilité. Il y a maintenant des « réservistes » de l'intérim, plus précaires que les autres, la proportion d'étudiants augmente et, pour être réelle, la fonction de tremplin ou de passerelle vers l'emploi stable concerne une minorité de plus en plus faible.

D'autre part, la logique constructive peut se trouver battue en brèche par une autre logique, totalement déstructurante à terme, notamment parce qu'elle tend à augmenter le coût du travail. La patiente élaboration de filets protecteurs, pourtant souhaitable, ne résisterait pas à une vagne déferiante de déréglementation. Ele pourrait également voir son intérêt social et économique compromis si les politiques d'aides à l'emploi ou les exonérations de charges devaient aboutir à une banalisation du travail à prix réduit.

Alain Lebaube

Talents & Expertises



Rejoignez-nous en rubrique Audit/Conseil



Découvrez votre emploi de demain avec Initiatives LES RENDEZ-VOUS DE MARDI Dirigeants Organisation & géstion des entreprises Octobre l'Entreps Consciliancie : Fancior Commerciale Le Monde des Cadres Carrières Internationales Doue Convers Européennes en Entreprises TE TITOILE

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN 2 ANNÉE

Etudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP et d'une maîtrise sciences, lettres, drolt, l'ESSEC vous propose d'acquérir une double compétence avec une formation au management en deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé en font un des tout premiers centres européens de gestion et de management. Les étudiants qui intègrent l'école ont le choix d'accomplir leur scolarité en alternance sous le régime de l'apprentissage.

Prochaine session

pour la rentrée 1996 :

9, 10 et 11 septembre 1996

Date limite de dépôt des

dossiers de candidature :

30 juin 1996

Documentation

et dossier d'inscription :

ESSEC • Admissions • B.P. 105 95021 Cergy-Pontoise Cedex

Téléphone : (1) 34.43.31.26

ESSEC - Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat, affilié à la CCI de Versailles Val-d'Oise - Yvelines, membre de la Fegic.

Une première étape est franchie avec la loi de 1972 qui reconnaît la profession et limite sa portée à des situations économiques spécifiques. Mais les tentatives de rapprochement avec les syndicats de salarlés se solderout (sauf Manpower avec un accord avec la CGT) par un échec du-rant les années 70. L'arrivée de la gauche en 1981 marque un tournant. Hostile à toute forme de travail précaire, le gouvernement tranche en faveur d'une démarche réformiste. Outre un encadrement plus strict des cas de recours au travail temporaire, l'ordonnance du 5 février 1982 (foi Auroux) pose deux droits nouveaux de l'intérimaire. Désormais, le contrat de travail temporaire doit préciser la date de fin de contrat et l'entreprise utilisatrice doit garantir à l'intérimaire un salaire égal à celui

que reçolt, au même poste, le salarlé permanent de meme qualification. Surtout, l'ordonnance de 1982 ciaux pour négocier et compléter le

cadre législatif. Mission accomplie

car, en 1985, au terme de la période

probatoire, quatre grands accords

ont vu le jour : l'indemnisation

complémentaire de la maladie, le

une trentaine d'accords sont conclus par les organisations patronales et syndicales. Entre 1985 et 1988, trois accords portent respectivement sur le statut des salariés permanents des ETT, les conditions de détachement des salariés temporaires à l'étranger et la représentation du personnel des

Une profession de plus en plus structurée

Le statut du salarié intérimaire se consolide

Avec plus de 6,5 millions de contrats conclus en 1995, soit 370 000 emplois à temps plein, le volume d'activité du travail temporaire est en hausse quasi constante depuis la fin des années 80, malgré une baisse de régime en 1993. Si la profession a su redorer son image, l'évolution du bénéfice net (après impôts) a connu des hauts et des bas : une diminution de 50 % de 1983 à 1986 (de 3,1 % à 1,46 %), une relance à la fin des années 80 et un solde légèrement négatif pour les années 1992 et 1993. A l'origine, la conjoncture économique bien sûr, mais aussi des particularités du travail temporaire : poids accru de la formation, de la promotion, des frais financiers, de l'encadrement et du personnel permanent.

congé individuel de formation et la création d'un fonds d'assurance formation, la médecine du travail et le

ÉTAPES DÉCISIVES

Par la suite, les accords nationaux interprofessionnels des 13 mai 1985 et 24 mars 1990 constitueront deux étapes décisives, véritables moteurs de la négodation sur le travail précaire, et des lois de 1986 et 1990 oul. elles, ne feront qu'entériner les avan-

Troisième temps fort de la négociation, le début des années 90 est marqué essentiellement par la désignation d'un accord unique de retraite complémentaire (accord du 9 ianvier 1991) et la création du Fonds d'action sociale (24 juin 1992).

S'il amortit leur précarité, l'édifice législatif et conventionnel sur le travall temporaire alourdit aussi le coût du travail des intérimaires. Une initiative bien téméraire alors que, dans le même temps, les politiques de l'emles exonérations de charges et les aides catégorielles à l'emploi. Dans un tel contexte, le « cocon » ne risque-t-il pas de se transformer en

bombe à retardement? En 1989, le Promatt (syndicat des professionnels du travail temporaire) notait déjà la concurrence, certes marginale, de toutes les formules bénéficiant d'exonérations de charges sociales. En 1993, le projet de loi sur la fiscalisation des cotisations familiales n'incluait pas l'intérim alors qu'il visait explicitement les contrats à durée déterminée. « Cette différence de traitement aurait inévitablement joué en notre défaveur si les partenaires soclaux n'avaient réagi immédiatement et obtenu rectification du ministère du travall », explique Bernard Bacquet, vice-président délégué du Promatt. Pour l'instant, Bernard Bacquet ne tire pas la sonnette d'alanne. «Les emplois aldés type contrat initiativeemploi ne font pas d'ombre au travail temporaire, our les durées de contrat ne sont pas les mêmes. »

Reste que les tendances lourdes du marché de l'emploi laissent perplexe le vice-président délégué du Promatt : « Demain, le dispositif bâti par les professionnels du travail temporaire pourrait paraître bien singuller, votre archaique, à contre-courant de la logique de diminution du coût du travail et de l'évolution marchande de l'em-

Les itinéraires discontinus face à la retraite

Malgré les progrès informatiques, la tâche des gestionnaires des caisses va se compliquer

NCORE dix, quinze, peut-être vingt années de répit. Mais après... Les caisses vieillesse savent que les assurés qui se présenteront dès les années 2010 pour ouvrir leurs droits à la retraite ne feront pas de carrière professionnelle linéaire comme a pu l'être celle de leurs aînés. Des passages au chômage alterneront avec des périodes d'activité, elles-mêmes susceptibles de balancer entre un emploi salarié, l'ouverture d'un commerce ou le retour au monde agricole... De quoi donner le vertige aux employés, des spécialistes chargés de reconstituer une vie ac-

Pourtant, visiblement, ceux-ci gardent leur sang-froid. Tous réalisent bien, à l'instar de Chantal Jaffeux, directeur des agences d'Ilede-France à la Caisse nationale d'assurance-vieillesse (CNAV), qu'« une période de turbulences s'annonce », mais ne doutent pas de réussir à y faire face. Ils ont d'ailleurs plusieurs atouts en main. Le premier d'entre eux, peut-être l'un des plus importants, date du début de cette année, avec le lancement de la « retraite unique » pour les régimes de base. Un actif aura désormais un seul interlocuteur pour faire valoir ses droits à la retraite, en l'occurrence la dernière caisse à laquelle il aura cotisé. D'ores et délà, la CNAV pour les salariés du privé, la Cancava, pour les artisans, la Mutualité sociale agricole (MSA) et le régime Organic (commercants et industriels) organisent leurs échanges de données. C'est déjà un point de raillement important, même s'il exclut, pour le moment, les autres régimes spécifiques et s'il faut obtenir les informations liées aux régimes complémentaires auprès des organismes concernés, type Arrco (salariés non cadres et cadres), Agirc (salariés cadres), etc. « Maintenant,

c'est un progrès déterminant. » Qui plus est, la tâche est facilitée par les outils informatiques disponibles qui constituent indéniablement le deuxième point fort. Le fichier central dont dispose la CNAV à Tours et qui gère près de 60 milllons de comptes individuels est l'un des plus performants d'Europe. Une première embauche décienche aussitöt l'immatriculation d'un salarié. La CNAV utilise le numéro de Sécurité sociale comme code de référence, ce qui n'était pas le cas dans les autres institutions qui utilisaient depuis longtemps des numéros spécifiques. Aujourd'hui, le numéro de Sécurité sociale fait autorité, simplifiant de beaucoup les consultations interrégimes. Malgré tout, ce n'est pas encore le stade du « tout informa-

nous travallions tous ensemble, s'en-

thousiasme-t-on à la Cancava, et

Enfin, si le développement des carrières multivisages n'effraie pas techniquement les gestionnaires Olivier Plot des régimes-retraite, c'est parce

tués. « Un artisan a généralement commence sa carrière comme salarié pour ensuite créer son entreprise », indique-t-on ainsi à la Cancava. Dans le même ordre d'idées, le régime Organic précise que plus çants sont déjà couverts par un antre régime général.

SITUATIONS PARTICULIÈNES « Nous nous occupons depuis longtemps des intermittents du spectacle ou des occasionnels de l'hôtellerie, dont certains connaissent plus de quarante employeurs dans une même année », renchérit-on à l'Arrco pour bien faire comprendre que tout cela n'est en rien nouveau. Quant à la CNAV, elle sait reconstituer la vie professionnelle d'un artiste rémunéré par cachets ou celle d'une femme de ménage qui survit d'employeur en employeur au rythme de queiques heures hebdomadaires. « C'est vrai, explique Chantal Jaffeux, que nos références habituelles de travall changent vite. Ainsi, ce n'est plus exact que les meilleures armées salariales pour un assuré sont celles de fin de carrière. Il

suffit d'un licenciement à l'âge de

ront-ils pour apianir les difficultés à venir? Les responsables des caisses l'espèrent mals ne peuvent évidemment le garantir. D'abord, parce que aujourd'hui l'effet de masse n'existe pas. Les situations « particulières » seront multiples d'ici quinze ans. Il faut aussi compter sur l'attitude des employeurs. Ils seront de plus en plus nombreux à être concernés par la vie professionnelle d'un seul actif. souvent pour des périodes courtes, le tout dans un contexte d'exonérations de charges qui peut inciter tant obligatoires, visant à rassembler, année par année, les droits ouverts par les cotisants. Les experts, quel que soit le régime de retraite, indiquent donc vouloir « rester le plus attentifs possible à une tenue et à un contrôle régulier des comptes des entreprises » et ce, audelà des fraudes (non-paiement des précomptes salariés, par

Rien d'étonnant, par conséquent, à ce qu'ils insistent tous unanimement: « surtout conserver tous les documents (bulletins de salaires, etc.) qui peuvent aider, en cas de litige, à reconstituer une carrière ». Pour enfoncer le clou, la CNAV s'est, elle, lancée dans des campagnes d'information pour expliquer que tout assuré peut à tout åge demander (et obtenir maintenant en moins d'un mois) un relevé de carrière qui lui indiquera le chemin déjà parcouru pour l'ouverture de ses droits à la retraite.

exemple) qui s'avèrent déjà nom-

Marie-Béatrice Baudet

Une permanence sociale pour les carrières éclatées

différents droits dérivés du travail (protection sociale, ANPE, Assedic, etc.) constituent un maquis dans iequel chaque salarié essaie, tant bien que mai, de se repérer. Paperasse, critères, délais : délà difficile à entreprendre à partir d'une situation dite « classique » d'emploi, on imagine ce que devient le parcours lorsqu'il concerne des salariés intérimaires. Travail éclaté, temporaire, haché, multiplicité des contrats, des employeurs, des feuilles de paie : ces obstacles découragent vite. Et nombreux sont les intérimaires qui, lassés des méandres et des subtilités administratives, balssent les bras.

C'est pour répondre à ces difficultés que le Pasti (Fonds d'action sociale du travail temporaire) a créé, en juin 1994, un service d'information et d'action sociale destiné aux intérimaires. Le besoin s'était d'ailleurs fait clairement sentir, dès 1991, lors d'une enquête qualitative réalisée par l'institut CSA pour le compte du Fastt. « Les intérimaires appartiennent à une communauté de travail éclatée, précise Catherine Beudon, directrice des affaires juridiques Promatt et administrateur du Fastt. L'enquête a révélé un fort besoin d'écoute et de soutien en matière d'information et d'orientation émanant des intérimaires, bien sur, mais également des agences. »

Résultat : depuis bientôt deux ans, le service d'action sociale est installé dans les locaux de l'Ireps (Institut de retraite et de prévoyance des salariés), à Paris, et s'est doté d'une ligne téléphonique directe. Le bilan? Encore trop modeste, semble-t-il, à en croire la récente étude

Les Séminaires :

faculté DROTE ECONOME

DEA de Droit Public

Directeur : Jacques Ferstenbert

DEA de Droit Economique

et le Centre de Recherche de Droit Public

Directeur : Joël Monéger Laboratoire d'accueil : Institut de Droit

Economique et des Affaires (EA 12-12)

Université d'Evry

DEA DE SOCIOLOGIE TRAVAIL ET MODES DE VIE Vous êtes titulaire d'une maîtrise ou d'un diplôme de niveau èquivalent. Dynamisez votre expertise à travers une formation par la recherche : le

Laboratoire DEVELOPPEMENT, TRAVAIL ET TECHNOLOGIES vous propose un enseignement pluridiscipfinaire et comparatif entre pays conduisant au Doctorat de Sociologie. Possibilités de financement de la thèse.

Division du travail et nouveaux systèmes productifs
 Sociologie de l'entreprise et conduite des innovations

informations et candidature : Pièce 391 Université d'Evry Bd des Coquibus 91025 EVRY Cedex - Tél. : 69.47.70.96

Laboratoires d'accueil : Laboratoire des Collectivités Territoriales

Inscriptions avant le 1º septembre 1996. Faculté de Droit, d'Economie et de Gestion Rue de Bloss BP 6739 45067 Orléans Cedex 2. Tél · 38-41-73-63 - Fax : 38-41-73-60

UNIVERSITÉ D'ORLÉANS

ÉCOLE DOCTORALE SCIENCES JURIDIQUES Droit Privé, Droit Public, Histoire du Droit

Directeur : Philippe Bretton

Dynamique des technopoles Flexibilité et division sexuelle du travail

réalisée par le Credoc pour le compte du Fonds: « le service d'information et d'action sociale reste mai connu », précise l'étude. Il est vrai qu'en étant le demier-né des services d'une institution paritaire qui souffre elle-même demandes » au premier trimestre 1996 qu'au d'une « image encore floue », ce service doit en- cours des trois premiers mois de l'amée 1995. core faire ses preuves. Mais, à en croire ses animateurs, la démontration est en bonne voie.

Outre des informations et des conseils d'orientation, les intérimaires peuvent obtenir auprès de l'action sociale du Fonds des aides financières d'urgence, après examen de sa commission sociale. Au total, pourtant, ces prestations restent réservées « aux intérimaires victimes d'accidents du travail ou de trajet, à ceux qui sont en longue maladie ou en invalidité. à ceux qui sont en mission au moment de la demande et justifient de 1 014 heures de travail au cours des douze mois précédents ou 2 028 heures au cours des vinet-augire mois précédents, et aux intérimaires chômeurs qui justifient de 2 028 heures de travail au cours des vingt-quatre mois précédents », précise le Mémento de l'intérimaire, édité par l'Unett (Union nationale des entreprises de travall temporaire).

TROIS POIS PLUS DE DEMANDES »

« Les salarlés qui ne remptissent pas ces conditions et qui nous sollicitent ne sont pas pour autant systématiquement écartés », assure Clotilde Lécuyer. Ancienne assistante sociale en mairie, elle occupe aujourd'hui l'unique poste d'assistante sociale du Fastt. Initialement salariée de l'ireps, son poste a neu à neu glissé vers un travail à temps plein consacré à l'action sociale en direction des intérimaires. « Entre les coups de

manence, les demandes ont connu une forte progression depuis plus d'un an », précise-t-elle. Au total, son service a enregistré « trois fois plus de

De son côté, l'Unett évalue à huit cents le nombre des demandes pour l'ensemble de l'année 1995, débouchant sur une enveloppe totale d'aide financière d'environ 281 000 francs accordée pour un ensemble de soixante-sept dossiers retenus. La nature des demandes? Selon les analyses statistiques réalisées par Clotilde Lécuyer, elles émanent d'intérimaires accidentés du travail (18 % des dossiers pour 68 % des aldes), celles venant d'intérimaires au chômage (39 % des dossiers, 23 % des aides) et celles concernant des intérimaires en mission (38 % des dossiers, 11 % des aides).

« Notre rôle consiste avant tout à les aider dans un premier temps à utiliser Jusqu'au bout les aides auxquelles ils ont droit dans le cadre des organismes existants », explique Clotilde Lécuyer. Soutien à une fin de droits de chômage, compléments médicaux, aides pour le logement: toutes ces questions font partie des besoins exprimés par les intérimaires. « Mais nous sommes également là comme soutien psychologique et moral, ajoute Clotilde Lécuyer. Les intérimaires ont en effet souvent l'Impression d'une perte d'identité liée à leur statut. L'existence de notre service contribue à leur fournir une certaine forme de reconnaissance professionnelle et

Former ceux qui ne font que passer

était le grand vide. En 1980 encore, le travail temporaire n'avait aucune politique en matière de formation professionnelle. Celle-ci étaitelle d'ailleurs compatible avec le type d'emploi proposé ? Un contrat dure ce que dure une mission : l'intérimaire est alors dans l'entreprise qui l'utilise, et il n'est évidemment pas disponible pour de la formation.

Pourtant il faudrait bien un jour trouver une solution. Ce type de travail touche en effet essentiellement une population jeune et non qualifiée : les « moins de trente ans » représentent 45 % de ses effectifs et la plupart n'ont pas le moindre di-

Dès cette époque, la profession

manquait de personnel qualifié. Le résultat - amorce par un premier accord en 1983 - est une vraie avancée. Georges Fougeroux, administrateur CFDT du Fonds d'assurance formation du travail temporaire (FAF-TT), et Emile Pastor, l'un des responsables CGT de la branche, n'hésitent pas à en souligner les aspects positifs. Et des spécialistes du

U commencement droit de la formation professionnelle était le grand vide. En comme Patrick Guilloux, auteur d'un récent ouvrage sur Le Congé indivi-Le deuxième volet des initiatives duel de formation (L'Harmattan). souligne « l'audace et l'imagina-

EXIGENCE DE QUALIFICATION Tout d'abord, les entreprises de

travail temporaire (ETT) se sont engagées à verser 1,3 % de la masse salariale en dépenses de formation au lieu des 0,9 % prévus par la loi. Leur cotisation pour le congé individuel de formation (CIF) est également passée de 0,2 à 0,3 %. Pour Jean-Pierre Chanteloube, directeur générai du Fonds d'assurance FAF-TT, c'est l'exigence de qualification des jeunes qui l'impose : il s'agit d'un investissement primordial pour les ETT. Mais il a fallu et il faudra encore beaucoup faire pour surmonter les réticences des dirigeants, qui se disent : « celui sur lequel j'investis va peut-être me quitter demain ». Car, comme le souligne Bernard Bacquet, vice président délégué de Promatt (l'un des deux syndicats patronaux de la branche, avec l'Unett): « Sauf

tion > dont ont su faire preuve les or-

ganisations patronales et syndicales.

dans un bon quart des cas, les gens ne font que passer dans l'intérim. »

prises a consisté à inventer une forme spéciale de contrat qui maintient ou recrée un lien entre l'ETT et l'intérimaire qui a terminé sa mission lorsqu'il suit une formation. Lors des négociations de 1983 ce « contrat de mission formation » ne pouvait pas trouver place dans la législation existante. Il fallut que le Parlement l'autorise. Mais, depuis lors, l'intérimaire en formation a tous les avantages du statut du salarié: protection sociale, salaire...

C'est le cas, notamment, s'il a obtenu un congé individuel de formation (CIF). Et là, l'intérim peut se flatter d'avoir fait école. Depuis une négociation interprofessionnelle de 1990, les titulaires de contrat à durée déterminée (CDD) peuvent eux aussi bénéficier d'un CIF après achèvement d'un contrat. Autre progrès inspiré de ce qu'a inventé l'intérim : l'ancienneté exigée pour l'accès à cette formation a été réduite, et son obtention facilitée par l'addition des temps de contrats réalisés dans diverses entreprises.

Enfin, le dispositif comprend, depuis 1986, une adaptation des contrats de formation en alternance. Et, comme le système est peu pratique, une nouvelle formule est en cours d'expérimentation : le contrat de mission-formation jeunes intérimaires (CMJI). Proposé à des jeunes qui ont déjà une expérience du travail temporaire, il leur offre un temps de formation et la garantie de se voir confier, dans la foulée, des missions leur permettant d'appli-

quer leur nouveau savoir. « C'est faire un premier pas dans une voie que nous voulons explorer, commente Jean-Pierre Chanteloube. L'intérim est un travail qui comporte des creux. Pourquoi ne pas les consacrer à la formation, de façon à réaliser un début de continuité dans l'emploi ? A travers plusieurs CMJI successifs, un jeune pourrait progressivement se qualifier. » Pour Bernard Bacquet, ce serait une façon de donner un début d'application au contrat d'activité proposé par le rapport Boissonnat sur le « travail dans

Marie-Claude Betbeder



The Control of Participation of - Topic A. T. Carlotte Al

10 No. 10 No.

こうじょうちゃく タブロ 集 こくね

The second second THE THE THE STATE The state of the s The said water the said of the said * \$ 1847 - TPM

> (ناب Sec. 5 165 e on the second A STATE OF THE STA the grant region ----- 1,... 40.0

A fair back · 一种人 人名英

itinéraires discontinu à la retraite



Le passage par l'intérim donne peu de chances de décrocher un emploi stable

Une enquête du syndicat des professionnels du travail temporaire (Promatt) révèle un nombre croissant de « réservistes »

ETUDE, menée à l'initiative de Promatt, syndicat des profession-🕶 nels du travail temporaire, pour mieux connaître le devenir des intérimaires ainsi que leur opinion sur le travail temporaire, confirme ce que l'on ne pouvait que pressentir. A savoir que l'intérim est rarement un choix et que les intérimaires sont souvent, à l'origine, des chômeurs qui utilisent les missions temporaires dans l'espoir de retrouver un nouvel emploi à contrat à durée indéterminée.

1.12%

* * ***

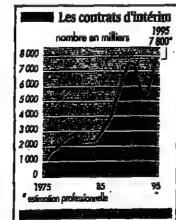
1,14

فتؤسينها يهود

«Le marché du travail est actuellement trop angoissant pour que l'Intérim puisse être envisagé aussi comme une forme d'organisation du temps et non seulement comme un moyen d'accéder à un emploi fixe », remarque Bernard Bacquet, vice-président délégué de Promatt. Ainsi, 62 % des intérimaires interviewés étaient inscrits à l'ANPE lorsqu'ils se sont présentés dans une entreprise de travall temporaire ; 41 % se sont orientés vers l'intérim parce qu'ils souhaitaient travailler et ne trouvaient rien d'autre ; 23 % parce qu'ils espéraient trouver un emploi permanent dans les entreprises où on les enverrait en mission.

Une étude similaire avait déjà été réalisée en 1989. A chaque fois, un échantilion représentatif d'intérimaires a été constitué et ceux-ci ont ensuite été interviewés six mois plus tard. Ainsi, pour la dernière étude, 803 personnes qui étaient intérimaires en janvier 1995 ont été interviewées en juillet 1995. 22 % d'entre elles avaient trouvé un emploi (12 % en contrat à durée déterminée; 9% en contrat à durée indéterminée ; 1 % en stage ou en contrat emploi-solidarité), 61 % étaient restées intérimaires. Et parmi ces 61 %, la majorité n'envisageait pas à long terme de conserver ce statut : 67 % étaient toujours en intérim parce qu'elles n'avaient pas trouvé d'autre emploi et 60 % assuraient être à l'écoute du marché et à la recherche d'un poste fixe. Scules 28 % déclaraient rester cu intérim parce que ce mode de fonctionnement leur convenait. A noter aussi que 41 % de ces personnes toujours en intérim six penser que ces personnes, pour dimois après la période de référence s'étaient vu proposer un contrat dans le cadre de l'une de leurs missions (un contrat à durée indéterminée pour 25 % d'entre eux et un CDD pour 30 %), mais l'avaient refusé car il ne leur convensit pas.

ÉTAPE PRÉLIMINAIRE En ce qui concerne les 22 % ayant trouvé un emploi permanent, 52 % l'avaient obtenu par lé biais d'une mission. « On me-



poni 4 entreprises différentes, de Juin 1994 à juin 1995

sure ainsi le rôle de tremplin vers l'emploi que joue l'intérim. Pour les intérimaires, la possibilité d'embauche en fin de mission est une réalité non négligeable. Pour les entreprises, l'intérim semble parfois être utilisé comme une étope preliminaire à l'embauche », notent les responsables de l'étude. Attention toutefois, ce tremplin pour l'emploi se révèle aussi pour certains source de désillusions: 7% des interviewés pointaient au chômage en juin 1995 dont près des trois quarts n'occupaient pas de poste en intérim car on ne leur proposait aucune mission. «L'intérim ne semble pas à même de leur offrir une insertion dans le monde du travail; commentent les

verses raisons, constituent des "Téservistes " de l'intérim : des chòmeurs que les agences acceptent d'inscrire, mais auxquels elles confient des missions seulement quand elles ne peuvent faire face à la demande. » Par rapport à la première étude,

la nouveauté non négligeable

concerne le nombre d'étudiants : l'échantilion en comptait cette fois-ci 21 %, contre 12 % la fois précédente. « Ce résultat correspond à une évolution logique liée à l'entrée plus tardive dans la vie active et oux difficultés de plus en plus grandes à s'insérer sur le marché de l'emploi », indique Bernard Baconet. La présence d'étudiants est d'autant plus intéressante à constater que ceux-ci n'ont pas les comportements des intérimaires « traditionnels ». Comme le souligne l'étude, « l'intérim ne constitue pas pour eux le moyen d'aboutir à un emploi fixe ». Seuls 32 % déclarent être à la recherche d'un emploi permanent. Ils sont aussi peu nombreux, contrairement aux autres profils, à trouver l'intérim utile : s'ils apprécient sa souplesse, ils l'utilisent plutôt comme un moyen de financer leurs études ou de se forger une expérience professionnelle. Enfin, les étudiants semblent également contribuer à la hausse du niveau d'études des intérimaires dont 21 % avaient poursuivi des études au-delà de vingt ans, en 1995,

contre 14 % en 1989. Autre information fournie par l'enquête : la durée de travail des intérimaires. « Alors que les statistiques font apparaître des contrats de courte durée, nous nous sommes operçus que les intérimaires travaillent en moyenne sept mois dans l'année. Grâce aux quatre mille agences de travail temporaire présentes sur l'ensemble du territoire, nous arrivons de plus en plus à proposer des enchaînements de missions », commente Bernard Bacquet. Par ailleurs, les intérimaires interviewés ont travaillé en moyenne, de juin 1994 à juin 1995, pour quatre entreprises diffé-

L'étude distingue quatre types enquêteurs. (...) De fait, on peut de profils : les intérimaires «longue durée» (35 %) qui, au cours de la dernière année, ont été en mission dix mois en moyenne; les intérimaires «courte durée» (28%) qui n'étalent pas en intérim en juin 1994 et ne l'étalent plus en juin 1995 et dont le passage en intérim a été en moyenne de trois mois et demi ; les « débuts d'intérim » (26 %) qui n'étaient pas en mis-sion en juin 1994 mais le sont en Juin 1995 et qui ont déjà travaillé en moyenne sept mois sur les douze derniers mois: les « fins d'intérim » (11 %) qui étaient en mission en juin 1994 et ne le sont phus en juin 1995.

« TRĖS OU ASSEZ UTILE »

Enfin, si les intérimaires s'accordent à une large majorité (87 %) pour reconnaître que l'intérim est « très ou assez utile » pour trouver un emploi, 58 % d'entre eux jugent en revanche peu satisfaisantes les possibilités de perfectionnement offertes par les agences de travail temporaire. Ils sont également 38 % à s'estimer moins bien considérés que les autres salariés de l'entreprise par les collègues, et 39 % pensent être moins bien jugés par les supérieurs hiérarchiques. Des résultats que Bernard Bacquet entend désormais utiliser pour sensibiliser davantage les directeurs de ressources humaines des entreprises accueillantes et pour inciter les agences de travail temporaire à multiplier les stages de formation professionnelle durant les périodes sans mission : * Au cours de ces quinze à vingt dernières années, nous avons bâti les murs de façon à offrir aux intérimaires des droits équivalents - à la sécurité de l'emploi près - à ceux des autres salariés. Aujourd'hui, nous devons assurer les finitions en améliorant l'articulation entre formation et missions dans les sociétés, mais aussi en facilitant l'intégration dans les entreprises utilisatrices. Si ces dernières recourent à la flexibilité externe, il faut aussi au'elles anprennent à la gérer en interne », conclut le vice-président délégué de Promatt.

Nathalie Mlekuz

Vaincre les réticences

En dépit de conventions, l'octroi d'un crédit ou la location d'un logement relève bien souvent du parcours du combattant

jour ou l'autre, en ont fait l'amère expérience : obtenir un credit à la consommation ou trouver un appartement à louer relève du parcours du combattant. Rédigé à l'en-tête d'une société de travail temporaire, le bulletin de salaire n'inspire pas toujours toute la confiance nécessaire. «Les propriétaires, ça leur fait peur l », s'exclame Christian, vingt-huit ans, maçon-coffreur de profession, en intérim à Nancy depuis trois ans. Locataire d'un Fl, il se souvient avoir mis neuf mois pour trouver un appartement plus spacieux; Camme nous venions d'avoir un bébé, il nous fallait au moins une chambre en plus » Encore le jeune maçon nancéien a-t-il fini par béné-ficier d'un coup de pouce grâce au fonds de garantie qui facilite l'accès au logement locatif.

Ce dispositif original est le fruit d'une convention signée en 1993 entre le Fonds d'action social du travail temporaire (le FAS-TT, administré paritairement par les deux syndicats patronaux de la profession, l'Unett et le Promatt, et les cinq syndicats de salariés, CGT, FO, CFDT, CFTC, CGC), d'une part, et l'Association pour la coordination des moyens d'intervention pour le logement (Acmil), d'autre part. Partant the constat formulé par Jacques Dec-ker, chargé de mission à l'Acmil, qu'il est « très difficile pour un salarié intérimaire de trouver un logement locatif dans le parc privé ou social, faute de garantie de ressources », le fonds ga-rantit au propriétaire, en cas de dé-faillance du locataire, le paiement de neuf mois de loyer pendant une période maximale de trois ans à compter de la date d'effet du bail.

Pour bénéficier du dispositif, l'intérimaire doit pouvoir justifier « d'une ancienneté de 2 028 heures dans la profession du travail temporaire au cours des vingt-quatre mois précédant la demande de garantie, dont 1 014 heures dans l'entreprise où le saiarié fait sa demande ». Per ailcharges, ne doit pas excéder 25 % des ressources de son foyer fiscal. Si ces conditions sont rempiles, l'Acmil remet gratuitement à l'intéressé un « passeport-logement », attestant de la garantie auprès du futur propriétaire. En trois ans, le fonds s'est porté garant apprès d'une centaine de salariés, un chiffre très faible au regard du million de personnes qui, chaque année en France, travaillent comme intérimaires, « Il v a un problème d'information évident, certaines entreprises de travail temporaire n'assurant pas une publicité suffisante au dispositif », regrette facoues Decker.

D'autant, poursuit-il, que. « contrairement à une idée reçue, le faible nombre des sinistres (moins de 5%) prouve que les intérimaires ne constituent pas une population à risques ». Tout comme les propriétaires, les banquiers se montrent

OUS les intérimaires, un également réticents à l'égard des salariés du travail temporaire. C'est pourquoi le FAS-TT a signé, toujours en 1993, une autre convention, avec la Société de banque et d'expansion (la SBE, appartenant au groupe BRED), prévoyant la possibilité d'octrésorerie (pour une somme comprise entre 5 000 et 25 000 francs) ou des prêts destinés à financer l'acquisition d'un véhicule (plafonnés à 50 000 francs et pour lesquels un justificatif d'achat est demandé). D'une durée de douze à trente-six mois, ces prêts, cautionnés par le FAS-TT, sont accordés à des taux d'intérêt qui « tournent autour de II %, hors assurance », selon Dominique Motosso, responsable

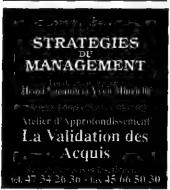
Outre les conditions d'ancienneté requises pour bénéficier du fonds de ne doivent évidemment être ni interdits bancaires ni inscrits au fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers. En trois ans, 22 000 dossiers de prêt ont été déposés à la SBE, mais 2 000 seulement ont été accordés, le montant moyen de ceux-d étant estimé

Philippe Baverel

L'intérim en chiffres

●72 % des intérimaires sont des hommes. 45 % ont moins de un homme de moins de trente ans, ouvrier non qualifié. La moyenne des le nombre de contrats de travail temporaire varie entre cinq et sept millions, le nombre de salariés employés en intérim ne dépasse pas 300 000 en équivalent temps plein. Les deux tiers du volume de travail temporaire sont réalisés dans l'industrie et le bâtiment, alors que ces deux secteurs n'occupent qu'un tiers de la population salariée. Le tertiaire fait, lui, davantage appel aux contrats à durée déterminée pour

● L'Ile-de-France, avec 30 % du volume total de travail intérimaire, est la première région utilisatrice de travail temporaire. Le chiffre d'affaires global a été de 58,778 millions en 1995.



FACULTÉ LÉONARD DE VINCI-

Les besoins des entreprises en personnels diplômés évoluent : une nouvelle catégorie de cadres disposant d'une double compétence apparaît.

FILIERE EUROPÉENNE DE **GESTION ET TECHNOLOGIE** "Quatre ans pour gagner en Europe"

Formation Internationale: Cycle d'études européen de 4 ans, dont deux ans en France et deux ans à l'étranger, en partenariat avec l'Université de Brighton, avec la Fachhochschule de Reutlingen ou avec le Politecnico de Turin. Double compétence :

Forme des cadres disposant d'une double compétence en gestion et technologie pour bien s'intégrer dans les entreprises industrielles internationales. Double certification (

A l'issue de la formation l'étudiant reçoit : - le "Bachelor of Science in European Business with Technology" ou le "Diplom-Betriebswirt" ou le "Diploma di Esperto della Produzione Industriale*. - et le "Certificat Supérieur en Gestion Internationale de la Production" de la Faculté Léonard de Vinci, Paris.

Admission : Baccalauréat ou équivalent.

BACULTÉ LÉONARD DE VINCI - FILIÈRE EUROPÉENNE DE GESTION ET TECHNOLOGIE ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR TECHNIQUE PRIVÉ 92916 Paris La Défense Cédex - Tét.: (1) 41 16 72 51 - Fax : (1) 41 16 73 34

Le diplôme, passeport pour le chômage?

par Michel Godet

UE vont devenir les 480 000 bacheliers de la cuvée 1995? La France studieuse s'inquiète des demiéres informations sur le chómage : la moitié des 700 000 chômeurs de moins de vingt-cinq ans est constituée de ieunes avant au moins le niveau du bac. C'est la rancon de la maladie du diplôme qui se répand en France telle une épidémie, car moins un diplôme vaut, plus il est nécessaire de l'avoir. L'avoir ne donne pas grandchose mais ne pas l'avoir empêche tout! Ainsi, paradoxalement, plus les diplômes universitaires ressembleront a des assignats, plus ils se-

En effet, le taux de chômage des leunes diminue avec le niveau de formation générale : le taux de chômage d'un bac + 5 est deux fois plus faible que celui d'un simple bachelier et trois fois plus faible que celui d'un jeune sans diplôme. Mais il ne faut pas pour autant en conclure que le problème serait résolu si tous les jeunes devenalent docteurs de l'Université. Illusion d'optique ou l'on oublie que multiplier le nombre de diplomés ne fera que dévaluer les diplômes, engendrer des frustrations et de nouvelles formes d'exclusion. La demande des entreprises ne fait que s'adapter à l'inflation de

Mais comment s'y retrouver dans un débat tronqué où certains avancent qu'il y a presque un jeune actif sur trois au chomage dans la tranche des 16-25 ans (soit un taux de chômage des leunes quatre fois plus elevé qu'en Allemagne), alors que d'autres relativisent la situation

en remarquant que le chômage ne concerne qu'un jeune sur dix ? L'explication est simple : les deux tiers des jeunes poursuivent des études. lls sont censés ainsi mieux se préparer au XXIº siècle. En réalité, la France détient le triste record du plus faible taux d'activité des jeunes, 34 %, soit presque deux fois moins que celui des jeunes Suedois, Britan-

rience; or les enseignants, pour la plupart, n'ont pas d'autre expérience que l'école ou l'université. Pourquoi ne pas recruter des enseignants avec expérience professionnelle, et notamment des cadres de plus de cinquante ans, quitte à aménager les systèmes de retraite en conséquence?

La course aux diplômes de forma-

Moins un diplôme vaut, plus il est nécessaire de l'avoir. L'avoir ne donne pas grand-chose, mais ne pas l'avoir empêche tout

niques, Américains ou Allemands. Il semble bien y avoir dans ce pays un chômage déguisé dans les études.

Avec près de 500 000 recus en 1995, le nombre de bachellers a plus que doublé depuis 1980, et curieusement le taux d'échec est passé d'un tiers à moins d'un quart. Est-ce le niveau qui monte ou la barre qui a baissé? La montée en pression de l'enseignement supérieur est inévitable (1,2 million d'inscrits en 1980, 2.1 millions en 1995 et probablement 2.6 millions à l'horizon 2000). Pourtant, les emplois de cadre ne représentent que le quart des empiois qui se créent. C'est dire que moins de la moltié des diplômés de l'enseignement supérieur peuvent espérer devenir un iour cadre, et ce sera le plus

souvent par promotion interne. De plus, la confusion des sens et des mots dans le domaine de la formation entretient l'Illusion que le savoir vaut compétence. Cette dernière passe notamment par l'expétion générale est d'autant moins justifiée que les emplois de demain ne sont pas là où on le croit. Le changement technique dans l'industrie et les services se traduit à la fois par un besoin accru, mais limité en nombre, de spécialistes de haut niveau et par un besoin encore plus massif de travailleurs assez peu qualifiés, pour surveiller les machines et occuper les emplois de demain dans le tertiaire (secrétaires, aides-soi-

rant, etc.). Pour ces emplois, il ne faudra peut-être pas de qualification apparente élevée (sanctionnée par un diplòme), mais certainement un haut professionnalisme : comportement ouvert au travall en équipe, esprit de créativité et d'innovation, souci de qualité dans l'application des savoirs et des savoir-faire. La formation en entreprise est le vecteur principal de l'acquisition de ce professionna-

gnants, ouvriers du tri et de l'embal-

lage, serveurs de café et de restau-

lisme. Comme ne cessent de le répéter François Dalle et Jean Bounine (L'Education en entreprise contre le chomage des jeunes, Paris, 1993, Ed. Odile Jacob): «Il faut insérer pour

former et non former pour insérer. » Pour éviter la surabondance de di-

plômés et la pénurie de professionnels, il faut développer des bourses d'insertion professionnelle pour les jeunes diplômés ou non. Concrètement, il s'agirait de revaloriser le statut social des apprentis au sein de la jeunesse en les considérant comme des étudiants déjà insérés. Paralièlement, il conviendrait d'instaurer, pour les étudiants n'ayant connu que les bancs du lycée, de l'IUT ou de la fac, un droit à des bourses d'insertion professionnelle d'un montant au moins équivalent à le rémunération des apprentis. Il n'y aurait plus que deux catégories de ieunes : les étudiants en cours d'insertion et ceux à insérer ultérieurement. Mais cela ne suffira pas. Il faudra aussi revaloriser l'image et le statut social et financier de certains métiers dévalorisés, mal rémunérés. Ce qui a été fait pour les éboueurs de la Ville de Paris pourrait l'être pour le bâtiment, les services de restauration, d'hôtelierie et les services de nettoyage: au Danemark, les macons sont aussi blen considérés et presque aussi bien payés que les médecins. Conclusion: on ne manque pas de maçons et l'on n'a pas trop de médecins!

Michel Godet est professeur au Conservatoire des arts et métiers et auteur du Grand mensonge,

Une action à élargir

RÉDUCTIONS DU TEMPS DE TRAVAIL Ministère du travail La Documentation française, 144 p., 90 F.

E livre est fait d'une série d'interventions prononcées au cours d'une journée organisée par le Commissariat général du Plan et le ministère du travail (direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques). Cette rencontre date de 1994 – certes, il aura fallu du temps pour en publier les actes – mais les réflexions qu'elle porte n'ont pas perdu de leur actualité. Sociologues, économistes, juristes, philosophes y croisent leur approche sur un thème qui n'a pas fini de nous occuper.

Pourquoi est-il si difficile de le faire passer dans les faits? C'est sans doute que, poussés par la nécessité, nous avons arrimé actions antichômage et réduction du temps de travail. Alors que les exemples historiques montrent que cette union n'a produit que de faibles résultats en termes d'embauche. « Toute la symbolique de transformation sociale véhiculée par la réduction du temps de travail s'est trouvée niée par les politiques développées durant les années 80 », fait remarquer le sociologue Jean-Yves Boulin. Pas étonnant qu'on ne se bouscule pas à l'entrée d'un « partage du travail » imposé.

Prendre le problème autrement, c'est, côté emploi, « redéfinir la productivité », aujourd'hui plus que jamais sur la sellette parce qu'elle taille en priorité dans les postes et les horaires au lieu de s'intéresser d'abord aux « sauts de performance en qualité, en innovation, en délais ». Quant à redonner des couleurs, un attrait à la réduction du temps de travail, cela : suppose de la traiter vraiment, en tant que telle. Ce qui signifie de mieux articuler les initiatives macroéconomiques avec le monde du travall, de différencier les propositions selon les catégories d'entreprises et de salariés, selon les arbitrages individuels entre temps et revenu, en évitant de « pénaliser ou de précariser les demandeurs ». Des objectifs à long terme négociés et atteints graduellement sont nécessaires, et évidenment préférables à des compromis conclus « le dos au mur », même si ceux-ci

Pas facile... Les discussions actuelles sur le sujet dans les branches professionnelles le prouvent. Mais il paraît indispensable de changer de braquet, de « redonner son autonomie à la question de la réduction du temps de travail en ne la rattachant pas à un seul objectif mais en l'inscrivant dans une : perspective plus large de transformation des rapports sociaux », comme le propose Jean-Yves Boulin. Nous sommes, selon l'économiste Olivier Favereau, confrontés à un problème généralisé d'apprentissage collectif et à la nécessité de conclure un nouveau contrat social pour la fin de siècle.

Travailler ailleurs

Guide de l'emploi en Europe de Brigitte Braconnier. Editions Jacques Grancher, 238 p., 109 F.

Dénicher un poste hors de nos frontières ? Si l'on en croit ce guide, l'entreprise n'a rien d'impossible. Mais mieux vant connaître les usages nationaux : votre CV doit tenir sur une carte de visite en Italie et faire plusieurs pages en Grèce. Les secteurs qui embauchent et les fonctions recherchées sont détaillés par pays. Quelle couverture sociale aurez-vous? Quels seront vos droits si vous êtes licencié?... L'exposé des législations prouve, s'il en était besoin, que l'Europe sociale est encore à faire. De même, « la pieine reconnaissance des qualifications sur le pian communautaire n'est pas pour tout pères juddiques et pratiques fournis par Brigitte Braconnier détaillent bien

Photographie d'un système

USAGES, DROITS ET FINANCEMENTS DE LA FORMATION de Jean-Pierre Lorriaux. Retz, 264 p., 169 F.

Vollà un bon coup de phare sur l'univers touffu et parfois obscur de la formation professionnelle continue des adultes. Structures, dispositifs, fi-tionnelles, les démarches à accomplir, les adresses des organismes cités. Entreprises, salariés et formateurs pourront y trouver rapidement les informations de base qui leur sont nécessaires. Des chapitres sont consacrés à la formation des agents du service public, des demandeurs d'emploi et des ac-

Daniel Urbain

Accidents du travail : la loi du silence

A partir d'exemples, la Fnath dénonce des pratiques de pression sur les salariés, de dissimulation des risques, voire de maquillage des faits

soixante-quinzième anniversaire, la Fnath (Fédération nationale des accidentés du travail et des bandicapés) a décidé de jeter un nouveau pavé dans la mare et de partir en campagne contre les « abus » en matière d'accidents du travail. « La grande manip »... tel est le titre de l'éditorial que son secrétaire général, Marcel Royez, vient de publier dans le tout demier numero de la revue de la Fédération. Alarmiste et virulent, l'article vient boucler une enquête réalisée en début d'année et qui révèle que, par-delà les statistiques officielles, de nombreux employeurs ont une fâcheuse tendance à « masquer la réalité des risques professionnels dans leurs entreprises ».

1993. On s'en souvient, la Fnath éditait un Livre blanc dans lequel la fédération dénonçait, déjà, des « pratiques condamnables » constatées chez de nombreux employeurs. Depuis, les statistiques publices chaque année par la CNAM (Caisse nationale d'assurance-maladie) sont venues relancer le débat. Alors que les accidents du travail avaient connu une baisse en France en 1992 (moins 4,7 %) et 1993 (moins 10 %) - en raison notamment. Il est vrai, de la chute du nombre de salariés sur la même période -, voilà que les statistiques font à nouveau apparaître une progression de leur fréquence en 1994 et

🎮 la veille de la célébration de son 🛮 au premier semestre 1995. Mais le constat fait par la 👚 prend aulourd'hui de multiples autres visages. Fnath va au-delà : « Devant les récentes pratiques de nombreux employeurs, une exaspération est née dans les rangs des adhérents et des militants de la fédération, explique Marcel Royez. Accidents du travail dissimulés, non déclarés comme tels, management directif de l'objectif zéro accident, pressions sur les salaries. maquillages divers, telles sont les pratiques que nous constatons chez certains employeurs et non des moindres! . Un cri d'alarme que la Fnath a choisi d'étayer d'exemples concrets tirés d'une enquête réalisée par ses services en début d'année. Au banc des accusés, l'entreprise GIAT industrie de Saint-Chamond (Loire). La fédération y dénonce la pratique d'un système mis en place par la direction et out vise « à ne pas déclarer les accidents du travail ».

RESPONSABILISATION

 Tout le système repose sur une responsabilisation. collective par unité de production ou ateiler avec l'attribution, pour chacun d'eux, d'un crédit points qu' n'est confirmé que si aucun accident n'intervient...... souligne la Fnath. Distribué chaque année sous forme de bons d'achat dans un catalogue - pour environ 200 francs par personne -, on imagine en effet assez bien le rôle que peut jouer ce système dans l'entreprise. Mais cette « pression sur les selumés »

travers de quatre témoignages, la fédération en dénonce les mécanismes. Bouygues, Sollac, Drouard, Citroën : craintes du licenciement, pressions de la hiérarchie, dans chacun des cas, les salariés interrogés déclarent avoir été poussés à ne pas déclarer les accidents du travail dont ils out été victimes. « Ces pratiques sont en fait liées à une évolution des

conditions de travail aujourd'hui, souligne pour sa part Annie Thebaud-Mony, sociologue et directeur de recherche à l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale). Précarité, flexibilisation et intensification du travail, développement des réseaux de sous-traitance : à côté des pratiques de dissimulation des employeurs, tous ces facteurs conduisent de plus en plus les salarlés à intérioriser les risques associés à la déclaration des accidents du travail. » Exemple : chargée d'une étude en cours sur l'organisation sociale et la santé dans la sous-traitance de l'industrie nucléaire, Annie Thébaud-Mony constate que « les salariés sont rendus directement responsables de la non-reconduction de certains marches ». Le donneur d'ordre EDF ne fait-il pas du principe du « :éro accident » l'un des critères maieurs de sélection de ses sous-traitants ?

Olivier Plot

L'école des métiers de l'information

THERMIQUE ET REGULATION DESS en alternance Université - Entreprise

habilité à l'apprentissage par le Conseil Régional d'Ile de France destiné aux titulaires d'une maîtrise scientifique (ou niveau équivalent) désireux

de concevoir , gérer , maintenir les installations énergétiques et informatiques des bâtiments industriels et tertiaires

Réunion d'information - sélection le 29 Juin à 10 h. Dossiers de candidature à retirer à l'Université Paris 7, UFR Physique Cécile Bandin. Tour 23 - 5c étage - couloir 23/33 - bureau 12 Tél : 44 27.45 62 - 2 place Jussieu, 75005 Paris Métro Jussieu.



3SE CYCLE HICE INGENIERIE CONSEIL

Les méthodes et les outils du conseil 3 mois de missions en entreprises

Cycle homologue niveau 1 (bac + 5) Formation conventionnée par la Région

des Pays de la Loire Durée : 7, 10, 22 mais

Rentrée :

Janvier et Octobre

pour vos annonces publicitaires, contactez Michèle FERNANDEZ : 2 44.43.76.17 - (Fax : 44.43.77.32)

Formez-vous! lournée d'information sur les s du conseil le 4 juillet à PARIS. Informations et inscriptions 1DCE, BP 624,

Těl. 16-41 66 13 34 Fax. 16-41 66 13 44

La formation aux métiers . du conseil

Cette formation s'adresse à vous : • Senior, contirmé par une Compétence reconnue. · Junior, ionné à un mêtter de l'entreprise. Etre un Proiessionnel du Conseil, celà

s'apprend... Depuis 1987 l'IDCE est le seul institut qui prépare aux metiers du Conseil, des experts rlans toutes les spécialites, grâce à une tomiation, en prise directe avec les professionnels et l'entreprise.

49006 ANGERS cedex 01 sous réf. LM

Chaque semaine, retrouvez la rubrique "FORMATION PROFESSIONNELLE"

RENDEZ-VOUS

IN FORUM SUR L'EMPLOI DES JEUNES

La Cité des sciences et de l'industrie, à Paris, organise les 12, 13 et 14 juin un forum emploi-jeunes. Cette manifestation vise à mettre en relation un grand nombre de personnes entre seize et vingt-cinq ans avec des entreprises susceptibles de leur proposer des contrats : aide au premier emplol des Jeunes (APEJ), contrats d'apprentissage, de qualification, d'orientation et d'adaptation, contrats de travail pour débutants. Organisé avec le concours de la direction régionale de l'ANPE d'île-de-France, le forum comporte une quarantaine de stands d'entreprises et un espace d'information et de conseil. Information du public : 36-68-29-30 ou par Minitel 3615 Villette.

■ DROIT SOCIAL COMMUNAUTAIRE

Sciences-Po Formation organise, les 18, 19 et 20 juin, une formation consacrée au droit social européen. Les sujets traités aborderont, notamment, l'évolution des normes européennes dans une Europe élargie, le : rôle de la Cour de justice des communautés, les effets sur le droit français de la transposition de normes, la mobilité des travailleurs (textes et jurisprudence), le bilan des directives relatives aux droits des travailleurs et les perspectives d'évolution. Cette formation s'adresse aux fonctionnaires, aux juristes d'entreprise, aux responsables juridiques d'associations ou d'organismes publics et privés concernés par ces réglementations dans le domaine de la protection sociale. Inscriptions: Sciences-Po Formation, 215, boulevard Saint-Germain

75007 Paris. Tél: (16-1) 44-39-07-41. Télécople: 44-39-07-61.

■ SANTÉ ET TRAVAIL

A l'occasion du lancement de sa nouvelle formule, la revue Santé et travail, publiée par la Mutualité française, organise à Paris, les 10 et 11 juin, les états généraux de la santé au travail. La Mutualité souhaite dresser un état des lieux et susciter un temps fort du débat social et scientifique sur ce thème. Le monde universitaire (chercheurs, enseignants), des professionnels concernés (médecins, infirmières du travail, inspecteurs et 🗷 contrôleurs du travail, ingénieurs et techniciens de prévention) et des acteurs sociaux débattront de ce sujet.

Contact : Etats généraux de la santé et du travail, direction de l'information, Mutualité française, 255, rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél.: (16-1) 40-43-34-00 (Daniel Desbordes).

CENO:S-CIDANS

DEPARATRE LE MONDE / MERCREDI 5 JUIN 1996 / V NOUVEAUX DEFIS AU PROCHE ORIENT - Pages 22 et 23 Négationnisme : LE MONDE atique diplomatique m coup monté LA CLASSE DIRIGEANTE POUSSE AU COMPROMIS du pouvoir en Russie? Mégavilles CE MOIS-CI DANS "LE MONDE DIPLOMATIQUE " Quand le libre-échange affamait l'Irlande (Ibrahim Warde). Pourquoi la révolte des « sans-solde »? (Philippe Le monde du travail interdit de Petit écran (Gilles Balbastre et Joëlle Stechel). Également au sommaire Le pouvoir serbe dans la tourmente de la paix (Catherine Samary, Gordana Igric). Leymarie). EUROPE: La machine de propagande de la Commission de PARAGUAY.

Les pollueurs auront ils carte blanche?

PARAGUAY.

Les pollueurs auront ils carte blanche?

PARAGUAY.

ROUGE: Veillée d'armes entre le vémen et l'Erythrée

dans l'enseignement.

Nouvelle menace militaire. dans l'enseignement.

Nouvelle menace L'affirmation homosexuelle.

SOCIÉTÉ: La Monde diplomatique: un acte politique.

Filialisation du Monde diplomatique. L'armée entre héritage kémaliste et alliance, néricaine (Nur Dolay, Jean-François Pérouse, américaine (Nur Dolay, Michel Verrier). Michel Verrier). SOCIETE: L'affirmation homosexuelle. ENTR
Filialisation du Monde diplomatique: un acte politique.

LE MONDE DES CADRES



Réseau de 25 entreprises d'insertion, 500 salariés recherche son

lle de France

Dans la respect du concept ENVIE, sa mission s'effectue an deux temps :

 montage, organisation de l'ingénierie du projet en lle de France sur une base multi-sites (réalisation des dossiers, prévisionnels, recherche de financements externes, de partenoriats...

exploitation, animation, management et contrôle du

Age de 30 à 40 ans, cet entrepreneur et organisateur fait preuve d'une forte sensibilité sociale couplée à un tempérament commercial, et d'un goût du terroin doublé d'une capacité de conceptualisation et de relations publiques de haut niveau.

Après une expérience d'au moins ainq années de direction de projets ou de gestion de centres de profit, bénéficiant d'une large autonomie dans le cadre d'un concept et d'un réseau rigoureux et structurés, la rémunération prévue est comprise entre 250 et 320 KF, selon le profil et l'expérience,

Merci d'adresser votre dossier de candidature au Président de ENVIE DEVELOPPEMENT - 39 bd Magenta 75010 PARIS.

aportant organisme, spécialisé dans les technologies de l'information et de la communication, recrute son

Directeur ingénierie/études

Sud-Ouest

300/350 KF Véritable spécialiste des Nouvelles Techniques de l'Information

l'impact de celles-ci sur l'évolution de la Société, vous développez Dans ce cadre, vous assurez : • l'animation d'une équipe de changés Dens cè cadre, vous assurez: « l'ammanon d'une equipe de chieges de missions » le montage de pertenariats locaux, nationaux et européens, privés et publics, sur des projets lés à la mise en œuvre des l'ITIC » la recherche de financements et subventions pour la réalisation et la commercialisation de ces projets » la réalisation de presiations et d'études comman-

et de la Communication, particulièrement intèressé par

dées par les différents partenaires (entreprises, collectivités, institutions), la coordination des actions de ces derniers. Ce poste nécessite une réelle compétence dans le domaine des nouvelles techniques de communication et dans la conduite de projets (élaboration et mise en œuvre de business plans, responsabilité des budgets, management d'équipes...), ainsi qu'un bon sens relationnel. Une connaissance des milleux titutionnels serait un plus indéniable.

Agé d'au moins 35 ans, cadre de formation supérieure technique et/ou commerciale, billingue anglais, vous serez à même de vous approprier rapidement les outils et techniques en place.

de motivation et prétentions) sous la réf. 95/55, à notre Conseil PALVER POERVATIONAL, 111 bis rue de Courcelles, 75017 Paris,

Assistante

de Présiden

Bilingue

ITABLAIS

Le Président d'un groupe international

et nrandraz en charge la coordination de con secrétariat dont vous assurerez ous-même le partie la plus confidentielle.

A 35 ans environ, your avez acquir en tent que secrétaire de direction un professionnalisme qui vous permet d'accèder à un assistanat extrêmement opérationnel et de très haut niveau sens en craindre la charge.

De culture et de formation internations vous êtes parfaitement bilinoue anglais-français (et ai possible trilingue

Votre rigueur, votre disponibilité et votre éthique vont de pair avec d'expellemes

Le poste est basé à Paris, avec des déplecements à orévoir en Province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous rel. M/1180/A portée aur lettre et enveloppe à CURRICULUM 6 passage Lathulle 75881 Paris cadex 18 qui transmettra.



important Office Public Départemental d'H.L.M. du Sud-Est de la France renforce ses structures et recrute son

DIRECTEUR DU *SERVICE TECHNIQUE*

expérience confirmée et réussie dans le bâtiment, de préférence dans le secteur du logement social.

■ Vous maîtrisez pariaitement les processus de construction et de maintenance du patrimoine, ainsi que les contraintes réglementaires liées à la gestion des marchés publics. Homme de terrain et gestionnaire rigoureux, contrôle et de suivi de budgets et de gestion des opéra-

Manager reconnu, vous possédez les qualités d'organi-sation indispensables à la surveillance des chantiers et à la planification des tâches de votre service. Vous veillez égale-ment au respect des délais d'exécution des travaux dont vous avez la charge et plus globalement à celui de la programmation pluriannuelle.

programmation pluriannuelle.

E Cadre supérieur, membre du Comité de Direction, vous aurez en charge la Direction du Service Technique. A ce titre, vous serez l'expert auprès de la Direction en matière de stratégie d'investissement et vous serez responsable du montage technique des opérations de constructions neuves et de réhabilitation, dans une optique de maitrise des coûts et d'amélioration de la qualité du bâti. Vous agirez de plus en collaboration avec la direction des agences décentralisées dans le domaine du gros entretien et des grosses réparations. Rémunération : Statutaire + régime indemnitaire + 13ème mois.

Merci d'adresser sans tarder votre dossier de candidature : lettre manuscrire, CV, photo et rémunération actuelle, sous la référence H428/M à Monique HERBET - ERNST & YOUNG CONSEIL - Tour Manhattan - Cedea 21 - 92095 PARIS-LA

ERNST& YOUNG CONSELL

TOULOUSE

ECOLE D'INGENIEURS RECRUTE

DANS LE CADRE

DE SON DEVELOPPEMENT

Le groupe d'enseignement supérieur privé de l'école

supérieure d'agriculture de PURPAN associe formazion

d'ingenieurs (700 étudiants), recherche, conseil

et pépmière d'entreprises. Nous sommes passionné

par la formation des hommes et leur accompagnement

en équipes pour répondre à des enjeux économiques. Nous vous demanderons d'allier l'excellence

vers le service des personnes et du corps social.

Professeurs-

chercheurs

professeurs-

consultants

Bac + 5 mini - Doctoral soulmité

Nous recherchous quatre

professionnelle a une éthique ponée naturelle

endant leur temps de formation, Nous travaillous

Gestion financière

agro-alimentaires

ार्थकार्थकारं-अकुट ४०

Envoyer CV, lettre de motivation circonstanciée, asplications, à :

Ecole supérieure d'agriculture de PURPAN Secrétarias du directeur - 75, voie du Torc, 31076 Toulouse Cedex.

ou agro-industrielles

Zootechnie générale

Stratégie des entreprises

Senior connaissant si possible le secteur agricole. Il devra contribuer au développement d'un secteur répuné de l'école et pratiquer le conseil aux entreprises.

Issu de l'enseignement supérieur ou de l'industrie.

d'analyse stratégique des entreprises. Il commitra

de nos ingénieurs, agro-alimentaire, agro-fournis

expérimenté, il formera nos étudiants aux méthodes

ellement un des grands secteurs d'emploi

30/35 ans, ingénieur agro + thèse on vétérinaire + thèse

ou expérience, il compléters notre équipe de znotechnies avec une orientation nutrition animale. Il s'intéressera

aux questions techniques de la filière industrielle

Ingénieur + expérience industrielle, docume me exultaité, il coordonnera les cascionements relatifs

de la qualité des matières premières agricoles.

mux techniques agro-industrielles. Comme chercheur.

il apportera une compétence technologique à une équipe

pluridisciplinaire menant des travaux sur la définition

et son évolution au cours des transformations aero-

Techniques agro-alimentaires



Dans le cadre de la décentralisation des compétences en matière de

formation professionnelle des jeunes

LE CONSEIL REGIONAL DE PICARDIE

recherche son

Vous avez une formation supérieure et une expérience indispensable de quelques années dans le milieu de la formation professionnelle.

En relation directe avec le Directeur de la Formation, vous contribuerez à la définition de la politique de formation professionnelle des jeunes et en assurerez la mise en oeuvre au travers de l'application de la loi quinquennale.

Vos qualités relationnelles, votre rigueur dans le suivi des projets ainsi qu'une bonne connaissance des collectivités locales seront vos principaux atouts.

Recrutement par détachement, mutation ou par contrat de 3 ans renouvelable.

Merci d'envoyer votre candideture et prétentions au Conseil Régional de Picardie - Direction des Ressources Humaines -11, Mail Albert 1er - BP 2616 - 80026 AMIENS CEDEX 1.

et la réalisation de notre mensuel.

équivalent. Anglais indispensable.



sont vos atouts majeurs.

Mensuel grand public recharche un Jisto (18.112 ENEGHIET ADJOINTE

Polyvalent, vous assurerez toute la coordination de l'editing, participerez à la définition des sujets ainsi qu'à

Vos compétances techniques, votre capacité au management ainsi que votre aisance relationnelle vous

De niveau supérieur, les candidats devront justifier d'une expérience de 5 aux minimum dans un poste

Familiarisis à l'encadrement, ils maîtriseront également les techniques rédactionnelles, d'editing et de PAO.

Merci d'adresser lettre, CV, photo (sous réf. 9019) à :

LE MONDE Publicité - 133, avenue des Champs-Elyates - 75409 PARIS Cedex 08

LA CAISSE AUTONOME NATIONALE de la SÉCURITÉ SOCIALE dans les MINES

recrute par concours pour ses services de Paris en septembre 1996

1 CHEF DE SERVICE

rémunération mensuelle brute : 10 350F (plus primes)

- moins de 28 ans au 1er janvier 1996

La caisse autonome nationale n'adressera plus de dossiers d'inscription au-delà du 12 juillet 1996

CLOTURE DES INSCRIPTIONS: VENDREDI 19 JUILLET 1996

pour tous remeignements, s'adresser à la CANSSM

Service da personnel - 77 avenue de Ségur - 75714 PARIS CRDEX 15 - 🖀 (1) 45 66 35 92

- licence ou équivalent

la rédaction d'articles, ou à la commande de ces derniers et à leurs rewriting.

permettront d'arritmer et coordonner avec succès l'activité de l'ensemble des journalistes.

la foi en lavenir

dans le cadre du Contrat de Développement Dibain (CDD);

UN CHARGÉ DE MISSION RESPONSABLE DE LA MAISON DE L'EMPLOY PT DE LA FORMATION

Sous l'autorité du Chef de Projet du CDU intégrate l'éntique opérationnelle, vous serez charge de l'animation et du développement de la Maison de l'Eropioi et de la Formation.

Dans ce cadre, votre mission consistera à :

Il animer, développer et coordonner le réseau de parignaires présents dans la MEF afin d'en faire une plate forme de services liés à l'emploi et à la formation professionnelle.

Il faciliter la misé en oeuvre de projets communs entre des différents partenaires, assurer leur suivi et leur évaluation.

Il inscrire la MEF dans un partenariat économique à l'échelle de la ville.

Pour mener à bien cette mission, vous pénésiclez d'une commisserce confirmée en développement local et d'une bonnes connaissance des acteurs et dispositifs d'insertion par l'économique. Vos capacités d'écoute, de négociation et de travaillem écoupe

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV détaillé + photo) à Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, Direction des Ressources Humaines, BP 330, 50021 BEAUVAIS CEDEX.

Property.

Westion Chimir

L. Hitcher But in representation and generalization The second of the second second second State of the second of the sec La company to the property of the second of

The second of the second secon Action to a part of the sequential will be the

The second secon a someone de de la comi Control of the Contro

Design of the second of the se And the second s

Au sain d'une équipe d'une vingtaine de personnes, vous seconderez le Rédacteur en chef dans la conception

. -

Party of (a min. or a 2 th or a management And the same printed to the same of the sa

age of the property of the page Application in the contraction of necessary and & designed

TO THE WAY TO SEE

· 日本本本は、本本本ので

LE MONDE DES CADRES

President

Nous sommes une PMI (CA 133 MF - 135 personnes) spécialisée dans la fabrica-

"Les produits solution" tion et la commercialisation de consommables chimiques tels que : mastics, colles, produits d'étanchéité. Leader reconnu dans les secteurs sonitaire, chauffage et plamberie, nos produits sont distribués auprès des négoces professionnels, GSB et dans le milieu

Organisateur

Assurer l'interface entre les utilisateurs et le service informatique Bobigny - 93

En étroite collaboration avec notre direction et au sein d'une équipe, vous assurez l'interface entre les besoins des utilisateurs (ventes administration des ventes, finance, production...) et le service infor-matique, afin de l'activité de chaque collaborateur dans le cadre du développement de nouveaux autils. À l'écoute de vos «clients» internes, vous participez bien-entendu oux différentes phases des projets : définition du cohier des charges, installation,

La trentaine, de formation ESC / ING / MIAGE, vous possédez une expérience commerciale et gestion en entreprise, ainsi qu'un savoir-faire relationnel bien développé.

C'est par votre sens du service et du dialogue lié à vas qualité d'écoute, d'analyse et de pédagogie, que vous serez apprécié(e) des utilisateurs et aptimiserez l'efficacité de vos actions pour faire

Merci d'adresser votre condidature (lettre manuscrite, CV et prétentions), sous référence 11 9632 G, à UN des TROIS Ressources Humaines - 101, rue SainHazare 75009 Paris Conseil en dynamique Humaine

Ambassadeur de notre organisme professionnel national. nous vous proposons de prendre en charge :

 le conseil et l'assistance aux responsables professionnels ou aux collaborateurs de nos structures locales,

• la représentation de notre organisme dans ces instances pour expliquer la politique aux adhérents, répondre à leur

questions et retransmettre leurs idées et préoccupations, l'animation et le pilotage de groupes de travail et de réflexion (définition de contenu de formation, conception d'outils

d'animation, rédaction de plaquettes ou brochures, Titulaire d'un diplôme d'études supérieures de niveau Bac+4, type I.E.P droit ou gestion, vous avez acquis une expérience professionnelle variée de plus de 10 ans dans des postes à responsabilité.

Goût des contacts, rapidité d'esprit, sens politique, force de conviction et disponibilité sont les qualités que vous avez su exprimer et qui vous seront indispensables pour réussir

Si vous souhaiter développer vos talents en matière de communication et d'animation, merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions en précisant la réf. CM/96 sur lettre et enveloppe à Publipanel - 13, rue Rosenwald 75015 Paris, qui transmettra en toute confidentialité.

Poste basé à Paris avec de fréquents déplacements.

Les éditions Belin Paris 6ème

réputées pour leurs collections scolaires, universitaires et scientifiques, recherchent pour accompagner leur développement un :

Editeur scientifique

Responsable de projets, vous participez à la réalisation des ouvrages de nos collections scientifiques. Vous coordonnez les différentes opérations jusqu'à

De formation Bac +5 en Sciences Physiques /École d'Ingénieur ou Université: vous avez une première expérience d'environ 3 à 5 ans dans la recherche. l'enseignement ou l'édition.

Pour une première rencontre, merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence 2294 à Claude Jacquemain - CURSUS CONSEIL - 8, rue Jean Goujon - 75008 Paris.

> **CURSUS CONSEIL** PARISCE MEN YORK

GESTION - FINANCE

Sanofi

7

5.

SANOFI, société industrielle plurinationale, présente essentiellement en Santé Humaine, Parfums et Produits de Beauté, avec un CA de 40 milliards de Francs y compris affiliés, doit sa réussita à la richesse de ses 35.000

collaborateura répartis dans 100 pays ; des l'apprints que le samme sanimés par le même esprit d'ouverture de départe. In sens aigu du dialogue et la capacité à anticiper,

per acceptir Palser...

MED : Chimp, 1 000 personnes dans le monde,

configuration de 3 sites industriels importants

configuration de 3 sites industriels importants

configuration de synthèse et assure le suivi de

religies de servicion de cette division, nous

configurations de

Contrôleur de Gestion Chimie

Russ des prangé de la coordination du contrôle de gestion pour l'essantifie de nos activités. Dans le cadre de cette missibilités analysez et commentez les résultats avaitables paricipez avec la Direction Industrielle à

regionaleur.

Perfecteur de formation, vous possédez un troisième cycle
antigestion et 3 ans minimum d'expérience dans un
assentant exprendique proche de la Chimie. La maîtrise de
l'autrais de mâcessaire.

de la company de A Latin 14250 Gentilly

Groupe français très dynamique et performant, présent dans 60 pays, réalisant un CA de 16 milliards avec 16 000 personnes, recherche pour sa division la plus importante, son

RESPONSABLE REPORTING & CONSOLIDATION

POSTE TRES EVOLUTIF

Vous prendrez en charge la consolidation et le reporting de toute la division internationale en constant développement (actuellement 70 entités) incluant des actions de formation auprès des nouvelles filiales. Vous animerez une équipe de 5 personnes.

De formation ESC + DESCF, vous justifiez d'une expérience de 5 ans très significative en cabinet ou groupe international. Ce qui vous caractérise, c'est votre professionnalisme, vos qualités de communication et votre ouverture d'esprit. La pratique de l'anglais est indispensable, l'espagnol souhaité.

Poste basé à Paris sud, déplacements en France et à l'étranger. Possibilités d'évolutions importantes en France ou à l'étranger

pour un candidat de voleur.

Merci d'adresser votre dossier de condidature, sous la référence 315/6/EC à NICOLE ANCESSI CONSEIL - 19, rue de La Trémoille, 75008 Paris, qui l'étudiera en toute confidentialité.

NICOLE ANCESSI

l'implication de ses actionnaires et de leurs réseaux (plusieurs fédérations de CREDIT MUTUEL, regroupant 700 points de venie), la performance de ses produits (notamment dans le domaine de la prévayance et de l'assurance-vie) ainsi que le dynamisme de ses équipes ani permis à la société SURAVENER - 35 collaborateurs - 6 Mds de l' de CA en 1995 d'acquâit en 11 ans une résile notoriété nationale. Pour accompagner son développement, alle crée un poste d'

Ingénieur en **Organisation**

Diplôme d'une grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs, vous avez ocquis 2 à 3 ans d'expérience dans le secteur de la Banque, de l'Assurance ou du Crédit ou au sein d'un cabinet d'organisation. Vous savez conduire un projet, actualiser vas connaissances des systèmes informatiques, des outils bureautiques et suivre les évolutions technologiques.

Votre autonomie, votre capacité d'analyse et votre sens du travail en équipe vous permetrant de mener à bien des missions d'organisation et de rédession stratégique (mise en place de systèmes d'information, redéfinition et optimisation de fonctions et processus,...).

Pour ce paste évalutif, situé dans un environnement géographique attractif, merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV, photo, sous ref. 10/IM à notre conseil : Olivier PLESSE - OUEST RESSOURCES HUMAINES - 32 rue Tronjolly - 35000 Rames, qui vous garantil discrétion et réponse les premiers (ORH) entrations pourront se dérouler à Paris.

Directeur Administratif et Financier

Laboratoire d'Analyse et de Contrôle agro-alimentaire Re-de-France recherche son Directeur Administratif et

Rameché au P.-D.G., vous avez en charge, pour mis laboratoires, une mission opérationnelle de gestion, de réalisation et de contrôle en : comptabilité générale et analytique, contrôle de gestion, gestion financière et fiscale, gestion sociale, organisation, méthodes et outils. Vous animez une équipe de 6 personnes. ■ A 35 ans, avec un diplôme de grande école de gestion

complété par un DESCF, vos connu agro-alimentaire et votre expérience réussie en PME vous confèrent la maitrise des techniques et des responsabilités. Votre personnalité, vos qualités relationnelles vous permettent d'évoluer dans un milieu scientifique en rapport avec la clientèle grands comptes. La pratique de l'anglais est souhaitée.

Merci d'adresser lettre, CV, photo sous réference MI/AG/16 à KPMG Fidorga, 747 rue des Apothicaires, 34196 Montpellier Cedex S.

KPMG Fiduciaire de France

CAPFOR ATLANTIQUE a développé un

DÉPARTEMENT FINANCES

qui traite l'ensemble des

dossiers ressources humaines

et organisation des entreprises

de ce secteur.

Pour renforcer nos équipes de consultants Séniors,

nous recherchons des

Vérinables partenaires possédant une expertise dans les domaines financiers ou des assurances et aptes à développer un portefeuille de clients «grands comptes»

Agés de 30 à 40 ans, de formation supérieure, ils sont autonomes, maîtrisent l'ensemble des rechniques de gestion ressources humaines, et par leurs qualités 🏅 relationnelles s'intègrent rapidement au sein de notre équipe.

Adresser dossier de candidature dont lettre manuscrite + CV + Photo sous la nef. JC/GL à CAPFOR ATLANTIQUE SA - BP 1507 - 44315 Nantes cedex 03.

Des Hommes au service de la communication



Filiale de MATRA HACHETTE et d'ERICSSON, MET COMMUTATION propose aux Opérateurs de Télécommunications des solutions clés en main pour réseaux téléphoniques fixes, mobiles, accès et large bande. Notre entreprise, et ses équipes au service des Opérateurs, renforce ses compétences autour de nouvelles technologies et recherche dans le cadre de l'expansion de ses activités son

RESPONSABLE DU CONTRÔLE DE GESTION

ANGLAIS COURANT

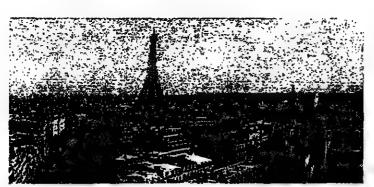
Collaborateur direct de notre directeur financier, vous animez et coordonnez l'Equipe du contrôle de gestion (usine, technique, commercial, opérations) en adaptant les méthodes et objectifs aux évolutions de la société. Vous contribuez en particulier au développement du rôle de conseil des contrôleurs, qui s'impliqueront davantage dans l'approche métier ou projet auprès de leurs interlocuteurs opérationnels. Vous assurez la mise en application des directives et l'information de la direction générale dans votre domaine de compétences.

De formation supérieure technique doublée d'une expertise en gestion/finances, vous désirez valoriser une dizaine d'années d'expérience en milieu industriel de haute technologie ainsi qu'une solide compétence en contrôle de gestion. Outre une réelle autorité de compétences, vous disposez d'une aptitude confirmée à l'animation d'équipe.

Ce poste est situé à Massy (banlieue sud Paris), au sein d'une entreprise évoluant dans un contexte international en pleine mutation, riche d'opportunités.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 95 avenue Victor Hugo, 92563 Rueit Malmaison Cedex, sous la référence 51.4048/LM,





La force du réseau de PRICE WATERHOUSE (8 000 consultants) est au service de nos clients et de nos collaborateurs. Il permet le développement et le transfert de compétences. Nos experts issus de tous pays mettent en peuvre les melleures solutions possibles dans les contextes techniques et culturels les plus variés. En nous rejoignant, vous aurez l'opportunité, au sein d'équipes multinationales, de conseiller nos clients présents sur plusieurs continents.

Nous avons besoin de vos talents pour dépasser les frontières avec nos clients.

BANQUE & FINANCE

Après une formation grande école de commerce ou ingénieur, vous avez acquis une expénence professionnete réussie d'au moins 3 ans dans les métiers de la banque ou au sein d'une direction fonctionnelle de banque française ou étrangère de premier plan. Vous possédez un réel savoirfaire dans les domaines de l'organisation, du contrôle de gestion et des risques, des opérations de Banque Commerciale et/ou de Banque de Marché (dette/change, titres, produits dérivés...).

Vous interviendrez sur des projets d'organisation, de définition et de mise en place de systèmes d'information et de gestion auprès de grandes banques françaises et internationales

ASSURANCE

Diplômé(e) d'une grande école (d'ingénieur ou de commercej, vous possédez trois à cinq ans d'expérience acquise dans un cabinet de conseil ou dans une compagnie d'assurance à un poste opérationnel, informatique, commercial, de back-office production ou sinistres, d'organisation ou de contrôle de

Vous Interviendrez sur des missions d'organisation, de pilotages de projets, de conception de systèmes de gestion, d'amélioration des performances commerciales, de maîtrise des coûts et des risques, de refonte des systèmes d'information.

Intégréje) à PRICE WATERHOUSE, vous ferez partie d'une équipe pluridisciplinaire de haut niveau et serez chargéje) de définir et d'appliquer des solutions pour nos clients. Pour ces trois postes, l'anglais professionnel est indispensable. Les postes sont basés à Paris et des déplacements ponctuels à

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à Catherine VERDIER-CRASSOUS, PRICE WATERHOUSE

Ref. 06/ASS

INDUSTRIE

Diplômé(e) d'une grande école (d'ingénieur ou de commerce), vous possédez 2 à 5 ans d'expérience opérationnelle acquise en entreprise industrielle ou dans un cabinet de conseil ou d'audit, dans les domaines de la comptabilité, la gestion financière, le contrôle de gestion, la logistique industrielle ou la gestion de production. Une expérience de mise en place de progiciels (ORACLE, SAP, JDE, DBS...) serait un atout supplémentaire. Vous Interviendrez sur des missions d'organisation, de Business Process Reengineering, de gestion du changement et de conception de systèmes d'information et de gestion auprès de grands groupes industriels internationaux.

Price Waterhouse Management Consultants

d'autres produits (SWAPS / OPTIONS...).

MANAGEMENT CONSULTANTS, Tour AIG. 34 place des Corolles, 92908 PARIS La Défense 2 (Courbevoie).

INTERNATIONALE

présente dans plus de 30 pays dans

le Monde recherche

pour sa succursale



GESTION - FINANCE



les mutuelles du mans assurances

Un des principaux groupes d'assurances français, recherche pour son activité réassurance (2,3 milliards de francs de CA dont 80 % à l'étranger) son

Responsable Marché Français

département réassurance

Le Mans (72)

Intégré à la Direction des Affaires Internationales, vous pilotez l'activité acceptation en traités IARD pour l'ensemble de ce marché stratégique pour le groupe. Outre l'entretien des relations avec la clientèle existante, vous prenez en charge la prospection auprès des courtiers et des cédantes afin de développer le portefeuille. Ces responsabilités peuvent être élargies à d'autres territoires en fonction de votre

Agé de 30-35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, votre expérience d'un minimum de 5 ans a été acquise en qualité de souscripteur/responsable de marché dans le secteur de la réassurance et vous maîtrisez couramment l'anglais.

Adresser CV + Photo + N° de tél + rémunération actuelle à Xavier Logeais, Michael Page Finance, Banque & Comptabilité, 3, boulevard Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex, ou taper votre CV sur 3617 code MPage (Common ARRAMON) SOUS référence XL13978

Michael Page Finance, Banque & Comptabilité

Le Spécialiste du Recrutement Financier

LE MONDE DES CADRES

Vous avez une expérience d'une à deux années du même poste. Cette fonction est évolutive vers

De formation supérieure E.S.C. DESS / Finances, vous avez des aptitudes à la modélieutic mathématique. La maîtrise de l'anglais et/ou de l'espagnol sont indispensables pour réussir dans

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et références sous N° 97712/LM à

EURO RSCG FUTURS - 2, rue de Marengo - 75001 PARIS qui transmettra.



CONSULTANT SENIOR H/F EN FINANCES LOCALES (réf. 60543)

A 30-35 ans environ, vous êtes un expert reconnu dans le domaine de Nous sommes depuis l'analyse financière locale ou de l'économie publique. Vous mènerez des specialistes, reconnus missions d'expertise complexes pour le compte des plus grandes auprès des Collectivités collectivités françaises. Vous participerez au comité technique de Territoriales, du recherche/développement définissant les évolutions des méthodes et modèles d'analyse financière locale. Conseil en ingénierie

financière locale

Nos clients - plus de 100 Collectivités Locales -

attendent de nous, dans les domaines des Audits financiers Etudes prospectives, des Montages financiers

intercommunaux. des recommandations pertinentes pouvant aller du conseil stratégique et de l'ingénierle

financière jusqu'à la modélisation/ prodictalisation d'outils d'expertise pour l'aide à la décision et à la formation spécialisée des utilisateurs.

Pour rejoindre, renforcer et enrichir notre équipe de vingt personnes, nous recherchons:

Vous pourrez évoluer rapidement vers un poste de responsable d'une nouvelle antenne géographique.

CONSULTANT JUNIOR H/F EN FINANCES LOCALES (réf. 60544) A 25-30 ans environ, vous justifiez d'une premiere expérience réussie en

matière de recherche ou d'études en économie ou finances publiques iocales. Nous vous confierons des études de cas, des formations aux logiciels d'expertise, de missions d'études financières.. Diplômes requis pour ces postes : 8ac + 5/Doctorat d'Université de Sciences Eco, Grandes Ecoles de Cestion, ENST.

Localisation: Paris, Rennes, Toulouse. Nous vous proposons de vous impliquer techniquement et relationnellement

dans la croissance régulière et maitrisée de notre activité de conseil, au sein d'une structure créative et exigeante. Vous bénéficierez en outre de puissantes bases de données, construites à partir de nos 400 références clients. Nous attendons de vous des qualités propres à notre métier : rigueur intellectuelle, esprit d'équipe, sens de l'engagement personnel, réponse aux attentes des clients, réelles capacités pédagogiques.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV complet, et rémunération actuelle sous référence choisie à : Monsieur le Président Directeur Général RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES 8, rue du 7ème d'Artillerie - 35000 RENNES.

TDF, premier diffuseur de radio et de télévision, société anonyme au sein d'un groupe prestigieux (Cogecom-Groupe France Telecont), avec ses 4 000 professionnels de l'audicivisual, TDF exporte son savoir-faire dans le monde entier et réalise un chiffre d'affaires de plus de 4,5 milliards de francs. A la pointe de la technique, nous innovans en permanence pour faire évaluer les nouveaux services de diffusion des images, du son et des dannées et nous matembases en achateur senior.

De formation supérieure, idéalement DESS achais, vous justifiez d'une expérience de 5 à 8 ans dans la fonction achais.

Cambiste Junior

Vous vous distinguez par : un mode relationnel alliant fermeté naturelle et intégrité,

votre sens pédagogique,
vas capacités d'animation et de persuasion.
Nous vous proposons d'élargir votre champ d'action i

Vous aurez la responsabilité du traitement des demandes d'achat émanant des clients internes, en appliquant la politique définie par TDF, dans les conditions optimales de prix et en évaluerez les résultats.

tà politique dérime par (UT, dans les conditions aptimales de prix et en évaluerez les résultats.

Votre mission s'articulera autour de plusieurs aces :
l'analyse des marchés pour connaître parfaitement les couples produits/fournisseurs potentiels (performances technologiques des produits, capacité de R & D, solidité financière, références, etc.),
l'étude en interne des besoins et leur formalisation,
la consultation des fournisseurs à partir d'un cahier des charges établi par un prescripteur et la négociation des prix, des délais, de la qualité/fiabilité et du service,
l'évaluation du risque,
les négociations d'ochat et le choix du fournisseur,

l'assurance du respect des engagements réciproques, la participation à l'élaboration des actes d'achat, la participation à l'évaluation globale de la performance des fournisseurs et la vérification de l'adéquation gains Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la réf. AC/LM à TDF, Pascal Foulachon, Département Développement des Carrières, 21-27, rue Barbès, 92542 Montrouge Ceclex.

> Acheteur senior rattaché au chef du département achats



Chargé(e) de Communication

auprès du Présides

and the second of the second second and the second of the second o

مهارية فالمعرف المعارف المناب والإنجاب المنابع المعارب والمعار

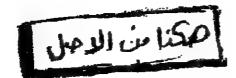
The Control of State of the Sta

法法国的法院 医鞭性皮肤 医皮肤液

JURISTES

diste d'affaires

The second state of the second



REPRODUCTION INTERDITE

MARKETING/FONCTION COMMERCIALE

E C

LE MONDE / MERCREDI 5 JUIN 1996 / IX

MEDIA SYSTEM de publicité

Marseille

ebilli #1. 1922

end Consultants

MONDE

CADRES

Apportez votre imagination et votre rigueur

Media System Sud, 112 agence du Sud de la France spécialisée en communication pour les Ressources Humaines, filiale du groupe Publicis, renforce ses structures et recherche un chef de publicité.

Jeune diplômé bac + 3/4 (Sciences-Po Aix, ESC, Maîtrise de communication, CELSA, école de journalisme...), à 27/30 ans environ, vous possédez une expérience réussie dans le conseil ou la vente de services, si possible, dans notre région.

Vous prendrez en charge le conseil auprès de nos clients et vous définirez avec eux les opérations de communication à mettre en place, les messages à concevoir, les supports à utiliser.

Nous comptons sur vos capacités de réflection, voure apritude à rédiger et votre aisance dans les contacts commerciaux pour établir des relations de qualité. La maîtrise de l'anglais serait un plus.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Marc Messina, Media System, 46, bd Longchamp, 13001 Marseille.

> Importante Société française (1000 personne CA I milliard de F.) avec une forte notoriété dans un domaine de haute technologie, crée le poste de

Chargé(e) de Communication auprès du Président

Notre environnement bouge, de nouvelles opportunités s'ouvrent, nos métiers évoluent. Dans ce contexte de mutations, nous souhaitons faire de notre communication interne et externe un vecteur de changement de culture et d'image.

Vous anriez autour de 35 ans, avec une formation supérieure scientifique et/ou économique. Vous avez contribué à positionner une grande entreprise sur

ses marchés et à développer le semiment d'appartenance de Vous maîtrisez la panoplie des outils (publication, journal,

newsletters, événements)... et vous avez le talent. Alors,

bienvenue à votre candidature. Merci de vous faire connaître auprès de Catherine ROZES sous réf. 130 M à PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail

plein emploi

JCDecaux 3

Tenn dimenden vertiget. vedra en é loccionis en reche leiend l

Leader européen du Mobilier Urbain, notre groupe de dimension internationale fonde sa notoriété sur la créativité et la qualité de ses produits et prestations.

Depuis 30 ans, nous avons équipé plus de 1 000 villes en Europe. Les relations privilégiées que nous avons su créer et entretenir avec les collectivités locales et les annonceurs sont le garant de notre succès. Pour développer la vente de nos espaces publicitaires au plan national, nous recherchons un

COMMERCIAL DETRÈS HAUT NIVEAU

Au sein de notre Direction Commerciale France, basée à Neuilly (92), vous apprendrez tautes les richesses de natre métier et ses comple Excellent vendeur, vas qualités relationnelles et votre aptitude à la négociation vous permettront de vous imposer comme l'interlocuteur privilégié de nos clients : grands groupes internationaux, agences de communication et de publicité. A 35 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, Sup. de Co...),

vous étes un professionnel de la vente. Hamme de terrain, votre aisance relationnelle vous permet de vous adapter à des

interlocuteurs de tous niveaux. Vatre réussite dans ce poste vous permettro de saisir, à moyen terme, de réelles

opportunités de carrière au sein de natre groupe. Si cette mission vous motive, merci d'adresser, en indiquant la référence 860507, votre dossier de candidature (lettre manuscrite et CV avec photo) à notre Cansell,

FAVEREAU CONSULTANTS, Béatrice Galievsky, 52 rue de la Fédération, 75015 Paris.

JCDecaux 🕮 📗

AVEYRON

chef de projet tourisme culturel

est une association portée par les Collectivités Locales et tiée ou Département. Elle s'appure également sur un Conseil Scientifique. Elle vierti d'être créée pour développer un projet de tourisme cultural en Aveyron el en obtenir des relambées économiques. Elle vous propose d'en

Value mission:

e montez et assurez la conduite du projet de valorisa tion des cités Templières et Hospitalières intégrant la conception d'un Centre Infernational d'Inferprétation, e animez el coordonnez la démarche avec 37, no de l'industria -31000 TOULOUSE

l'ensemble des parienaires, • gérez l'équipe, • recherchez des mécénais, a concevez el commercialisez des produits liés au projet. Votre profil

e formation supérieure, e formation en aménagement de tourisme culturai ou expérience équivolente, e forte motivation pour une démarche de développement en mitieu rurol, e bonns connaissance de l'Anglais.

Une expénence dans un poste similaire serait un ataut important. Conditions à débatire. Leu de résidence Millau ou environs.

Onthorine JULIEN - MLM CONSEL (Ref. 5602)

Compagnie de tourisme maritime en voie de développement recherche :

UN CHEF DES VENTES RÉGIONAL

- Une expérience de 10 à 15 ans dans le commercial secteur du tourisme,
- Une connaissance approfondie des réseaux de distribution (de préférence dans le marché haut de gamme), · Un esprit commercial affirmé, du dynamisme, un excellent relationnel, une bonne expression orale, une présentation soignée,
- Basé à Paris, le poste implique des déplacements fréquents en province exigeant de posséder une
- volture personnelle,
- Il recevra des directives et rendra compte au Directeur Général,
- Salaire annuel de 200 à 240.000 F. selon l'expérience du candidat plus intéressement sur objectifs.
 - Envoyer lettre manuscrite, C.V., et photo sous référence 9017 à : Le Monde Publicité 133, avenue des Champs Elysées 75409 PARIS Cedex 08

JURISTES – RESSOURCES HUMAINES

Disneyland® Paris recherche pour sa direction juridique:

Juriste d'affaires expérimenté

🖪 Pour ce poste à dominante droit bancaire et financier, le titulaire gère l'ensemble des questions juridiques relatives aux financements, aux relations avec les banques et les investisseurs en France et à l'étranger et au droit des sociétés. Rattaché au directeur juridique du groupe, il anime une petite équipe chargée du montage juridique des opérations et travaille en concertation avec la direction financière de la société.

■ De formation supérieure en droit des affaires (maîtrise, troisième cycle), bilingue français/anglais, vous avez impérativement une expérience de 4/5 ans en droit bancaire et financier. Autonome, disponible, vous posssédez d'excellentes aptitudes relationnelles et un très bon esprit d'équipe. Votre tonus, ainsi que vos qualités de rigueur et d'imagination pourront pleinement s'exprimer dans une entreprise passionnante.

Merci de contacter Frédéric Foucard au (1) 47 23 37 00 ou de lui adresser un dossier complet, sous la référence 3135/FMF, à Norman Parsons, 6 rue Paul Baudry, 75008 Paris ou par fax au (1) 47 23 38 00.



de CA, 7800 est, avec 1 300 ir marino 3 de la loctive en France. son expansion pec la volonté de

Ermest (3 mds

qualité de la ses produits, ses sempleus comone Example recharche

à fort potentiel.

A 35 ans environ, rattaché au DRH Groupe, vous êtes un acteur majeur de la Gestion des Ressources Humaines de l'entreprise. Assisté par trois Chefs de Service (Juridique, Social, Paie), vous contribuez à l'élaboration des plans d'actions de la politique Ressources Humaines dans ces domaines, et veillez à leur mise en

Vous suivez et développez les systèmes d'appréciation et de rémunération, définissez et assurez la production des indicateurs RH, participez à l'animation fonctionnelle des DRH régionaux.

Interlocuteur privilégié des partenaires sociaux au plan national, vous maintenez le meilleur climat social par la qualité de vos contacts. Vous préparez et participez aux réunions de négociations collectives et CCE.

Pour réussir, votre autorité naturelle, votre sens du dialogue, votre anticipation seront vos meilleurs atouts. Vous alliez à une formation Bac + 4/5 (Droit Social + GRH) une expérience de



Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à Eurest France, 189/193 Bld Malesberbes, 75838 Parts Cedex 17.

Notre différence, c'est d'intégrer la vôtre.

JURISTES - RESSOURCES HUMAINES

fiscaliste

Au sein de la Offection Fiscale d'un grand groupe (CA 31 millards), your interviendrez avec votre équipe sur l'ensembié des dossiers relatifs aux différentes sociétés du Groupe.

De formation supérieure avec une spécialisation en Fiscalité/ complete par de solides connaissances juridiques, vous justifiez d'une expérience réussie depuis au moins I ans en entreprise ou cabinet.

voias aimez les chiffres et les lettres, parlez anglais. Rejoignez notre Groupe : vote disposerez d'une large autonomie, travallerez en stroite relation avec les opérationnels et aurez de nombreux cortiacis à l'extérieur.

Hite réussite dans de poste pourra vous ouvrir d'intéressantes perspectives de caritère.



Merci d'adresser votre dossier de candidature lettre. CV et prétentional. en précisant sur l'enveloppe la réf.433. à Communiqué, 50/54 rue de Silly. 925/3 Boulogne-Billancourt Cedex.

NORMAN PARSONS est la filiale française du groupe ROBERT HALF INTERNATIONAL, coté à la Bourse de New York et leader mondial du recrutement spécialisé (finance, comptabilité, informatique, juridique et banque) depuis 1948. Le chiffre d'affaires du graupe dépasse \$620 millions à travers plus de 160 bureaux dans le monde.

Nous souhaitons appuyer notre très forte croissance en France, tout en maintenant la qualité et le caractère personnalisé de notre service. Dans ce cadre, nous recherchons pour la division gestion et finance un

Consultant

■ LE POSTE: Au sein de la division la plus importante du cabinet, vous prospecterez et développerez un portesenille de clients et prendrez en charge des missions de recrutement de A à Z. Notre approche de spécialiste vous permettra d'être un vrai conseiller à tous les stades du recrutement.

■ LE CANDIDAT : De formation supérieure en gestion, vous avez acquis une première expérience réussie de 3 à 5 ans, soit dans un poste similaire, soit dans une fonction financière ou commerciale au sein d'une société de services. Disposant d'une forte tenacité et d'excellentes capacités commerciales, vous recherchez un poste où votre sens d'entrepreneur vous permettra d'évoluer au sein du groupe. Un anglais opérationnel est souhaitable.

Les candidats intéressés et correspondant au profil sont priés de contacter ivor ALEX au (1) 47.23.37.00 ou de lui adresser un dossier complet de candidature sous référence NPC/IAM à NORMAN PARSONS, 39 avenue Pierre ler de Serbie, 75008 PARIS.



BRETAGNE SUD

Société à filiales multiples et à vocation immobilière (promotion et gestion du parc immobilier) ayant intégré son service architecture, ingénierie et suivi des travaux,

Titulaire d'un DESS Droit de la Construction et Urbanisme, juriste hors pair, vous maîtrisez également le Droit des Sociétés, polyvalent et astucieux, vous avez du sens relationnal et savez animer une équipe.

Votre mission: Vous superviserez et organiserez les tâches au quotidien du personnel administratif, comptable et technique.

Vous assurerez le sulvi juridique de l'entreprise (ex : constitutions de SCI, actes juridiques divers).

Vous sourez éviter ou régler les principoux litiges.

En llaison avec le cabinet d'avocats de l'entreprise, vous préparerez et suivrez les offaires en cours de jugement,

Sera prise en considération toute candidature comportant lettre manuscrite, CV, photo, prétentions, téléphone et délai de disponibilité adressée sous la référence N1078/SG à CANDISSIMO - 1501 avenue Jacques Cartier 4811 ST HERBLAIN CEDEX, Confide

 Société internationale, à forte image et en constante expansion, crée en France une Start-up dans le domaine de la vente de produits finis et de services. Elle recherche un

Chef du Personnel expérimenté

Région Parisienne

■ Au sein de la Direction des Ressources Humaines, vous * prendrez en charge avec les opérationnels pour la France et la Belgique, l'ensemble de la gestion de l'emploi (recrutément, contrats de travail, intégration, suivi...). Vous faciliterez les évolutions des collaborateurs dont vous aurez la charge (Direction Commerciale et Marketing) en participant à la détection des potentiels et à la construction de leur plan de formation.

■ Vous avez une expérience significative de la fonction (3-5 ans), dans un Groupe international et à forte culture d'entreprise. Vous souhaitez la valoriser dans une fonction où vous serez acteur du changement et force de propositions.

■ Un anglais courant, une bonne connaissance des outils Informatiques, une formation Bac + 5 sont nécessaires pour réussir à ce poste.

■ Merci d'adresser vos lettre + CV + photo à notre Consell 7

> Aufider - 51/59 rue Ledru Rollin 94853 lvry-sur-Seine Cedex.

■ LA SOCIÉTÉ : Cabinet d'Avocats d'Affaires, membre d'un réseau international d'audit et de conseil recherche un :

Manager

Afrique Centrale

■ LE POSTE :

A la tête d'un Cabinet de Consells Juridiques et Fiscaux, situé dans un des principaux pays d'Afrique Centrale et membre d'un réseau international, il encodrera une équipe de juristes-fiscalistes intervenant pour une clientèle d'entreprises multinationales et locales. Il conseillera ces entreprises sur le plan fiscal et juridique et les assistera notamment auprès des Administrations locales. Il développera et fidélisera la clientèle existante et assurera le développement du Cabines, en synergie avec le Cabinet d'Audit et le Réseau.

E CANDIDAT :

A 32/34 ans. de formation supérieure en droit et fiscalité (Maîtrise/3e cycle), vous avez une expérience opérationnelle de 6/8 ans environ du conseil dans le domaine fiscal et juridique. Ouvert, doté de solides aptitudes relationnelles et ayant la volonté d'entreprendre, vous source, vous faire reconnaître avec souplesse et fermeté auprès de vos collaborateurs et vous faire apprécier de vos clients. Un goût pour la gestion, ainsi qu'un très bon niveau d'anglais sont indispensables.

🕱 Merci de contacter Catherine PAILLUSSEAU au 47 23 37 00 ou de lui. adresser un dossier complet de candidature sous référence 3118/CP à NORMAN PARSONS, Division Juridique et Fiscale, 39 avenue Pierre ler de Serbie, 75008 PARIS.

ADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ AVEC PLUS DE 166 EUREAUX SUR 3 QC



GROUPE ROBERT HALF

Consultants en Recrutement

PEREIRE CONSEL créé en 1992,

et 16 consultants, l'un des intervenants

majeurs du Humaines (recherche par

Approche Directe

of par Annonce,

social et développement

■ Paris = Toulouse = Bordeaux = Lyon

■ Ce développement, nous le devons à l'expérience de nos équipes, à la forte exigence qui qualifie nos prestations, à notre passion commune pour les relations humaines, mais aussi, nous en sommes persuadés, à notre convivialité communicative.

■ Ce développement, nous voulons le poursulvre en intégrant des professionnels du recrutement (Middle Management, Cadres Dirigeants) qui, comme nous, veulent exprimer et développer leur expertise et leur relation clientèle dans un équilibre efficace entre autonomie et esprit d'équipe.

Merci d'adresser votre dossier complet à Patrick RENELEAU, sous la réf. LMA/99H - PEREIRE CONSEIL 62/64, bd Péreire - 75017 Paris, qui vous garantit la plus totale confidentialité.

PEREIRE CONSEIL

Pour en savoir plus sur les 2 cahiers Initiatives Contactez le Département Emploi du Monde Publicité

Tél.: 44-43-76-13

Fax: 44-43-77-32

ACOPAD, leader du Conseil en RESSOURCES HUMAINES dans le Sud-Est méditerranéen accentue son développement et recherche pour ce challenge un :

CONSULTANT CHARGÉ DE CLIENTÈLE

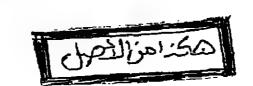
A 27/30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, de type ESC-Sup de Co, option ressources humai ou équivalent, vous possédez une expérience d'environ 2 ans dans la négociation de services intellectuels aux entreprises.

DEVELOPPEUR. Autonome et organisé, votre goût très développé pour la vente et votre aisance sur le terrain, vous permettent de mener la croissance de votre porte-

CONSEIL. Disponible et créatif, vous analysez parfaitement les besoins de vos clients, vous leur propo imprendra et mettez en œuvre les meilleures solutions. Votre rémunération sera directement liée à votre réus Lieu de résidence : Toulon ou Nice.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rém actuelle) à ACOPAD, Bruno Dufraisse, 6 rue Penchienatfi, 06000 Nice.

seil en Management des Ressources Hu

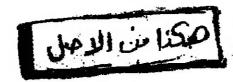


a lù ces tuecs de sea et qu Imi de

Tinter-

de la se e emme parini, qui uleuse - et tégrale de ,

me éditeu. exhumatio... Ph.-j. (



REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE/MERCREDI 5 JUIN 1996/XI

JURISTES - RESSOURCES HUMAINES

Responsable Paie Groupe

Groupe multinational leader du secteur High Tech

Exceptionnelle opportunité pour un professionnel reconnu de la gestion de la paie dans un univers complexe (international, effectifs nombreux et secteurs d'activités variés) de contribuer au développement d'un groupe leader.

350 KF

- LA SOCIÉTÉ
- Multinationale, leader mondial dans son activité. Plusieurs milliards de CA.
- ◆ Profitable et en développement.

LE POSTE

· · · ·

gagaren 1 oran eranoa er

فقار بومينية ويواد الرديهان

Mary and the stand

Andrew Charles of Angle State States

The state of the s

for the profession of

 $\frac{1}{2} h^2 g_{\mu\nu}^2 g_{\mu\nu}^2 h^2 = \frac{1}{2} \frac{1}{2} h^2 g_{\mu\nu}^2 h^2 + \frac{1}{2} g_{\mu\nu}^2 g_{\mu\nu}^2 h^2$

क्रमात्र को संस्था

vide Hall Time 47%

Media .

- Sons la responsabilité directe du directeur financier groupe, à la tête d'une équipe de PROFIL RECHERCHÉ
- assurez l'organisation et la supervision du traitement de la paie de l'ensemble de nos personnels et filiales en France,
- contribuez su développement, su nivesu 🔷 Rompu à la gestion de projet informatique. européen, des différents systèmes et outils - Anglais courant obligatoire.
- concernant la paie et ses dérivés,

Paris + déplacements

assurez l'interface entre les clients internes (DRH, directeur financier...) et notre soustraitant externe réalisant le traitement informatique, avec un fort souci de respect des délais et de l'exactitude des données reçues et

- ◆ Erudes supérieures + 7/10 ans d'expérience
- Professionnel reconnu de la coordination de paies

- ◆ En plus de vos compétences techniques, vous savez iquer sur les problématiques de la pale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet et rémunération actuelle sous réf. LM/60507 à N.B.S. 44 rue du Colisée, 75008 PARIS.



N.B.S. nº 1 du recrutement de cadres et de dirigeants en Grande-Bretagne poursuit son développement en France. Les nombreuses missions que nous réalisons nous confortent dans notre stratégie de revaloriser l'annonce pour le recrutement de cadres et de dirigeants.

Pour développer notre équipe (14 personnes dont 8 consultants), nous recrutons un

Consultant Senior

LE CABINET

- ◆ Leader du recrutement par voie d'annonces en
- Membre d'un groupe important, coté en bourse, de 120 consultants en Europe.
- Parmi les 10 premiers du marché français.

- notre succès auprès des entreprises et des candidats, vous :
- assurez de A à Z des missions de recrutement auprès de nos clients avec le plus haut niveau de qualité et de réussite,
- contribuez au développement de notre activité en France et à l'international,
- participez à l'élaboration de la stratégie de NBS en France.

PROFIL RECHERCHÉ

- Etudes supérieures + 5/10 ans d'expérience dans un cabinet conseil (recrutement, stratégie...).
- ◆ A l'aide des outils et méthodologies qui font ◆ Parfaire maîtrise de l'anglais.
 - ◆ Capacité à réussir en équipe avec un souci de relation et de conseil sur le long terme avec nos
 - Rompu à la qualité de service vis-à-vis des clients et des candidats.

Merci d'écrire siréé. LM60601 à Marc GOSSELIN, N.B.S., 44 rue du Colisée, 75068 PARIS -Tél. (1) 42.56.90.70 - Faz. (1) 42.56.90.68





Bristol - City Edinburgh - Glasgow - Leeds

Juriste d'Affaires Senior

Paris

liaison directe avec les opérationnels. vous interviendrez comme conseil juridique interne auprès des entités opérationnelles, notamment en matière de droit pharmaceutique, droit social, droit des sociétés, etc.

Vous apporterez également votre concours aux intervenants internes dans le cadre de leurs relations avec le corps médical.

Agé de 32/35 ans, doté d'une formation juridique supérieure (DEA, moins 6 ans d'expérience acquise de préférence au sein

Rattaché au Directeur Juridique et en d'une entreprise du secteur de l'industrie pharmaceutique.

Disponible, pragmatique et rigoureux, vous souhaitez valoriser vos qualités techniques et relationnelles dans un Groupe dynamique.

La maîtrise de l'anglais (lu, écrit, parlé) est requise pour ce poste.

Merci d'adresser CV + photo + n° de téléphone + rém. actuelle à Thierry Montécatine, Michael Page Tax & legal, 3, bld Bineau 92594 Levallois-DESS, DJCE,), vous justifiez d'au Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPage (Comiche LARFAGA) sous réf. : TM14014

> Michael Page Tax & Legal Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

Direction des Ressources Humaines dans une unité industrielle en développement

Définir, proposer, mettre en œuvre et conduire une politique novatrice de développement des ressources humaines, en relation avec les Directions centrales et en synergie avec les autres unités industrielles d'un groupe mondial du secteur de l'emballage.

Pour assurer cette mission au sein d'un de nos centres de production (environ 500 personnes) basé en région parisienne Quest, vous avez exercé pendant au moins 5 ans des responsabilités R.H. dans une filiale d'un groupe

Votre expérience en milieu industriel vous a conduit à vous impliquer dans les domaines liés au développement des ressources et des organisations humaines (gestion des carrières, évaluation des potentiels, recrutement, formation...). Vous y avez parfaitement joué votre rôle de conseil et d'assistance aux responsables opérationnels et veillé à la qualité des services. Vous avez évidemment un très bon niveau d'anglais.



Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo), sous la réf. M/297/EV à notre Conseil, qui vous garantit une totale confidentialité.

MILO Ressources Humaines 3, avenue des Ternes - 75017 Paris

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE RECHERCHE POUR LA DIRECTION JURIDIQUE DE SON SIÈGE PARISIEN UN

uriste contrats recherche

Ďе formation juridique supérieure avec une expérience solide en matière de contrats, acquise de préférence en entreprise dans un environnement scientifique ou de haute technologie. Rattaché au Directeur Juridique, il sera responsable de l'élaboration et du suivi des contrats de recherche et de développement, des accords de partenariat et de coopération. Il exercera un rôle de conseil juridique auprès des Directions de la Recherche. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à VOG, 26 rue Salomon-de-

Rothschild 92150 Suresnes,

qui transmettra.

LA VILLE DE SAINT-OUEN-L'AUMONE

(Val d'Oise) 20 000 habitants

recrute: UN JURISTE Directeur du service juridique

Missions: - préparation et suivi du Conseil Municipal

suivi du contentieux

- conseil juridique et assistance pour les marchés publics

- direction du secteur patrimoine, foncier, assurance - suivi du bureau d'aide aux victimes

Profil : - formation supérieure en droit public (DEA/DESS)

bonnes connaissances de la réglementation et des procédures des marchés publics

Adresser lettre et CV à Monsieur le Maire, Sénateur du Val d'Oise 2 Place Pierre Mendès France 95310 SAINT-OUEN-L'AUMONE

LES DIRIGEANTS



INSTITUT TEXTILE DE FRANCE

Dans le cadre de l'ambitieux projet d'entreprise - Projet 2001 - la Directeur Général de l'INSTITUT TEXTILE DE FRANCE (ITF) renforce l'équipe mana-

Directeur de Centre Régional (Troyes)

Membre du Comité de Direction élargi, sous l'autorité directe du DG et en liaison permanente avec le Directeur Marketing/Commercial et le DAF, le Directeur de Centre Régional anime et gère son compte d'exploitation.

- Il est garant de la qualité de production (de services et de recherche) de
- Il est responsable du budget et de son suivi (jusqu'aux investissements) dans le respect des procédures et en bonne intelligence avec le DAF.
 Il manage son équipe (41 pers.) composée principalement d'ingénieurs et de techniciens : définition d'objectifs, soutien dans l'action, contrôle, entre-
- tien d'évaluation, formation, recrutement. Il prend en compte, accueille, exécute les actions dans le cadre des Projets de recherche apportés par la Direction Recherche.
- li produit les contrats services apportés par la Direction Marketing Comm et son équipe en respectant délai-coût-qualité. · Représentatif et porteur des valeurs de l'ITF, il a une action commerciale
- Nous recherchons des candidats de formation lingànieur ou ESC, disposant à 35/40 ans d'une expérience réussie de management d'équipes dans l'univers de la production de services ayant, si possible, côtoyés le monde du textile.

L'ITF vous propose une opportunité pour développer votre savoir faire dans le cadre d'un projet que vous contribuerez à bâtir et à animer. Votre mobilité géographique est de nature à accelérer votre évolution de camère. Adresser lettre manuscrite + CV + photo sous référence 640 à notre conseil EXPONENTIEL - 22 rue Benoît Bernier - 69260 Charbonnières. Un dossier sera adressé à tout candidat présélectionné.

Exponential ##

Articles techniques de marque

Nous sommes une groupe allemand en forte croissance avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 100 Millions de DM ayant une activité au niveau européen. Notre filiale française se situe dans une région attractive du sud de la France. Nos produits du domaine de l'entretien et de la réparation automobile sont très réputés et nous occupons une position de leader pour certains d'entre eux.

Dans le cadre de l'élargissement de nos activités ainsi que pour en assurer la reprise, nous souhaitons renforcer notre équipe et recherchons

UN DIRECTEUR

alliant compétence aux qualités humaines

Dans cette position, vous serez responsable de la commercialisation et du développement de nos affaires en France. Vous vous occuperez particulièrement des fonctions Kay-accounts, du développement des clients nouveaux ainsi que de l'encadrement et de la motivation des employés. Vous disposerez d'une équipe d'environ 20 personnes qui vous assisteront dans cette tâche complexe.

Vous avez entre 30 et 40 ans, vous bénéficiez d'une formation commerciale avec une bonne compréhension de la technique ou bien vous disposez d'une tormation technique avec des connaissances complémentaires reconnues dans le domaine commercial ainsi que d'une expérience similaire d'encadrement acquise dans une entreprise qui commercialise des articles techniques de marque dans les circuits de distribution du détail et chez

De plus, une bonne matirise de la langue allemande est essentielle, d'autres conneissances de langue seront un atout supplémentaire.

Si vous vous considérez comme un entrepreneur et si vous appréciez prendre les choses en main, nous pouvons vous confier cette mission qui signifie une grosse part de liberté d'entreprise. Une participation aux résultats est possible à terme. Étes vous intéressés? Dans l'affirmative, nous vous prions de nous adresser un dossier de candidature détaillé - de préférence en langue allemande - avec photos, copie des diplômes et indication des prétentions au niveau du salaire ainsi que la date de votre disponibilité sous le code atm 6193 à la société BAUMGARTNER + PARTNER Personalperatung GmbH à D-20354 Hamburg, Neuer Wall 38. Pour des informations au préalable au téléphorie (49/40/37 47 20), M. Stefan Martens et Mme

D-71045 Sindelfingen • Postfach 520 • Telefon 0 70 51/61 99-0 • Telefax 0 70 51/61 99-151 BERLIN · DÜSSELDORF · FRANKFURT/MAIN · HAMBURG · LEIPZIG · MÜNCHEN

Responsable nouvelles filiales internationales

BTP - Ingénierie

Paris - Ce Groupe international, ayant des filiales dans le monde entier, est spécialisé dans la conception et la livraison "clé en main" de complexes importants. Il se développe et crée de nouvelles filiales. Pour piloter les plus récentes, les assister dans leur gestion technique, humaine, financière et leurs travaux, anticiper leurs besoins et effectuer le reporting, la Direction Internationale souhaite être renforcée par un manager. Il sera capable de synthétiser et fiabiliser les informations internationales, d'assister les filiales dont il aura la responsabilité pour les amener en phase de maturité. Il sera bien entendu assisté par tous les services fonctionnels du siège. Ce poste intéresse un manager international, de formation ingénieur, âgé de 38 ans minimum, rodé à ce type de fonction. Il aura une solide habitude de la gestion à l'international, dans le domaine du BTP ou de l'ingénierie, ainsi qu'une expérience de direction de filiale à l'étranger. Des déplacements sont à prévoir. L'anglais et l'espagnol sont indispensables. Les marchès traités et la solidité du groupe sont de nature à intéresser des candidats de tout premier plan. Les entretiens auront lieu à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo et rémunération actuelle en précisant la référence 105 à QUADRA, Henri Micheron, BP 302, 13798 Aix-en-Provence cedex 03.



Directeur Général

Notre société est spécialisée dans la recherche, la mise au point et la commercialisation de produits paropharmaceutiques. Notre développement s'appuie sur une politique d'irmovation soutenue et sur notre attachement à une certaine vision du rôle de l'entreprise dans la société. Nous souhaitons confier la direction opérationnelle d'une de nos filiales (160 MF de CA) à un manager de haut niveau qui sauru consolider notre réussite bien établie en France et à l'étranger.

> Votre mission : Dans le cadre d'une forte Au-delà de votre savoir-faire, c'est votre savoirdélégation de la part du Président de l'entreprise, être qui saura nous convaincre et vous faire vous dirigez en parfaite autonomie l'entité qui réussir durablement avec nous. vous est confiée. Vos domaines d'intervention sont extrêmement variés : animation d'une équipe d'une centaine de personnes, gestion les projets innovants... rigioureuse du centre de profit (objectifs, budgets...), développement de nouveaux produits ou marchés, définition de notre stratégie export...

Globalement, vous managez, organisez et la créativité. Un niveau très Identifiez les opportunités. Votre motivation, votre sens du dialogue et votre vision pertinente

du marché garantiront notre succès commun. > Votre profil : A 40 ans environ, issu d'une formation de premier plan (HEC, Essec, MBA...) votre parcours vous confère une réelle dimension de manager international (maîtrise de l'anglais indispensable). Vous dirigez aujourd'hui avec succès un centre de profit dans sa globalité et souhaitez relever un nouveau challenge dans un environnement évolutif.

Vos atouts : charisme, enthousisme, Ima ouverture d'esprit, pragmatisme et goût pour

>Nous vous offrons : une vériable opportunité d'épanouissement dans une entreprise privilégiant la qualité des rapports humains et

élevé de responsabilité La possibilité d'œuvrer

sur un marché très porteur sur lequel la société prouve depuis de longues années sa compétence par une progression constante et une rentabilité élevée.



Directeur des Opérations France -**Marketing Ventes** Directeur Général Adjoint potentiel



Arcuell 94 Flliale du Groupe INNOTHERA Industries. nous développons,

fabriquons et commercialisons des produits éthiques destinés au traitement des pathologies féminines. Nous réalisons 450 MF de CA avec un effectif

de 350 personnes.

Rattaché au Directeur Général, membre du Comité de Direction, vous êtes responsable de la définition de la stratégie marketing et commerciale du Laboratoire et de son application.

Vous animez et dirigez le Marketing, la Visite Médicale, l'Administration Commerciale (160 personnes).

Vos missions: • concevoir la stratégie promotionnelle et commerciale des produits actuels et à venir (positionnement, axes de communication) · assurer la planification à 3 ans · avec la R & D, travailler à l'évaluation des nouveaux produits, définir des plans d'études parantitionnelles « assurer les relations européennes avec bailleurs de licences et licenciés « analyser ces marchés concernant les pathologies traitées par INNOTHERA « créer des outils de gestion permetiant la détermination des choix investissements/produits, leur contrôle, leur optimisation, ainsi qu'un observatoire économique.

37 ans au minimum, diplomé d'une Ecole Supérieure de Commerce, ou titulain d'une double formation : Commerciale et Médicale, vous justifiez de 10 ans d'expérience réussie comme Directeur Marketing-Ventes au sein d'un laboratoire de produits éthiques. Intègre, vous êtes homme de réflexion et d'action, avez prouvé vos qualités d'animateur. Vous parlez

Sylvie CATHELAIN was remenie de lui adresser votre cardidature (lettre manuscrite + CV) en mentionmunt votre riveau actuel de rémunération sous référence 9619LM, 7, rue de Monceau 75008 Paris.



Gilbert Raynaud & Partners - CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES -

UN CENTRE DE PROFIT A DEVELOPPER

POUR UN « PRO » DE LA DISTRIBUTION PAPETIERE.

Nous sommes un groupe papetier intégré européen - 1,5 milliard de francs - déjà présent en France et qui prend aujourd'hui les moyens de son développement. Nous disposons pour cela d'atouts importants en matière de R&D, logistique européenne, certification ISO 9001, ressources humaines, formation... C'est peut-être l'occasion que vous attendiez pour «passer à la vitesse supérieure» et prendre la responsabilité complète et autonome d'un centre de profit - bientôt 10 personnes - sur un marché porteur.

Une bonne dizaine d'années d'expérience commerciale de la distribution de papiers spéciaux ont conforté en vous le goût du terrain et développé le sens du marché : vous savez l'analyser, vous aimez le conquérir, vous êtes sensible à sa rentabilité. Les équipes que vous animez peuvent témoigner de votre présence et de votre soutien. On vous reconnaît homme d'impulsion et de réalisation, C'est pourquoi nous miserons sur votre potentiel et vous offrirons d'être le patron de notre structure française.

Ce sont une excellente formation de base (Bac +5) et votre profil personnel qui feront la différence : hauteur de vue, engagement, autonomie, loyauté... et la motivation indispensable pour une petite structure souple et réactive. Votre anglais est opérationnel et vous souhaitez en savoir plus ? Alors écrivez à notre Conseil, Anne Cousin-Giard, SIRCA, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, sous référence 880 773B/LM. Localisation en région parisienne.

ANTICIPER LA RÉUSSITE

CARRIER



REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 5 JUIN 1996 / XIII

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Bloomberg opportunity for a talented graphic artist to work on a French language program to be broadcast throughout French speaking Europe. Based in London, the responsibilities of this dynamic position will include the daily production of computerised graphics, the creation of a French language graphics database and the building of archive materials. Requirements include: A minimum of 2 years experience as a computer graphic artist Proficiency in Adobe Photoshop 3.0 Willingness to work a variety of schedules lectuding some overnight shifts and early morning hours · Fluency in both French and English Source, Louiser EC2A 1PQ or to fax pli

Council of Europe Consell de l'Europe

Nous recherchons des administrateurs qualifiés pour assurer des fonctions d'argonismien et de conseil auprès des constités d'expens et de podementaires travallant dans le cadre d'une organismo européenne en pleine expansion. Depuis 1949, le Conseil de l'Europe s'emploe à prantounoir le respect de la présimment du droit et une coopération plus étraite entre les gouvernement dessi les démandes juridique, social, administratif, culturel, de

plame universitaire, de préférence en out, sciences humaines, politiques ou ciales, qui vous permet d'intégrer la régone superieure de la fonction bibque de la Fédération de Russie. or calleurs, vous êtres totalaire d'un diplâme e traisième cycle ou vius avez une salide périence professionnelle. Vous avez un res sigu de Tanajaye, vous savez rédiger es rapparts clairs et concis et vous avez ne bonne connaissance des audis formatiques. Vous molivisez parfoitement me des deux langues officielles du Conseil e l'Europe (français anglais) et vous avez en banne connaissance de l'auteur avez et leurs de l'innegres officielles du Conseil e l'Europe (français anglais) et vous avez et banne auteurs de l'europe l'entre de l'entre de l'entre l'entre de l'entre de l'entre et l'entre de l'entre de l'entre entre de l'entre de l'entre de l'entre l'entre de l'entre de l'entre de l'entre l'entre de l'entre de l'entre de l'entre entre entr a pratique d'autres langues européannes erait un avantage. Vous passédez les upiques requises à la fanction que nous repasans : discrétion, esprit d'équipe s flexibilité interculturelle. Demandez le dossier de candidature naturant notamment l'avis de vacance dificiel et le formulaire de demande l'emplai (à resourner avant le 15 juilles 1996) au Conseil de l'Europe, Unité de ecrusement (réf. 60/96), 67075 Straubourg Judez, france. Veuillez joindre une swelappe (23 x 32 cm), non timbrée, ballé à vatre adresse.

Administrateurs HF

----- CONSULTANTS DÉBUTANTS -----

Notre client est un cabinet de Conseil International de renommée mondiale, ses clients sont parmi les plus importantes entreprises du monde sur les cinq continents.

Son activité en pleine croissance en France l'amène à rechercher des Consultants Débutants ou avec une expérience de quelques années.

De réelles perspectives d'évolution existent pour des candidats de valeur.

Pour que votre candidature soit prise en considération vous devez avoir un bon niveau d'études ainsi qu'une expérience professionnelle de 2/3 ans environ. Si notre annonce vous intéresse, veuillez faire parvenir votre CV en anglais.

LITCHFIELD ASSOCIATES, KRUISWEG 825A, 2132 NG HOOFDDORP, LES PAYS-BAS, FAX.+31.23.5626737. REF. NO.CT/LM/1296

REPUBLIQUE

Nous sommes une société industrielle tniernationale, d'origine française, du secieur mécanique, implantée dans 8 pays et employant près de 800 personnes. Leader sur notre marché en forte croissance, nous exportons 80 % de notre

Chiffre d'Affaires.
Notre unité tchèque (près de 100 personnes) est en forte expansion. Elle industrialise, produit et commercialise nos produits, au meilleur niveau de qualité (certification 180 9000 en cours). Pour superviser cette unité basée à BRNO et en assurer le développement, nous prochements son



RECTEUR GÉNÉRAL

Le candidat idéal aura une solide expérience industrielle, acquise si possible dans la mécanique. Il est familier de la langue et de la culture

Grâce à ses compétences techniques et de gestion et à ses qualités humaines, il saura piloter, avec une fone autonomie, le développement de notre unité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet, en précisant sur l'enveloppe la référence PB627805 à CANDISSIMO - BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui transmetira.

JEUNE COMMERCIAL A DÜSSELDORF

Cette PME française fabrique et commercialise des fours de traitement thermique destinés aux industriels de la mécanique, de l'automobile, de l'aéronautique entre outres.

méconique, de l'outomobile, de l'otronoutique entre outres.

Le Directeur Commercial souhoite confier la responsobilité du marché allemand, où des fours ont été déjà installés, à un jeune ingénieur généraliste (orientation méconique et/ou métallungile) podant couranment allemand et totalement bi-culturel franzo-allemand, oyant effectué son VSNE en Allemagne par exemple.

de cuatres prosesses par plante de la company de la compan

à terme d'une agence au d'une litible en Allemagne. Une bonné connaissance de l'onglais est bien svidemment indispensable.

Si vous vous êtes reconnu, écrivez s/rèf. C/1406M à notre Conseil Pierre BUCCAÎ - CONCORDANCES 77 rue François Mermet - 8P 32 - 69811 TASSIN LA DEMILLINE codex qui s'engage, si votre candidature est mienue, à vous adresser un dossier dans les trois semaines.



CONSEIL ET AUDIT

Le Groupe CAP GEMINI SOGETI, leader européen dans le domaine du conseil, de l'ingénierie et des services en informatique et télécommunications, recherche sur PARIS-RP, pour sa Division FINANCE en très fort développement, physicurs professionnels

Consultants ALM

Gestion de bilan

Vous maîtrisez les enjeux de la banque (métier, organisation, objectifs...) et vous en comprenez les impacts sur le système d'information.

Interlocuteur privilégié de nos clients, vous réaliserez des missions de conseil et de formation et mettrez en œuvre notre outil de pilotage bancaire de seconde génération ALM IL

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce, vous avez une solide expérience de la gestion actif-passif dans le secteur bancaire, acquise en Cabinet de Conseil ou dans un poste de responsabilité dans une Banque.

Vous maîtrisez bien l'informatique et l'anglais... Autonome, vous effectuerez également de courtes missions à l'étrangez.

Poste basé à Paris nécessitant une bonne mobilité.

Merci d'écrire sous réf. LM02 à Marie Claude Puteaux, CAP SESA FINANCE, 76 avenue Kléber 75116 Paris.



CONSEIL ET AUDIT

GRECON

Faire réussir les projets de modernisation, c'est-à-dire permettre à nos clients d'obtenir les résultats attendus dans les meilleures conditions.

Notre specificité

Intégrer la dimension humaine des projets techniques par des études et réalisations en communication, organisation, gestion des impacts

Pluridisciplinaire, mobile intellectuellement, impliquée.

Pour contribuer à notre développement, nous recherchons des Consultants juniors et seniors

Votre profil

Vous pouvez :

- comprendre et mattriser un projet d'entreprise dans toutes ses dimensions (stratégiques, techniques, humaines...),
- réaliser seul ou en équipe des missions en organisation, communication, formation,
- travailler et convaincre à tout niveau,

- nune formation supérieure (Grande École d'Ingénieurs ou Commerce, Université),
- une double compétence si possible (technique et RH par
- une expérience professionnelle appropriée (pour seniors)
- le sens de la pédagogie.

Adresser CV + Lettre manuscrité à V. Athènosy : GRECOM, 110 bd. J.-Jaurès 92100 Boulogne

GRECOM

Dix ans d'expérience au service de la réussite des projets



Société spécialisée dans le conseil aux collectivités territoriales. Dans le cadre de son développement recherche

DIRECTEUR D'ÉTUDES FINANCES LOCALES (H/F)

Rattaché au Directeur général, vous aurez en charge la réalisation des études, l'animation d'une équipe de consultants spécialisés et la prospection.

- 38 ans environ, de formation supérieure (Grande Ecole ou troisème cycle)
- bonne connaissance des divers aspects des finances locales (analyse financière, fiscalité locale, gestion de la dette, intercommunalité ...)
- capacité d'adaptation, autonomie et sens des relations

Une expérience dans un cabinet d'études ou dans le milieu des collectivités locales sera très appréciée. Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, CV, photo + rémunération au : BREEF - 4 place de la Sorbonne - 75005 Paris.

Avez-vous ce plus qu'attendent nos clients des secteurs Banque et Assurance ?

Leader mondial du Conseil et de l'Audit, le réseau KPMG, présent dans 142 pays, compte plus de

accompagne les projets de réengineering, de gestion sociétés d'assurance françaises et étrangères. Nos clients nous consultent pour noire connaissance de leur métier et de leurs marchés, ils nous choisissent pour notre

Diplômé(e) d'une grande école, bilingue, vous possédez

Vous avez surtout ce plus que nos chients attendent et

Marie-Odile Ribatto vous remercie de lui adresser votre candidature, sous référence 533, à Peat Marwick Consultants - Tour Framatome - Cedex 16 - 92084 Paris

Vous cherchez plus de diversité,

dans vos projets, de réelles

le Conseil avec Peat Marwick

Consultants, c'est à peu près

ce que vous imaginez, en mieux 🗷

perspectives d'évolution

en France et à l'étranger.

plus d'envergure

Ecrivez-nous:

Peat Marwick Consultants

AUDITEUR SENIOR



Vous réaliserez des missions d'audit interne d'une grande diversité (efficacité, régularité, évaluation...) dans un esprit de partenariat et de progrès.

Agé d'environ 35 ans et de formation supérieure type ESSEC, IEP Eco.FL, vous avez démontré, au cours d'une expérience minimum de 5 années en audit interne, vos compétences organisationnelles et financières ainsi que i votre ouverture d'asprit et vos qualités relationnelles. La connaissance du sacteur assurance peut constituer un plus, de même si, outre l'englais, vous maîtrisez l'espagnol

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV, lettre de motivation, photo et prétentions ou dernier salaire) sous réf. LM/AU aux Mutuelles du Mans Assurances - Service recrutement conseil 19/21, rue Chanzy - 72030 LE MANS CEDEX.

Cabinet Conseil en Stratégie et Management souhaite intégrez pour accompagner son développement continu auprès d'entreprises leaders (85 % de son CA),

3 CONSULTANTS EXPERTS Stratégie - Management - Organisation

Yous avez une expérience professionnelle réussie dans le conseil d'environ 10 années, et souhaitez accompagner les dirigeants dans la conduite stratégique du changement pour le renforcement compétitif de leur entreprise, consolider la cohérence et la cohésion des équipes de direction, élaborer et relier la stratégie de l'entreprise à

Vous aurez à concevoir et conduire avec succès, les réponses aux problématiques conflées par nos clients dans le cadre d'une vision globale, d'une qualité relationnelle et de confiance fortes ; et ce, dans une grande diversité

Vous voulez valoriser et développer vos savoir-faire en vous impliquant au sein d'une équipe pluridisciplinaire en stratégle, management, organisation, marketing et communication, appréciée pour la qualité et l'efficacité de ses interventions, son éthique, l'originalité de ses approches et son implication.

Vous disposez comme nous, de compétences reconnues, d'une autorité naturelle, d'un portefeuille clientèle à la hauteur de vos ambitions, d'un enthousiasme et d'un esprit d'entrepreneur.

Si vous répondez à ces critères et que ce challenge vous intéresse, nous serons heureux de vous faire partager

nos valeurs et participer à notre développement.



Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet (CV, photo et prétentions) à : DMHE, Développement et Management des Hommes et des Entreprises.

Rejoignez les spécialistes de la conduite de projets de changement difficiles

"La stratégie du projet latéral " paru chez Dunod marque une étape décisive dans le développement de Herbemont César & Associés, société de conseil en mobilisation des hommes.

Cabinet référence en matière de conduite de projets de changement difficiles, HCA souhaite anjoundhui associer à ses objectifs de forte croissance des Consultants confirmés

Diplôme d'une grande école et/ou d'une université, vous justifiez d'une expérience de trois ans au sein d'un cabinet de conseil en organisation réputé et souhaitez passer à la vitesse supérieure pour aller d'une logique de productivité à une logique de mobilisation des houmes.

Déterminé à vous impliquer pleinement, vous pensez tout comme nons que votre créativité, votre puissance de travail et votre force de proposition doivent vous conduire rapidement et naturellement à un statut d'associé.

Nous saurons vous offrir la contrepartie de vos efforts et vous permettre d'acquérir et maîtriser les techniques de mobilisation des hommes et de communication, les méthodes de gestion de conduite de projets de changement difficiles, de gestion des événements et un réel savoir-faire en matière de gestion de conflit..



Adressez sans tarder votre candidature (+ photo) ss réf CO/O696 à Herbemont César & Associés 24, Bd des Iles 92442 Issy les Moulineaux Cedex.

Herbemont César & Associés Rénssir les projets de changement déficiles

Trois C

en pleini

May ...

Tank ... Mr. Car

ilpitte vu:

I ALLERIA

Park St.

in property of

7. Tal.